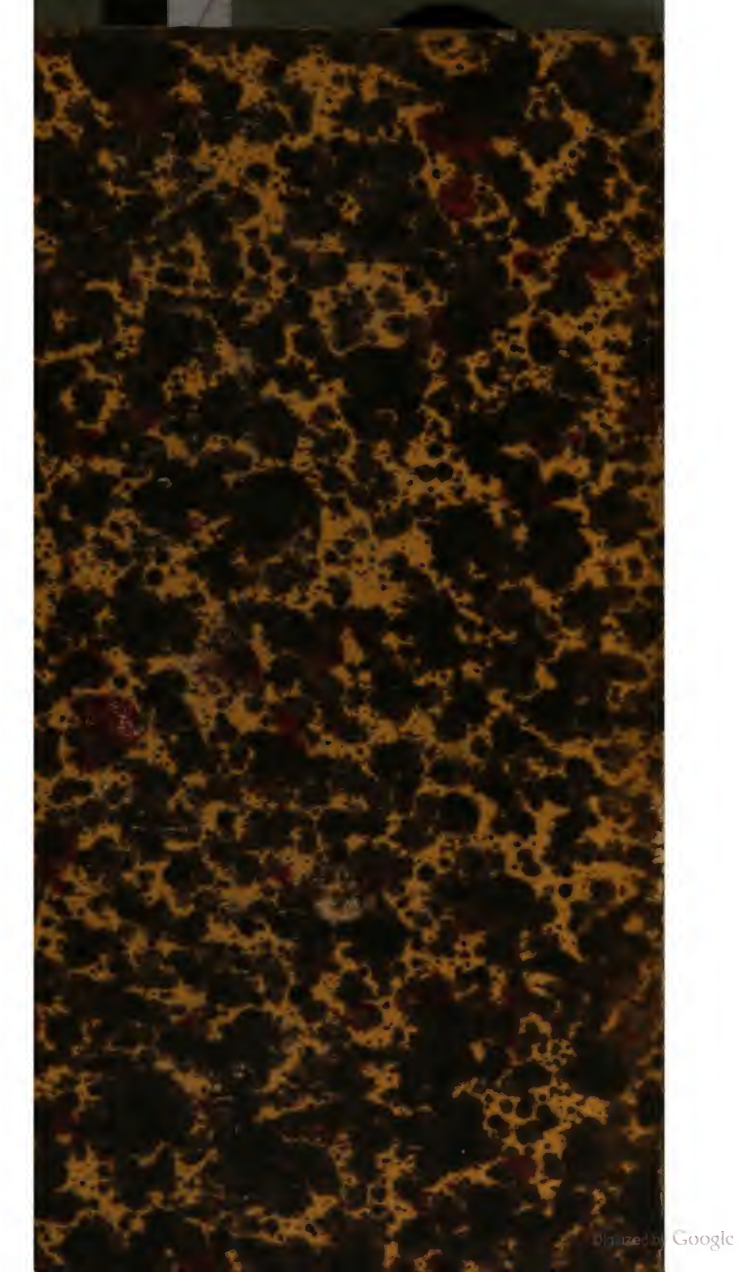
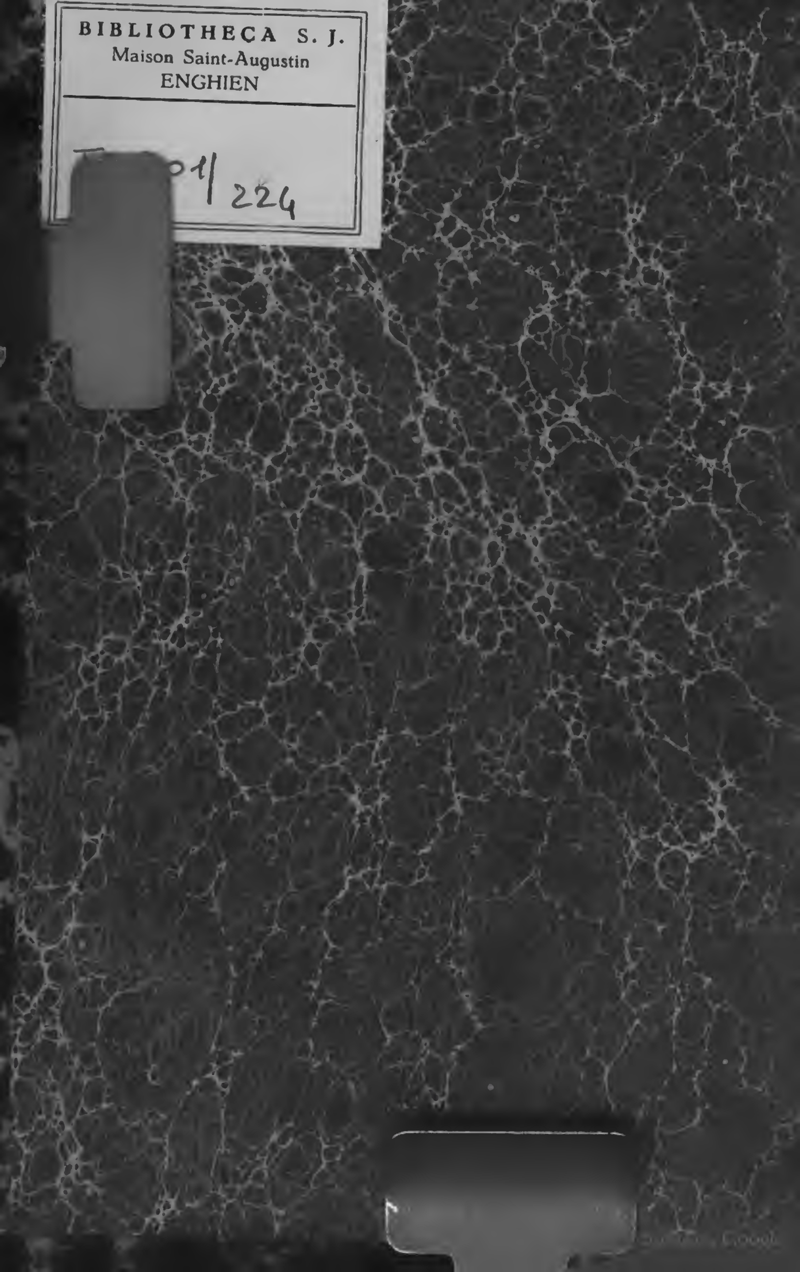
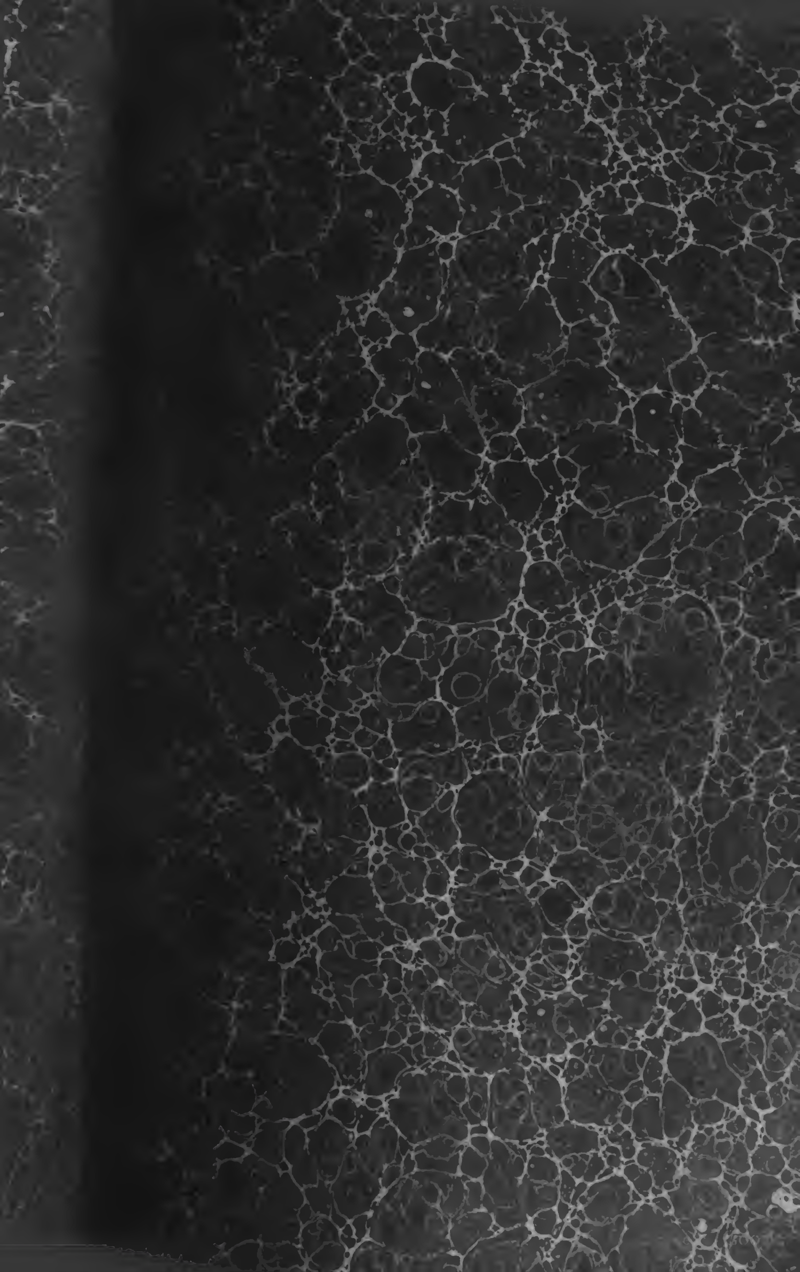




BIBLIOTHECA S. J.
Maison Saint-Augustin
ENGHIEN



COURS D'HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS,

DEPUIS LE BOULEVERSEMENT DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT JUSQU'EN 1789.

A. PIHAN DELAFOREST,
IMPRIMEUR DE LA COUR DE CASSATION,
rue des Noyers, nº 37.

COURS D'HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS,

DEPUIS LE BOULEVERSEMENT DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT JUSQU'EN 1789;

PAR

MAX. SAMSON-FRÉD. SCHOELL,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES TRAITÉS DE PAIX, ET DE CELLES DES LITTÉRATURES GRECQUE ET ROMAINE.

TOME ONZIÈME.



PARIS,

L'AUTEUR, rue du Cherche-Midi, nº 14.
A. PIHAN DELAFOREST, rue des Noyers, nº 37.
GIDE FILS, rue Saint-Marc, nº 20.

BERLIN,

DUNCKER ET HUMBLOT.

1831.

SUITE DU LIVRE V.

CHAPITRE XXIII.

Le Bas-Empire, le royaume de Chypre, et l'Ordre de S. Jean de Jérusalem.

SECTION I.

Le Bas-Empire, depuis 1282 *jusqu'en* 1453.

Andronic II Paléologue, 1282–1328.

Andronic II Paléologue dit *le Vieux*, occupait le trône de Constantinople depuis 1282 [1]. Ce fut depuis le commencement du quatorzième siècle qu'il eut à combattre les Ottomans. Michel IX, son fils, qu'il s'était associé en 1296 [2], ayant été, dans une expédition d'Asie, abandonné par ses troupes mercenaires, Andronic prit à son service une classe d'aventuriers qui se firent une grande réputation en Orient.

Arrivée des Almogavares, sous Roger de Flor.

Roger de Flor ou Ronzer, né, comme nous l'avons dit [3], à Brindes d'un Allemand qui avait suivi le parti de Conradin de Hohenstaufen, après s'être distingué comme Templier en Palestine, et s'être emparé, après la perte de S. Jean d'Acre, des richesses de son ordre, s'était fait chef d'une bande ou compagnie avec laquelle il était entré au service de Frédéric II, roi de Sicile; elle rendit d'utiles services à ce prince. Cependant le moment arriva où le roi, n'en ayant plus besoin,

[1] Voy. vol. VI, p. 154. [2] Voy. *ibid.*, p. 156.
[3] Voy. vol. X, p. 226.

désirait être débarrassé de ces hôtes qui en temps de paix devenaient fort incommodes; il engagea Roger à s'embarquer avec les Catalans et Almogavares dont sa bande se composait. On appelait *Almogavares* une espèce de troupes espagnoles ou d'origine mauresque, qui, après avoir achevé le temps de leur service, étaient mises en garnison dans les forteresses [1].

Roger arriva à Constantinople au mois de mars 1303, avec environ 8,000 hommes, dont 6,500 armés en guerre, et fut reçu comme le libérateur de l'empire. Andronic l'éleva à la dignité de grand-duc qui équivalait à celle d'amiral, et lui donna en mariage la jeune Marie, fille d'Irène, sa sœur, et d'Asan, roi des Bulgares. Corberau d'Alet, un de ses compagnons, fut nommé sénéchal ou général de l'infanterie. Au

1 Telle est au moins l'explication que FERREIRAS donne de ce nom. J'en trouve une autre dans les auteurs arabes qui ont fourni à CONDE les matériaux de sa compilation; et cette explication est d'autant plus remarquable qu'elle paraît indiquer que dès le commencement du onzième siècle on cherchait le nouveau monde. « Vers ce temps, dit cet écrivain, quatre-vingts habitans de Lisbonne, tous de la même tribu, s'embarquèrent pour chercher de nouvelles terres dans le fond de l'Océan Atlantique. Ils revinrent, parce qu'arrivés à certaines îles, ils furent attaqués par des nuées de vautours qui ne les laissèrent pas avancer. Comme, après leur retour, ils racontèrent des merveilles de leur voyage, on les appela Almogavares ou aventuriers, et la rue de Lisbonne où ils demeuraient, fut nommée rue des Almogavares. » L'époque dont il s'agit est le commencement du onzième siècle, où Lisbonne appartenait encore aux Maures. Voy. CONDE, partie II, chap. 109. Ce que dit l'élégant historien de l'expédition des Catalans, FRANCESCO DE MONCADA, est fabuleux.

printemps suivant les Catalans traversèrent la Propontide, livrèrent aux Turcs une grande bataille qui coûta à ceux-ci 3,000 cavaliers et 10,000 fantassins; les vainqueurs firent un riche butin. Ils passèrent l'hiver à Cyzique où ils commirent des excès inouis. Au printemps de 1305, Roger délivra Philadelphie (aujourd'hui Allah-Cheher) en Lydie que les Turcs assiégeaient, et marcha par Nyssa à Magnésie (Gusselhissar), prit Métropolis (aujoud'hui Tiria) et arriva à Ephèse où il fut joint par Bérenger de Roccafort, autre chef d'aventuriers qui lui amena 200 chevaux et 1,000 Almogavares. Roger le nomma sénéchal à la place de Corberau qui avait péri dans une escarmouche. Au mois de mai, Roger remporta, au pied du Mont-Taurus, une victoire brillante sur 30,000 Turcs dont plus de la moitié resta sur le champ de bataille, parcourut en vainqueur toute la Natolie, et ne pouvant pas affaiblir son petit corps par des garnisons, retourna à Magnésie dont il trouva les portes fermées, parce que les habitans, profitant de l'absence de Roger, s'étaient vengés, sur la faible garnison qu'il y avait laissée, des exactions qu'il avait commises dans leurs murs, et s'étaient emparés des trésors qu'il y avait accumulés. Roger échoua dans la tentative de forcer cette ville à se rendre, et finit par se retirer auprès de Gallipoli, sans avoir même pu obtenir par des négociations la restitution de ses effets.

Brouillerie d'Andronic avec les Almogavares.

En 1306, un nouveau chef d'aventuriers, un *chevalier de haut parage*, nommé Bérenger d'Entença, arriva à Constantinople avec un corps de 1,000 Almo-

gavares et 300 chevaliers. Roger céda la dignité de grand-duc à ce chef qui était son ami particulier. Mais bientôt il s'éleva des discussions d'intérêt entre les Grecs, toujours perfides, et les étrangers toujours insolens. Andronic, pour payer à ceux-ci la solde promise, fit frapper du mauvais argent, et les Catalans commirent nombre de violences. Brouillé avec Bérenger d'Ença, Andronic qui tremblait sur son trône, tendit un piège à Roger de Flor. Dissimulant les soupçons qu'on lui avait inspirés contre ce chef, il fit un nouveau traité avec lui et lui conféra la dignité de César, qui, anciennement la première en rang, n'était plus que la troisième depuis la création de celles de despote et de sébastocrator. En même temps l'empereur inféoda toutes les provinces asiatiques aux seigneurs et chevaliers catalans qui dorénavant serviraient sans solde. Avant de se mettre en marche contre les Turcs qui s'étaient emparés de l'île de Chios et assiégeaient de nouveau Philadelphie, le César, sans écouter les avertissemens que lui donnait la princesse Marie, son épouse, qui connaissait mieux que lui le caractère des Paléologues, se rendit à Andrinople pour prendre congé du fils d'Andronic, l'empereur Michel. Le 22 avril 1307, se trouvant à la table de Michel et de l'impératrice son épouse, il fut tué par les chefs des Alains et des Turcopoles qui étaient au service de ce prince. Il était âgé de vingt-sept ans. Malgré les protestations de l'historien George Pachymère, il est difficile de se persuader que cet assassinat n'ait pas été commis par ordre de Michel. On en eut la nouvelle à

Constantinople conjointement avec celle d'horribles excès que les Catalans venaient de commettre dans les environs de Gallipoli. Le peuple de cette grande ville se jeta alors sur les quartiers des Catalans et en massacra un grand nombre. D'après les écrivains byzantins, auxquels on ne peut pas refuser toute croyance, les Catalans prirent leur revanche en massacrant tous les habitans de Gallipoli. Michel fit marcher une armée de 44,000 hommes contre ces aventuriers. Gallipoli fut étroitement bloquée. Les aventuriers entrèrent en pourparler avec Andronic qui protestait qu'il était innocent du meurtre de Roger. Les négociations furent rompues par une nouvelle perfidie dont il est difficile de disculper l'empereur. Des députés que les Almogavares avaient envoyés à Constantinople avec un sauf-conduit impérial, retournant à Gallipoli, furent arrêtés à Rodosto, et exécutés par le bourreau avec leur suite, au nombre de vingt-sept individus.

Les assiégés renoncèrent alors formellement à l'obéissance qu'ils avaient jurée à l'empereur. Bérenger d'Entença leur en avait auparavant donné l'exemple, en renvoyant à Andronic les présens qu'il en avait reçus, et jetant dans la mer les marques de la dignité grand-ducale. Ils se consacrèrent dès ce moment au service de Frédéric II, roi de Sicile, leur ancien maître, et lui prêtèrent serment de fidélité entre les mains d'un noble Sicilien, Garcilopez de Lobera; on envoya ce seigneur en Sicile pour porter au roi ce serment et lui demander des renforts. Déjà un frère naturel de ce monarque, don Sanche, était arrivé à Gallipoli avec

quelques galères siciliennes ; mais lorsque les Almogavares résolurent de prendre l'offensive contre les Grecs, ce prince refusa de participer à leur entreprise et les abandonna.

Bérenger d'Entença s'embarqua avec 800 hommes d'infanterie et 50 chevaux, ravagea les côtes de la Propontide et de la Thrace, fit un immense butin, et détruisit par le feu tout ce qu'il ne pouvait embarquer sur ses navires. Au mois de juin 1307, il entreprit la destruction des vaisseaux grecs qui étaient à l'ancre devant Constantinople ; la rencontre de dix-huit galères génoises commandées par Edouard Doria, lui devint funeste. Quoique les Génois fussent jaloux des Almogavares, ils témoignèrent la plus grande amitié à Entença qui se laissa engager à venir souper et coucher sur le vaisseau de Doria. Le lendemain il fut désarmé, enchaîné et conduit à Constantinople : quoique Andronic eût offert à Doria jusqu'à 25,000 sequins pour être mis en possession du captif, l'amiral persista à le transporter à Gènes. Après l'arrestation d'Entença, les galères génoises s'étaient emparées des bâtimens des Catalans, mais non sans avoir éprouvé une résistance qui fit couler beaucoup de sang.

Les Catalans enfermés à Gallipoli et réduits à 1460 individus, pouvaient se sauver sur les vaisseaux qui leur restaient ; mais résolus de s'ensevelir plutôt sous les ruines de la place que de la rendre aux Grecs, ils mirent le feu à leur flotte. Bérenger de Roccafort, en qualité de sénéchal, fut reconnu général en chef, et on lui adjoignit un conseil de douze membres pour

gouverner *l'armée des Francs régnant en Thrace et en Macédoine;* car tel est le titre que les Catalans donnèrent à cette nouvelle république militaire. N'ayant reçu aucun secours, le 21 juin 1307, après s'être préparés au combat par des actes de dévotion, ils sortirent de la ville et attaquèrent les Grecs qui étaient vingt fois plus forts, dans leur camp de Brachialio. Malgré la disproportion du nombre, les Catalans remportèrent une victoire si complète sur les Grecs frappés de terreur, qu'ils en massacrèrent jusqu'à 26,000 à ce qu'on assure.

Les deux empereurs se hâtèrent de rassembler une nouvelle armée dans les environs d'Andrinople, et se proposèrent d'aller écraser avec des forces supérieures le petit nombre d'aventuriers qui se trouvaient à Gallipoli; mais ceux-ci résolurent de prévenir le coup qui les menaçait. Laissant à Gallipoli cent Almogavares pour garder les femmes, les enfans et le butin, ils marchèrent au nombre de 3,000 [1], vers Andrinople, tombèrent sur l'armée grecque placée aux environs d'Apros et commandée par le jeune empereur, et y firent un tel carnage que les historiens grecs eux-mêmes avouent une perte de 25,000 hommes qu'ils essayent d'expliquer par la perfidie des Alains et des Turcopoles. Michel se conduisit avec la plus éclatante bravoure, et fut grièvement blessé. Cette victoire livra aux Catalans presque toute la Thrace, à l'exception de quelques villes fortifiées, dont ils ne voulurent pas

[1] Les historiens n'expliquent pas l'augmentation du nombre des Catalans qui au reste n'a rien d'invraisemblable.

faire le siège, mais dont ils dévastèrent les environs. Rodosto, où leurs députés avaient été tués, fut surprise, et tous les habitans furent égorgés.

Bientôt après, les Catalans reçurent, par l'arrivée d'un Aragonais, nommé Ferdinand Ximenès d'Arenos, un renfort peu considérable sous le rapport du nombre (car il n'était que de vingt-quatre hommes), mais très-important à cause de la grande renommée de ce chef. Après avoir, à la tête de 360 aventuriers, répandu la consternation jusqu'à Constantinople, et brûlé les villages voisins de cette ville, Arenos résolu de former un établissement indépendant de l'impérieux Roccafort, assiégea Modico, place très-forte, dont il ne put s'emparer qu'au bout de six mois; il en fit alors sa place d'armes. Roccafort, de son côté, répartit ses troupes à Rodosto et Pactia; l'historien Raimond Muntaner, chargé de l'administration des vivres, reçut en même temps le commandement de Gallipoli. Les Almogavares se maintinrent dans cet état pendant cinq ans, époque remplie d'expéditions et de faits militaires, que les historiens nous racontent, en négligeant beaucoup la chronologie, ce qui jette une grande confusion dans leurs récits et les dépouille d'une partie de l'intérêt qu'ils auraient sans cela.

L'empereur Andronic avait congédié les Alains ou Massagètes; ces mercenaires, au nombre de 3,000 hommes à cheval et 9,000 fantassins, retournaient dans leur patrie, accompagnés d'un troupeau de femmes et d'enfans, et d'une quantité de voitures

chargées de butin. Les Almogavares résolurent de venger sur ces brigands la mort de Roger de Flor. Roccafort et Arenos se réunirent dans ce dessein ; ayant devancé la marche des barbares, ils se placèrent entre eux et le défilé du Hæmus par lequel ils voulaient passer, et les exterminèrent si complètement, qu'à peine 500 hommes échappèrent au carnage.

Pendant cette expédition, les Almogavares coururent un danger dont ils ne se doutaient pas. Croyant Gallipoli suffisamment en sûreté sous la protection de Raimond Muntaner et de 200 hommes de pied et 20 cavaliers, ils y avaient envoyé leurs femmes, leurs enfans et leurs bagages. Antonio Spinola, amiral génois, se trouvait à Constantinople avec vingt-cinq galères [1]. Il se chargea de soumettre Gallipoli à l'obéissance d'Andronic. Muntaner, dont la troupe était réduite par la désertion à 134 fantassins et 7 cavaliers, mais renforcée de 2,000 femmes qui garnissaient les murs de la ville, repoussa l'assaut que Spinola lui livra; dans une sortie il défit les Génois; Spinola lui-même périt dans ce combat.

Depuis le départ de Roger de Flor de l'Asie Mineure, les Turcs Seldjoucides s'étaient rendus maîtres de ce pays. En 1307, Malek Isaac, ou le roi Isaac,

[1] Les historiens disent que Spinola était venu pour chercher Théodore, fils cadet d'Andronic, à qui le marquisat de Montferrat venait d'échcoir (Voy. vol. XI, p. 330). L'évènement dont il est question serait donc de l'année 1306, ce qui ne cadre pas avec le reste.

prince Seldjoucide d'Aïdin, offrit aux Almogavares un corps de 800 chevaux et 2,000 hommes de pied. On convint des conditions, et ainsi les Turcs entrèrent au service des chrétiens. Ce fut la seconde apparition de ce peuple en Europe [1]. Vers le même temps, 1,000 Turcopoles [2] quittèrent le service de l'empereur de Constantinople pour entrer à celui des Catalans.

Cependant l'arrivée de Bérenger d'Entença qui, par l'intervention du roi d'Aragon, avait obtenu sa liberté, mit la désunion parmi ces aventuriers. Entença demanda le commandement comme il l'avait eu avant son malheur; Roccafort refusa de s'en démettre, après l'avoir exercé pendant six ans. Les Turcs et les Turcopoles ne voulurent reconnaître que lui. Les parties s'en remirent à la décision des Douze[3] et ceux-ci décidèrent que l'armée aurait dorénavant trois chefs indépendans, savoir Entença, Roccafort et Arenos, et que chaque soldat choisirait librement celui des trois sous les ordres duquel il voudrait servir. Arenos se joignit à Entença, et ainsi la *république* des Almogavares se partagea en deux corps séparés.

Il s'était passé cinq ans depuis l'ambassade envoyée par les Catalans en Sicile, lorsqu'on vit arriver à Gallipoli don Ferdinand d'Aragon, fils cadet de Jayme I.er, roi de Majorque, chargé par son cousin, le roi de Sicile, de prendre le commandement de l'armée. Mun-

[1] La première est de 1263. Voy. vol. VI, p. 151.

[2] C'est-à-dire Turcs qui avaient abjuré l'islamisme.

[3] Le Conseil de la république militaire.

taner, qu'il trouva à Gallipoli, Entença qui, dans ce moment, assiégeait Megarin, et Ferdinand d'Arenos qui commandait à Modico, s'empressèrent de reconnaître le lieutenant du roi, qui devait être leur appui contre l'insolence de Roccafort. Celui-ci qui assiégeait Nona, forma un projet qui devait éloigner l'infant. Il intrigua si bien auprès du corps qu'il commandait, qu'il refusa de recevoir le prince comme lieutenant du roi de Sicile, mais lui offrit toute obéissance, s'il voulait prendre la qualité de souverain. Le rusé Catalan était bien sûr que le prince de Majorque rejeterait cette proposition; ainsi lui-même, tout en protestant sans cesse de sa soumission, conserva le commandement de son corps.

Après la prise de Nona et de Megarin, les Catalans résolurent de quitter la Thrace, qui, complètement dévastée, ne leur offrait plus aucun moyen de subsistance, et de prendre possession de la Macédoine, qui était une terre *vierge*. Après avoir rasé les fortifications de toutes les villes qu'ils occupaient, ils se mirent en route pour Christopole, ville située sur les confins de la Thrace et de la Macédoine, en face de l'île de Thasos. Comme la jalousie qui régnait entre eux, menaçait de dégénérer, d'un instant à l'autre, en guerre civile, il fut convenu que les deux divisions de l'armée marcheraient séparées et à la distance d'une journée de marche; Roccafort alla en avant; Bérenger d'Entença, Fernando Ximenès d'Arenos et l'infant le suivaient. Cependant, à deux journées de marche, le corps de Roccafort, qui avait

perdu du temps à fourrager, et l'avant-garde de Bérenger d'Entença, qui, pour éviter la chaleur, avait quitté ses quartiers de grand matin, se rencontrèrent. Les gens de Roccafort, soupçonnant aux autres des intentions perfides, tombèrent sur Entença, qui était presque sans armes, et le tuèrent. Les deux divisions se livrèrent un combat qui coûta la vie à 700 hommes. Arenos quitta aussitôt l'armée, et entra au service de l'empereur de Constantinople. L'infant, après un dernier effort pour faire reconnaître l'autorité du roi Frédéric II, s'embarqua, et laissa Roccafort à la tête de 8,000 hommes aguerris, avec lesquels il s'empara de Cassandrie. Ce fut là que le trouva Thibaut de Sipoys, émissaire de Charles de Valois, qui, s'occupant alors du projet de faire valoir les prétentions de Catherine de Courtenai, son épouse, à l'empire de Constantinople, fit proposer à Roccafort d'entrer à son service. La proposition fut acceptée, et les Catalans reçurent Thibaut de Sipoys en qualité de lieutenant-général de Charles, empereur de Constantinople.

Roccafort, avare, cruel, arrogant, avait fini par se faire détester par les Catalans. Sipoys se mit à la tête d'une conspiration qui se forma contre lui. Il fut arrêté en plein conseil, en 1309, avec Gilbert, son frère, et dans la nuit suivante, Sipoys partit secrètement avec ses deux prisonniers, qu'il conduisit à Naples, où le roi Robert, qui avait eu anciennement des démêlés avec Roccafort, les laissa mourir de faim. Ce qui engagea Sipoys à abandonner l'armée des Catalans, c'est

que Charles de Valois avait renoncé à son entreprise. Catherine de Courtenai étant morte sans lui laisser de fils, il n'avait plus le même intérêt à poursuivre la conquête de Constantinople. Il en laissa le soin à Philippe, prince de Tarente [1], fils de Charles II, roi de Naples, à qui il donna la main de Catherine, sa fille, héritière des droits de Catherine de Courtenai. Philippe devint la souche d'une dynastie d'empereurs titulaires [2].

Les Catalans, abandonnés par leur chef, passèrent l'année 1310 à Cassandrie. Ayant ensuite échoué dans le projet de s'emparer de Thessalonique, ils se jetèrent dans la Thessalie, passèrent l'hiver dans la vallée de Tempé, et en 1311 traversèrent l'Achaïe pour entrer au service de Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, qui les avait appelés. Ils le mirent en possession de son duché, en combattant son ennemi, Angelo, prince des Vlaques et despote de Larta. Gaultier se brouilla ensuite avec eux pour la solde; mais dans une bataille qu'avec les troupes qui lui étaient restées fidèles, il leur livra, il fut défait et tué [3]. Les Catalans

[1] Voy. vol. VI, 53, 407, 409 ; vol. VII, p. 60.

[2] Ce titre fut porté par Philippe jusqu'en 1332; Robert son fils aîné (1332-1364); Philippe II, le cadet (1364-1372); Jacques de Baux (fils de Marguerite, sœur de Robert, et de Philippe II,) 1372 jusqu'à sa mort.

[3] La principauté, grand' sirerie ou le *duché d'Athènes*, appartenait, depuis 1204, à la famille de la Roche (Voy. vol. VI, p. 140). Hélène ou Isabelle de la Roche, héritière d'Athènes, épousa Hugues de Brienne, fils de Gaultier IV, comte de Brienne et de Jaffa, qui

se mirent, en 1312, en possession de ses états, dont Thèbes et Athènes étaient les principales places. Il

ayant été fait prisonnier, en 1244, à la bataille de Gaza (Voy. vol. V. p. 11) avait péri en 1251. Hugues fut nommé, en 1269, comte de Lecce par Charles 1.er d'Anjou, roi de Naples. Son fils et celui d'Isabelle de la Roche, est ce Gaultier que les Catalans tuèrent en 1312. Son fils, appelé également Gaultier de Brienne, se maintint dans la possession d'Argos et de Nauplia. C'est le même duc titulaire d'Athènes qui, en 1326, fut placé à la tête du gouvernement de Florence (Voy. vol. X, p. 129), et qui, nommé connétable de France, périt, en 1356, à la bataille de Poitiers. Sa race s'éteignit avec lui. Isabelle de Brienne, sa fille, porta ses biens et ses prétentions dans la maison d'Enguyen, par son mariage avec Gaultier seigneur d'Enguyen. Leur fils nommé Sohier, qu'Albert de Bavière, comte d'Hollande et de Hainault, fit décapiter en 1367, et Gaultier, fils de Sohier, qui, en 1381, fut tué au siège de Gand, portèrent le titre de duc d'Athènes. Louis d'Enguyen, comte de Conversan, frère cadet de Sohier, laissa une fille qui porta le comté de Brienne, la seigneurie d'Enguyen et la prétention au duché d'Athènes dans la maison de Luxembourg, par son mariage avec Jean de Luxembourg, seigneur de Beauvoir.

Argos et Naples de Romanie étaient tombés en partage à Gui d'Enguyen, le plus jeune des fils de Gaultier, seigneur d'Enguyen, et d'Isabelle de Brienne. Il eut une fille nommée Marie qui, en 1377, épousa Pierre Cornaro, noble vénitien. Cette dame vendit, après la mort de son mari, en 1388, les villes d'Argos et de Naples de Romanie aux Vénitiens, contre une rente viagère de 700 écus d'or et un capital de 2000 écus.

Le duché d'Athènes même que les Catalans enlevèrent à la maison de Brienne, éprouva une suite de variations; il vint en la possession des rois de Sicile de la maison d'Aragon qui y envoyèrent de temps en temps des gouverneurs jusqu'à ce que la famille des Acciauoli de Florence s'en empara. François, huitième prince de cette maison, fut contraint, en 1455, de l'abandonner à Mahomet II.

leur fallut un souverain ; ils donnèrent cette dignité à Roger Deslau, par lequel Gaultier avait anciennement traité avec eux. Quatorze ans après, ils la déférèrent à Frédéric II, roi de Sicile, pour un de ses fils [1]. Ici finit leur histoire.

Seconde apparition des Turcs (Seldjoucides) en Europe, 1308.

En parlant des auxiliaires qui se joignirent, en 1307, à la troupe des Catalans, nous avons nommé les Turcs. C'est la seconde fois que nous trouvons des Turcs en Europe. Ainsi qu'en 1263[2] ce n'était pas encore des Ottomans, dont l'empire venait de naître seulement : c'étaient des Seldjoucides d'Aïdin, c'est-à-dire l'une des dix principautés seldjoucides, qui existaient en Asie-Mineure depuis la fin de l'empire d'Iconium. Les historiens du Bas-Empire nomment Melek Isaac, ou roi Isaac, l'émir des Turcs d'Aïdin ou de la Mysie. Ces auxiliaires se brouillèrent bientôt avec les Catalans ; une partie d'entre eux alla offrir ses services aux Serviens ; les autres voulaient retourner en Asie avec Constantin, fils d'Afeddin, qui avait embrassé le christianisme et formait des prétentions au trône d'Iconium qu'occupait un de ses frères. Les Catalans le massacrèrent ; le reste fut renvoyé, en 1314, en Asie.

Prise de Rhodes par les chevaliers de S. Jean.

Pendant que les Catalans établis à Cassandrie menaçaient la Macédoine, l'empire grec perdit une île de la Méditerranée, plus importante encore par sa situation que par son étendue et sa richesse. Après la prise de Ptolémaïde, les chevaliers de St. Jean de Jérusalem se fixèrent dans l'île de Chypre, où ils

[1] Voy. vol. X, p. 227. [2] Voy. vol. VI, p. 152.

eurent de continuels démêlés avec les souverains du pays. Enfin, s'étant assuré de l'approbation de la France et du pape, pour le plan qu'il méditait, le grand maître[1], Foulques de Villaret, équipa une flotte et leva des troupes sous prétexte de faire une expédition en Terre-Sainte ; mais lorsqu'on s'attendait à le voir paraître sur les côtes de la Syrie, il attaqua subitement l'île de Rhodes, dont les empereurs de Constantinople n'étaient plus entièrement les maîtres, puisque déjà les Turcs y avaient mis le pied. Après avoir remporté une victoire sanglante sur les Grecs, qu'il avait vainement sollicités d'abandonner l'île à l'Ordre à titre de fief, il s'empara, le 15 août 1313, de la capitale, et successivement de toute l'île avec les îlots qui en dépendent, et dont Cos est la principale. Aussitôt le sultan Osman vint assiéger Rhodes avec une armée formidable ; les chevaliers le repoussèrent.

Les Paléologues établis en Montferrat.

Andronic le Vieux avait épousé, en 1285, en secondes noces, Yolande, ou comme elle s'appela ensuite, Irène, fille de Guillaume VII, margrave de Montferrat, dont il eut un fils nommé Théodore, qui, par la mort de son oncle Jean, dernier margrave de la maison d'Aleran, hérita, en 1305, du Montferrat, et devint la souche de la branche des Paléologues qui régna en Italie jusqu'en 1533 [1].

Guerre des deux Andronic.

La satisfaction de voir un fils cadet possesseur d'une petite souveraineté fut chèrement payée par les chagrins qu'Andronic éprouva dans sa famille. De son

[1] Voy. vol. IX, p. 330.

premier mariage avec Anne d'Hongrie, Andronic avait deux fils, Michel, qu'il avait associé à l'empire [1], et Constantin, qui portait le titre de despote. Michel avait aussi deux fils, nommés Andronic et Manuel. Le vieil empereur aimait tendrement le jeune Andronic : il le faisait élever sous ses yeux, et voulait l'avoir toujours à ses côtés. Malgré la surveillance de l'aïeul, le prince dont l'enfance avait donné les plus belles espérances, parvenu à l'âge de l'adolescence, tomba entre les mains de jeunes libertins, qui l'entraînèrent à toutes sortes de dissipations, au jeu et à la débauche. On lui inspira même des projets ambitieux. Sa conduite ne put rester cachée à l'empereur : plus ce prince aimait Andronic et avait peut-être contribué à le gâter, plus il l'accabla de reproches et le couvrit de confusion en présence des courtisans. Il lui donna pour épouse une princesse allemande, Agnès ou Irène, fille de Henri I.er, duc de Brunswick-Grubenhagen, laquelle ne réussit pas à captiver un jeune homme aussi corrompu que l'était déjà Andronic. Il lui préférait une vile courtisane qui lui avait inspiré une folle passion ; soupçonnant cependant qu'il avait été supplanté auprès d'elle par un rival, il aposta des meurtriers qui devaient le défaire de l'amant préféré. Par un accident malheureux, au lieu de la victime désignée, ce fut Manuel, le propre frère d'Andronic, qui tomba entre les mains des sicaires. Ce malheur fut le coup de mort pour l'empereur Michel. Ce prince qui avait montré de la valeur, mais

[1] Voy. vol. VI, p. 156, et pag. 1 de ce vol.

à qui la fortune fut constamment contraire, vivait à Thessalonique, plongé dans une mélancolie qui minait sa santé. Ayant reçu la nouvelle de la fin tragique de son fils, il expira le 12 octobre 1320.

L'affection que le vieil empereur avait anciennement ressentie pour son indigne petit-fils, se changea successivement en haine : il résolut de l'exclure de la succession. Il existait un bâtard du despote Constantin, second fils de l'empereur : il s'appelait Michel, et, du nom de sa mère, on l'avait surnommé Cathare. Constantin, revenu de sa passion pour la mère de Michel Cathare, avait entièrement abandonné le fils qu'elle lui avait donné. Andronic le Vieux recueillit cet enfant, le plaça parmi ses pages, et lui fit donner une éducation convenable au sort qu'il lui destinait : c'était d'abord quelque charge à la cour, et finalement l'empire même. Tel fut l'aveuglement du faible monarque, qu'il conçut pour ce jeune homme, qui n'était recommandable ni par son esprit ni par les qualités du cœur, la même affection passionnée dont anciennement Andronic avait été l'objet.

A la mort de l'empereur Michel IX, Andronic le Vieux fit prêter serment à tous ses sujets qu'ils ne reconnaîtraient comme empereur après lui que celui qu'il aurait nommé son successeur. Le seul Jean Cantacuzène, un des premiers officiers de la cour, que nous verrons par la suite sur le trône de Constantinople, refusa de prêter ce serment, comme lésant les droits du jeune Andronic, qui s'était trouvé compris dans un de ses sermens antérieurs. Quelque corrompue que fût

la cour de Byzance, il était encore permis d'invoquer la sainteté du serment. La démarche de l'empereur, évidemment dirigée contre son petit-fils, produisit une grande sensation, et il était à craindre qu'elle n'entraînât Andronic le Jeune à une imprudence : aussi l'empereur le fit-il entourer de surveillans. Le principal de ces espions était un Cuman, nommé Syrgiane, qu'on tira des prisons où il avait été jeté comme coupable de rebellion, pour le charger de ce rôle infâme. Mais Syrgiane aima mieux s'attacher à la fortune naissante d'un jeune prince qu'à celle d'un vieux monarque, qui donnait tous les jours de nouvelles preuves de sa faiblesse. Il trahit le secret de l'empereur, et excita le petit-fils à la révolte contre son aïeul. Une conspiration se forma en faveur du premier; Cantacuzène y entra.

Cependant l'empereur résolut de convoquer une assemblée de prélats et de grands-officiers de l'empire, pour faire déclarer son petit-fils indigne de porter la couronne. Après être convenu avec les conjurés des mesures nécessaires pour déjouer le plan du vieux monarque, le jeune Andronic se rendit à cette assemblée où il avait été appelé. A la suite d'une scène très-vive, où, si nous croyons les historiens du parti du petit-fils, celui-ci montra d'autant plus de calme, de soumission et de respect, que l'aïeul s'abandonna à sa fureur, l'étiquette de cour, cette souveraine absolue des princes, dont ils n'ont jamais impunément secoué le joug, fit ce que les sentimens de la nature n'avaient pu opérer. Le jeune Andronic, malgré les efforts de

son grand-père pour l'en empêcher, parvint à baiser les pieds de l'empereur. Aussitôt celui-ci, entraîné par la force de l'habitude, baisa les yeux de son petit-fils, et les assistans crièrent que la réconciliation était consommée. On fit jurer à l'empereur qu'il nommerait Andronic son successeur, et, de son côté, ce jeune prince qui avait alors vingt ans, s'engagea par serment à ne rien entreprendre contre la vie et l'honneur de l'empereur. Cet évènement est de 1321.

Une réconciliation opérée sous de telles circonstances ne put être qu'une comédie. En effet, le vieux Andronic résolut, peu de temps après, de faire arrêter son petit-fils. Celui-ci, averti par le patriarche du danger qui le menaçait, se sauva, le 22 avril 1322, à Andrinople, où il fut suivi par ses amis, par beaucoup d'officiers des troupes impériales et par plusieurs membres du sénat. Son parti se grossit tellement, que l'empereur crut prudent d'entrer en négociations. Andronic le jeune montra des dispositions conciliantes ; mais les chefs des conjurés exigèrent que, rejetant toute proposition d'accommodement, il marchât sur Constantinople. Tout en cédant à leurs instances, le jeune prince fit secrètement avertir son aïeul d'être sur ses gardes. Celui-ci résolut de se retirer dans un monastère, et envoya auprès de son petit-fils la princesse Eugénie, nièce de l'empereur Michel Paléologue, qui avait pris le voile. Cette dame ménagea un accommodement, par lequel Andronic le Jeune se contentant d'une partie de la Thrace, aban-

donna tout le reste de l'empire à son aïeul : c'était en 1322.

La paix ne dura pas long-temps ; elle fut troublée par Syrgiane. Ce traître, trouvant que le jeune Andronic n'avait pas suffisamment récompensé ses services, repassa du côté du grand-père, et le décida à la guerre. Le vieil empereur avait résolu de nommer comme successeur son second fils, le despote Constantin, et de prendre des mesures pour qu'après celui-ci la couronne passât à Michel Cathare. Constantin obtint le commandement de la Macédoine, où il mit sur pied une armée avec laquelle il se proposait d'attaquer son neveu du côté de Thessalonique, pendant que Syrgiane marcherait contre lui de Constantinople. Ce plan fut contrarié par les habitans de Thessalonique, qui se révoltèrent, arrêtèrent leur gouverneur, et le forcèrent de prendre l'habit de moine. Dans ce costume, il fut mené auprès de son neveu, qui le fit enfermer pour le reste de ses jours.

Abandonné par un corps de troupes turques qu'il avait pris à son service, l'empereur demanda la paix à son petit-fils. On fut extrêmement surpris de la modération du jeune prince, qui, contre l'attente générale, déclara que, s'étant aperçu que, bien loin d'opérer une réconciliation, le traité précédent n'avait été qu'une pomme de discorde, il renonçait absolument à l'apanage que ce traité lui avait alloué, et remettait sa personne entre les mains de son aïeul, en stipulant seulement quelques avantages en faveur de ses compagnons d'armes. Il tint parole, se désista de tous ses

droits, et, après avoir passé quinze jours avec l'empereur, il se retira à Didymotique, où était sa famille.

Andronic le Jeune, ayant perdu son épouse sans en avoir eu d'enfans, se remaria à Anne de Savoie, fille d'Amédée le Grand. Son aïeul, voulant qu'il reçût sa nouvelle épouse en qualité d'empereur, le fit couronner le 2 février 1325.

Cependant il s'éleva de nouveaux nuages entre les deux empereurs ; le jeune qui résidait toujours à Didymotique, reçut, en 1327, l'ordre de ne point venir à Constantinople. On ne sait pas trop quelles ont été les véritables causes de cette brouillerie; car les chefs d'accusation produits par le vieil empereur contre son collègue, tels que les historiens nous les ont conservés, sont si futiles, qu'ils ne peuvent avoir été que des prétextes : aussi le patriarche fit-il à Andronic le Vieux les représentations les plus énergiques sur l'injustice de sa conduite. Ce faible prince eut l'imprudence d'appeler à son secours les Turcs ottomans, qui, sous la conduite d'Osman, leur premier sultan, avaient paru pour la première fois en Europe, et avaient dévasté, pendant dix-huit mois, la Thrace et la Macédoine. Le jeune Andronic défit ces nouveaux ennemis entre Tzurulum et Sélimbrie. Après s'être emparé de Thessalonique, d'Édesse (l'ancienne Égée) et d'autres places, il s'approcha de Constantinople. Cette ville lui fut livrée par trahison dans la nuit du 28 mai 1328. Il se rendit sur-le-champ au palais où était son grand-père, et prit toutes les mesures nécessaires pour

Abdication d'Andronic le Vieux, 1328.

la sûreté de ce prince. Andronic le Vieux abdiqua ; son petit-fils lui assigna un revenu considérable, et lui abandonna les appartemens du palais, qu'il avait toujours habités, se contentant pour lui-même d'un logement beaucoup moins somptueux. L'empereur y vécut encore quatre ans ; mais ayant perdu la vue à la suite d'une longue maladie, il fut négligé par les personnes chargées de le soigner, au point qu'il crut qu'on en voulait à sa vie. Il se fit alors moine sous le nom d'Antoine, toutefois sans quitter le palais où il mourut le 13 février 1332, âgé de soixante-quatorze ans.

Andronic III Paléologue, dit le *Jeune*, voulant sauver Nicée que les Turcs assiégeaient après s'être emparés de Nicomédie, passa, en 1329, en Asie. Il remporta d'abord une victoire ; mais s'étant retiré vers Philocrène, pour se faire guérir d'une blessure, une terreur panique s'empara de son armée qui se dispersa, abandonnant à l'ennemi ses armes, son camp et ses équipages. La prise de Nicée par les Turcs, en 1330, fut la suite de ce désastre. Andronic avait embarqué une armée considérable pour attaquer Orkhan en Asie, lorsque ce sultan lui offrit une paix qui lui permît de tourner ses forces contre les Génois, maîtres de Mitylène et de Phocée. Andronic s'allia étroitement avec l'émir ou le prince Seldjoucide de Ssarou (en Lydie), et avec l'émir Seldjoucide d'Aïdin, dont le fils, Oumour contracta avec lui une amitié qui alla jusqu'au romanesque. Ce fut probablement cette liaison qui engagea Orkhan à devenir l'allié des Génois. Inopinément les Ottomans débarquèrent, en 1337, près de Cons-

Andronic III Paléologue le Jeune, 1328–1341.

tantinople, et en pillèrent les faubourgs. Le grand-domestique, Cantacuzène, marcha contre eux, et les défit entièrement, pendant que la flotte grecque détruisit une partie de celle des Turcs.

Depuis la bataille de Philocrène, Andronic III avait souvent ressenti un dégoût des affaires, et avait sollicité le grand-domestique, Jean Cantacuzène, de se charger du gouvernement, et de partager avec lui la pourpre. Cantacuzène, qui lui-même nous fait connaître cette disposition de son maître, ajoute qu'il s'efforça de relever le courage de ce prince, et de le faire renoncer à son projet. Andronic dont la jeunesse avait été si orageuse, et qui, parvenu à un âge mûr, avait montré tant de bonnes qualités, de l'activité, de l'intrépidité, de l'humanité et de la magnanimité, mourut à l'âge de quarante-cinq ans, le 15 juin 1341. Il laissa de sa seconde épouse trois fils, Jean, Manuel et Théodore, dont le plus âgé n'avait que neuf ans.

Droit canon de l'église grecque.

Si l'empire oriental a été souvent agité par des disputes religieuses, en revanche l'Église orientale ou grecque se tint constamment dans la place subordonnée que, dans tout état bien organisé, elle doit occuper. Nous n'avons jamais eu occasion de parler de quelque chose qui ressemblât à la guerre entre l'Empire et le Sacerdoce, qui nous a si souvent occupé lorsque nous avons rapporté les évènemens de l'Occident; nous n'avons jamais vu l'Église orientale élever des prétentions à l'indépendance, et beaucoup moins encore à une supériorité sur la puissance temporelle. Puisque ces rapports n'avaient rien qui ne fût con-

forme à la loi commune, il en est résulté que l'Église d'Orient ne possède point, comme celle d'Occident, une législation particulière ou droit canon. Elle a bien des collections de lois ecclésiastiques, rendues par les huit premiers conciles écuméniques qu'elle reconnaît, lois qui prononcent sur l'orthodoxie des dogmes religieux; mais elle n'a pas de décrétales d'un chef de l'Église, puisqu'elle ne reconnaît cette qualité à aucun de ses pontifes. Sous le règne d'Andronic III, un moine du rang d'hiéromonaque, nommé *Mathieu Blastarès*, conçut l'idée de mettre entre les mains des fidèles de sa croyance, non un nouveau recueil de lois ou de canons, pour servir de supplément au Nomocanon de Photius [1]; mais un ouvrage élémentaire qui pût faciliter l'étude des lois ecclésiastiques rendues par les conciles ou les empereurs. Il choisit pour cela la forme alphabétique à laquelle un système aurait été préférable, et intitula son livre Exposition (σύνταγμα) de tous les objets contenus dans les lois de l'Église. Cette compilation est la base de toutes les connaissances que nous avons de l'Église d'Orient, et, sous ce rapport, ainsi que comme remplaçant le droit canon de cette Église, un ouvrage très-important.

Jean Paléologue I.er ou *Jean IV Paléologue I.er*, fils d'Andronic III, fut reconnu empereur après la mort de son père. L'ami intime de celui-ci, son principal ministre, celui à qui il avait voulu laisser l'empire comme au plus digne, se mit en possession de la ré-

Jean IV Paléologue I, 1341-1391.

[1] Voy. vol. III, p. 275.

gence, prit grand soin des jeunes princes confiés à sa garde et leur fit donner une bonne éducation ; il fut contrarié cependant dans ses excellentes intentions par deux hommes jaloux de son pouvoir, Apocauque qui, d'une naissance obscure, était parvenu à la dignité de grand-chambellan, et le patriarche Jean d'Apri qui devait la sienne à Cantacuzène. Ces deux hommes ne pouvant reconnaître dans les autres un sentiment généreux dont eux-mêmes étaient incapables, persuadèrent l'impératrice-mère, Anne de Savoie, que le grand-domestique cachait sous des soins empressés le dessein de faire périr le jeune empereur pour prendre sa place. Cantacuzène ayant quitté Constantinople, le 28 septembre 1341, pour se mettre à la tête de l'armée qui devait conquérir les établissemens des Latins en Morée, le patriarche, de l'aveu de l'impératrice, s'empara du gouvernement. Apocauque fut nommé préfet de la ville; la mère et la famille de Cantacuzène furent arrêtées et sa maison pillée. Un ordre de l'impératrice le confina à Didymotique et appela ses troupes dans la capitale. Mais au lieu d'obéir à un ordre arraché par l'intrigue, l'armée proclama, le 8 octobre 1341, son général empereur, et le força d'accepter la pourpre malgré lui, car il paraît véritablement que Cantacuzène ne jouait pas la comédie, mais qu'il répugnait à ceindre le diadème. Son couronnement eut lieu, le 26, à Didymotique, et il est dès-lors nommé, parmi les empereurs grecs, *Jean V Cantacuzène*.

Jean V Cantacuzène, 1341–1355.

Cependant le patriarche fit couronner, de son côté,

le jeune Paléologue, le 19 novembre, et le sacra le 25 décembre. La mère de Cantacuzène mourut, le 6 janvier 1342, des suites des mauvais traitemens qu'elle avait éprouvés dans sa prison. Quoique Cantacuzène, qui avait pris dans sa proclamation le rang de second empereur, en laissant le premier à son pupille, eût fait à plusieurs reprises des propositions de paix, le patriarche et Apocauque empêchèrent l'impératrice-mère de les accepter, et forcèrent ainsi leur adversaire à faire la guerre. Elle dura plusieurs années. Cantacuzène s'allia avec le roi de Servie. Il était aussi l'allié intime d'Oumour-khan, l'ami d'Andronic III, qui lui amena des secours; mais il fut obligé de l'abandonner, lorsqu'en 1343, les chevaliers de S. Jean, réunis au roi de Chypre, attaquèrent Smyrne, sa capitale. Oumour revint en Europe, en 1345, avec 20,000 cavaliers et vainquit le kral de Bulgarie, alors l'ennemi le plus redoutable de Jean Cantacuzène; mais ses affaires le rappelèrent bientôt en Asie. Dans ce moment il se présenta pour Jean Cantacuzène un allié plus puissant qu'Oumour : c'était Orkhan, deuxième sultan des Turcs Ottomans, qui lui demanda la main de Théodora, sa fille. L'empereur l'accorda, et le mariage eut lieu en 1347. Théodora obtint un grand pouvoir sur son époux qui lui permit de conserver la foi de ses pères. Orkkan visita, en 1348, à Scutari, son beau-père, qui y vint avec toute sa famille, et permit que Théodora avec les quatre fils que le sultan avait eus d'autres épouses, allassent passer quelques jours à Constantinople. Nous disons : à Constantinople. En

effet, après avoir vaincu bien des difficultés et être échappé à plusieurs complots ourdis contre sa vie, Cantacuzène s'était, la nuit du 3 février 1347, emparé de cette capitale par surprise. L'impératrice-mère voulut d'abord se défendre dans son palais, et appela à son secours les Génois de Péra qui firent approcher quelques galères des murs de Constantinople, mais furent repoussés par la garnison. Elle reçut avec dédain les propositions de paix que lui fit Jean Cantacuzène, et ne consentit enfin à traiter avec lui que quand le jeune empereur, qui avait alors quinze ans, l'en pressa. On proclama une amnistie générale; et il fut convenu que les deux empereurs règneraient ensemble, avec cette différence que pendant dix ans encore, le plus jeune déférerait aux avis de son collègue plus avancé en âge.

Jean Cantacuzène se rend maître de Constantinople, 1347.

Quoique Cantacuzène eût été sacré une première fois à Didymotique et une seconde fois, en 1346, à Andrinople, par le patriarche de Jérusalem, il voulut cependant que cette cérémonie fût encore une fois répétée. Le 13 mai 1347, il fut couronné dans l'église des Blachernes (dans l'église de la cour) parce que celle de S[te] Sophie avait souffert par un tremblement de terre. Trois jours après, furent célébrées les noces du jeune empereur avec Hélène, fille de son collègue. La misère publique se montra dans cette occasion. Les pierreries magnifiques qu'anciennement la cour avait coutume d'étaler dans les fêtes de ce genre, étaient remplacées par de faux diamans et par du verre coloré; au lieu de vaisselle d'argent, le banquet impérial était

servi sur l'étain, et les coupes d'or et de vermeil qui jadis surchargeaient les buffets s'étaient changées en cuivre.

Jean Cantacuzène gouverna avec beaucoup de modération pendant dix ans. Les circonstances où il se trouvait n'étaient rien moins que faciles; l'empire dépouillé de ses provinces asiatiques était extrêmement affaibli, et les finances se trouvaient dans un délabrement complet; des sacrifices portés par les particuliers sur l'autel de la patrie auraient pu les relever, mais le patriotisme était un sentiment inconnu à ce peuple dégénéré. Cantacuzène ne voyant d'autres moyens de soutenir l'empire que le secours des princes occidentaux, revint au projet d'unir les deux Églises; dès 1347, il envoya à ce sujet une ambassade à Clément VI; ce pape était tellement occupé des affaires d'Allemagne et d'Italie qu'il ne pouvait fixer son attention sur celles de l'Orient.

Cantacuzène eut pendant quatre ans une guerre fort difficile à soutenir contre les Génois, maîtres de Péra. Jaloux des efforts qu'il faisait pour rétablir sa marine et ranimer le commerce des indigènes, ces marchands profitèrent d'une de ses absences, attaquèrent ses vaisseaux qui étaient dans les parages de Constantinople, et incendièrent ses chantiers. Ils bloquèrent cette capitale et la réduisirent à la disette. A différentes reprises ils attaquèrent à vive force la ville dont les moyens de défense étaient dirigés avec autant de courage que d'intelligence par l'impératrice Irène, épouse de Cantacuzène. Telle était la décadence de l'empire que pour réduire les Génois de Péra à l'obéissance qu'ils

Guerre avec les Génois.

devaient à l'empereur, il fallut qu'un ordre du sénat de Gênes leur enjoignît de poser les armes et de donner satisfaction à Cantacuzène.

Guerre de Servie.

Le roi de Servie qui dans les troubles précédens avait été tantôt l'allié de Jean Cantacuzène, tantôt son adversaire, s'était emparé de Thessalonique, de Berrhœa et de la plus grande partie de la Macédoine. L'empereur qui avait été obligé d'ajourner le projet de l'en dépouiller, l'exécuta avec succès, en 1350 et 1351. Orkhan lui fournit pour cette guerre un corps de 20,000 cavaliers commandés par Soliman, son fils. Cantacuzène et le jeune empereur s'embarquèrent sur la flotte qui cingla vers Thessalonique. Les Serviens ayant été chassés, Cantacuzène, retournant à Constantinople, laissa Jean Paléologue à Thessalonique, pour y maintenir l'ordre par sa présence. Il lui donna pour guide Andronic Asan, père de l'impératrice Irène.

Paix de 1352 avec les Génois.

La guerre avec les Génois se renouvela en 1351. Les Vénitiens entraînèrent Cantacuzène dans l'alliance qu'ils avaient conclue avec le roi d'Aragon, pour détruire la supériorité de leurs rivaux dans la Mer Noire [1]. Cantacuzène fit une attaque sur Péra, qui réussit fort mal. Le 13 février 1352, Nicolas Pisani, amiral vénitien, réuni à l'armée navale aragonaise et à celle des Grecs, livra, à Paganin Doria qui commandait celle des Génois, le fameux combat de l'Ile des Princes ou de Proti, où Pisani fut abandonné par les Grecs. Doria vint insulter Cantacuzène jusque dans sa capitale. Le 6 mai 1352, l'empereur fit la paix avec les

[1] Voy. vol IX, p.38.

Génois ; les conditions ne peuvent en avoir été favorables aux Grecs. L'historien du Bas-Empire de cette époque nous les laisse ignorer. Cet écrivain est l'empereur lui-même. Dans la guerre contre les Génois, Orkhan, brouillé avec les Vénitiens, avait envoyé des secours aux ennemis de Cantacuzène. C'est le commencement d'un refroidissement entre le beau-père et le gendre.

Pendant cette guerre, l'empereur Jean Paléologue que Cantacuzène avait laissé à Thessalonique, cédant aux suggestions des jeunes gens qui l'entouraient, entra dans une négociation avec Etienne IV, kral de Servie, dont le but était de priver son beau-père et collègue de la dignité impériale. Il était aussi poussé à cette intrigue par la jalousie que lui inspirait l'ambition de Mathieu, fils de Jean Cantacuzène, qui avait abandonné à ce jeune homme la Chalcidice avec un pouvoir presque absolu. Le complot de Paléologue ayant été découvert, Cantacuzène, pour faire rentrer son gendre dans le devoir, n'employa que les voies de la douceur. Il lui fit faire des remontrances par sa propre mère qui était parfaitement revenue de son ancienne prévention contre le tuteur de ses fils.

Guerre civile entre les deux empereurs.

Jean Paléologue promit à sa mère de renoncer à toute liaison avec les ennemis de l'état ; mais il persista toujours à demander qu'on lui remît les places de la Chalcidice avec Andrinople, dont la garnison était sous les ordres de Mathieu Cantacuzène. Le vieil empereur n'ayant pas déféré à cette demande, Paléologue rassembla des troupes, et se présenta devant

Andrinople, dont les habitans lui ouvrirent les portes. Mathieu se retira dans le château. Jean Cantacuzène s'étant mis en marche avec un corps auxiliaire de Turcs, Paléologue se retira à Didymotique. Néanmoins Cantacuzène ne put entrer dans Andrinople qu'en forçant cette place, les armes à la main. Ce fut ainsi que la guerre civile éclata entre les deux empereurs. Jean Paléologue trouva des alliés dans les rois de Servie et de Bulgarie et dans la république de Venise ; Orkhan auquel Cantacuzène demanda un renfort, lui envoya Soliman-Pacha, son fils, à la tête de 10,000 cavaliers. Le patriarche interposa son autorité, pour éviter l'effusion du sang. Peut-être ses soins auraient-ils réussi, si l'impétuosité de Soliman n'avait fait rompre les négociations. Ce prince ayant rencontré près de Didymotique l'armée réunie des Bulgares et des Serviens, tomba dessus avec fureur, les mit en déroute, et, continuant toujours d'aller en avant, entra en Bulgarie, la parcourut en pillant, et vint enfin à Constantinople, chargé d'un riche butin.

Les historiens turcs qui, par le récit de pressentimens miraculeux, de rêves et de visions, aiment à produire des émotions dans le cœur de leurs lecteurs, racontent qu'après son retour dans les états paternels, assis une nuit au clair de la lune, sur les ruines magnifiques de Cyzique en Mysie, dont les formes gigantesques se dessinaient sur la surface de la mer, et plongé dans ses méditations, Soliman-Pacha, fils d'Orkhan, entendit des voix célestes qui lui rappelaient qu'un rêve avait jadis promis à son aïeul l'empire

du monde pour sa race. Ce fut dans cette nuit, et après cet avertissement surnaturel, qu'il prit avec lui-même l'engagement solennel de se fixer en Europe. Dès que le jour fut venu, il fit construire deux radeaux sur lesquels il monta la nuit suivante avec trente-neuf hommes choisis, et surprit le château de Tzymbe, situé à moins de deux lieues de Gallipoli, sur la côte européenne. Trois mille soldats qui le suivirent furent placés comme garnison dans cette place. Ce fut ainsi qu'en 1356 les Osmanli prirent pied en Europe.

Cantacuzène entra en négociation avec le fils de son allié pour la restitution du château : on s'accorda qu'elle aurait lieu contre le paiement d'une somme de 10,000 pièces d'or. Ainsi allaient s'évanouir les présages de Soliman, lorsqu'une des plus fortes commotions dont le souvenir ait été conservé par les annales du monde, renversa un grand nombre de villes de la Thrace : les maisons de Gallipoli s'écroulèrent, les murs se fendirent, les habitans effrayés se sauvèrent, et, quelques jours après, les Turcs de Tzymbe entrèrent par les brèches, et se mirent en possession de la ville. Ainsi le ciel avertit Soliman qu'il ne devait pas rendre sa conquête. Il fit venir d'Asie des colonies de Turcs, et occupa le château de Konour, Boulaïr, Malgara, Ipsala ou Kypsele, Rodosto et d'autres villes. Cantacuzène offrit de racheter ces places, moyennant 40,000 pièces d'or; mais Orkhan éluda cette restitution, sans la refuser. Elle n'eut jamais lieu.

Retraite de Jean Paléologue à Ténédos.

Pressé de toutes parts par son beau-père, Jean Paléologue abandonna Didymotique en 1354, et se réfugia dans l'île de Ténédos, accompagné de son épouse Hélène, qui lui resta constamment attachée; conduite prescrite par son devoir, et que l'empereur historien approuve beaucoup. De Ténédos Paléologue fit voile pour Constantinople, dans l'espérance d'y produire un mouvement; mais les mesures prises par l'impératrice Irène l'empêchèrent de débarquer. Après avoir passé une nuit à Galata, il retourna à Ténédos, et alla de là à Thessalonique, seule ville dont son beau-père ne l'eût pas encore dépouillé.

Jean Cantacuzène s'était hâté de revenir à Constantinople pour combattre son gendre qu'il croyait y trouver. Les grands de l'empire, connaissant sans doute ses dispositions secrètes, le pressèrent d'affermir l'empire, et d'assurer la succession en faisant reconnaître son fils comme empereur. Cantacuzène voulait être forcé à cette mesure, et il consulta le patriarche Calliste, sa créature. Placé entre son devoir et ses affections, le patriarche quitta sur-le-champ son palais, se retira dans un couvent, et fit dire qu'il renoncerait à son poste si l'empereur n'abjurait pas l'idée de s'associer Mathieu. Cette menace n'empêcha pas Cantacuzène d'aller en avant; pressé par les instances des premières personnes de l'état, il exposa dans un discours d'apparat (il était grand amateur de harangues), tous les griefs qu'il avait contre Paléologue, et finit par proclamer empereur *Mathieu Cantacuzène*, son fils. Calliste ayant refusé de le cou-

Mathieu Cantacuzène est associé à l'empire.

ronner, fut destitué; son successeur accomplit la cérémonie au mois de février 1355.

Ainsi l'empire avait trois chefs, résidant l'un à Constantinople, l'autre à Thessalonique, le troisième, Mathieu, à Andrinople.

Cependant un noble de Gênes, riche négociant, François Catalusio, propriétaire de quelques galères, entreprit de placer Jean Paléologue seul sur le trône de son père. Ayant réussi à surprendre l'Heptascale, un des ports de Constantinople, il y fit débarquer son protégé, dont l'arrivée causa un grand tumulte; les citoyens se déclarèrent pour lui, mais leurs efforts furent impuissans, parce que Cantacuzène était à la tête des troupes réglées, parmi lesquelles il y avait un corps de Catalans, la terreur des Grecs; cependant la guerre civile faisait horreur à ce prince, et il résolut d'y mettre fin. Comme les Catalans insistaient pour qu'il usât de force afin de chasser son adversaire, il dissimula, et, pour gagner du temps, envoya un ordre à son fils et aux Turcs de marcher au secours de la capitale. Le troisième jour Jean Paléologue lui fit faire des propositions qu'il accepta, et la paix fut signée. Les conditions furent à peu près les mêmes qu'au premier accord, par lequel l'empire avait été partagé; seulement il fut stipulé que Mathieu conserverait, tant qu'il vivrait, les marques de la dignité impériale, et qu'il gouvernerait en pleine souveraineté Andrinople et les villes du Mont-Rhodope dont il était en possession.

Jean Paléologue se rend maître de Constantinople.

Jean Cantacuzène proteste dans ses Mémoires qu'en

Réconciliation des deux empereurs.

concluant ce traité, son intention n'était nullement de lui donner suite; qu'il persistait dans la résolution qu'il avait prise d'abdiquer, mais qu'il ne voulait pas paraître forcé à cette démarche. On vit alors la plus grande confiance régner entre les deux empereurs; ils logeaient ensemble au palais; ils mangeaient à la même table; ils délibéraient en commun sur les affaires du gouvernement. Néanmoins, au bout de quelques jours ou semaines, soit pour exécuter une résolution prise d'avance, soit qu'il prévît que son autorité serait compromise parmi les jeunes conseillers de son collègue, Jean Cantacuzène prit l'habit de moine avec le nom de Joseph, et alla s'enfermer dans le monastère de Mangane, et ensuite au Mont-Athos. Ce fut là que, pendant les vingt dernières années de sa vie, il s'occupa de la rédaction d'une Histoire byzantine, ou d'une histoire de son temps depuis 1326 jusqu'en 1357; ouvrage mal écrit, mais portant un caractère de vérité qui lui donne de l'intérêt. L'auteur est impartial toutes les fois que l'amour-propre ne lui fait point illusion; car on se persuade, en le lisant, qu'il a toujours voulu être vrai.

Abdication de Jean Cantacuzène.

L'impératrice Irène suivit l'exemple de son époux; elle prit le voile et se retira dans un couvent qui appartenait à Cantacuzène. Catalusio fut récompensé par le don de l'île de Lesbos, à titre de principauté: sa famille s'y maintint jusqu'en 1462.

Guerre civile entre Jean Paléologue et Mathieu Cantacuzène.

L'arrangement entre Jean IV Paléologue I.er et Mathieu Cantacuzène ne dura pas long-temps; les instigations des courtisans de Constantinople le firent rom-

pre. En 1356, Jean marcha contre son beau-frère, et le dépouilla de quelques-unes de ses villes; près de Gratianople, la plus forte de ces villes, les deux rivaux eurent une entrevue dans le camp de Paléologue, et conclurent un nouvel accord. Mathieu devait conserver la dignité impériale, renoncer à tout ce qui lui avait été assigné en Thrace, et recevoir en échange le Péloponnèse; Manuel, frère cadet de Mathieu, qui gouvernait cette presqu'île, devait avoir l'île de Lemnos à titre de dédommagement. Jean Paléologue se chargea de faire souscrire Manuel à ce troc; en attendant, les garnisons de Mathieu devaient rester dans les villes qu'il occupait encore, et Lemnos devait lui être remis comme garantie. Les deux princes se séparèrent amis; mais des serviteurs zélés, ou des délateurs perfides prévinrent Mathieu que son beau-frère lui avait tendu un piège, et l'engagèrent à reprendre sur-le-champ les armes. Avec un renfort de Turcs qui lui était arrivé, Mathieu envahit, en 1357, un district de la Macédoine, qui appartenait encore au kral de Servie. Cette expédition fut malheureuse pour lui; battu près de la ville de Philippes, il fut fait prisonnier et vendu à Jean Paléologue. Les courtisans lâches et cruels conseillèrent au prince de faire crever les yeux à son adversaire; mais l'empereur se rappelant les obligations qu'il avait à son ancien tuteur, alla le consulter au couvent de Mangane, sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard du prisonnier. Il offrit de donner la liberté à Mathieu et de lui accorder la première place de l'empire après le souverain, s'il voulait abdi-

quer en forme ; mais Mathieu aima mieux rester toute sa vie en prison que de se déshonorer par une renonciation. A la fin il céda cependant aux représentations de son père, abdiqua par serment, et se retira dans le Péloponnèse auprès de son frère Manuel. Ses fils, Jean et Démétrius, obtinrent des dignités ; l'aîné celle de despote, le cadet celle de sebastocrator.

Négociation avec le pape.

Immédiatement après l'abdication de Jean Cantacuzène, Jean IV Paléologue I s'était adressé au pape Innocent VI pour en obtenir des secours contre les Turcs. Le 15 décembre 1355, il signa un acte par lequel il se soumit à l'autorité spirituelle du pape, et promit de prendre tous les moyens de persuasion pour engager ses sujets à suivre cet exemple, d'accorder aux légats du pape un palais et une église, et de permettre qu'ils conférassent des dignités ecclésiastiques aux Grecs qui renonceraient au schisme. Le pape promit de son côté de lui envoyer pour six mois vingt vaisseaux armés en guerre, ainsi que 500 cavaliers et mille hommes d'infanterie pour s'en servir contre les Turcs. L'empereur ne tira aucun avantage de cette alliance ; le pape ne put pas lui envoyer le secours promis, et ses exhortations adressées aux chevaliers de Rhodes, aux Génois et aux Vénitiens, ainsi qu'aux rois de Chypre, restèrent sans effet.

Les Turcs s'emparent d'Andrinople, 1362.

Le danger du faible empire de Constantinople devint extrême, lorsqu'en 1361 Mourad s'empara de Didymotique et d'Andrinople, et étendit ses conquêtes jusqu'au pied de l'Hæmus, et plus tard en Bulgarie et en Servie.

En 1366, Amédée VI de Savoie, dit le comte Verd, fit une expédition en Orient, enleva aux Turcs Gallipoli, et força le roi de Bulgarie, qui était en guerre avec Jean, de faire la paix [1]. La même année l'empereur en personne se rendit en Hongrie pour solliciter l'assistance de Louis le Grand. Il jura entre les mains de ce prince qu'il était résolu de se soumettre, avec toute sa famille et tous ses sujets, à l'Église de Rome. A la même époque une ambassade solennelle d'obédience fut envoyée au pape Urbain V; elle fut reçue à Viterbe, au mois de juin 1367. Pour donner une preuve de sa sincérité et pour stimuler le zèle des princes latins qui voyaient avec indifférence se former l'orage qui allait éclater sur leurs têtes, il alla lui-même à Rome, en 1369, et prononça, le 18 octobre, sa profession de foi par laquelle il reconnut que la troisième personne de la Sainte-Trinité procède du Père *et du Fils;* qu'il est permis de consacrer l'Eucharistie avec du pain azyme; qu'à l'Église romaine appartient la primauté sur toutes les autres Églises chrétiennes, ainsi que le droit de décider de toutes les questions de foi. Urbain V combla l'empereur de bénédictions et de promesses que sa mort l'empêcha de remplir, et Paléologue se trouva tellement dénué de tout, qu'à Venise où il voulait s'embarquer pour retourner à Constantinople, il fut retenu par ses créanciers, jusqu'à ce que, pour le tirer de leurs mains, Manuel, son second fils, eût vendu tout ce qu'il possédait.

Union des Églises d'Orient et d'Occident de 1369.

[1] Voy. vol. IX, p. 319.

L'empire grec devient tributaire des Turcs.

Pour sauver les débris de l'ancien empire romain en Orient, il ne restait plus d'autre parti à Jean Paléologue que de les accepter de la main de Mourad. En 1370, il se soumit à lui payer tribut. Cependant Grégoire XI, successeur d'Urbain V, reprit le projet de secourir Constantinople. Il indiqua, pour la fin de l'année 1373, un congrès des puissances chrétiennes, qui devait se tenir à Thèbes et auquel Jean Paléologue fut invité à assister : le pape espérait engager ces princes à une croisade contre les Infidèles; mais cette idée ne fut exécutée que longtemps après.

Jean Paléologue suit Mourad dans ses expéditions.

En 1375, le sultan Mourad occupé à subjuguer les émirs Seldjoucides de l'Asie-Mineure qui s'étaient encore maintenus à côté des Ottomans, exigea que Jean Paléologue, comme son vassal, le suivît avec un corps de ses propres troupes et avec Manuel, son second fils, nommé son collègue, à l'exclusion d'Andronic, l'aîné, qui lui avait donné un sujet de mécontentement. Ce qu'on ne peut s'expliquer, c'est que Jean confia, pendant son absence, les rênes du gouvernement à ce même fils qu'il avait dépouillé de son droit d'aînesse. Bientôt il apprit que sa confiance inconsidérée avait été trahie; Andronic se ligua avec un fils de Mourad, auquel ce prince avait remis une autorité semblable : il s'appelait Saoudji; les historiens grecs ont estropié ce nom jusqu'à le changer en Contuse. Ces deux princes concertèrent le projet de détrôner leurs pères; Mourad le découvrit, et soupçonnant son vassal d'avoir été secrètement d'accord avec Andronic, exigea

de lui, comme preuve de son innocence, l'engagement de punir son fils de la même manière que le sultan punirait le sien. En vertu de cet engagement il fallut qu'Andronic et Jean, son fils, qui n'avait que cinq ans, fussent tous les deux privés de la vue; on leur jeta sur les yeux du vinaigre bouillant. Mais les exécuteurs de cet ordre barbare s'y prirent à dessein si maladroitement, qu'un des yeux d'Andronic resta intact, et que l'opération ne produisit d'autre effet sur ceux du jeune Jean, que d'affaiblir sa vue. Les deux malheureux princes, le père et le fils, furent enfermés dans une tour de Constantinople, qu'on nommait Anemas; ils y restèrent pendant plusieurs années. Ils eurent enfin recours à la protection de Bajazet, successeur de Mourad. Avec la vitesse de la foudre dont il portait le nom, le sultan arriva à Constantinople à la tête de 10,000 hommes, arrêta Jean et son fils Manuel dans leur palais, et les enferma dans la tour d'Anemas. Andronic monta sur le trône de son père; pour s'y maintenir à l'aide des Génois de Péra, il leur promit l'île de Ténédos.

L'île de Ténédos est cédée en même temps aux Vénitiens et aux Génois.

Pour susciter des ennemis au fils qui venait de le détrôner, Jean Paléologue recourut aux Vénitiens, rivaux des Génois, qui étaient les alliés du fils. Par l'entremise de ce Carlo Zeno que nous avons vu s'illustrer dans la guerre de Chiozza [1], il céda, par un diplôme formel, à la république de Venise cette même île de Ténédos, que son fils rebelle avait promise aux Génois, et pendant qu'Andronic préparait une expé-

[1] Voy. vol. X, p. 49, 52, 69.

dition dans cette île, Carlo Zeno le prévint, en engageant Marc Justiniani, que par hasard il avait rencontré avec dix galères, à cingler sur-le-champ vers Ténédos, pour en prendre possession. Le gouverneur n'hésita pas à obéir à un ordre signé par l'empereur, et remit l'île aux Vénitiens qui le lui présentaient.

Jean Paléologue est soutenu par les Turcs.

L'année 1390, les Vénitiens trouvèrent moyen de faire échapper de leur prison Jean IV Paléologue I.er, et Manuel, son fils, qui aussitôt allèrent se réfugier à la cour de ce même Bajazet qui les avait précipités du trône, et demandèrent son assistance contre Andronic. Pour l'y décider, Jean fit de nouvelles conventions avec le sultan, promit de lui payer le tribut auquel son fils s'était engagé, en porta même le montant à 30,000 écus d'or, contracta l'obligation de tenir toujours aux ordres du sultan, un corps de 12,000 hommes, avec lequel il l'aida à conquérir la dernière possession qui restait aux Grecs en Asie, savoir la ville d'Allah-Chcher ou Philadelphie. Andronic reçut l'ordre de descendre du trône; ce fils, deux fois rebelle, ne fut pourtant pas renvoyé dans sa prison; le père fut obligé de lui laisser les villes de Sélymbrie, Héraclée, Rhædestus, Danias, Panidas et Thessalonique. Il ne resta plus à l'empereur que Constantinople.

Jean Paléologue s'étant avisé, en 1391, de fortifier une des portes de cette ville par la construction de deux tours (les plus grandes des fameuses sept tours), Bajazet lui ordonna de faire démolir les nouvelles fortifications, s'il ne voulait pas que son fils Manuel, qui ser-

vait à la Porte (c'est le terme du protocole ottoman), eût les yeux crevés. Il fallut obéir.

Ce fut le dernier acte de ce prince, connu dans l'histoire du Bas-Empire sous le nom du beau Jean (*Calojean*), faible, indolent, débauché ; sans autre vice dominant, mais aussi sans vertu. Il mourut, en 1391, à l'âge de soixante-un ans, laissant une jeune veuve, Eudocie, fille d'Alexis Comnène, empereur de Trébisonde, qu'il avait demandée en mariage pour son fils Manuel, et dont les charmes le captivèrent tellement qu'il l'épousa lui-même; il laissa aussi deux fils, Manuel et Théodore; car Andronic était mort avant lui.

Manuel Paléologue, 1391–1425.

Manuel Paléologue, âgé de trente-six ans, se trouvait en Bithynie à la cour du féroce Bajazet, lorsqu'il reçut la nouvelle de la mort de son père. Il sortit aussitôt secrètement de Bruse, et se rendit à Constantinople où il prit en main les rênes du gouvernement. Bajazet, irrité de son évasion, fit sur-le-champ des préparatifs pour s'emparer de Constantinople. Pendant sept ans de suite il bloqua étroitement cette ville, dans l'espoir de la réduire par la famine. Manuel implora le secours des princes latins. Après de longs délais, on réussit enfin à former une croisade à la tête de laquelle se plaça Sigismond, roi d'Hongrie, et qui finit d'une manière bien malheureuse pour les Chrétiens par la bataille de Nicopoli, du 26 septembre 1396, dont il sera question au chapitre suivant.

Pour se venger de Manuel dont l'intelligence avec

les Croisés ne put rester cachée, Bajazet lui suscita un concurrent, en engageant Jean, fils d'Andronic, et par conséquent neveu de Manuel, à réclamer le trône comme son héritage paternel. Il promit de le soutenir, à condition qu'il fût accordé aux Musulmans un quartier de Constantinople avec une mosquée et avec un cadi ou juge de leur religion, et que Jean se reconnût personnellement vassal du sultan, de manière qu'à des époques fixes il viendrait résider auprès de lui ou servir à sa cour. Manuel conjura ce danger, en offrant, en 1399, à son neveu de partager le trône avec lui, et Bajazet approuva et confirma cet arrangement, à condition que Manuel garantirait l'exécution du traité conclu avec son neveu. Bientôt après, l'empereur, requis de venir faire son service à la Porte, éluda l'obéissance sous un prétexte; aussitôt le blocus de Constantinople, qui avait été interrompu, recommença.

Expédition de Boucicault en Orient.

Dans ce moment il arriva aux Grecs un secours inopiné. Jean le Meingre, connu dans l'histoire sous le nom de maréchal de Boucicault, que nous lui avons donné d'avance quoiqu'il ne le portât que depuis 1399, était un de ces Français que Bajazet avait fait prisonniers à la bataille de Nicopoli. Il avait eu anciennement des rapports avec Mourad qui aurait bien voulu l'attacher à son service. Boucicault connaissait de cette manière Bajazet, et avait été employé pour négocier la rançon du comte de Nevers et de ses autres compagnons d'infortune. De retour en France, il reçut de Charles VI le commandement

d'un corps de 600 hommes d'armes et de 800 hommes de troupes réglées, que le roi avait résolu d'envoyer au secours de Manuel. Un grand nombre de seigneurs français se joignirent à cette troupe, ainsi que quelques vaisseaux vénitiens et génois. Boucicault arriva devant Galata au moment où les Turcs allaient s'en rendre maîtres. Il fut reçu par les Grecs comme leur sauveur, et Manuel lui donna ce titre de maréchal, qui est resté attaché à son nom. Il débarqua ensuite en Asie, attaqua Nicomédie sans pouvoir la prendre, mais eut quelques autres succès, après lesquels la diminution du nombre de ses soldats et le manque d'argent le forcèrent à repartir pour la France. Il engagea Manuel à l'y suivre, parce que sa présence à la cour de Charles VI produirait un grand effet et déciderait, sans doute, ce monarque à le soutenir de toutes ses forces. Mais avant tout il négocia une réconciliation entre Manuel et son neveu; celui-ci obtint le titre d'empereur, toutefois sans la plénitude de la puissance souveraine; il est porté sur les catalogues des empereurs de Constantinople sous le nom de *Jean V Paléologue II.* Appelé par son oncle à Constantinople, il y arriva le 4 décembre 1399; Manuel le chargea du gouvernement pendant son absence et partit le 10. La première action du jeune prince fut d'accorder à Bajazet, ainsi qu'il l'avait promis, une mosquée et un mekhémé ou tribunal de kadi à Constantinople, avec un tribut annuel de 10,000 pièces d'or.

Manuel s'adjoint Jean V Paléologue II.

Manuel se rendit par Venise et Milan à Paris, où il fit son entrée le 3 janvier 1400; il y fut somptueuse-

Voyage de Manuel en Occident, 1399.

ment traité. De Paris il alla voir Henri IV à Londres, et revint au mois de février 1401 en France. Partout il sollicita des secours, mais excita peu d'intérêt parce qu'il n'offrit pas d'entrer dans le sein de l'Église catholique. Au contraire, il employa le loisir que lui donna le séjour de Paris, à composer un écrit contre la réunion des deux Églises. La situation de la France ne lui permettait pas alors d'employer ses forces à soutenir au dehors un empire chancelant; néanmoins Charles VI assura au monarque malheureux une pension de 30,000 écus.

Pendant l'absence de l'empereur, Constantinople fut continuellement assaillie par des essaims de Turcs; peut être aurait-elle succombé dès-lors, si toute l'attention de Bajazet n'avait été portée sur l'Asie où un ennemi formidable s'éleva contre lui [1]. Manuel revint dans sa capitale six ou sept mois après la bataille d'Ancyre, au commencement de l'an 1403. Le premier acte d'autorité qu'il y fit, fut de destituer son jeune collègue et de le reléguer dans l'île de Lemnos; probablement la transaction qu'il avait conclue avec Bajazet fut la cause de la rigueur qu'il éprouva. Il n'y avait plus de Bajazet pour le venger.

La guerre civile que se firent les fils de Bajazet [2], suspendit la chute de l'empire de Byzance. Manuel s'allia avec Soliman, l'aîné, qui résidait à Andrinople, et qui lui rendit Thessalonique et toutes les villes situées au nord du Strymon, ainsi que celles qui étaient situées sur le Pont-Euxin depuis Panis

[1] Voy. vol. IX, p. 310. [2] Voy. vol. IX, p. 319.

jusqu'à Varna. Mousa ayant mis fin à la domination de son frère, et ayant assiégé Constantinople, Manuel s'allia contre lui, en 1413, avec Mahomet, autre fils de Bajazet, qui pendant toute la durée de son règne lui montra un attachement constant. Leur amitié ne fut pas même troublée par le refus de Manuel de livrer le véritable ou le faux Moustapha qui s'était réfugié à Thessalonique. Les deux empereurs eurent après cet évènement une entrevue sur des galères près de Constantinople, et Mahomet donna à Manuel, en mourant, une grande preuve de confiance en lui déférant la tutèle de ses fils mineurs [1].

Le refus de Mourad d'obéir à l'ordre paternel, engagea Manuel à faire chercher, en 1421, Moustapha et Djouneïd à l'île de Lemnos, où ils vivaient dans une espèce de réclusion. On fit jurer au premier qu'il rendrait Gallipoli et toutes les villes situées sur les côtes de la Mer-Noire jusqu'à la Walachie, ainsi que celles de la Thessalie jusqu'au Mont-Athos. Il fallut avoir recours à un siège pour se rendre maître de Gallipoli; enfin la garnison capitula, et Démétrius Lascaris Léontarius, général de Manuel, se disposait à prendre possession du château, lorsque Moustapha, qui venait de remporter une grande victoire près d'Andrinople, y arriva. Le prince ottoman ordonna que les choses restassent en l'état où elles se trouvaient, parce qu'un vœu fait à son prophète ne lui permettait pas de livrer une place turque à un Infi-

[1] Voy. pour tous ces évènemens le chapitre précédent.

dèle. Léontarius fut obligé de s'en retourner à Constantinople.

Quatrième siège de Constantinople, 1422.

Moustapha ne se maintint que peu de temps. Pour se venger de Manuel, Mourad assiégea Constantinople, le 10 juin 1422, c'est le quatrième siège, en comptant pour deux celui que Bajazet avait entrepris en 1391, et interrompu un instant, lorsque Sigismond et les Croisés s'approchèrent de Nicopoli, et pour le troisième celui de Mousa. Les assiégés ayant repoussé un assaut furieux que Mourad tenta dans la nuit du 24 avril 1422, le siège fut levé.

Depuis long-temps Manuel Paléologue était tombé dans un état de faiblesse qui ne lui permettait guère de s'occuper des affaires du gouvernement; elle l'engagea à revêtir, dès l'année 1419, de la pourpre impériale son fils aîné qu'on nomme Jean VI Paléologue III. Lui-même mourut, le 25 juillet 1425, à l'âge de soixante-dix-sept ans, laissant sept fils que lui avait donnés Hélène ou Irène, fille de Constantin Dragasès, ancien despote de la Macédoine. Manuel possédait de bonnes et grandes qualités; mais naturellement indolent, il ne sut pas tirer parti de quelques occasions qui se présentèrent pendant son règne, pour relever l'empire. Aucune ne paraissait plus favorable pour cela que la chute de Bajazet. Manuel était un homme lettré, et appartient aux écrivains de la basse grécité; ses Préceptes pour l'éducation d'un prince, adressés à son fils, renferment de bonnes leçons. Il a écrit de nombreux ouvrages de théologie et de morale : le plus curieux d'entre eux est un Dia-

logue supposé avoir eu lieu à Ancyre entre lui et un professeur turc.

Il est nécessaire, avant d'aller plus loin, de jeter un coup d'œil sur l'état de l'empire grec, tel qu'il fut quelque temps avant la catastrophe qui y mit fin.

Etat de l'empire grec.

Dans le temps où il régnait entre Manuel et Mahomet I.er une bonne intelligence, qu'on pourrait nommer de l'amitié, s'il était vrai que ce sentiment puisse exister entre souverains, l'empereur grec divisa entre cinq de ses sept fils le petit nombre de villes et de districts qui composaient encore l'empire d'Orient. Jean VI, l'aîné, était destiné à lui succéder sur le trône et à régner à Constantinople; Théodore, le second, fut nommé despote de Lacédémone; Andronic eut Thessalonique; Constantin, le quatrième, les villes du Pont-Euxin, c'est-à-dire Mésembrie et Sélymbrie; André, Rhiscinium (Risino en Dalmatie): il ne resta rien à donner à Démétrius et Thomas, les plus jeunes.

A la même époque, les Vénitiens possédaient encore le Négrepont et Candie ou l'île de Crète; et les Génois, Chios et Lesbos. La famille des Acciauoli de Florence avait formé dans l'ancienne Hellade et dans le Péloponnèse un état composé de l'Achaïe, de la Phocide, de la Béotie et d'Athènes. L'Épire méridionale, l'Acarnanie et l'Étolie appartenaient à la famille de Tocco. Charles, dernier grand-duc de cette maison, n'eut pas d'enfans légitimes. Après sa mort, il s'éleva des disputes entre ses bâtards et Charles, son neveu, qui se mit en possession de l'Acarnanie. Ces disputes pro-

curèrent à la Porte la possession de Janina, qui se rendit volontairement à Mourad, le 9 octobre 1431. L'Albanie ou l'Épire septentrionale obéissait à la famille Castriota, dont le chef, du nom de Jean, mourut l'année de la soumission de Janina. Mourad s'empara alors de Croy et de toute la province.

Jean VI Paleologue III.

Immédiatement après la mort de Manuel, *Jean VI Paléologue III*, son fils et successeur, conclut avec Mourad un traité de paix, par lequel les villes des côtes, à l'exception de Sélymbrie sur la Propontide, et de Derkus sur la mer Noire, furent cédées à la Porte, et Jean promit de payer un tribut annuel de 30,000 ducats. Les Vénitiens ne furent pas compris dans ce traité, parce que Mourad, aussi bien que Jean Paléologue, étaient mécontens de la république, à cause de ce qui s'était passé à Thessalonique. Les habitans de cette ville, menacés par les Turcs et n'espérant aucun soutien de la part des faibles empereurs de Constantinople, avaient renvoyé, en 1423, Andronic, troisième fils de Manuel, leur seigneur, pour se donner à la république de Venise, et celle-ci avait accepté leur soumission. Thessalonique avait appartenu un instant à Bajazet; cela suffit pour que Mourad, son petit-fils, la regardât comme une partie de son patrimoine que les Vénitiens lui retenaient injustement. Il mit le siége à cette ville, et la prit d'assaut le 1.er mars 1430.

Union des deux Eglises.

Profitant d'un intervalle de paix dont Mourad le laissa jouir, Jean VI rechercha du secours dont il prévoyait la nécessité prochaine, s'il voulait se maintenir sur un trône vacillant. Où pouvait-il en deman-

der, si ce n'est dans l'Occident? mais comment espérer que des puissances catholiques feraient de grands efforts en faveur d'un prince schismatique? Jean Paléologue sentit qu'il n'y avait que son adhésion à l'Eglise de Rome qui pût le sauver; il s'y décida, et dès ce moment il fit d'une réunion des deux Eglises la grande affaire de sa vie. Ses négociations avec le concile de Bâle et avec Eugène IV, son voyage en Italie et la conclusion de l'union au concile de Florence, ont été racontés dans un des précédens chapitres [1]. L'union était signée; mais comment vaincre les préventions d'un peuple ignorant, le fanatisme d'un clergé qui, au dire d'un des historiens du Bas-Empire, aurait mieux aimé Mahomet que le pape [2]? Il ne fut pas possible à l'empereur de tenir la parole qu'un peu légèrement peut-être il avait donnée à Florence. Plusieurs prélats qui s'étaient montrés complaisans en Italie, dès qu'ils eurent touché le sol de la Grèce, éprouvèrent des remords de conscience qui les forçaient, disaient-ils, de se rétracter.

Il fut difficile de trouver un prélat qui voulût accepter la dignité de patriarche. On la conféra enfin, le 4 mars 1440, à Métrophane, métropolitain de Cy-

[1] Voy. vol. VII, p. 233, 244.

[2] Si, dit DUCAS en parlant de la prise de Constantinople, si au dernier moment (lorsque Mahomet II fut déjà maître d'une partie de la ville) un ange descendu du ciel avait dit: Acceptez l'union, et je chasserai les ennemis, le peuple aurait préféré se livrer entre les mains des Turcs, plutôt que de reconnaître l'Eglise romaine. DUCAS, XXXIX, p. 63.

zique ; le peuple et le clergé, ayant Marc d'Ephèse[1] à sa tête, refusèrent de communiquer avec ce pontife dans les saints mystères. Métrophane prit quelques moyens de force pour réduire les évêques récalcitrans à l'obéissance ; les trois autres patriarches de l'Orient, quoique signataires de l'union, prononcèrent l'anathème contre lui, et il mourut de chagrin en 1443. Son siège resta vacant pendant trois ans ; finalement on y porta, presque par force, Grégoire Mélissène.

Les exhortations de Jean VI Paléologue III, et les promesses trompeuses d'un secours qu'il n'était pas en son pouvoir de fournir, contribuèrent à faire organiser encore une croisade dont nous parlerons au chapitre suivant. Cette expédition se termina d'une manière non moins malheureuse que celle de 1396, par la bataille de Varna, de 1444, qui coûta la vie au roi Uladislas. Ajournant la punition de cet acte de perfidie de son vassal, Mourad accorda au Paléologue une nouvelle paix, mais pour lui seul ; car elle ne l'empêcha pas de tourner ses armes contre les frères de l'empereur qui n'étaient pas compris dans le traité. Il y avait eu quelques changemens dans l'Hellade et le Péloponnèse. Théodore, fils d'Andronic, n'avait pu succéder à son père, parce que Thessalonique était perdue[2] ; il succéda à son oncle Théodore, despote de Lacédémone. Il troqua cette possession avec Constantin, son autre oncle, contre Mésembrie et

[1] Marcus Eugenicus. Voy. vol. VII, p. 245.

[2] Voy. p. 50.

Sélymbrie. Arrivé dans le Péloponnèse, Constantin y étendit sa domination, et força Neri Acciauoli à se reconnaître son vassal et tributaire. A la première abdication de Mourad, en 1443, Constantin, assisté de son frère André, pour séparer le Péloponnèse de l'Hellade, construisit à l'isthme de Corinthe l'Hexamilon, c'est-à-dire un rempart flanqué de bastions, et défendu par un fossé profond.

Perte du Péloponnèse.

De retour à Andrinople, Mourad résolut de détruire cette fortification. Arrivé avec 60,000 hommes à Thèbes, il reçut la soumission de Neri Acciauoli. Le 7 décembre 1446, le boulevard du Péloponnèse fut forcé, et la presqu'île dévastée. La première conséquence de cette victoire fut la chute de Corinthe que le feu détruisit; la prise de Patras fut la seconde. Constantin et son frère Thomas firent leur soumission. Mourad accorda au premier la despotie de Lacédémone, au second celle de l'Achaïe : tous les deux furent obligés de payer tribut. Mourad emmena du Péloponnèse 60,000 habitans grecs comme esclaves.

Ce serait ici le lieu de parler de la guerre de l'Épire, qui occupa Mourad jusqu'à la fin de ses jours, si nous n'avions déja parlé de cet intéressant épisode dans l'histoire de l'empire ottoman, au volume précédent.

Le désastre de Cassovo, de 1448 [1], porta le dernier coup à la santé chancelante de Jean VI Paléologue III : il expira le 31 octobre de la même année, âgé de cinquante-sept ans.

[1] Voy. vol. X, p. 322.

Constantin XII Dragasès, 1448-1453.

Jean VI Paléologue III, marié trois fois, ne laissa pas d'enfans. Sa première épouse, Anne de Russie, mourut en 1414; il se maria alors à Sophie de Montferrat. Cette princesse, d'une laideur excessive, ne put gagner l'affection de son époux ; après avoir long-temps supporté ses mépris, elle s'évada de Constantinople, se réfugia dans son pays, et prit le voile. En 1427, Jean épousa Marie, princesse de Trébisonde, à laquelle il s'attacha d'une vraie passion.

Jean VI Paléologue III avait vécu dans une grande désunion avec ses frères : la prédilection qu'il montra à Constantin, surnommé Dragasès, auquel il destinait la succession, au préjudice de Théodore et d'Andronic qui le précédaient en âge, en fut la cause. A la mort de Jean, Théodore et Andronic ne vivaient plus, et Constantin était l'aîné des frères restans. Cependant Démétrius, son cadet, lui disputa le trône, parce que Constantin n'était pas, comme lui, né dans la pourpre ; mais l'impératrice douairière, le prince Thomas, le clergé et le peuple se prononcèrent pour *Constantin XII Dragasès*, et Mourad II confirma son élection. Ce fut le 6 janvier 1449 que ce prince prit le titre d'empereur à Sparte, où, comme nous avons vu, il régnait sous celui de despote. Il arriva à Constantinople le 12 mars, et abandonna ses possessions dans le Péloponnèse à ses frères Démétrius et Thomas, qui ne purent s'entendre qu'après s'être fait la guerre.

Mourad II étant mort, au mois de février 1451, à Andrinople, Mahomet II, qui était à Magnésie, se hâta d'arriver pour rendre à son père les derniers de-

voirs, et prendre possession de l'empire. Ce prince, qui devait remplir le monde du bruit de son nom, avait alors vingt et un ans. Des ambassadeurs de Constantin, qui vinrent le féliciter de son avènement au trône, furent bien accueillis. Le sultan promit de maintenir la paix que son père avait établie. Il assigna à l'empereur certaines terres de la Macédoine, d'un rapport de 300,000 aspres ou 30,000 ducats, pour tenir lieu de pension à Orkhan, fils de Moustapha dit Dœsme, et prétendu véritable petit-fils de Bajazet qui vivait à Constantinople [1]. C'est ici que les historiens parlent pour la première fois de ce prince qui, en 1410, s'était sauvé auprès des empereurs grecs. Il paraît que les sultans avaient, dès l'origine, payé cette pension alimentaire, et qu'Orkhan avait toujours été, entre les mains des Grecs, un fantôme par lequel ils effrayaient les sultans.

Nouvelle union des deux Églises.

Mahomet se rendit, en 1452, en Asie, pour combattre le prince de Karaman, qui s'était révolté. Pendant ce temps, Constantin et le pape Nicolas V firent une nouvelle tentative de réconcilier les catholiques et les Grecs schismatiques. Pour travailler à cette œuvre salutaire, le pape envoya Isidore, archevêque de Kiovie, qui avait assisté au concile de Florence, et y avait adhéré à l'union ; une nouvelle union fut signée le 12 décembre 1452 ; mais George Scholarius, savant théologien grec, qui, après avoir voté au concile comme Isidore, s'était rétracté depuis, s'en déclara l'antagoniste, et, avec un zèle vraiment fougueux, tra-

[1] Voy vol. X, p. 316.

vailla à faire manquer tous les soins que se donnaient l'empereur et Isidore et le patriarche George Mélissène, pour apaiser les esprits.

Lorsque Mahomet partit pour l'Asie, les courtisans de Constantin se firent illusion sur la résistance que le sultan y éprouverait. L'espoir leur donna du courage; mais comme le courage des faibles dégénère facilement en insolence, on chargea les ambassadeurs que Constantin envoyait à Mahomet pour réclamer l'arriéré de la pension d'Orkhan, de le menacer de mettre ce prince en liberté. Cette imprudence fut cause, dit-on, de la résolution que prit le sultan d'accélérer une entreprise que son père lui avait léguée par son testament. Il dissimula; toutefois, après avoir apaisé la révolte de la Caramanie, il fit construire, à quelque distance de Constantinople, sur la côte européenne du détroit du Bosphore de Thrace, un château très-fort, qui, placé en face de celui de Guselhissar, que Bajazet avait élevé sur la rive asiatique, fermait à tous les vaisseaux l'entrée de la mer de Marmara, et interceptait ainsi toute communication avec la mer Noire, par laquelle Constantinople recevait ses subsistances.

Commencement de la dernière guerre avec les Ottomans.

Mahomet employa un nombre si prodigieux d'esclaves à la construction de cette forteresse, qu'elle fut achevée dans l'espace de trois mois, vers la fin de juin 1452. Il y mit une garnison et y plaça une artillerie formidable. Dès ce moment, les troupes ottomanes commirent des excès sur le territoire qui appartenait à Constantinople, et comme Constantin usa de représailles en faisant arrêter les Turcs qui se trouvaient

dans sa capitale, le sultan lui déclara la guerre. Au mois d'octobre, il envoya le beglerbeg Tourakhan au Péloponnèse pour empêcher les despotes Démétrius et Thomas de venir au secours de leur frère. Lui-même s'occupa à Andrinople de la fonte d'une nouvelle artillerie de siège, que dirigea un certain Orbud ou Urbain, Hongrais, qui, du service de Constantin, avait passé à celui du sultan. Les historiens parlent d'un canon d'un excessif volume, qui fut fondu pour battre les murs de Constantinople. Il fallut deux mois pour le transporter d'Andrinople au camp turc placé devant la capitale ; quatre cents hommes et soixante bœufs le traînèrent, et il lançait des boulets de douze cents livres.

Mahomet II arriva devant Constantinople au commencement d'avril 1453. Son armée se montait, dit-on, à 300,000 hommes ; près de 300 vaisseaux fermèrent le port. La ville ne contenait que 7,000 combattans, y compris 2,000 Vénitiens et Génois. Les habitans vivaient dans la plus grande désunion ; la religion en était la cause. L'empereur assistait à la messe que disait le cardinal Isidore, ce prélat russe, qui, à Florence, avait souscrit à l'union des deux Églises. Le clergé et le grand-amiral Lucas Notaras détestaient tout ce qui était latin, et comprenaient dans cette haine les troupes qui versaient leur sang pour la défense de Constantinople. Le commandement de la ville fut confié à Jean Giustiniani, Génois, qui s'acquitta de cette charge d'une manière brillante [1]. De part et d'autre on employa à ce siège tout ce que la

Siège de Constantinople, 1453.

[1] Voy. vol. X, p. 58.

bravoure et l'art militaire, au point qu'il avait atteint vers le milieu du quinzième siècle, purent imaginer. Il serait impossible pour nous d'entrer dans le détail de tous les efforts qu'on fit, d'un côté, pour faire écrouler les murs de la ville et pour forcer l'entrée du port, et de l'autre pour détruire les machines des assiégeans et incendier leur marine. Une seule des entreprises exécutées par Mahomet est si extraordinaire, que nous croyons devoir en parler, ne serait-ce que pour montrer, par un exemple d'une authenticité parfaite, qu'il ne faut pas rejeter tout ce que les anciens nous rapportent d'incroyable.

N'ayant pu forcer l'entrée du port, à cause d'une grosse chaîne que les habitans avaient tendue d'un bord à l'autre, Mahomet résolut de se servir de la voie de terre pour y introduire des vaisseaux. Ce port est formé par un golfe long et étroit, qui s'enfonce dans le pays entre Constantinople et Galata, de manière que la première ville est située sur la partie méridionale, et Galata au nord. Derrière cette ville ou ce faubourg sont des hauteurs. Ce fut là que Mahomet fit porter quatre-vingts vaisseaux, qui mouillaient dans le Bosphore. Depuis cette hauteur jusqu'au rivage septentrional du golfe, en passant derrière Galata, il fit construire un chemin en pente, couvert de planches et de madriers frottés de suif. Au son d'une musique guerrière, la flotte glissa sur ce chemin long d'une lieue et demie, qui la conduisit dans la partie intérieure du port de Constantinople, de manière que la flotte grecque se trouva entre cette nouvelle flotte

descendue des montagnes et celle qui fermait extérieurement le port.

Le siège avait duré sept semaines, lorsque Mahomet fixa le 29 mai pour un assaut général. Les deux armées se préparèrent à cette journée décisive, les Musulmans par un jeûne, par des ablutions et par une illumination du camp; les Chrétiens par des prières, des processions et d'autres actes de dévotion. Constantin harangua d'une manière touchante les officiers et les soldats; après cela, il communia, et se tournant vers le peuple, il dit que c'était ses péchés qui avaient attiré la colère céleste sur l'empire, mais qu'il était prêt à les expier par le sacrifice de sa vie. Il demanda pardon des fautes dont il pouvait s'être rendu coupable en gouvernant son peuple. L'assaut commença à une heure du matin : il fut furieux. Giustiniani soutint le combat avec une bravoure héroïque, et fit un grand carnage des Musulmans, jusqu'à ce qu'atteint d'une balle et voyant son sang couler, il fut, d'après le récit de Phranzès, saisi d'une terreur panique, et abandonna la défense. Il se jeta dans une chaloupe, gagna Galata et passa à Chio, où il mourut peu de temps après. Ce récit est en contradiction avec d'autres rapports, et Phranzès convient qu'il n'était pas témoin du fait, l'empereur l'ayant, dans le moment, envoyé dans un autre quartier de la ville. Par qui l'a-t-il donc su? Quoi qu'il en soit, Constantin combattit jusqu'au dernier moment, et tomba au milieu de la mêlée.

Prise de Constantinople, et fin de l'empire romain d'Orient.

Le 29 mai 1453, à huit heures du matin, une partie de Constantinople était au pouvoir des Musul-

mans ; les autres quartiers, qui avaient des fortifications particulières, se rendirent par capitulation. Cette circonstance est cause que le carnage ne fut pas aussi grand qu'il l'a été souvent dans des villes prises d'assaut. D'ailleurs les Turcs aimaient mieux faire des prisonniers qu'ils pussent vendre comme esclaves, qu'égorger ceux qui ne faisaient pas résistance. Quelques circonstances de ce grand évènement sont autrement rapportées par les écrivains turcs. Les Grecs, disent-ils, désespérant de soutenir plus long-temps la ville, envoyèrent des députés auprès du sultan pour convenir d'une capitulation. Mahomet accorda aux habitans la vie, leur fortune, leurs églises, et la faculté de s'expatrier. Les députés, satisfaits de ces conditions, repartirent. Ils étaient déjà près des murs, lorsque le sultan fit courir après eux pour les ramener, parce qu'il avait encore quelque chose à leur dire. Les sentinelles placées sur les murs, croyant qu'on poursuivait les députés, tirèrent sur les Turcs. Le sultan, de son côté, indigné de cette trahison, commanda une attaque ; tandis qu'il prit de force une partie de la ville, l'autre, croyant qu'on avait capitulé, arbora le drapeau blanc. Le prince Kantemir, qui rapporte cette version, la regarde comme vraisemblable, parce qu'elle est moins honorable au parti vainqueur, qui, sans doute, n'a pas imaginé un fait qui ne peut que diminuer la gloire de sa conquête. Une autre circonstance vient à l'appui de ce récit ; c'est que Mahomet laissa aux Chrétiens toutes les églises situées dans la partie de la ville qui ne s'était pas défendue le dernier jour.

Le vainqueur entra dans Constantinople trois jours après la conquête. La tête de Constantin XII[1] fut attachée à la colonne de porphyre que le premier empereur de ce nom avait fait ériger à S.te-Hélène, sa mère.

Ainsi périt un état qui, dans son extrême décadence, présentait encore une ombre de l'empire romain.

[1] Le nom de Dragasès que cet empereur portait, était celui de sa mère, Irène Dragasès.

SECTION II.

Royaume de Chypre, depuis 1285 *jusqu'en* 1489.

Henri II, 1285-1324.

Jetons encore un coup-d'œil sur le petit royaume de Chypre qui se maintenait toujours. En disant [1] que sous le règne de *Henri II* de Lusignan, qui était en même temps roi de Jérusalem, cette ville fut perdue, et qu'ainsi le royaume de Jérusalem cessa ; nous avons renvoyé à un autre endroit les détails de cette prise. C'est ici la place d'en dire quelques mots.

Malec-el-Mansour Kaleoun, sultan d'Égypte, qui avait formé le dessein d'expulser les Chrétiens de la Palestine, allait assiéger S.-Jean-d'Acre, lorsqu'il mourut subitement en 1290. Son fils, nommé Malec-el-Aschraf, conclut aussitôt une trève avec les Chrétiens. Des Croisés qui venaient d'arriver à S.-Jean-d'Acre, troupe méconnaissant toute discipline, ayant massacré une caravane égyptienne qui voulait se rendre dans cette ville, le sultan demanda qu'on lui livrât les coupables. Le roi et les grands maîtres des trois ordres militaires voulaient consentir à cet acte de justice, mais le légat du pape qui était arrivé avec les Croisés, s'y opposa. Menacés de la vengeance du sultan, les Chrétiens implorèrent le secours des Occidentaux, et il leur arriva de leur côté des défenseurs. Le 5 août 1291, Aschraf mit le siège devant la ville avec 160,000 hommes d'infanterie et 60,000 chevaux. Guil-

[1] Voy. vol. VI, p. 161.

laume de Beaujeu, grand maître des Templiers, commandait en chef les Chrétiens; le roi lui-même et Conrad de Feuchtwang, grand maître Teutonique, se soumirent à sa direction. Le 18 mai la ville fut prise d'assaut. Les chevaliers des trois ordres combattirent encore long-temps dans leurs maisons; celles-ci ayant été forcées, le roi et les chevaliers s'embarquèrent; tous se rendirent dans l'île de Chypre. Ce fut ainsi que la dernière trace du royaume de Jérusalem disparut.

Ce fut en 1309 qu'Amauri, frère de Henri, le fit arrêter et le confia à la garde du roi d'Arménie. Il allait se faire proclamer souverain de l'île, quand il fut poignardé en 1310 par son propre favori. Henri II revint alors; il pardonna à tous ses ennemis; mais un autre de ses frères, le connétable Guy de Lusignan, ne cessa d'intriguer contre lui, jusqu'à ce que Henri le fît mourir.

Hugues IV, fils de ce Guy, succéda à son oncle, en 1324. Son règne de trente-cinq ans n'offre rien de plus mémorable que l'alliance contre les Turcs qu'il contracta, en 1343, avec le pape Clément VI, les Vénitiens et les chevaliers de S. Jean : la prise et l'occupation momentanée de Smyrne, capitale d'un des émirs seldjoucides, qui s'étaient rendus indépendans en Asie-Mineure, en furent le résultat. Hugues IV. 1324-1361.

Pierre I.er, son second fils, lui succéda en 1361, préférablement à un petit-fils que Hugues IV avait d'un fils aîné, parce que le droit de représentation n'avait pas lieu en Chypre. Pierre avait, dans sa jeunesse, juré une haine implacable aux Musulmans; et, Pierre I, 1361-1369.

pour se rappeler toujours son serment, il portait habituellement une épée nue pendue à son cou. Il parcourut, de 1363 à 1365, l'Occident, pour exciter les princes chrétiens à une croisade contre les Infidèles. Il obtint plusieurs secours avec lesquels il fit, en 1365, une descente en Égypte, et pilla Alexandrie, mais ne put s'y maintenir. Les Vénitiens dont le commerce souffrait de cette guerre, reconcilièrent les parties; on accorda à Pierre la moitié des droits que les marchandises payaient dans les ports de Syrie et d'Égypte. Ce traité fut rompu au bout de dix-huit mois, et le roi de Chypre fit brûler diverses villes situées sur les côtes de la Syrie. En 1368, pendant qu'il était à Rome, il reçut la nouvelle que les seigneurs d'Arménie l'avaient nommé pour occuper leur trône vacant. Le royaume d'Arménie se réduisait à un petit nombre de places, et Pierre mourut au commencement de 1369, avant d'avoir pu en prendre possession, victime d'une conspiration dont les auteurs, peu contens de l'avoir assassiné dans son lit à côté de la reine, outragèrent son corps. Pierre s'était attiré ce malheur par une action injuste.

Pierre est nommé roi d'Arménie.

Pierre II, 1369–1382.

Pierre II, son fils, n'avait que treize ans, lorsqu'il perdit son père et en prit la place. A la suite d'une guerre avec les Génois, dont nous avons parlé [1], il fut obligé de leur céder Famagouste en 1374; car la stipulation du traité, en vertu de laquelle il pouvait racheter cette ville moyennant le paiement d'un million de ducats, ne pouvait, par sa nature, jamais avoir d'exécution.

[1] Voy. vol. X, p. 42.

Un fils cadet de Hugues IV monta, en 1382, sur le trône, sous le nom de *Jacques I.er*. Ce prince fut couronné trois fois, comme roi de Chypre, roi de Jérusalem et roi d'Arménie; mais il ne possédait pas un pouce de terrain dans ces deux derniers royaumes. Jacques I, 1382-1398.

Il eut, en 1398, pour successeur son fils *Jean II* ou *Janus*, qui, en 1402, entreprit la conquête de Famagouste, mais fut obligé d'y renoncer, parce que Boucicault, qui gouvernait alors Gênes pour le roi de France, vint avec une flotte au secours de la ville assiégée [1]. Janus fit plusieurs descentes en Syrie et en Égypte; pour s'en venger, le sultan Al-Aschraf Barsabeï envahit deux fois l'île de Chypre, pilla Famagouste en 1424, battit Janus, le fit prisonnier et l'emmena en Égypte en 1426. Le roi obtint sa liberté au moyen d'une rançon de 12,600 besans (250,000 fr.), et l'engagement de payer un tribut annuel. Ce prince, aussi brave que malheureux, mourut en 1432. Jean II, 1398-1432.

Jean III, son fils et successeur, avait dix-sept ans, lorsque son père mourut. Il se laissa gouverner par sa seconde épouse, Hélène Paléologue, fille de Théodore, despote de Morée [2], qui, abusant de la faiblesse de son époux, le força à la déclarer régente. Cette princesse était dominée, à son tour, par un chambellan, fils de sa nourrice. Une telle administration dut nécessairement produire des soulèvemens : ils ne manquèrent pas sous le règne de ce prince. Jean III, 1432-1458.

[1] Voy. vol. X, p. 52. [2] Voy. p. 49 de ce vol.

Charlotte, 1458-1469.

Jean III ne laissa en mourant, en 1468, d'autres enfans légitimes qu'une fille nommée *Charlotte de Lusignan* qui lui succéda. Veuve d'un infant de Portugal [1], elle épousa, en 1458, Louis de Savoie, comte de Genève, frère d'Amédée IX [2]. Le sultan d'Égypte fournit à Jacques, frère naturel de la reine, une armée navale avec laquelle il débarqua, en 1460, en Chypre, et assiégea pendant quatre ans le roi et la reine, à Cerines. Enfin, Louis et Charlotte ayant quitté la place, elle se rendit le 25 août 1464.

Jacques II, 1464-1473. Reprise de Famagouste.

Jacques II resta ainsi maître du royaume et le gouverna jusqu'au 5 juin 1473, qu'il périt victime d'une conspiration. Il enleva, en 1464, Famagouste aux Génois.

Jacques III, 1473-1475.

Jacques III, son fils posthume, fut proclamé roi de Chypre, de Jérusalem et d'Arménie, en venant au monde, mais mourut en 1475. Deux princesses se disputèrent sa succession, *Catherine de Cornaro*, Vénitienne, mère du jeune roi, qui n'y avait aucun droit, et *Charlotte* qui avait occupé le trône en 1458, et était la souveraine légitime. Catherine se maintint dans la possession de l'île par l'assistance de la république de Venise, à laquelle elle en fit donation en 1489. Charlotte de son côté, qui mourut en 1487, en avait fait donation aux ducs de Savoie. La république de Venise domina sur la Chypre jusqu'en 1571.

Catherine de Cornaro, 1475-1489.

Donation du royaume de Chypre à la république de Venise.

[1] De Jean, fils de Pierre, duc de Coimbre, second fils de Jean I.er, roi de Portugal.

[2] Louis était fils de Louis, second duc de Savoie, et d'Anne de Lusignan, fille de Jean II, roi de Chypre.

SECTION III.

L'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

Des trois grands Ordres militaires à la fondation desquels les croisades avaient donné lieu, nous avons vu l'un, les Templiers, succomber à la persécution, et l'autre, les chevaliers Teutoniques, fonder une domination sur les bords de la mer Baltique; le troisième, les Hospitaliers de Saint-Jean, devint aussi une puissance dans le quatorzième siècle. L'ordre de S. Jean s'établit en Chypre.

Ce fut sous le gouvernement du vingt-unième grand maître de cet ordre, de Jean de Villiers, d'une famille du Beauvaisis, que Saint Jean d'Acre, dernière place des chrétiens en Palestine, fut prise en 1291 par le sultan d'Égypte. Les Hospitaliers, ainsi que les Templiers, passèrent en Chypre, où le roi Henri II leur assigna Limisso pour retraite. Ils continuèrent à faire la guerre aux Infidèles. Cependant les fréquentes disputes qui s'élevèrent entre les Hospitaliers et les rois de Chypre, décidèrent Guillaume de Villaret (vingt-troisième grand maître) à entreprendre la conquête de l'île de Rhodes, occupée par des Grecs révoltés et des pirates musulmans. Il s'y préparait, lorsque la mort vint mettre fin, en 1307, à ses projets.

La conquête de l'île de Rhodes fut exécutée par son successeur qui était son frère, Foulques de Villaret. Il prit, le 15 août 1310, la capitale de l'île, qui devint dès-lors le chef-lieu de l'Ordre et lui donna son nom. Conquête de Rhodes, 1310.

Avec Rhodes, les petites îles circonvoisines, Nisyros, Leros, Calymna, Episcopi, Symé et Cos, anciennement la demeure d'Hippocrate, furent soumises à l'Ordre. Orkhan, sultan des Turcs, assiégea vainement Rhodes en 1315. L'Ordre acquit un grand surcroît de richesse par la suppression des Templiers dont les biens lui furent abandonnés en plusieurs pays, particulièrement en France.

Division de l'Ordre en langues.

Dans un chapitre général que Hélion de Villeneuve, de la maison des barons de Vence, tint à Montpellier en 1319, on divisa tout l'Ordre en huit langues ou nations qui sont celles d'Auvergne, de Provence, de France, d'Italie, d'Aragon, de Castille, d'Angleterre et d'Allemagne. A la dernière appartenaient les grands prieurés de Danemarck, de Suède et d'Hongrie. Sous le même grand maître, les galères de la religion se réunirent à celles du pape, du roi de Chypre et de la république de Venise pour une croisade contre les Turcs : Smyrne, qui en 1343 fut enlevé à Oumour-beg, prince d'Aïdin[1], resta à l'Ordre jusqu'en 1401.

Conquête de Smyrne, 1344.

Collection des statuts de l'Ordre, 1374.

Sous Raimond-Bérenger, vingt-neuvième grand maître, une grande assemblée de chevaliers tenue en 1374, à Avignon, fit faire la première collection des statuts de l'Ordre. Le trente-deuxième, Philibert de Naillac, acheta, en 1396, la Morée du despote Thomas Paléologue; mais l'aversion que les Grecs avaient contre les Latins, s'opposa à l'exécution de ce marché. Sous ce grand maître l'Ordre perdit Smyrne, que

Perte de Smyrne, 1401.

[1] Voy. p. 27 de ce vol.

Timour-Lenk emporta d'assaut, le 8 janvier 1401. Guillaume de Mine, grand hospitalier, l'avait vaillamment défendue. Lorsque par la suite cette ville tomba entre les mains du sultan Mahomet I, l'Ottoman accorda aux chevaliers, à titre de dédommagement, la permission de bâtir un château au port d'Halicarnasse, dont Naillac s'était emparé quelque temps auparavant. Un chevalier allemand, Pierre de Schlegelhond, qui fut chargé de la direction de cette bâtisse, y employa les pierres du fameux mausolée construit par la reine Artémise. Le nom d'Halicarnasse a disparu : il a été remplacé par celui du *barbare* Pierre : la patrie d'Hérodote et de Denys s'appelle Bodrun (Petromon)[1].

[1] Nous allons encore placer ici les

NOMS DES TRENTE-QUATRE PREMIERS GRANDS MAÎTRES DE L'ORDRE DE S. JEAN.

1. *Gérard*, chef ou prévôt de l'hôpital de Jérusalem jusqu'en 1121 environ.
2. *Raimond du Puy* (1121-1160).
3. *Auger de Balben* (1160).
4. *Gerbert d'Assaly* de Tyr (1161-1169).
5. *Castus* (1169-1170).
6. *Joubert*, né en Syrie (1170-1177).
7. *Roger de Moulins* (1177-1187).
8. *Garnier* de Naplouse (1187-1191).
9. *Ermengard Daps* (1191).
10. *Godefroi du Duisson* (1191-1202).
11. *Alphonse de Portugal* (1202-1204).
12. *Geoffroi le Ralh* (1204-1208).
13. *Guerin de Montaigu*, Auvergnat (1208-1230).
14. *Bertrand de Texis* (1230).

15. *Guérin* (1231-1236).

16. *Bertrand de Comps*, Dauphinois (1236-1241).

17. *Pierre de Villebride* (1241-1244).

18. *Guillaume de Chateauneuf* (1244-1259).

19. *Hugues de Revel*, Auvergnat (1259-1278), premier grand maître (Voy. vol. III, p. 333).

20. *Nicolas Lorgue* (1278-1289).

21. *Jean de Villiers* du Beauvaisis (1289-1297).

22. *Odon de Pens*, Catalan (1297-1300).

23. *Guillaume de Villaret* (1300-1307).

24. *Foulques de Villaret* (1307-1319).

25. *Helion de Villeneuve* (1319-1346).

26. *Dieudonné de Gozon* du Rouergue (1346-1354).

27. *Pierre de Cornillan* (1354-1355).

28. *Roger de Pins*, Languedocien (1355-1365).

29. *Raimond-Bérenger* (1365-1374).

30. *Robert de Juillac* (1374-1376).

31. *Jean-Fernandès de Heredia* (1376-1396).

32. *Philibert de Naillac* (1396-1421).

33. *Antoine Fluvian*, Catalan (1421-1437).

34. *Jean de Lastic* (1437-1434).

CHAPITRE XXIV.

Hongrie et états limitrophes.

SECTION I.

Royaume d'Hongrie, de 1301 *à* 1453.

La dynastie d'Arpad des rois d'Hongrie, s'était éteinte dans les mâles avec André III, le 14 janvier 1301 [1]. Aussitôt l'archevêque de Strigonie proclama comme roi, Charles-Robert d'Anjou, arrière-petit-fils d'Étienne V et fils de ce Charles-Martel que Nicolas IV avait fait couronner roi d'Hongrie en 1290 et qui était mort en 1295 [2]. L'archevêque de Kolotscha protesta contre la démarche de son confrère, et contre tout monarque qui se reconnaîtrait vassal du saint siège. D'accord avec le plus grand nombre des magnats, il offrit la couronne à Wenceslas II, roi de Bohême et de Pologne, dont l'aïeule maternelle avait été fille de Bela IV[3], et dont le fils était fiancé à l'héritière d'André III. Wenceslas ayant refusé cette troisième couronne, ils la donnèrent à son fils Wenceslas ou, comme disent les Hongrais, *Ladislas V*, qui n'avait pas encore quatorze ans, et le couronnèrent à Albe-Royale. Dès que Boniface VIII fut informé de cette

Ladislas V, 1301–1305.

[1] Voy. vol. VI, p. 234. [2] Voy. *Ibid.*, p. 235.

[3] Anne, épouse d'un prince de Halicz, et mère de Cunégonde, épouse de Przemysl-Ottocar II. Voy. vol. IV, p. 313.

élection, il envoya en Hongrie un légat[1] qui, ayant convoqué un concile à Bude, y proclama Charles-Robert, et ordonna à l'archevêque de Kolotscha de se rendre à Rome. Irrités de ces mesures arbitraires, les évêques rompirent le concile et quittèrent Bude, où le légat resta seul. Il mit alors la ville en interdit, mais le clergé le força à s'en aller. Le pape qui, précisément à cette époque, et en partie peut-être à cause de ces évènemens, se réconcilia avec Albert d'Autriche[2], requit ce prince de soutenir celui que la cour de Rome reconnaîtrait roi légitime d'Hongrie. Un tribunal qu'il érigea pour juger les prétentions des parties, prononça, le 30 juin 1303, en faveur de Charles-Robert. Le roi de Bohême qui savait combien peu on pouvait compter sur l'affection des magnats d'Hongrie, ne voulant pas exposer son fils à l'inconstance de leur humeur, vint le prendre et le ramena à Prague. Il mourut peu de temps après, et le fils, qui ne voulait ni épouser Élisabeth, fille d'André III, que les États lui avaient fiancée depuis six ans[3], ni risquer les couronnes de Bohême et de Pologne pour le trône incertain d'Hongrie, céda sans difficulté, en 1305, ses droits sur ce trône à un prince qui prétendait en avoir de plus fondés.

Bela V, 1305-1308. C'était Otton, duc de la Basse Bavière, petit-fils de Bela IV. Possesseur de la couronne angélique que

[1] Le cardinal Nicolas Boccasini, évêque d'Ostie, qui fut ensuite pape sous le nom de Benoît XI.

[2] Voy. vol. VII, p. 361.

[3] Elle entra dans le couvent de Tœss en Suisse.

Wenceslas lui avait remise, Otton se rendit en Hongrie, fut reconnu par un parti, et couronné, le 6 décembre 1305, par deux évêques, à Albe-Royale. Il prit le nom de *Bela V*. Pour se concilier les esprits de la nation, il résolut de faire une tournée dans le royaume. Le 1.er novembre 1307, Ladislas, vayvode de Transilvanie, qu'il alla visiter comme son ami, le fit arrêter, et s'empara de la couronne angélique qu'il portait avec lui. Le vayvode voulait rendre la liberté à son prisonnier, à certaines conditions dont la première fut un mariage avec sa fille; mais Otton les rejeta. Il corrompit son gardien, qui lui fournit le moyen de s'évader moyennant un déguisement, à la faveur duquel il traversa la Russie, la Prusse et la Pologne. Arrêté en Silésie, où il fut reconnu, il se racheta moyennant le mariage qu'il contracta avec Agnès, fille du duc de Glogau. Au mois de février 1308, il retourna en Bavière, pour ne plus la quitter.

Clément V dispose de la Hongrie comme d'un fief de l'Église.

Clément V crut le moment propice pour réaliser l'ancien projet de la cour de Rome, de rendre la Hongrie fief de l'Église. Le cardinal Gentil qu'il envoya dans ce pays, convoqua les prélats et magnats d'Hongrie à Pesth pour le 27 novembre 1308; l'assemblée se tint en plein champ, afin que le discours du légat pût être entendu par l'armée du ban d'Esclavonie qui accompagnait Charles-Robert, dont l'extérieur était très-prévenant. Par un discours fort artificieux, le cardinal prépara les esprits à se déclarer pour ce jeune prince; mais lorsqu'enfin, cessant de parler en termes généraux, il montra aux magnats le

roi que le pape leur destinait, un cri s'éleva contre la prétention du pape de disposer du trône des Madgyars. Le légat employa toute son éloquence pour calmer l'effervescence; tout ce qu'il put obtenir, c'est qu'on voulût bien reconnaître à l'Église le droit de *confirmer* l'individu de la dynastie royale que les évêques, magnats et barons auraient librement élu. Se contentant pour le moment de cette concession, le légat en fit dresser acte. *Charles-Robert* fut proclamé roi, mais ne pouvant être couronné avec la couronne angélique qui était en Transilvanie, on se servit pour cette cérémonie d'un autre diadème. Le légat convoqua pour le 10 mai 1309 un synode à Bude, où Charles-Robert reçut le serment de fidélité. Telle était cependant l'idée de sainteté que le peuple attachait à la couronne angélique, qu'on ne put lui faire regarder le prince d'Anjou comme roi légitime. Pour mettre sa vie en sûreté, le légat publia une constitution par laquelle Charles-Robert obtint le privilège du clergé, de manière que quiconque s'élèverait contre lui, était déclaré excommunié par le fait. Le cardinal annonça aussi que, si le vayvode de Transilvanie ne rendait pas prochainement la couronne angélique dont il était détenteur illégitime, le pape suspendrait la sainteté attachée à cette couronne, et enverrait un autre diadème pour la remplacer.

Charles-Robert, premier roi Angevin d'Hongrie,

Mathieu de Trenschin, comte Palatin, avait, en vertu de sa charge, protesté, dès le premier moment, contre l'irrégularité de l'élection de Charles-Robert, et convoqué une vraie diète d'élection. Cependant

l'archevêque de Strigonie, qui était dans les intérêts du prince angevin, se rendit en Transilvanie, racheta la couronne angélique, et couronna Charles-Robert pour la troisième fois [1] à Albe-Royale, le 27 août 1310. Ainsi la maison d'Anjou, descendant d'un frère de S. Louis, monta sur le trône d'Hongrie.

Le règne de Charles-Robert, qui dura jusqu'en 1342, fut une suite de guerres et de troubles. Ce prince eut alternativement à combattre le parti des mécontens, ayant à sa tête le Palatin Omode et le puissant Mathieu Trenschin; les Vénitiens qui étendaient leur domination sur les côtes de la Dalmatie et de la Croatie; les Serviens et les hordes de Turcs que le kral de Servie fit venir à son secours; il eut des guerres avec le duc d'Autriche, avec les Walaques, contre lesquels il fit, en 1330, une expédition très-malheureuse qui valut à la Hongrie une invasion de la part des Russes, tributaires des Mongols.

Charles-Robert ayant perdu, en 1329, Ladislas, son fils aîné, s'occupa des moyens d'assurer à Louis, son second fils, la couronne d'Hongrie, et à André, le troisième, l'expectative de celle de Naples, à laquelle Charles-Martel, son père, n'avait pas succédé, parce qu'il était mort avant Charles II, son père, et à laquelle lui-même n'avait pu parvenir [2]. Charles-Robert réussit dans ce double dessein. Louis, âgé de quatre ans seulement, fut élu son successeur, et cou-

[1] En comptant le couronnement qui eut lieu en Dalmatie lorsque Charles-Robert y arriva. Voy. vol. VI, p. 233.

[2] Voy. vol. X, p. 180, 183.

ronné en 1330 à la demande du pape; neuf ans plus tard, Casimir le Grand, roi de Pologne, le fit aussi désigner son successeur au trône des Piasts, et nous verrons ce prince régner dans les deux royaumes. Quant à André, le pape lui procura la main de Jeanne, héritière de Naples, où le roi d'Hongrie conduisit lui-même son fils pour y être élevé au milieu de la nation qu'il devait gouverner un jour. Nous avons vu quel malheureux sort attendait André à Naples [1].

Gouvernement arbitraire de Charles-Robert.

Dans les dernières années de sa vie, Charles-Robert gouverna avec un pouvoir arbitraire. En 1327 déjà, il attribua à la couronne le droit régalien des mines, qui devint une des principales sources de ses revenus. En vertu de ce droit, les deux tiers du produit de chaque mine d'or et d'argent qui serait découverte, furent déclarés appartenir à la couronne. Ce monarque s'arrogea ensuite le droit de destituer librement les fonctionnaires nobles; il priva les évêques de leur part à l'exercice des droits de la souveraineté; il s'empara de la dépouille des prélats; il força les archevêques et les évêques à lui faire, tous les premiers jours de l'an, un don de cinquante à deux cents livres d'argent, selon leurs facultés; il établit une prescription de trente ans en faveur des laïcs détenteurs de biens ecclésiastiques, tandis qu'il fallait au clergé cent ans pour légitimer sa possession; il exigea des ecclésiastiques le service féodal et militaire, et se dispensa pendant vingt-trois ans de convoquer une diète, tandis que d'après la constitution ces assem-

[1] Voy. vol. X, p. 191.

blées devaient avoir lieu annuellement. Les prélats et les magnats réclamèrent l'intervention du pape, mais secrètement et avec une grande timidité, jusqu'à supplier le souverain pontife de vouloir bien n'écrire à leur roi, qu'avec beaucoup de ménagemens, afin que sa colère ne tombât pas sur eux. Benoît XII écrivit effectivement à Charles-Robert pour l'engager à faire droit à ces plaintes : on ne sait quel effet ses exhortations produisirent ; mais on est surpris de voir que parmi les griefs allégués par le pape, dont plusieurs étaient de bien peu d'importance, il ne soit pas question de l'altération de la monnaie, que le roi se permettait. Il poussa cet abus beaucoup plus loin que Philippe le Bel ; tous les cinq ans régulièrement il bouleversait le système monétaire.

Trois innovations eurent lieu sous le règne de Charles-Robert ; les annates furent introduites en faveur du pape et du roi, lequel en prenait un tiers pour la couronne ; et on vit le premier tribunal de l'inquisition. Cette institution ne prospéra pas en Hongrie. Le troisième changement est l'abolition des combats judiciaires, combinée avec une nouvelle procédure qu'on ne connaît qu'imparfaitement, parce que le diplôme n'existe plus.

Charles-Robert mourut le 16 juillet 1342.

Louis I, le Grand, 1342–1385.

Louis I.er, dit *le Grand*, son fils, lui succéda, étant âgé de seize ans. Plus d'une fois déjà, surtout en parlant des guerres civiles du royaume de Naples, le nom de ce prince s'est trouvé mêlé à nos récits. En effet, son règne qui dura quarante ans, fut une suite

de guerres et d'entreprises qui plusieurs fois l'ont conduit hors des frontières de son royaume héréditaire.

Sa première expédition militaire eut pour objet de venger une défaite que son père avait essuyée en Walachie. Le vayvode Bazarab ou Alexandre, effrayé de son approche, vint, en 1344, faire sa soumission. Dans cette expédition Louis réduisit à l'obéissance les Saxons ou Allemands de la Transilvanie[1], qui s'étaient révoltés : il nomma Étienne, son frère, duc de Transilvanie.

Expédition de Louis I dans le royaume de Naples.

La plus célèbre entreprise de Louis I.er est la conquête du royaume de Naples. Le 18 septembre 1345, André, son frère, fut tué par ordre ou au moins par connivence de la reine Jeanne I, son épouse. Fier, vif, détestant le vice, Louis résolut de venger ce crime ; mais diverses occupations l'empêchèrent de se mettre en marche aussitôt qu'il l'aurait voulu. Il était sur le point d'avoir la guerre avec les Vénitiens. La ville de Zara en Dalmatie, qui depuis plus de cent quarante ans était soumise à la république, tenta d'en secouer le joug et offrit de se donner au roi d'Hongrie. Le doge André Dandolo vint avec une armée de terre et une flotte pour réduire la ville rebelle[2]. Louis essaya d'abord de la soutenir ; mais une défaite qu'il essuya, le 1.er juillet 1346, l'engagea à conclure avec la république une trève de neuf ans, et à abandonner Zara à son sort. Cette ville se rendit avant la fin de l'année.

[1] Voy. vol. VI, p, 213. [2] Voy. vol. X, p. 63.

Le désir de Louis de ne pas ajourner ses projets de vengeance, avait contribué à sa résolution; mais le pape qui ne voulait pas que le roi d'Hongrie se mêlât des affaires de Naples, lui suscita nombre de difficultés qui engagèrent Louis à s'allier avec l'empereur, Louis de Bavière, l'ennemi du souverain pontife. Malgré la défense de Clément VI, il se mit en marche au mois de novembre 1347, fit son entrée à Naples le 24 janvier 1348, vengea la mort de son frère, repartit bientôt après pour la Hongrie, reconquit Naples en 1350, et y renonça par la paix de 1352, ainsi que nous l'avons raconté ailleurs [1]. On remarque que le séjour des Hongrais en Italie leur fut utile sous le rapport de la civilisation.

Nous aurons une autre occasion de parler des transactions qui eurent lieu entre Louis I.er, successeur désigné de Casimir le Grand, au sujet de la Russie rouge à laquelle le roi d'Hongrie renonça conditionnellement.

Enfin, il a été question de la guerre qui, après l'expiration de la trêve, éclata en 1356 entre Louis le Grand et la république de Venise; guerre que termina la paix de 1358 [2]. Elle valut à la Hongrie la possession de Zara, Traù, Spalatro, Raguse, et en général de tout ce qui avait appartenu aux Vénitiens en Dalmatie et en Croatie. Acquisition de la Dalmatie

Louis le Grand remporta des avantages dans ses guerres avec les princes de Servie, de Bosnie, de Moldavie, de Widdin ou d'une partie de la Bulgarie;

[1] Voy. vol. X, p. 198. [2] Voy. vol. X, p. 67.

mais ses conquêtes ne laissèrent pas de traces. Tous les états que nous venons de nommer furent engloutis, avant la fin du quatorzième siècle ou au quinzième, par les Turcs ottomans. Lui-même, allié des Serviens et des Bulgares contre Mourad, fut battu en 1363 sur la Maritza à deux journées d'Andrinople. Il reconnut n'avoir dû son salut qu'à la protection de la Ste.-Vierge, à laquelle il consacra le magnifique couvent de Mariæ Zell en Stirie, le Loretto allemand. Néanmoins des auteurs hongrais judicieux [1] doutent de la réalité de cette bataille dont les écrivains ottomans donnent des relations circonstanciées.

Louis I monte sur le trône de Pologne.

A la mort de Casimir le Grand, Louis, qui était son neveu, monta sur le trône de Pologne, en vertu des conventions qui avaient été conclues du vivant de son oncle. Il passa dans son nouveau royaume la plus grande partie des années 1370 et 1371.

Gouvernement intérieur de Louis le Grand.

La Hongrie doit à Louis le Grand plusieurs améliorations importantes. Les grands propriétaires obtinrent les prérogatives de la noblesse, les charges des paysans furent déterminées d'une manière stable, les Juifs, dont l'usure était portée à un excès scandaleux, furent expulsés, les ordalies furent abolies, à l'exception seulement du combat judiciaire qu'on n'avait pu faire cesser. Louis encouragea l'agriculture et fit planter les fameux vignobles de Tokai. En 1382, il fonda à Cinq-Églises la première université hongraise. Il donna le prieuré d'Aurana, ancienne possession des

Érection de l'université de Cinq-Églises.

[1] Tels que Pray. Voy. vol. X, p. 352.

[2] Voy.

Templiers, à l'ordre de S.-Jean qui le conserva jusqu'en 1526. Bude devint sous son règne la résidence royale à la place de Viségrad. L'administration des finances fut améliorée, les domaines de la couronne qui avaient été gaspillés sous les derniers règnes, furent revendiqués, des négocians étrangers furent attirés par des privilèges, pour animer le commerce des indigènes. Comme roi de Pologne et d'Hongrie, comme seigneur suzerain de la Bosnie, de la Servie, de la Bulgarie, de la Moldavie et de la Valachie, Louis le Grand régnait sur tous les pays situés depuis le fond de la mer Adriatique jusqu'au Pont-Euxin, et au nord jusqu'à l'embouchure de la Vistule.

Arrangement pour la succession au trône.

Comme Louis le Grand n'avait aucun enfant de sa première épouse, Marguerite de Luxembourg, fille de l'empereur Charles IV, et que sa seconde, Élisabeth, fille du ban de Bosnie, ne lui eût donné que trois filles, il s'occupa des moyens de faire passer ses états à ces princesses. Il paraissait certain que Jeanne I.re, reine de Naples, n'aurait pas d'enfant: les filles de Louis I.er étant dans ce cas ses héritières, il voulait laisser le trône de Naples à Catherine, sa fille aînée, dont il destinait la main à Louis d'Orléans, second fils de Charles V, roi de France, auquel il céda, dans cette vue, tous ses droits au trône de Naples. Marie, la seconde, fut fiancée à Sigismond, second fils de l'empereur Charles IV, qui n'était alors que margrave de Moravie, et Louis lui destina la succession d'Hongrie. Il obtint des Polonais qu'ils reconnussent héritière de leur couronne Hedwige, sa troisième fille, qu'il

fiança à Guillaume, fils de Léopold III, duc d'Autriche. La mort prématurée de la princesse Catherine dérangea une partie de ce plan. Dans un temps où Louis désespérait d'avoir des enfans, il avait pensé à assurer le trône d'Hongrie à Charles de Duras, de la branche cadette de la maison d'Anjou qui régnait à Naples. Charles s'était rendu en Hongrie et s'y était fait un parti. Il pouvait devenir dangereux à la jeune princesse Marie, future reine d'Hongrie. Pour détourner son ambition de ce pays, Louis le Grand, après la mort de Catherine, sa fille aînée, transporta sur la tête de Charles de Duras tous les droits au royaume de Naples qu'il avait voulu céder à l'époux de cette princesse : en revanche Charles jura qu'il ne formerait aucune prétention à la Hongrie, et ne troublerait pas la princesse Marie dans la possession de ce royaume.

Louis I.er avait pris part, en 1379, à la guerre entre les républiques de Venise et de Gênes, et avait envoyé Charles de Duras à la tête d'une armée considérable pour soutenir les opérations des alliés contre Venise. Charles, occupé du projet de conquérir le royaume de Naples, s'efforça d'accélérer la conclusion de la paix de 1381, par laquelle la république accorda divers avantages à la navigation des Hongrais, et se soumit à leur payer un tribut annuel de 7,000 florins d'or. Immédiatement après, il marcha sur Naples à la tête de l'armée que le roi d'Hongrie lui avait confiée, fit la conquête de ce royaume, ordonna la mort de Jeanne, et régna à sa place, sous le nom de Charles III.

Louis le Grand étant mort le 12 septembre 1382, Élisabeth, reine douairière, se hâta de faire couronner *Marie*, sa fille aînée, âgée de treize ans, et se chargea de la régence; mais le pouvoir qu'elle laissa prendre au Palatin Nicolas de Gara, mécontenta les grands; il se forma contre elle un parti, ayant à sa tête Jean de Paliszna, grand prieur de l'ordre de S. Jean à Aurana, et Jean de Horvathy, ban de Croatie. Ces conspirateurs offrirent le trône d'Hongrie à Charles de Duras. roi de Naples. Au mépris de son serment, Charles débarqua, en 1385, avec une armée à Zeng, annonçant le projet de réprimer les factions dont le royaume était déchiré; mais arrivé à Albe-Royale, il jeta le masque, et se fit proclamer, le 31 décembre, roi d'Hongrie, sous le nom de *Charles II*. Marie qui venait d'épouser le margrave Sigismond, fut obligée d'abdiquer, et Charles II se crut maître du royaume, lorsque la ruse d'une femme l'en précipita. La reine-mère se répandit d'abord en malédictions contre l'usurparteur, et les historiens remarquent que ce fut la seule fois où le sentiment fut plus fort en elle que la dissimulation; mais bientôt la force de son caractère prit le dessus, et elle paraissait supporter avec beaucoup de résignation, d'indifférence même, le changement de son sort; tandis qu'en secret elle conspira avec le Palatin et avec Blaise Forgacz, grand échanson de la reine. Le 7 février 1386, le trente-neuvième jour du règne de Charles II, sous prétexte d'avoir des communications importantes à lui faire, elle le fit prier de venir chez

Marie, 1382-1392.

Charles II, 1385.

elle. Charles qui ne se doutait pas de la perfidie de cette femme, donna dans le piège; la reine sut écarter les témoins, et quand elle se trouva presque seule avec le roi, Forgacz frappa subitement, d'un coup de sabre[1], la tête de l'usurpateur, qui, abandonné par sa suite italienne, eut encore la force de se sauver dans son appartement; il fut transporté comme prisonnier à Viségrad, où il mourut au bout de dix-sept jours, âgé de quarante ans. Il est bon d'observer que la reine Marie n'eut pas de part à cet assassinat.

Marie et Sigismond.

A la nouvelle de la mort du roi, le grand prieur fit proclamer en Dalmatie Ladislas, fils de Charles II. Aussitôt les deux reines, dans la vue de faire manquer ses projets, se mirent en route pour Zara; mais elles furent surprises en chemin par Horvathy; leur suite ayant péri en les défendant, elles furent arrêtées et enfermées à Novigrad, où Élisabeth mourut le 9 février 1387. Les têtes du comte Palatin et du grand échanson furent portées à Naples, à la veuve de Charles II, qui, pour assouvir sa vengeance, demanda qu'on lui livrât aussi la jeune reine. Pendant que la reine Marie attendait dans sa prison le triste sort qu'on lui préparait, *Sigismond*, son époux, pénétra avec une armée jusqu'à Bude, et s'y fit couronner roi d'Hongrie le 31 mars 1387. Nicolas de Gara, fils de l'ancien Palatin, reçut ordre de marcher avec une armée à la délivrance de la reine; dans le même but, les Vénitiens assiégeaient Novigrad par mer. Le 4 juin, cette place tomba entre leurs mains, et Jean

[1] C'était proprement un csákán.

Barbadigo, amiral de la république, conduisit la reine à Zagrab où elle trouva Sigismond, auquel elle transféra tous les droits de la royauté.

Ce prince, manquant d'argent et continuellement occupé des affaires de Bohême, à cause des embarras que lui donnaient la mauvaise administration de Wenceslas, son frère, et l'esprit turbulent de Josse et de Procope, ses cousins, eut beaucoup de peine à se maintenir en Hongrie, surtout après avoir perdu, au mois de mai 1392, son épouse, qui ne laissa pas de postérité. Il entra dès-lors en traités avec divers princes au sujet de la succession au trône d'Hongrie; il la promit tantôt à Wenceslas, tantôt à Josse, tantôt au duc d'Autriche; mais, par toutes ces démarches, il ne fit qu'augmenter le mécontentement de la nation. Sigismond seul, depuis 1392.

Depuis 1392, Bajazet fit des incursions répétées en Hongrie. Ce sultan était maître de la Bulgarie, de la Servie et de la Walachie. Sigismond résolut, en 1393, de mettre des bornes à l'ambition du conquérant. Assisté des trésors de Manuel, s'il est vrai qu'il resta des trésors à cette ombre d'un empereur bloqué depuis quatre ans dans Constantinople, Sigismond forma une armée de 130,000 hommes qui avaient servi dans les guerres d'Italie. De toutes les parties de l'Europe il vint des aventuriers qui désiraient partager la gloire de cette campagne; il y avait, dans le nombre, beaucoup de Français, à la tête desquels se trouvait Jean de Nevers, fils aîné de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. On y voyait aussi les comtes de la Marche, de Bar; le connétable Philippe d'Artois, comte d'Eu; Bataille de Nicopoli, 1396.

l'amiral Jean de Vienne, le maréchal [1] Boucicault, le sire de Coucy, Guy de la Trimouille, etc. Frédéric, comte de Hohenzollern, grand prieur des chevaliers Teutoniques en Allemagne, s'était joint à eux. Philibert de Naillac, grand maître de l'ordre de S. Jean, avec beaucoup de chevaliers, se rendit droit au camp de Sigismond, où arrivèrent aussi beaucoup de Bavarois, le comte de Cilley et d'autres chevaliers allemands. Sigismond assiégea Nicopoli sur le Danube. Bajazet qui, depuis cinq ans, bloquait Constantinople, vint avec une armée innombrable pour dégager la place assiégée. Sigismond lui livra bataille le 28 septembre 1396. Les Français, brûlant d'ardeur, mais aussi pleins de présomption, briguèrent l'honneur de faire l'avant-garde, et le roi le leur accorda. Leur attaque fut vive, impétueuse; elle fit reculer les Turcs. Mais lorsque Bajazet s'aperçut que, sourds à la voix de Coucy et de l'amiral, les Français s'étaient laissés emporter loin du gros de l'armée des Hongrais, il ordonna à 40,000 hommes qu'il avait placés en embuscade, de tomber subitement sur ces braves. Les Français, se trouvant cernés de toutes parts, firent une résistance valeureuse, mais furent tous massacrés, à la réserve de vingt-quatre chevaliers qu'on épargna. Parmi ces prisonniers se trouvait un personnage très-illustre, le duc de Nevers : c'est le prince qui a régné ensuite en Bourgogne sous le nom de Jean sans Peur. Après le malheur des Français, les Hongrais et les Valaques se

[1] Nous donnons à Boucicault ce titre par anticipation. (Voy. p. 45 de ce vol.)

sauvèrent. Les Bavarois et les Stiriens firent un effort infructueux pour rétablir le sort de la journée. Sigismond se jeta dans une nacelle, descendit le Danube, et arriva comme fugitif à Constantinople, d'où il se fit conduire par mer sur les côtes de Dalmatie.

Avant de quitter le champ de bataille, Sigismond avait nommé Jean de Grana son vicaire en Hongrie. Grana trouva moyen d'échapper aux corps de Turcs qui, après la journée de Nicopoli, inondèrent tout le pays; mais les Hongrais, stimulés par le parti antiluxembourgeois, feignant de croire que le roi avait péri, proclamèrent roi *Ladislas V*, fils de Charles II, et roi de Naples. De la Dalmatie, Sigismond se rendit promptement en Bohême, où sa présence était devenue nécessaire, et où nous l'avons vu très-occupé à cette époque [1]. La prolongation de son absence augmenta le nombre des partisans du roi Ladislas, et lorsque Sigismond revint à Bude, il se forma contre lui une conspiration pour l'arrêter ou le tuer. Le 28 avril 1401, il fut surpris au milieu de ses appartemens par quelques magnats qui avaient pris part au complot : on l'enferma dans un château. Nicolas et Jean de Gara, ses serviteurs dévoués, obtinrent, à force de ruse et de dissimulation, qu'on transportât le prisonnier dans leur château de Siklos, où il fut confié à leur garde. Après dix-huit mois de prison, Sigismond fut rendu à la liberté, par suite d'une négociation du comte de Cilley, dont il épousa la fille,

Ladislas, roi de Naples, est proclamé roi d'Hongrie, 1396.

Captivité de Sigismond, 1401.

[1] Voy. vol. VIII, p. 87 et suiv.

cousine-germaine de la reine de Pologne, seconde épouse de Jagellon.

Ce fut à cette époque que Sigismond, à la tête d'une armée, se rendit en Bohême, dans l'intention de conduire Wenceslas, son frère, à Rome [1]. Ayant besoin, pour l'exécution de ce projet, de l'amitié du duc d'Autriche dont il dépendait de lui fermer le passage, il lui promit le trône d'Hongrie pour le cas où lui-même ne laisserait pas de fils. Nous avons raconté [2] comment il arriva qu'au lieu de conduire son frère à Rome, Sigismond confia la personne de Wenceslas au duc d'Autriche. Pendant qu'il s'occupait ainsi des affaires de Bohême, il risqua de perdre la Hongrie. Ladislas se rendit maître de toute la Dalmatie, et le pape Boniface IX n'ayant plus de motif de ménager la maison de Luxembourg, le fit couronner au mois d'octobre 1403, à Zara, roi d'Hongrie, par un de ses légats. Sigismond sentit enfin la nécessité d'arrêter les progrès de ce concurrent; il vint avec une armée, battit les troupes de Ladislas, et força celui-ci de retourner dans son royaume de Naples, un mois après son couronnement comme roi d'Hongrie. Avant de s'embarquer, Ladislas exerça encore un acte de souveraineté, en créant Jean de Horvathy duc de Spalatro, et le nommant son vicaire en Dalmatie et en Croatie.

Ladislas est chassé d'Hongrie.

La succession est assurée à l'Autriche

Sigismond rétablit alors son autorité en Hongrie, au point que le 4 avril 1403, les États qui avec raison avaient trouvé fort irrégulier qu'il eût disposé arbi-

[1] Voy. vol. VIII, p. 95. [2] Voy. *ibid.*, p. 97.

trairement de la succession, confirmèrent néanmoins l'arrangement qu'il avait fait avec le duc d'Autriche. Par un mélange fort adroit de rigueur et de clémence, il attira dans son parti la plupart des adhérens de Ladislas. Il prit des mesures vigoureuses contre les abus que la cour pontificale faisait de la puissance spirituelle, en interdisant la publication de toute bulle, constitution et grâce papale, sans son approbation préliminaire. Par des lois fondamentales, du 15 avril et 4 août 1405, il introduisit l'uniformité des poids et mesures, interdit les guerres privées, mit des bornes à l'exercice du droit de propre défense, augmenta les droits des paysans, régla les douanes, revendiqua à la couronne la prérogative exclusive de battre monnaie, accorda aux propriétaires de terres l'exploitation des mines qu'elles renfermaient, etc.

Guerre de Bosnie.

Deux compétiteurs se disputaient le trône de Bosnie; l'un d'eux appela les Turcs à son secours. Cet évènement força Sigismond à contracter une nouvelle alliance avec Manuel, et à porter ses armes en Bosnie. En 1408, il parvint à réduire ce pays à l'obéissance; le roi Twarko qui avait été fait prisonnier, lui ayant prêté le serment de fidélité. Le parti de Ladislas perdit ainsi son principal appui, et Horvathy sollicita le pardon de sa rébellion. Sigismond lui laissa le duché de Spalatro, et le décora de l'ordre du Dragon qu'il avait fondé. Ladislas vendit, le 9 juin 1409, aux Vénitiens pour une somme de 100,000 florins d'or ses droits sur la Dalmatie, et leur remit les villes

de Zara, Novigrad, Pago et Aurana où il avait encore garnison.

Le comté de Zips est engagé à la Pologne.

Le 20 septembre 1418, Sigismond fut élu roi des Romains. Une double guerre dans laquelle il était impliqué avec le roi de Pologne et avec la république de Venise, ne lui permit pas de se rendre en Allemagne immédiatement après son élection, pour recevoir la couronne. Dans la première de ces deux guerres il n'agit que comme allié de l'Ordre Teutonique; elle fut suspendue par une trève conclue le 6 mars 1411, pendant la durée de laquelle Sigismond eut une entrevue à Lublyo et ensuite à Bude avec Wladislaw V Jagellon. Les deux souverains qui en premier mariage avaient eu deux sœurs, et au second deux cousines-germaines, se réconcilièrent entièrement le 8 novembre, et le roi de Pologne avança à Sigismond une somme d'argent pour laquelle Lublyo et treize villes du comté de Scepus ou Zips lui furent engagées.

Guerre de Venise, 1411.

La vente de Zara par le roi Ladislas et le refus des Vénitiens de payer le tribut de 7,000 florins d'or auquel ils s'étaient obligés par la paix de 1381 [1], furent la cause de la guerre qui éclata en décembre 1411. Une armée hongraise, commandée par Pipo Strozzi, Florentin, entra dans le Frioul, et dévasta le pays jusqu'à Trévise; mais elle fut battue, le 9 août 1412, près de Motta par Charles Malatesta, seigneur de Rimini, qui commandait les Vénitiens. En 1413, Sigismond lui-même fit une expédition dans la Marche de Trévise; mais voyant qu'il ne pouvait faire de progrès

[1] Voy. vol. X, p. 70.

dans un pays coupé de rivières et où chaque village était fortifié, il se prêta aux propositions qui lui furent faites, et signa, le 26 février 1413, à Trente une trève de cinq ans pendant laquelle chaque partie resterait en possession de ce qu'elle avait conquis ; les Vénitiens gardèrent par conséquent Sébénico dont ils s'étaient emparés : ils payèrent à Sigismond 200,000 florins d'or.

Acquisition de Belgrade.

En partant pour l'Italie, Sigismond avait confié le gouvernement de la Hongrie à son épouse, Barbe de Cilley, princesse aussi artificieuse et impérieuse que ses mœurs étaient déréglées ; il lui avait adjoint l'archevêque de Strigonie. La régence fut très-orageuse par suite de la révolte de Horvathy, que le roi avait dépouillé de la dignité de duc de Spalatro, parce qu'il avait en des preuves de sa trahison. Le rebelle, assisté des Turcs, dévasta la Dalmatie, et défit les troupes du roi. En même temps le sultan entra en Valachie, et prit Giurgevo. Aussitôt que Sigismond eut quitté le concile de Constance, il se rendit du côté de la Bulgarie, pour s'opposer aux progrès de Mahomet I.er, cinquième sultan des Turcs Ottomans. En 1423, il conclut à Bude une trève de deux ans avec le sultan Mourad II, successeur de Mahomet I.er. Le desposte de Servie, craignant d'être attaqué par les Turcs, céda à Sigismond son importante place de Belgrade contre laquelle il obtint, mais sans souveraineté, quelques villes de l'intérieur de la Hongrie.

Lois fondamentales de 1435.

A la diète de Presbourg du mois de mars 1435, Sigismond publia deux lois fondamentales. L'une détermine les limites des différentes juridictions ; la se-

conde renferme l'organisation militaire du royaume et fixe le service militaire féodal.

Élisabeth et Albert d'Autriche, 1437–1440.

A la mort de Sigismond, en 1437, *Albert d'Autriche*, son gendre, et *Élisabeth*, sa fille, furent élus encore une fois à Albe Royale, roi et reine d'Hongrie[1]. Mourad II ne s'était pas laissé détourner, par la cession de Belgrade, du projet de conquérir cette place; il entra en Servie et força le despote George à se sauver en Hongrie. Albert, n'ayant pas plus de 24,000 hommes, marcha contre le sultan qui en commandait 130,000. Les deux armées, sans avoir combattu, se fondirent par suite des maladies épidémiques. Albert lui-même mourut le 27 octobre 1439. La reine Élisabeth régna alors seule en sa qualité d'héritière du royaume[2]. Les États exigèrent qu'elle donnât sa main au roi de Pologne, et on entra pour cela en négociation avec ce prince, mais la reine étant accouchée, le 22 février 1440,

Ladislas le Posthume, 1440.

d'un fils qui fut nommé *Ladislas le Posthume*, toute la nation se déclara pour cet enfant. Dans l'intervalle, les ambassadeurs qu'on avait envoyés à Wladislaw VI, roi de Pologne, s'étaient pressés de conclure avec ce prince. Le 8 mars 1440, avant d'avoir reçu la nouvelle de la naissance de Ladislas, ils signèrent un traité portant que, quel que fût le sexe de l'enfant dont Élisabeth accoucherait, le roi aurait la couronne d'Hongrie avec la main de cette princesse; que, si elle ac-

[1] Voy. Vol. VIII, p. 135.

[2] KATONA et quelques autres historiens soutiennent, avec une apparence de raison, qu'Élisabeth ne fut pas *roi* d'Hongrie. Effectivement, il paraît qu'aussitôt après la naissance de son fils posthume elle gouverna comme régente, et non comme reine.

couchait d'un fils, il procurerait à ce prince le royaume de Bohême, qui avait également appartenu à Albert, et dont les États, assemblés à Prague, en janvier 1440, avaient, plus sagement que les Hongrais, résolu d'attendre les couches d'Élisabeth, avant de disposer de la succession.

Elisabeth fut très-mécontente de cet arrangement, elle fit arrêter les ambassadeurs après leur retour, pour avoir outrepassé leurs pouvoirs et avoir trahi les intérêts de leur souverain, et, comme le roi de Pologne était empêché de se rendre sur-le-champ en Hongrie, elle convoqua, pour le 15 mai 1440, une diète à Albe-Royale, et y fit couronner le jeune Ladislas avec la couronne angélique. A l'approche de Wladislaw elle se sauva, avec ce précieux dépôt, auprès de l'empereur Frédéric III que les États d'Autriche avaient donné pour tuteur à son fils. Le roi de Pologne se fit à son tour couronner à Albe-Royale, le 17 juillet, sous le nom d'*Uladislas I.er*; mais comme Élisabeth avait emporté la couronne angélique, on se servit pour cette cérémonie d'un autre diadème qu'on tira du tombeau de S. Étienne. De cette double élection, il résulta une guerre civile qui fut terminée, le 21 septembre 1442 [1], par un arrangement conclu à Bude, sous la médiation d'Eugène IV. Uladislas renonça à la couronne, mais fut chargé de la régence pendant la minorité de Ladislas, et nommé son successeur éven-

Uladislas I s'érige en roi d'Hongrie.

[1] Le traité, dont la date est mal donnée par les historiens, a été publié pour la première fois dans *Archiv für Gesch. Literatur und Kunst.* 1825, p. 388.

tuel pour le cas où ce prince mourrait sans héritier. Les Hongrais renoncèrent en faveur de la Pologne à toute prétention sur la Podolie et la Valachie, et lui cédèrent en toute propriété le comté de Zips qui lui avait été engagé en 1408. Le 16 décembre 1442, il y eut à Raab une entrevue entre Uladislas I.er et Élisabeth, et on s'attendait à un mariage entre eux; mais le troisième jour Élisabeth mourut subitement.

En Bohême, le parti des Utraquistes eut assez d'autorité pour faire nommer des commissaires chargés d'élire un roi. Le trône de la Bohême fut alors offert à Albert, duc de Bavière-Munich, et, sur son refus, à Frédéric III, roi des Romains. La réponse de Frédéric fut une exhortation adressée aux Bohémiens pour conserver la couronne à Ladislas, leur souverain légitime; en attendant sa majorité, il leur conseilla de confier le gouvernement à une régence. Ce peuple écouta la voix de la raison et de la justice. Mainard de Neuhaus et Henri Ptarsko, les chefs des deux partis [1], furent nommés régens; et à la mort de Ptarsko, en 1444, les Utraquistes lui donnèrent George Podiébrad pour successeur.

Paix de Segedin, 1444.

Uladislas I.er, soit comme roi d'Hongrie, soit comme régent au nom du jeune Ladislas, entreprit, en 1443, une expédition contre Mourad II, sultan des Turcs Ottomans. L'invasion de la Transilvanie par Mesidbeg, grand écuyer du sultan, en 1442, y donna lieu. Jean de Hunyad, seigneur de la Transilvanie, qui était, selon toute apparence, fils naturel de l'empereur Sigis-

[1] Voy. vol. VII, pag. 224; VIII, p. 136.

mond [1], se distingua dans cette guerre par les victoires qu'il remporta sur les Turcs, d'abord en 1442, près de Hermanstadt, où 20,000 Turcs périrent et un grand nombre de captifs furent délivrés, et la même année, à Vasag, où Hunyad avec 15,000 hommes en défit 180,000. L'année 1443 Hunyad se couvrit de gloire. Le 3 novembre 1443, il défit Isabeg à Nissa, prit Sophia, força, au milieu des glaces et des obstacles qu'on lui opposa, le défilé réputé imprenable d'Isladi et descendit, le 24 décembre, dans les plaines de la Bulgarie. Le roi lui-même le suivit à la tête des Polonais et d'une armée de Croisés que commandait le cardinal de Florence, Julien Cesarini, légat du pape Eugène IV. Ils assistèrent à la bataille que le victorieux Hunyad livra dans les champs de Jalovaz.

Ce fut Mourad II qui proposa alors la paix. Elle fut conclue, le 13 juin 1444, à Segedin, pour dix ans. Les Turcs rendirent tout ce qu'ils avaient conquis sur les Hongrais et les Serviens, et la Valachie resta sous la souveraineté de la Hongrie; la Bulgarie resta aux

[1] La tradition fait de Jean Hunyad un fils de l'empereur Sigismond et de la belle Elisabeth Morsinaï, qu'il connut dans son expédition en Valachie. Lorsque, dit-on, quelques années après, Elisabeth quitta la Transilvanie pour s'établir à Bude, un jour pendant la chaleur de midi, elle se reposa dans une forêt. Le petit Iankoul (Jean Hunyad) jouait avec l'anneau que Sigismond avait donné à sa mère; un corbeau le vola et l'emporta dans son bec, mais le frère d'Elisabeth abattit l'oiseau. Telle fut l'origine du corbeau portant un anneau dans son bec, que Hunyad prit pour armes, et du nom de *Corvinus* qu'il donna à son fils, le célèbre Matthias.

Ottomans. Uladislas jura la paix sur l'Évangile, Mourad sur le Koran. Les représentations du pape et de son légat, les promesses de l'empereur de Constantinople et de George Castriote ou du fameux Scanderbeg, prince d'Épire, engagèrent Uladislas I.er à rompre cette paix, dix semaines après sa signature. Aucune apparence de raison ne justifie ce parjure. Le sage Hunyad s'y opposa; pour vaincre sa résistance, on lui promit le royaume de Bulgarie qu'on ne doutait pas de conquérir, parce qu'on avait pris des mesures qui devaient empêcher Mourad d'arriver en Europe. Une flotte équipée par les états d'Italie et commandée par le cardinal François Condolmieri, était stationnée dans l'Hellespont pour le repousser. Comme le passage du Hæmus présentait de grandes difficultés à l'armée des Chrétiens, Uladislas resta en deçà de cette chaîne de montagnes, et à travers la Bulgarie marcha jusqu'aux côtes de la mer, où il prit Varna. Mourad trompa la vigilance du cardinal-amiral, en faisant transporter son armée à Gallipoli par les Génois qui se firent largement payer ce service, et vint camper à côté d'Uladislas, près de Varna. Jean Hunyad lui livra bataille le 10 novembre; elle fut extrêmement opiniâtre : après des efforts réciproques de bravoure, elle allait tourner à l'avantage des Hongrais, lorsqu'Uladislas, emporté par son ardeur, se jeta au milieu des ennemis. Coupé du gros de son armée, il reçut un coup mortel. Son armée se débanda alors au grand étonnement de Mourad qui n'en connaissait pas le motif, car déjà les Turcs fuyaient de toutes parts. Le sultan envoya

Bataille de Varna, 1444.

la tête d'Uladislas dans toutes les villes de sa domination; mais, rendant justice à la valeur de ce prince, il fit ériger sur le champ de bataille un monument en son honneur. Le cardinal, auteur de la guerre, périt dans la retraite. Jean Hunyad, régent du royaume.

Après ce désastre, les Hongrais, dans une diète tenue à Pesth, reconnurent, le 16 mai 1445, le jeune roi Ladislas, et résolurent de demander que Frédéric III leur livrât ce prince qu'il faisait élever à Grætz, et leur restituât la couronne angélique qu'Élisabeth lui avait engagée. Cette résolution fut l'ouvrage de Jean Hunyad, nommé régent ou vicaire. Frédéric III refusa de confier aux Hongrais la personne de son pupille, parce qu'il craignait leur humeur inconstante; il ne voulut pas se dessaisir non plus de la couronne angélique, tant parce qu'elle devait rester auprès du roi, que parce qu'elle lui servait de nantissement pour ses avances. D'ailleurs il soutenait que Ladislas devait le trône d'Hongrie, non à la prétendue élection de 1445, mais à sa naissance, et que son premier couronnement de 1440 le lui assurait. Choqué de cette réponse, Jean Hunyad entra, en 1446, en Autriche, dévasta le pays, et assiégea Frédéric dans Vienne-la-Ville-Neuve (Wienerisch-Neustadt) dont il ne put cependant s'emparer. Le 1er juin 1447, Ulric, comte de Cilley, médiateur agréé par les deux parties, leur fit signer une trève de deux ans, pendant lesquels le jeune Ladislas devait rester entre les mains de son tuteur, auquel on paierait annuellement 24,000 ducats pour son entretien et son éducation.

Seconde bataille de Cassovo, 1448.

Le régent résolut d'employer la tranquillité que lui promettait cette paix, pour reprendre les hostilités contre les Turcs. A la tête de 22,000 hommes, il passa le Danube au mois de septembre 1448, à S. Severin, près du pont de Trajan, et envahit la Servie dont le despote resta fidèle à Mourad. Celui-ci arriva bientôt avec 150,000 hommes, offrant la paix; car il regrettait le séjour de Magnésie [1]. Hunyad, emporté par sa mauvaise destinée, refusa toute proposition pacifique. Le 17 et le 18 octobre, il livra une bataille sanglante dans la même plaine de Cassovo, où Mourad I.er, bisaïeul du sultan, avait péri en 1389 [2]. Dans la seconde bataille de Cassovo, les Hongrais se servirent d'artillerie; néanmoins ils furent défaits; ils perdirent 8,000 hommes, et presque tout le reste de leur armée tomba entre les mains des Turcs qui achetèrent la victoire par la mort de 34,000 hommes. Hunyad fut fait prisonnier, échappa à ses gardes, mais tomba entre les mains du despote de Servie qui, gagné par les promesses des États d'Hongrie, lui rendit la liberté. La double défaite d'Hunyad à Varna et Cassovo fit tort à la brillante réputation qu'il avait acquise dans la campagne de 1440. On ne peut l'absoudre du reproche de présomption; car il est probable que la journée du 18 octobre 1448 aurait eu un résultat bien différent s'il avait voulu attendre l'arrivée de Scanderbeg qui marchait à son secours.

Ladislas prend les rênes du gouvernement.

Nous avons raconté ailleurs [3] comment le mécon-

[1] Voy. vol. X, p. 322. [2] Voy. vol. X, p. 304.

[3] Voy. vol. VIII, p. 150.

tentement des Autrichiens, des Bohémiens et des Hongrais, causé par l'espèce de captivité dans laquelle Frédéric III, par un excès de précaution, tenait le roi Ladislas, le força enfin à se dessaisir de sa tutelle. Ladislas fut conduit à Vienne où les États d'Autriche, d'Hongrie et de Bohême s'assemblèrent le 10 novembre 1452. Ils confirmèrent à Jean de Hunyad la qualité de régent d'Hongrie; George Podiébrad obtint le gouvernement de la Bohême, et Ulric, comte de Cilley, celui de l'Autriche. Il fut convenu que le jeune roi assisterait à toutes les assemblées du conseil, et que les régens lui feraient part de toutes les affaires. Le comte de Cilley le conduisit, en janvier 1453, à Presbourg pour y recevoir l'hommage des États d'Hongrie. Le 28 octobre, il fut couronné roi de Bohême à Prague, après avoir signé une capitulation. Il prit alors lui-même les rênes du gouvernement, mais il confirma Podiébrad, comme son vicaire en Bohême, et retourna à Vienne. Bientôt après, Jean Hunyad vint l'y trouver, et déposa la régence entre ses mains. Ladislas fut universellement reconnu roi d'Hongrie et de Bohême, duc d'Autriche et de Stirie.

SECTION II.

Etats limitrophes de la Hongrie.

Les divers états slavons et autres qui s'étaient formés entre la Hongrie et l'empire de Constantinople, et entre la Transilvanie et le Dniestr, disparurent successivement depuis la fin du quatorzième siècle. Nous allons réunir ici le précis de leur histoire.

Bulgarie.

1.° BULGARIE, *jusqu'en* 1390.

Fondation du royaume Valaque-Cuman de Bulgarie, 1186.

Depuis la destruction du second royaume des Bulgares en 1018 [1], une peuplade valaque [2] s'était fixée dans les gorges du Hæmus, où le paiement d'un tribut lui donnait le droit de faire paître ses troupeaux, qui constituaient sa richesse. L'empereur Isaac l'Ange ayant voulu augmenter ce tribut en 1186, toute la nation, auparavant paisible, se souleva [3], et avec le secours des Cumans, deux frères, *Pierre* ou Calopierre et *Asan I.er*, fondèrent le nouveau royaume de Bulgarie que, pour le distinguer de l'ancien et véritable royaume de Bulgarie, on désigne par les épithètes de Valaque-Cuman. C'est le même état que Geoffroi de Villehardouin, l'historien de la quatrième croisade, appelle le royaume de Blaquie et de Bougrie. Ce royaume eut de longues guerres à soutenir contre les empereurs grecs. Après la mort

[1] Voy. vol. III, p. 90.

[2] Ce mot est expliqué p. 115 de ce vol.

[3] Voy. vol. VI, p. 138.

des deux fondateurs de l'état, en 1196, *Joannice* ou Calojean, leur frère, s'empara du gouvernement au préjudice de leurs fils. Pour se faire un appui tant contre la cour de Constantinople que contre ses neveux, il se soumit au pape, et le reconnut pour son suzerain. Le cardinal Léon, légat d'Innocent III, éleva l'archevêque de Zagora au rang de patriarche, fixa son siège à Ternova, et couronna, le 8 novembre 1203, Joannice roi (*kral*) de Bulgarie. Ce fut lui qui fit prisonnier Baudouin, empereur latin de Constantinople [1].

L'obédience des Bulgares pour la cour de Rome cessa sous le roi *Jean-Asan II*, qui s'étant allié à Jean Vatace, empereur de Nicée, contre l'empereur latin de Constantinople, renonça à toute communion avec l'Église catholique, et déclara le patriarche de Ternova indépendant du pape. Les guerres avec les empereurs de Constantinople recommencèrent, lorsque les Paléologues furent redevenus maîtres de l'empire. Depuis 1285, les Mongols, et depuis 1340 environ les Serviens, forcèrent les rois de Bulgarie à leur payer tribut, jusqu'en 1356. En 1373, Mourad I.er, sultan ottoman, contre lequel le roi *Sisman* s'était allié au despote de Servie, envahit la Bulgarie; mais il accorda la paix à Sisman à condition de lui donner sa fille en mariage [2]. Sept ans après, son inconstance ou le désir de l'indépendance força Mourad à le dépouiller de ses états. En 1396, Bajazet I.er mit entièrement fin au royaume de Bulgarie, et fit tuer Sisman. Son fils,

Fin du royaume de Bulgarie, 1396.

[1] Voy. vol. VI, p. 145. [2] Voy. vol. X, p. 302.

portant le même nom, se fit Musulman et obtint le gouvernement d'Amisus.

Servie.

2.° SERVIE, *jusqu'en* 1480.

Origine des trois Servies.

Les Serviens sont le même peuple que les Sorabes de la Misnie et de la Lusace, pays qu'encore aujourd'hui les Bohémiens nomment Srbsko. En 640, un chef de Serviens qui avait eu le dessous dans une guerre civile, émigra avec ses partisans, et chercha un asile auprès de l'empereur Héraclius. Ce prince accorda à ces Serviens un établissement en Thessalie, où ils bâtirent une ville qui fut nommée Servia, et existe encore sous le nom de Servitza; mais au bout de quelque temps le désir de revoir leur patrie en fit déserter un grand nombre. Cependant ces fuyards arrivés à Belgrade et ayant comparé la désolation qu'ils avaient trouvée partout, aux campagnes riantes de la Thessalie qu'ils venaient de quitter, se repentirent de leur imprudence et demandèrent la permission de retourner à Servia. Ils ne l'obtinrent pas; mais Héraclius les autorisa à se fixer dans la Mœsie Première. Ce fut ainsi que naquit une troisième Servie qui s'étendit successivement sur une partie de la Dace, de la Dardanie, de la Dalmatie et de l'Albanie, depuis la Save, le Danube et la Bulgarie jusqu'à Duras. Conformément aux idées des peuples slaves pour qui *rouge* et *beau* sont des mots synonymes, ce pays fut appelé *Servie-Rouge*, en opposition de la *Servie-Blanche* (la Misnie et la Lusace) et de la *Servie-Noire* en Thessalie. La partie la plus méridionale de la Servie-Rouge est

la *Rascie*, d'après laquelle tous les Serviens sont aussi nommés Rasciens.

Les Serviens étaient gouvernés par des princes ou grands-zupans qui reconnaissaient la souveraineté byzantine : leur autorité était très-bornée par celle des zupans entre lesquels le pays était partagé. Dans l'anarchie qui résulta de cette forme de gouvernement, plusieurs villes maritimes, telles que Trebigna et Narenta, se rendirent indépendantes. Les Serviens eurent beaucoup de peine à se maintenir contre les Hongrais d'un côté, et contre les Bulgares de l'autre : ils succombèrent à la puissance des derniers, peu de temps avant que Basile II mît fin au royaume de Bulgarie [1].

Etienne Boïslaw chassa, en 1040, le gouverneur grec et fonda un nouvel état de Servie. Ses successeurs sont connus sous le nom de *dynastie des Neemans* (ou des Allemands), parce que l'un d'eux qui s'appelait Etienne, était entré en liaison avec l'empereur d'Allemagne. Un autre Etienne se soumit au pape Honorius III qui, en 1217, le fit couronner par un légat, roi de Servie, de Dioclea, Trebonie, Dalmatie et Chulmia [2], vassal de l'Église de Rome. Les liaisons avec Rome ne durèrent pas long-temps ; en 1221, le rit grec fut de nouveau introduit, et le pays divisé en douze diocèses.

Fondation de l'état de Servie, en 1040. Dynastie des Neemans.

Sous *Etienne III Ourosch* (1237-1272) la Servie

[1] Voy. vol. III, p. 99.

[2] Nommé ensuite comté de Chelm (Khelm), duché de S. Saba ou simplement duché, en slavon Herzegowina, aujourd'hui Bosnie supérieure.

fut dévastée comme la Hongrie, par les incursions des Mongols. Vers 1340, *Etienne IV Douchan*, prince de Servie, se rendit la Bulgarie tributaire. De 1335 à 1356 il fit treize campagnes contre les empereurs grecs, et étendit par des conquêtes les limites de son empire. Il le distribua en quinze diocèses, et prit, en 1346, le titre de tzar de Romanie, d'Esclavonie et Albanie. Le patriarche de Servie qu'il avait institué, le couronna. En 1350, il soumit la Bosnie. Déjà il avait réuni une armée de 80,000 hommes, à la tête desquels il voulait marcher sur Constantinople, et détruire l'empire grec, lorsqu'il mourut en 1356.

Étienne IV Douchan.

Code de 1349.

En 1349, Douchan avait publié pour son peuple un code de lois, distribué en cent et un articles, dont nous allons citer quelques-uns. Il est défendu de contracter mariage sans bénédiction nuptiale [1]. Quiconque, après avoir été suffisamment averti et exhorté par le clergé pour rentrer dans le sein de l'Église orthodoxe grecque, persiste dans la religion catholique, a mérité la mort. Le clergé est exempt de toute juridiction séculière. Les fiefs passeront aux collatéraux jusqu'au fils du troisième frère; ils sont libres de toute charge, excepté la dîme et le service militaire. L'injure faite à un noble par un noble, et à un paysan par un noble, est punie de cent perpers [2]; le paysan qui injurie un noble, sera marqué d'un fer

[1] Nous remarquons cette défense parce qu'elle n'existe catégoriquement dans l'Église catholique que depuis le concile de Trente.

[2] Le perper était une espèce d'or valant près de 12 francs. Voy. vol. VII, p. 307.

rouge et paiera l'amende. Le viol est puni de la perte des deux mains et du nez; l'adultère par la perte du nez et des oreilles du couple criminel. Le code détermine les corvées auxquelles le paysan est astreint. La vente d'un chrétien pour être envoyé dans le pays des Infidèles, est punie de la perte de la main et de la langue. Le noble qui tient des discours malhonnêtes paiera une amende de cent perpers; le paysan en paiera douze et recevra une punition corporelle. L'homicide involontaire est expié par 300 perpers; le meurtre prémédité par la perte des deux mains. Le noble qui tue un paysan paiera 1000 perpers; le paysan qui tue un noble en paiera 300 et aura les mains coupées. Le meurtre d'un prêtre sera puni par la perte des deux mains et de la vie. Le parricide, le fratricide et l'infanticide seront vengés par la peine du feu. Quiconque arrachera la barbe à un noble ou à un homme notable, aura la main coupée; celui qui l'arrachera à un paysan paiera douze perpers. On voit par ces lois que la nation se composait du clergé, de la noblesse et des paysans serfs, et qu'il n'y avait pas de tiers-état libre.

Le règne brillant de Douchan fut l'époque de la décadence de la Servie, amenée par les guerres perpétuelles avec les Grecs dont ce prince fut la première cause; par la division du royaume en huit gouvernemens qu'il établit, et la trop grande autorité qu'il attribua à ces gouverneurs qui prirent le titre de *krals;* enfin par la multiplication des charges de cour, qui éveilla l'ambition des boïars.

Décadence de l'état.

Les conséquences de cette fausse politique se manifestèrent sous *Ourosch V*, son fils, qui lui succéda à l'âge de dix-neuf ans. Les révoltes des krals et les guerres civiles éclatèrent. Twarko, ban de Bosnie, se rendit indépendant, et s'empara, en 1366, de la province de Trebigne et de l'Herzegowina. Woukakhin, kral du district situé depuis Phères jusqu'au Danube, tua, le 2 décembre 1367, Ourosch à la chasse, dans la plaine de Cassovo, fameuse par deux batailles qui y furent livrées [1]. Avec lui s'éteignit la race des Neemans, après avoir régné deux cent douze ans.

Extinction de la race des Neemans, 1367.

Woukassowitsch monta sur le trône. Il eut d'abord des succès contre les Turcs; mais, le 27 septembre 1371, l'actif Mourad I.er surprit pendant la nuit l'armée servienne dans son camp, situé sur une rivière, et l'extermina. Woukassowitsch fut tué dans la fuite par son compagnon, dont l'avidité était tentée par une chaîne d'or que le prince portait. A sa mort, l'empire de Servie fut démembré. Mourad laissa à *Mœre*, fils aîné de Woukassowitsch, le Castorium, la Locride et une partie du Péloponnèse, et garda l'Acarnanie et la Macédoine Servienne. Dans la partie septentrionale ou la Servie d'aujourd'hui, se maintint dans l'indépendance le despote *Boulko Lazare*, qui, en 1367, s'était fait couronner tzar de Servie. Sa maison régna jusqu'en 1427; mais depuis 1373, la Servie fut tributaire des Turcs. Lazare, qui s'était soulevé contre Mourad, fut fait prisonnier à la ba-

Dynastie de Boulko, 1367–1427.

[1] Voy. vol. X, p. 304.

taille de Cassovo de 1389 [1], et massacré pour expier la mort du sultan. Son fils *Étienne V* obtint la paix de Bajazet I.er, à condition de l'assister dans toutes ses guerres, de lui donner la main de sa sœur, et de lui payer tribut pour les mines d'argent de son pays. Il assista, en 1402, à la bataille d'Ancyre, où il rendit d'utiles services à Bajazet. Ce fut lui qui sauva Soliman, fils du sultan [2].

Une nouvelle famille de despotes de Servie régna depuis la mort d'Étienne, en 1427, jusqu'en 1468; c'est celle des Brankowich. Toute l'histoire de ces quarante années présente une suite d'efforts faits par les Serviens pour soutenir leur indépendance contre les Turcs, soit par les armes, soit avec le secours des rois d'Hongrie; mais leurs armes furent malheureuses, et leurs liaisons avec les rois d'Hongrie ne leur furent pas bien utiles, parce que les Serviens se méfiaient presque autant de leurs voisins chrétiens que des Musulmans. Le sexagénaire *George Brankowich*, qu'à la recommandation d'Étienne mourant, le clergé et les boïars élurent despote de Servie, fut obligé, en 1430, de se rendre tributaire de Mourad II, bâtit la forteresse de Semendrie, troqua, en 1433, Belgrade, sa capitale, contre des possessions dans l'intérieur de la Hongrie [3], donna, en 1436, sa fille en mariage à Mourad II, qui, malgré cette alliance, s'empara, en 1437 et 1438, de toutes les possessions de son beau-père. George, qui s'était sauvé à Ra-

Dynastie de Brankowich, 1428-1468.

[1] Voy. vol. X, p. 305. [2] Voy. vol. X, p. 310.

[3] Voy. p. 91 de ce vol.

guse, rentra dans son pays à la suite des victoires de Jean Hunyad et de la trève décennale de Segedin de 1444 [1]. Il mourut le 24 décembre 1457, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. *Lazare*, son troisième fils, usurpa le trône par des crimes; il mourut au bout de onze mois, le 31 janvier 1458. Hélène Paléologue, sa veuve, s'efforça de conserver le trône à ses filles; mais les boïars élurent un autre chef; voyant cependant qu'ils ne pourraient pas se maintenir contre le despote de Bosnie, ils appelèrent Mahomet II pour venir prendre possession du pays, préférant la domination musulmane à celle d'un prince de leur religion. Ainsi la Servie cessa de former un état indépendant.

Fin du royaume de Servie.

Bosnie.

3.° BOSNIE, *jusqu'en* 1482.

Origine de l'état de Bosnie.

La Bosnie, dont la partie supérieure est nommée *Rama*, *Chulmie* ou *Herzegowine*, est un démembrement de l'empire de Servie. Dans l'origine elle était gouvernée par des zupans et un grand-zupan qu'on nommait *ban*. La richesse du sol, les métaux précieux que recèlent les montagnes, enfin la proximité de la mer, rendaient ce pays florissant. Les deux grandes villes de Katera et de Desnæk, qui florissaient au dixième siècle, ont disparu sans laisser de trace. Quoique la Bosnie fût subjuguée, tantôt par les Esclavoniens, tantôt par les Hongrais, elle conserva ses propres bans qui, vers la fin du onzième siècle, se

[1] Voy. p. 95 de ce vol.

rendirent indépendans, mais retombèrent bientôt sous le joug des états voisins.

Un des plus célèbres parmi les bans de Bosnie fut *Kouli*, qui régna dans le dernier quart du douzième siècle. Il fut un zélé partisan de la secte des Patarins [1], que nous avons trouvés ailleurs sous les noms de Manichéens, Pauliciens, Cathares, Albigeois, etc. Daniel, évêque de Bosnie, renonça formellement à l'obéissance du pape. Cette défection fut cause que, depuis 1200, la tranquillité de la Bosnie fut troublée par la foudre des souverains pontifes, et par les incursions des Croisés, qui, dans leur marche vers Constantinople, furent enchantés de trouver un pays qu'on leur permît de dévaster.

Bosna-Saraï, capitale du pays, fut construite, en 1270, par le ban *Kotroman*. Son petit-fils, nommé *Étienne*, s'étant assuré du consentement des Hongrais, se déclara prince souverain de Bosnie, et se réunit, en 1340, à l'Église latine. *Twarko Étienne*, qui régna de 1357 à 1391, conquit la Herzegowine, Clissa, Spalatro, Sebenico, Traù, Cattaro, se fit couronner, en 1376, roi de Bosnie, de Rascie et des côtes de la mer; mais fut obligé, en 1388, de se reconnaître vassal de Sigismond, roi d'Hongrie. Après 1396, le royaume fut déchiré par plusieurs prétendans, dont l'un se maintint dans la partie septentrionale, un autre dans la méridionale, et un troisième à Spalatro. Le premier devint tributaire des Turcs, le second de Sigismond, roi d'Hongrie; le

[1] Voy. vol. V, p. 9.

troisième, de Ladislas, roi de Naples et prétendu roi d'Hongrie. De là une suite de guerres pendant lesquelles la Bosnie devint le théâtre de troubles religieux, occasionés par la persécution des Patarins qui s'étaient perpétués en Bosnie.

Étienne Thomas Christich, qui, en 1443, devint roi de Bosnie par la protection du pape, s'engagea, en 1446, à payer au sultan ottoman un tribut de 25,000 ducats. La même année, un légat du pape tint à Cognitz une assemblée générale des États parmi lesquels, outre les prélats, barons, vayvodes et autres grands du royaume, on remarque des députés de la noblesse et des villes. On y fit plusieurs lois pénales contre l'inceste, la haute trahison, la fabrication de fausse monnaie, le sacrilège, etc. Mais quelques bonnes lois ne peuvent pas mettre un frein à la corruption des mœurs, ni arrêter la chute des empires quand le despotisme des princes ou leur incurie ont laissé tomber en ruine les fondemens sur lesquels l'édifice des états repose, la religion qui enseigne aux peuples l'obéissance, aux souverains la justice, la bonne foi, qui leur assurent l'affection des sujets.

Étienne Thomasséwitsch, fils naturel de Thomas, s'éleva, en 1459, sur le trône, par le meurtre de son père; pour s'y maintenir, il recourut tantôt à la protection du pape, tantôt à celle des Turcs ; mais qui l'aurait protégé contre les remords de sa conscience ? Depuis dix ans Mahomet II était tranquillement assis sur le trône des Paléologues ; depuis quatre ans il était maître de la Servie, lorsqu'en 1463, il résolut de faire

disparaître le royaume de Bosnie, dont l'existence le gênait dans l'exécution de ses projets sur la Hongrie, l'Allemagne et l'Italie. Il y entra à la tête de 150,000 hommes à cheval. Il n'y trouva pas une grande résistance : le peuple, en général, ne craignait pas la domination des Turcs, sous lesquels on jouissait d'une pleine liberté de religion et d'une tranquillité qu'on ne pouvait pas espérer de la part de princes qui avaient toujours à lutter contre les factions. Les Patarins, qui vivaient dans l'oppression, favorisèrent surtout les progrès de Mahomet.

Étienne s'était jeté dans Iaïtscha, place forte qui pouvait résister pendant quelque temps; mais le commandant, qui était Patarin, la rendit à l'ennemi, le 19 juin 1463, sans attendre même qu'elle fût attaquée. Le roi se sauva avec ses trésors à travers les montagnes; mais le grand-visir Mahmoud, qui le poursuivait, l'obligea de se jeter dans le château de Klutsch ou Clitia. Le défaut de vivres le força à capituler le quatrième jour. Il livra au vainqueur ce qui lui restait encore de son trésor; c'était un million de ducats. Le grand-visir lui promit que lui et les habitans du château auraient leur vie et leurs biens saufs. La capitulation fut sur-le-champ violée; un tiers des habitans fut abandonné aux soldats, comme leur part du butin; un autre tiers, auquel appartenaient les jeunes gens, fut incorporé aux janissaires; le troisième tiers put rester dans la ville. Le roi captif fut obligé de livrer soixante-dix forts, dont les Turcs ne s'étaient pas encore rendus maîtres. Après tout

Fin du Royaume de Bosnie, 1463.

cela, le sultan refusa de ratifier la capitulation; Étienne enchaîné fut conduit à Constantinople et décapité. Ce fut ainsi que la Bosnie devint une province de l'empire turc.

Etat d'Herzegowine, 1389-1481.

Cependant une province, ou un démembrement de ce royaume, maintint encore, pendant vingt ans, son indépendance. Nous avons dit que Twarko Étienne avait fait la conquête de l'Herzegowine. Il en donna, en 1389, la possession héréditaire à un de ses boïars, qui, sous le titre de *duc de S. Saba*, était grand-connétable et grand-vayvode du royaume de Bosnie; titre auquel appartenait le premier rang parmi les États. Étienne Casaccia, qui, en 1463, était duc de S. Saba, refusa de reconnaître l'ordre que le roi captif lui adressa de livrer ses châteaux au beglerbeg. Il maintint son indépendance jusqu'en 1483. Cependant les zupans du district qu'on appelle aujourd'hui Montenegro, firent leur soumission aux Turcs. On les dépouilla bientôt après, et on les fit mourir.

Esclavonie.

4.° L'ESCLAVONIE.

Les noms de Slavonie, Slavinie, Esclavonie, étaient donnés par les étrangers à tous les états fondés par les Vénèdes. Nous avons vu [1] que le pays situé entre la Drave et la Save, auquel seul la dénomination d'Esclavonie est restée attachée, doit sa population à des Slaves venus de la Bohême, qu'on appelait Khrowates, ou montagnards, et qui s'y établirent du con-

[1] Voy. vol. VI, p. 206.

sentement des Avares, maîtres de la Pannonie. Avec l'Avaric, l'Esclavonie passa sous la domination des Francs, et ensuite des rois d'Allemagne, qui la faisaient gouverner, avec l'Autriche, la Stirie et la Carinthie, par un margrave placé sous les ordres du duc de Bavière. Les Hongrais s'en emparèrent lorsqu'ils s'établirent en Pannonie. Depuis ce temps elle faisait une province de la Hongrie, et ce ne fut que vers la fin du quinzième siècle qu'on lui donna le titre d'un royaume particulier, sans pour cela la séparer de la Hongrie. Elle n'appartient donc pas aux états limitrophes de la Hongrie, à l'histoire desquels cette section de notre chapitre XXIV est consacrée.

5.° Croatie et Dalmatie.

Croatie et Dalmatie.

Depuis Étienne, dernier roi de Croatie et de Dalmatie[1], ces deux pays réunis devinrent pour la Hongrie un sujet de guerres perpétuelles, tantôt avec la république de Venise, tantôt avec l'empire grec, et plus tard avec la Porte Ottomane, mais ne jouirent que par momens d'une certaine indépendance sous des bans de leur choix.

6.° Ville de Raguse.

République de Raguse.

A l'occasion d'une invasion de la Dalmatie par des Slaves venus de la Bulgarie, la ville d'Épidaurus fut détruite. Ses habitans bâtirent alors, c'est-à-dire vers 549 après J.-C., la ville de Raguse, sous la souveraineté des empereurs d'Orient. Cette ville tomba ensuite

[1] Voy. vol. VI, p. 208.

dans la dépendance des Serviens, acquit vers la fin du dixième siècle un petit territoire, et s'associa aux habitans de Narenta pour exercer la piraterie. En 1203, elle se mit sous la protection des Vénitiens. Damien Juda, chef de la république sous le titre de *recteur*, ayant fait alors une tentative de s'arroger la souveraineté, Pyrrhus Benessa, son gendre, avec l'aide des Vénitiens, le dépouilla de son pouvoir, et Venise donna aux Ragusains un chef, sous le titre de comte. Cette liaison entre les deux états fut consolidée par un acte de soumission que les Ragusains signèrent en 1230. Raguse secoua le joug en 1358, et se mit sous la protection des rois d'Hongrie, mais rechercha en même temps celle des Turcs. Il existe aux archives de Raguse un diplôme de Mourad I.er, de l'année 1365, par lequel il assure aux habitans sa protection, pour un tribut annuel de 500 ducats [1]. Depuis 1375, Raguse fut sous la dépendance des rois d'Hongrie. Après la bataille de Varna, la république se soumit, en 1445, par un traité formel à la Porte Ottomane, qui lui laissa sa constitution républicaine contre le paiement d'un tribut annuel de mille ducats. La souveraineté était entre les mains d'un sénat de quarante-cinq membres choisis parmi la noblesse; un petit sénat de sept était chargé de la puissance exécutive. Le chef de la république portant le titre de recteur n'était qu'un mois en place.

[1] C'est le même diplôme dont il a été question vol. X, p. 305.

7.° La Valachie.

Valachie.

Son origine.

La Valachie, ou le pays situé entre la Transilvanie, le Danube et le Sireth, est une partie de l'ancienne Dace. Ses habitans s'appellent Roumanïe, c'est-à-dire Romains; ils descendent en effet des colonies nombreuses que les Romains établirent en Dace, et qui, par la loi de Caracalla de 212, obtinrent le droit de cité romaine. Ce pays a servi de passage à tous les peuples qui sont venus des contrées situées à l'est du Dniestr pour envahir l'empire romain, soit en Orient, soit en Occident. Il ne se pouvait que de ces peuples passans il ne fût resté quelques parcelles dans le pays, et par ce mélange il s'est formé une nation particulière dont la langue peut être comptée, aussi bien que l'espagnol et le français, parmi celles qui sont sorties du latin. En effet, la moitié de ses mots est latine; l'autre moitié se compose de mots grecs, goths, slaves et turcs [1].

Le nom de Vlach, par lequel les Byzantins dési-

[1] Pour preuve de cette assertion, nous plaçons ici l'Oraison dominicale en valaque.

Pærintelu nostru cela ce esti in tcheri;
Svintzaïscæse numele teou;
Vie imperazie ta;
Face se voïe ta, come en tcher, ase si pre pæmentiv;
Pæne noastra tza sætzioace dæ noao astezi;
Si læse noaæ datorriile noastre, com si noï se læsam datornitzilor nostri;
Si nou del doutze peno i la ispitire;
Tze ne mentueste pre noi de viclianoul. Amen.

gnèrent ce peuple, paraît indiquer, non son origine, mais sa manière de vivre : il signifie bergers, pasteurs. Nous avons vu que des Vlaques, réunis à des descendans des anciens Bulgares, fondèrent, en 1186, le nouveau royaume de Bulgarie, situé au sud du Danube [1]. Les Vlaques du Nord ou les habitans de la Valachie, furent tour à tour soumis par les Petchénègues, les Cumans, et depuis 1235 par les rois d'Hongrie. En 1290, ils obtinrent pour la première fois un vayvode unique, au lieu qu'auparavant ils étaient partagés en plusieurs gouvernemens. Ce vayvode fut *Radoul-le-Noir*. L'histoire d'Hongrie du quatorzième siècle fourmille d'exemples de révoltes des vayvodes de Valachie. *Myrtsche* fut le premier qui depuis 1391 paya tribut aux Turcs. La Valachie devint alors une pomme de discorde entre les rois d'Hongrie et les sultans; finalement les derniers restèrent maîtres du pays. Des contestations qui s'élevèrent en 1479 au sujet de la succession, fournirent au sultan un prétexte pour annuler le droit des Valaques d'élire leurs vayvodes ou hospodars; il se réserva dès-lors le droit de leur en envoyer.

Moldavie.

8.° La Moldavie.

La Moldavie ne prit ce nom qu'au quatorzième siècle, d'après une rivière qui tombe dans le Sereth. Elle fut tour à tour occupée par les Goths, les Huns, les Avares, les Bulgares, les Petchénègues et les Cumans ou Uzes. En 1235, les Mongols détruisirent

[1] Voy. p. 100 de ce vol.

l'empire des Cumans, dont la Moldavie n'était qu'une très-petite partie. Kuthan, roi des Cumans, se sauva alors en Hongrie, et Béla IV s'attribua depuis ce moment la souveraineté de la Moldavie, comme de la Valachie.

Dans la première partie du quatorzième siècle, le pays fut changé en désert par les incursions des Tatars Nogaïs, des Alains et des Mongols. *Dragosch*, juge d'une tribu de Vlaques, dans le comté de Marmarosch, y conduisit, vers 1359, une colonie, et y fonda un nouvel état. Ce fut depuis ce moment qu'on se servit du nom de Moldavie, à la place de ceux de Cumanie, Pæonodacie et Ungro-Vlachie qu'on donnait auparavant au pays. Le nouvel état fut soumis alternativement par les Hongrais et les Polonais, mais reconnut le plus souvent la suzeraineté de ceux-ci. En 1450, un certain Bogdan usurpa le gouvernement sur le prince légitime Alexandre, qui était très-jeune; mais, en 1453, les Polonais rétablirent par force Alexandre. Nous retrouverons ce petit état dans la période suivante.

CHAPITRE XXV.

La Russie sous la domination des Mongols, 1294-1462.

André II Alexandrowitsch, 1294-1304.

André II Alexandrowitsch qui, en 1294, devint, par la mort de Dmitry I.er, son frère, maître du grand-duché de Wladimir ou de Russie et prince de Nowgorod [1], était un souverain ambitieux et avide sans bravoure. Son nom est en exécration en Russie, parce que pendant le différend qu'il avait eu avec son frère, il avait appelé les Mongols par lesquels ce pays fut horriblement dévasté. Ce fut au commencement de son règne que Torkul, administrateur de Suède, construisit Wibourg et Landskrona, et que Lwow Danilowitsch, prince de Kieff, de Wladimir en Volhynie et de Halicz, fonda la ville de Léopol et y fixa sa résidence [2]. Enfin ce fut en 1299 que le métropolitain de Russie, nommé Maxime, quitta pour toujours Kieff qui était trop exposé aux vexations des Mongols; ce pontife se rendit avec tout son clergé à Wladimir. André mourut en 1304.

Mikhaïl II Iaroslawitsch, 1304-1319.

D'après le droit d'ancienneté reçu en Russie, le trône appartenait à *Mikhaïl II Iaroslawitsch*, prince de Twer; il lui fut contesté par son neveu Iourié Danilowitsch, prince de Moscou. Le khan du Kaptchak prononça en faveur de Mikhaïl; mais, en 1316, Iourié se rendit à la Horde d'Or, gagna par des flatteries le

[1] Voy. vol. VI, p. 205. [2] Voy. vol. VI, p. 254.

cœur du jeune Ouzbek [1] et obtint la main de Kantchaka, sœur du khan, lequel le fit reconduire par un de ses généraux nommé Kawgadyi pour le mettre en possession de la dignité grand-ducale. Mikhaïl, prince doux et religieux, ne fit pas difficulté d'abandonner Wladimir, qui était toujours le siège des grands-ducs, pourvu qu'on le laissât retourner à Twer, son patrimoine. Le passionné Iourié préféra la guerre plutôt que de condescendre aux vœux de son oncle. Dans ces circonstances, Kantchaka, qui au baptême avait reçu le nom d'Agafie, mourut subitement, et Iourié répandit le bruit que Mikhaïl l'avait fait empoisonner; au moins profita-t-il de ce bruit pour perdre Mikhaïl. Il se rendit à Saraï auprès d'Ouzbek, et l'irrita contre le grand-duc. Celui-ci fut appelé devant le khan, qu'il trouva sur les bords de la mer d'Asoff: à son arrivée il fut arrêté, traduit devant des juges, et condamné à mort. Après avoir été traîné à la suite d'Ouzbek pendant une de ces grandes chasses qui font l'amusement des princes de l'Asie, exposé à toutes sortes d'humiliations et de tourmens qu'il supporta avec une résignation chrétienne, il fut exécuté le 22 novembre 1319. Il est un des saints de l'Église grecque et a été surnommé l'Ami de la Patrie.

Exécution de Mikhaïl à la Horde.

Un diplôme ou yarlik [2] qu'Ouzbek accorda, en 1313, au métropolitain de Russie nous fait connaître le respect que les Mongols du Kaptchak ou au moins leur plus célèbre khan avaient pour le culte chrétien

Diplôme d'Ouzbek en faveur de la religion chrétienne.

[1] Voy. vol. X, p. 280.

[2] Ce mot tatar signifie proprement sceau

et ses ministres. « Que personne, y est-il dit, n'offense le métropolitain, ou les archimandrites, abbés, prêtres et autres, ses subordonnés; leurs villes, districts, villages, terres, chasses, ruches d'abeilles, prés, bois, vignobles, jardins, moulins et fermes seront exempts de toute imposition; car toutes ces choses appartiennent à Dieu, et ces individus nous aident par leurs prières qui procurent la victoire à notre armée. Ils ne seront soumis à aucune autre juridiction que celle du métropolitain, conformément à leurs anciennes coutumes et aux ordres des khans nos devanciers. Le métropolitain doit jouir d'une existence douce et tranquille, afin que d'un cœur plein de dévotion et libre de souci, il puisse prier Dieu pour nous et nos enfans. Quiconque enlèvera quelque chose au clergé en paiera la triple valeur; quiconque osera injurier la croyance russe, ou endommager les églises, couvens et chapelles, sera puni de mort. »

Ce diplôme est daté de l'année du Lièvre qui était la quatrième du cycle des Mongols [1].

Iourié III Danilowitsch, 1319–1325.

Iourié III Danilowitsch, prince de Moscou, fut confirmé par Ouzbek dans la dignité de grand-duc de Wladimir, et il fut aussi reconnu à Nowgorod. En 1321, Iourié III conclut avec Dmitri Mikhaïlowitsch, prince de Twer, fils du grand-duc Mikhaïl II Iaroslawitsch, une paix qui est remarquable sous un double rapport; d'abord parce que ce fut depuis ce moment que la principauté de Twer

[1] Voy. Vol. VI, p. 176.

forma une souveraineté indépendante dans la descendance du grand-duc Mikhaïl II ; et ensuite parce qu'à l'occasion de ce traité il est pour la première fois question de roubles : c'étaient de petites barres de fer du poids de 22 à 24 solotnik, c'est-à-dire de 3 1/2 à 4 onces, et de la valeur d'environ 24 francs, portant une marque. Ce fut sous Iourié III que les Nowgorodiens, qui, quoique soumis au grand-duc, conservaient toujours leur régime municipal ou républicain, bâtirent Orekhoff dans une île de la Néwa : les Suédois traduisirent ce nom en Nœtebourg, c'est-à-dire ville aux Noix. Iourié s'étant rendu auprès du khan, *Dmitri I.er Mikhaïlowitsch*, qui avait obtenu un diplôme par lequel la dignité grand-ducale lui était conférée, l'y suivit. A l'aspect du meurtrier de son père, ce prince ne put se rendre maître de sa colère; il tira l'épée et en perça Iourié le 21 novembre 1325. Le sort de Dmitri resta incertain pendant dix mois après cet acte offensant pour Ouzbek; enfin le khan donna ordre de le tuer. Dmitri mourut à l'âge de vingt-sept ans sans laisser d'enfant.

Commencement de l'indépendance de Twer.

Dmitri I Mikhaïlowitsch, 1325.

Son frère *Alexandre II Mikhaïlowitsch* fut nommé grand-duc à sa place par le khan qui envoya à Twer son cousin Chewkal avec une suite nombreuse: il venait pour chercher le tribut que les Russes étaient obligés de payer; mais le bruit s'étant répandu que ce Mongol était chargé de détruire le christianisme, de forcer les Russes à se faire Musulmans, d'exterminer la famille du grand-duc pour occuper lui-même le trône et distribuer les villes entre des chefs mongols,

Alexandre II Mikhaïlowitsch, 1325-1328.

Massacre de Twer.

Alexandre excita les habitans de Twer à prendre les armes contre leurs oppresseurs. Le 15 août 1327, les Mongols furent surpris; néanmoins ils se défendirent pendant toute la journée, mais enfin ils succombèrent sous le nombre; on en fit une boucherie horrible à laquelle aucun d'eux n'échappa.

La nouvelle de ce massacre irrita, comme elle le devait, Ouzbek; il appela à la horde Iwan Danilowitsch, frère de Iourié III, le nomma grand-duc et l'envoya contre Alexandre à la tête de 50,000 hommes. Twer, Kachin et Torjok furent détruits en 1328, et leurs habitans égorgés ou emmenés en esclavage. Alexandre se sauva à Pskoff.

Iwan Danilowitsch, 1328–1340, dit Kalita.

Iwan I.er Danilowitsch conquit ainsi le grand-duché auquel le khan l'avait élevé. Depuis quelque temps les grands-ducs se contentant de prendre possession du trône à Wladimir, avaient résidé dans les capitales de leurs principautés héréditaires : c'était ainsi que Mikhaïl II avait demeuré à Twer pendant toute la durée de son règne. Iwan I.er était affectionné pour Moscou, sa capitale, où le métropolitain S. Pierre avait transféré sa résidence en 1326, en prophétisant la grandeur future de cette ville. Le 4 août de la même année, Iwan avait posé la pierre fondamentale de l'église de l'Assomption, la plus ancienne de Russie qui fût bâtie en pierres. Possesseur tranquille du grand-duché, il continua d'habiter Moscou qui devint le siège du gouvernement.

Moscou devient le siége du gouvernement.

Ainsi que Nowgorod avait été le berceau de la monarchie russe, Kieff celui du christianisme dans ce

pays, de même la grandeur de l'empire fut attachée à Moscou, qui devint le centre d'un état indépendant.

Alexandre Mikhaïlowitsch avait trouvé un refuge à Pskoff ou Pleskoff dont les habitans, partageant le commerce du Nord avec Nowgorod, étaient riches et renommés pour leur esprit militaire. Le khan ayant exigé qu'Alexandre lui fût livré, les habitans de Pskoff refusèrent de sacrifier ce prince.

Premier exemple d'une excommunication.

Iwan qui craignait que la colère d'Ouzbek ne se ranimât quand il serait informé de cette désobéissance, eut recours à une mesure dont on a beaucoup abusé en Occident, mais qui était nouvelle en Russie; il exigea que le successeur du métropolitain S. Pierre exclût tous les rebelles de la communion de l'Église. Alexandre renonça alors volontairement à la protection que la ville de Pskoff lui avait accordée, et se retira en Lithuanie où il resta dix-huit mois. A son retour, en 1332, les habitans de Pskoff secouèrent la dépendance dans laquelle ils étaient de Nowgorod, et se donnèrent un prince particulier dans la personne de l'ancien grand-duc, et un évêque qui ne reconnaissait pas l'archevêque de Nowgorod pour son supérieur. Cette république était à cette époque déchirée par des troubles civils, et brouillée avec le grand-duc Iwan qui prétendait que les Nowgorodiens lui devaient une part de l'argent qu'ils tiraient des mines de Sibérie. Pendant que le grand-duc s'arrêtait à la horde, Nowgorod se réconcilia avec Pskoff, et l'archevêque se transporta dans cette ville pour absoudre les habitans de l'excommunication dont le métropolitain les avait frappés.

La république se réconcilia aussi avec Gedimin, grand-duc de Lithuanie et ami d'Alexandre, et céda à Narimund, son second fils, à titre de fief héréditaire, Ladoga, Orekhow, Kexholm, la Carélie et la moitié de Koporié. Après le retour d'Iwan I.er Danilowitsch du Kaptchak la paix fut rétablie pour le moment; mais elle fut troublée plus d'une fois encore pour le même objet.

Cependant Alexandre Mikhaïlowitsch désirant retourner à Twer, qui sous le gouvernement de Constantin, son frère, s'était relevé de ses cendres, avait fait solliciter son pardon à la Horde d'Or, en y envoyant, en 1336, Féodor, son fils. Sur les nouvelles favorables qu'il en reçut, il s'y rendit lui-même, et fut nommé par Ouzbek prince de Twer. Il entra, en 1338, dans cette ville que Constantin lui remit fidèlement.

Alarmé du retour d'Alexandre, le grand-duc se rendit à la horde, et peignit le prince de Twer comme un ennemi dangereux du khan. Ouzbek le fit appeler auprès de sa personne et exécuter, le 28 octobre 1339, avec son fils Féodor.

La Russie commença à jouir de quelque tranquillité sous le règne d'Iwan I.er Danilowitsch, parce que depuis la catastrophe de Twer, les Mongols, occupés des affaires de l'Asie, se contentèrent du tribut fixé, sans faire lever des contributions extraordinaires par des armées, et parce que Iwan, devenu puissant par la réunion de plusieurs principautés détachées du grand-duché de Moscou, traita les autres princes de la Russie avec la supériorité d'un maître. Il est sous ce rapport

regardé comme celui qui a posé les fondemens de la monarchie. Sa bienfaisance et sa dévotion firent oublier la manière dont il était parvenu au trône, et les moyens qu'il employa pour s'y maintenir. Comme il portait toujours une bourse remplie d'argent qu'il distribuait aux pauvres, on le surnomma *Kalita* (bourse). En 1339, il entoura Moscou d'un mur de bois, et comme le Kreml, que son grand-oncle Daniel Alexandrowitsch avait fait bâtir en 1300, avait été consumé par un incendie, il le fit reconstruire aussi en bois.

Iwan I.er Danilowitsch mourut le 31 mars 1340.

De cette époque est peut-être un ouvrage qui a été long-temps regardé en Russie comme le vrai corps du droit canon. C'est la traduction d'un livre grec dont l'original n'est pas connu [1] et qui porte en russe le titre de *Kormtchaïa Kniga*, livre du gouvernail. Lorsqu'il fut pour la première fois imprimé en 1653, avec beaucoup d'additions et d'interpolations du traducteur (Servien ou Bulgare), on lui donna l'épithète d'inspiré d'en haut; aujourd'hui son autorité est tombée, mais il est du plus grand intérêt pour les personnes qui désirent s'instruire d'une manière authentique de la doctrine fondamentale de l'Église d'Orient. Il a été

Livre du Gouvernail.

[1] Il ne faut pas confondre le *Livre du gouvernail* des Russes avec un livre grec qui a été imprimé en 1800, à Leipzig, et qui porte également le titre de *Gouvernail* (Pédalion), ou Πηδάλιον τῆς νοητῆς νηὸς, τῆς μιᾶς, ἁγίας, καθολικῆς καὶ ἀποστολικῆς τῶν Ὀρθοδόξων ἐκκλησίας κ. τ. λ., ouvrage peu connu en Allemagne où il n'est pas entré dans le commerce, et probablement encore moins en France.

réimprimé à Moscou, en 1816, en 2 vol. in-fol. par ordre de l'empereur Alexandre [1].

Semen Iwanowitsch, 1340-1353.

Il se présenta plusieurs compétiteurs pour le trône laissé par Iwan I.er. Ouzbek décida pour le fils aîné du dernier grand-duc, *Semen* (Siméon) *Iwanowitsch* qui, marchant sur les traces de son père, traita les autres princes en maître, et, le premier, s'intitula grand-duc de toute la Russie. Ses contemporains le nommèrent *Gordoï*, le Fier ; c'était plutôt l'Énergique qu'il méritait d'être nommé. Nous omettons les guerres auxquelles le voisinage des Suédois, des grands maîtres Teutoniques et des Lithuaniens donna lieu sous ce prince, comme sous quelques-uns de ses prédécesseurs et de ses successeurs : ce récit trouvera mieux sa place ailleurs.

C'est au règne de Semen qu'appartient la fondation du célèbre monastère de la Trinité (Troïtzkoï Ser-

[1] Nous ne connaissons ce livre que par un extrait qu'en a donné un excellent journal allemand qui paraît sous le titre de *Wiener Jahrbücher*. L'analyse se trouve au vol. XXIII, p. 220 et suiv. Il serait à désirer qu'un théologien catholique, ayant assez de tolérance ou de patience pour supporter les calomnies que le Gouvernail vomit contre l'Église de Rome, fît connaître cet ouvrage en France, ne serait-ce que d'après l'extrait que nous avons sous les yeux. Ce qui a surtout un intérêt historique, c'est la tradition des Grecs sur l'origine de leur Église, ou, comme dit l'auteur du Gouvernail, « les motifs pour lesquels le patriarche écuménique de Constantinople, ainsi que les patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, ont expulsé les papes de Rome du sein de la divine Église orientale, de la commémoration usitée et de l'alliance de charité, et pourquoi ils n'ont pas eu besoin de leur institution patriarcale. »

ghiew Monastyr), le plus vaste et le plus riche de toute la Russie, dont l'enceinte forme une forteresse ayant garnison militaire, et renferme dix églises. Cet établissement qui, en 1764, lorsque les biens ecclésiastiques furent confisqués, possédait 106,608 paysans mâles, est dû à S. Serge, qui mourut fort avancé en âge, en 1392. Enfin c'est sous Siméon, en 1352, que cette terrible peste qui, en 1349, dépeupla l'Italie, la France et l'Allemagne, arriva à Pskoff et Nowgorod, et enleva les deux tiers de la population de ces villes.

Siméon étant décédé, le 25 avril 1353, sans postérité, Djanibek qui, en 1342, avait succédé à Ouzbek, adjugea le grand-duché à *Iwan II Iwanowitsch*, frère du défunt, prince faible et pacifique, dont le règne fut troublé par des dissensions civiles. Ce fut peut-être à l'aide de ces troubles que les Lithuaniens s'emparèrent de la principauté de Kieff, qui leur appartenait en 1367, sans qu'aucun historien dise comment ils l'ont acquise. S. Alexis était, à cette époque, métropolitain de Russie : Taïdoula, l'épouse de Djanibek, étant tombée dangereusement malade, le khan, averti que Dieu ne refusait rien aux prières du prélat qui était à la tête de l'Église grecque, le fit venir à la horde, où il guérit la princesse. Le métropolitain fut témoin, en 1357, de l'assassinat de Djanibek par son fils Berdibek, qui fit encore mourir ses douze frères. Le nouveau khan fit des demandes très-dures au grand-duc; mais le saint métropolitain se rendit une seconde fois à la horde, et, soutenu

Iwan II Iwanowitsch, 1353.

Perte de Kieff.

par Taïdoula, obtint le désistement de Berdibek.

Erection de la métropole lithuanienne.

Après la mort de Semen Iwanowitsch, en 1353, il y eut, dans l'Église russe, un schisme dont les suites furent durables. Le grand-duc Semen, d'accord avec le métropolitain S. Théognoste, un des prélats les plus distingués de l'Église russe, pria l'empereur Jean Cantacuzène et le patriarche de Constantinople de désigner, comme futur métropolitain, Alexis, homme de beaucoup de mérite, le même qui a été placé ensuite au nombre des saints. Leur demande ayant été accordée, Alexis se rendit à Constantinople. Le patriarche Philothée le consacra ; mais presqu'en même temps, par des motifs inconnus, il nomma, dans la personne d'un certain Romain, un second métropolitain de Kieff et de toute la Russie, car tel était toujours le titre que ces prélats portaient. Il en résulta une dissension que le patriarche termina en divisant la métropole russe en deux : Alexis resta métropolitain de la Russie, et Romain fut nommé pour la Lithuanie et la Volhynie. Ainsi la Russie fut partagée en deux métropoles, Moscou et Kieff. Ce fut S. Alexis qui guérit Taïdoula en 1357.

Décadence du khanat de Kaptchak.

Iwan II Iwanowitsch et Berdibek moururent en 1359; le premier, le 13 novembre. C'est le moment de la décadence complète du khanat du Kaptchak. Berdibek eut pour successeur Kulpa, qui était père de deux fils chrétiens; mais aucun d'eux ne parvint au gouvernement, parce qu'en 1360 ils furent tués avec leur père. Naourous, successeur de Kulpa, devant qui les princes russes se présentèrent avec de

riches cadeaux, exclut de la succession non-seulement Dmitri, fils d'Iwan II, auquel on pouvait reprocher sa trop grande jeunesse, mais en général toute la descendance d'Alexandre Newski, et accorda la dignité grand-ducale à *Dmitri II Constantinowitsch* de la branche des princes de Sousdal et de Nijeneï-Nowgorod, qui descendait d'un frère cadet d'Alexandre Newski, et était plus rapproché d'un degré de la souche commune, c'est-à-dire d'Iaroslaw II, père d'Alexandre Newski. Il est vrai que Dmitri avait un frère aîné qui aurait pu se mettre sur les rangs, préférablement à son cadet; mais il paraît que celui-ci, content de régner à Sousdal et à Nijeneï-Nowgorod, ne forma pas de prétention au grand-duché.

Dmitri II Constantinowitsch, 1358-1362.

Cette nomination menaçait Moscou de la perte des avantages dont elle jouissait comme capitale de la Russie, puisque le nouveau grand-duc, à qui cette ville était étrangère, se fixa à Wladimir; mais Dmitri Constantinowitsch ne régna pas long-temps. Dmitri Iwanowitsch, quelque jeune qu'il fût, alla à la horde pour faire casser la décision de Naourous : ce khan avait péri, ainsi que trois ou quatre princes qui lui avaient succédé; il existait même une scission, et le Kaptchak était divisé en plusieurs khanats. Les princes russes reconnurent pour leur chef celui qui était maître de Saraï, et les deux partis se soumirent à son arbitrage. Mourout (c'était son nom), qui n'était qu'un fantôme de khan, prononça, en 1362, en faveur du prince de Moscou, âgé de douze ans. Dmitri Constantinowitsch fit mine de vouloir s'opposer à

l'exécution de ce prononcé; mais voyant que la nation était pour son concurrent, il se retira [1].

Dmitri Iwanowitsch Donski, 1362-1389.

Dmitri III Iwanowitsch, qu'on surnomma par la suite *Donski*, se fit installer à Wladimir, et retourna ensuite à Moscou. Ce fut ainsi que la main débile d'un enfant prit le gouvernail de l'état affaibli, dégradé, déchiré par des guerres civiles. Ce qu'Iwan Kalita et Semen Gordoï avaient commencé ; ce que les règnes du second Iwan et de Dmitri II avaient vu retomber dans le néant, la réunion des principautés russes en une monarchie, il fut donné à Dmitri Iwanowitsch de l'avancer. Cependant tout n'était pas fait; il fallait secouer le joug honteux que les Mongols avaient imposé à la nation. Dmitri tenta cette entreprise, et si une mort précoce l'empêcha de l'achever, il montra au moins à son peuple comment il fallait faire pour vaincre ces barbares, et prépara ainsi la délivrance de sa patrie.

Comptant peu sur l'appui de Mourout, Dmitri rechercha celui de son concurrent, Awdoul, qui était soutenu par un chef puissant nommé Mamaï : Awdoul confirma au grand-duc sa dignité par un diplôme qu'il fut obligé d'aller prendre à la horde. Le khan de Saraï, traitant la démarche de Dmitri de révolte, le destitua, et déclara que le trône appartenait à Dmitri Constantinowitsch. Il en résulta une guerre civile de courte durée; Dmitri Constantinowitsch renonça en faveur de Dmitri III, en reconnut la suzeraineté, et maria Eudocie, sa fille, à son ancien antagoniste.

[1] Il est la tige de la maison Chouiskoï.

Le même fléau qui, en 1352, avait affligé Pskoff et Nowgorod, reparut en 1364, s'étendit plus loin, et fit, pendant plusieurs années, d'horribles ravages. Cette peste retourna trois fois à Smolensk, où, en 1387, il ne resta plus que cinq individus; ces malheureux quittèrent avec horreur la ville remplie de cadavres, et en fermèrent les portes.

Invasion de la Russie par Olgierd, grand-duc de Lithuanie.

En 1366, un incendie détruisit les quatre parties dont se composait Moscou, le Kreml, le possad (faubourg) Zagorodje (hors de la ville), et Zaredje (au-delà du fleuve). Le grand-duc résolut alors de rétablir le Kreml en pierres, et en posa les premières fondations au printemps de 1367. Cette forteresse était à peine assez avancée pour résister pendant quelque temps à une attaque, que Dmitri fut obligé de s'y réfugier. Olgierd, grand-duc de Lithuanie, vint inopinément devant Moscou en 1368; mais voyant le mur et les tours dont elle était ceinte, il n'osa l'investir. Il revint une année après, mais il n'eut pas plus de succès.

Mamaï, chef puissant à la horde d'or.

Cependant le redoutable Mamaï avait réuni la horde d'or à la sienne, et nommé un khan à la place duquel il régnait lui-même. Mamant-Saltan, le nouveau khan, ayant montré des sentimens hostiles pour Dmitri, ce prince, qui était parvenu à sa vingtième année, prit la résolution courageuse de se rendre lui-même à la horde. Il y gagna l'amitié du khan, de ses femmes et de Mamaï lui-même, et reçut la confirmation de sa dignité et une diminution du tribut. A son retour, il fut aussi reconnu par Nowgorod : c'était en 1371.

L'amitié entre le grand-duc et Mamaï ne fut pas de durée. En 1374, des ambassadeurs du khan, qui avaient une suite de 1,000 hommes armés, ayant offensé, à Nijeneï-Nowgorod, Dmitri Constantinowistch, qui y régnait depuis la mort de son frère aîné, ce prince, probablement avec l'autorisation du grand-duc, son gendre, les fit massacrer avec toute leur suite. Telle fut l'origine d'une guerre à mort entre Dmitri et Mamaï. Dmitri s'était fait, à la même époque, d'autres ennemis. Depuis des siècles, il existait à Moscou un magistrat, nommé Millénaire, qui, élu par les bourgeois pour les commander en temps de guerre, avait ses gardes, vivait sur le pied d'un prince et jouissait d'une grande autorité. Dmitri supprima cette charge dangereuse à la mort de Wasily Weliaminoff, qui en avait été revêtu. Le fils de ce millénaire, nommé Iwan, et son ami Nekomet, riche négociant, connaissant le mécontentement de Mikhaïl, prince de Twer, fils de ce grand-duc Alexandre qui, en 1339, avait été tué à la horde [1], le persuadèrent de les y envoyer pour négocier son élévation à la dignité de grand-duc de Wladimir, pendant que Mikhaïl lui-même alla en Lithuanie, et se ligua avec le grand-duc Olgierd, l'ennemi irréconciliable de Dmitri Iwanowitsch.

Mikhaïl éclata trop tôt; l'infatigable Dmitri l'assiégea dans sa capitale, et le força de signer une capitulation par laquelle il renonçait à toute liaison étrangère. Dmitri lui laissa cette espèce d'indépen-

[1] Voy. p. 124 de ce vol.

dance, dont les princes de Twer, de Smolensk et de Riaisan jouissaient depuis long-temps, avec le titre de grand-duc. Iwan Weliaminowitsch et Nekomet crurent qu'après cette réconciliation, ils pouvaient revenir dans le pays; mais Dmitri les fit condamner à mort: ce fut le premier exemple d'une exécution publique qu'on vit à Moscou.

Mamaï ajourna sa vengeance jusqu'en 1377; mais il voulut qu'elle fût d'autant plus terrible. Les Mordouins, peuple de race finoise, qui habite dans la principauté de Nijeneï-Nowgorod, montrèrent à l'armée des Mongols un chemin par lequel elle entra dans le pays, et surprit celle de Dmitri Constantinowitsch, qui éprouva, le 2 août, une défaite complète sur la Piana. Trois jours après, Nijeneï-Nowgorod fut brûlé, et tout le pays réduit en désert. Après le départ des Mongols, les Russes punirent la défection des Mordouins, en exterminant presque entièrement cette nation. Cette guerre se faisait avec un acharnement inoui.

L'histoire ecclésiastique de la Russie présente à cette époque un exemple remarquable de fraude, qui nous donne quelque lumière sur les rapports qui existaient dans ce pays entre les deux pouvoirs, l'ecclésiastique et le séculier. Lorsque, le 12 février 1378, le métropolitain S. Alexis mourut, le grand-duc Dmitri nomma à sa place Mitiaï, un de ses favoris, qui n'était pas prêtre, quoique chef d'un monastère, et l'envoya, en 1379, à Constantinople pour se faire ordonner. Il lui confia des blancs-seings munis du

sceau grand-ducal avec autorisation de les remplir selon l'occurrence. Mitiaï étant mort en route, et les boïars qui l'accompagnaient ayant trouvé les blancs-seings, ils remplirent l'un d'un écrit par lequel le grand-duc déclarait qu'il avait nommé métropolitain un certain Pimen, qui se trouvait sur le vaisseau qui devait porter Mitiaï à Constantinople. Pimen se procura de l'argent moyennant les autres blancs-seings, et le patriarche Nil le consacra métropolitain de Russie.

Averti de cette fraude, le grand-duc appela à Moscou, comme métropolitain, Cyprien, qui, du vivant de S. Alexis, avait été nommé par le patriarche métropolitain de toute la Russie (selon le protocole usité), résidant à Kieff. Pimen qui, quelque temps après, se présenta impudemment dans le costume de métropolitain, et ses complices, furent jetés dans des cachots.

Bataille de la Woja, du 11 août 1378.

Les Mongols, partis en 1377, revinrent en 1378. Le 11 août de cette année, Dmitri Iwanowitsch remporta sur eux une victoire brillante sur la Woja, dans la principauté de Riaisan. Irrité au dernier point, Mamaï rassembla une innombrable armée, et annonça publiquement le projet de mettre fin à l'empire de Russie; il s'allia étroitement avec Iagiel, qui, vers 1380, succéda à Olgierd, son père, dans le grand-duché de Lithuanie [1]. Il contracta une autre liaison qui pouvait devenir pernicieuse à Dmitri, parce que le nouvel allié du khan affectait une grande amitié pour le grand-duc. C'était Oleg, prince de Riai-

[1] Voy. p. 173 de ce vol.

-an [1]. Lui-même avertit le grand-duc de l'orage qui se formait contre lui. C'était pour le mieux tromper.

Dmitri rassembla tous ses princes, ses boïars, toutes ses troupes : mais il espérait moins de ses forces que de l'assistance divine. La Russie se trouvait dans un de ces dangers d'où l'homme ne peut espérer d'être tiré s'il ne compte sur l'intervention immédiate de la Providence. Dmitri y avait une pleine confiance ; elle lui était inspirée par la grandeur de son plan ; elle était portée à l'enthousiasme par les exhortations et les prédictions de S. Serge. Le vénérable abbé, en attachant la croix sur l'habit du prince : Voilà, s'écria-t-il, des armes contre lesquelles les forces de l'homme ne peuvent rien ; qu'elles vous protègent à la place d'un bouclier !

Le 26 août 1380, Dmitri Iwanowitsch passa l'Oka, et entra dans le pays du traître Oleg ; le 6 septembre, il était près du Don et de l'armée des Mongols. Le grand-duc résolut de livrer une bataille, avant que Iagiel, qui n'était pas loin, pût faire sa jonction avec Mamaï. Bataille du Don, 8 septembre 1380.

Les Russes passèrent le Don, et s'arrêtèrent sur les bords de la Neprjadwa. Ce fut là, dans la plaine de Koulikoff ou des Bécasses [2], que se donna, le 8

[1] Descendant au douzième degré du grand-duc Swiatoslaff II Iaroslawitsch. Voy. vol. III, p. 167.

[2] On ne sait pourquoi les chroniques allemandes du temps appellent cet endroit Blauwasser. Koulikoff est l'adjectif de koulik, bécasse.

septembre, cette bataille, la plus grande, la plus importante que les Russes eussent encore livrée, et la plus décisive qu'ils livrèrent avant celle de Pultava. L'existence de leur patrie, leur liberté dépendaient de l'issue de cette journée. Le combat commença vers midi. Les boïars conjurèrent le grand-duc de se ménager : Vous me trouverez toujours, répondit-il, au milieu de vous; comment pourrais-je, caché derrière vous, vous dire : Allons, frères, allons mourir pour la patrie !

La bataille fut sanglante : on combattait avec fureur depuis trois heures, lorsque Wladimir Andréïéwitsch, prince de Boroffsk, petit-fils du grand-duc Iwan Danilowitsch Kalita [1] sortit avec l'arrière-garde de l'endroit où il avait été spectateur de toute la bataille. Son arrivée décida la journée; depuis ce moment la confusion se mit parmi les Mongols qui abandonnèrent leur camp, et furent poursuivis jusqu'à la Metcha. Deux cent mille hommes, à ce que les chroniques prétendent, couvraient le champ de bataille.

Le prince de Boroffsk rassembla autour de lui tous les princes et chefs; le grand-duc avait disparu. On le chercha long-temps, il fut trouvé couché sous un arbre. Un coup qu'il avait reçu sur la tête, sans pénétrer jusqu'au crâne, l'avait tellement étourdi qu'il était tombé de cheval sans connaissance. Les cris de

[1] Voy. p. 122 de ce vol. M. de Karamsin appelle plusieurs fois Wladimir oncle de Dmitri, ce qui est en contradiction avec le patronymique d'Andréïéwitsch qu'il donne avec raison à Wasilcï. Ces deux princes étaient cousins germains.

victoire le ranimèrent. Il était couvert du sang ennemi qu'il avait répandu, mais n'avait pas de blessure. Cinq ou six princes de la maison de Rourik avaient péri avec une foule de boïars. C'est par cette victoire que Dmitri gagna le surnom de *Donski*. Iagiel qui n'était plus qu'à dix ou douze lieues, se retira précipitamment. Oleg se sauva en Lithuanie, mais au bout de quelques mois d'exil il obtint sa grâce, et fut rétabli dans sa principauté; le grand-duc se réserva cependant la ville de Toula, qui avait été nommée ainsi en l'honneur de Taïdoula, épouse de Djanibek, à laquelle elle appartenait [1] : il garda aussi le district de Meschtschera qu'il avait acheté d'un prince mordouin.

Défaite de Mamaï par Toktamisch, 1381.

Mamaï espérait sans doute laver dans le sang des Russes la honte de sa défaite sur le Don; mais l'heure de sa chute avait sonné. Toktamisch, descendant de Djinghiskhan, s'éleva contre lui, et, à la tête d'une armée de Tamerlan, le défit la même année 1380, sur la Kalka [2], dans les plaines où les Mongols avaient remporté la fameuse victoire de 1224 [3]. Mamaï s'enfuit à Caffa, où les Génois le firent mourir d'une manière perfide. En annonçant sa victoire aux princes russes, Toktamisch dit qu'il avait vaincu l'*ennemi commun;* en 1381, il fit sommer tous ces princes, comme ses sujets, de venir à la horde.

Le vainqueur du Don n'était pas disposé à obéir; mais il se trompa en supposant les Mongols plus affai-

[1] Il ne s'agit pas de Toula sur l'Oupa, chef-lieu d'un gouvernement; cette ville n'a été construite qu'en 1509.

[2] Voy. vol. X, p. 282, [3] Voy. vol. VI, p. 175.

blis qu'ils n'étaient, et négligea de se préparer à les recevoir, si Toktamisch s'avisait d'envahir la Russie.

Prise de Moscou par les Mongols, 1381.

Au bout d'un an on apprit avec terreur, à Moscou, qu'une armée mongole avait passé le Wolga, qu'Oleg s'était joint à Toktamisch et lui montrait les endroits guéables de l'Oka. Les princes étaient découragés; Dmitri lui-même se montra faible, abandonna sa capitale, et se retira à Kostroma où il espérait réunir quelques troupes. La plus grande anarchie régnait à Moscou; le peuple se rappelant le droit dont les anciennes villes avaient joui de délibérer sur les affaires publiques [1], tint des assemblées où tous commandaient et personne n'obéissait. Le métropolitain Cyprien, qui était Grec de nation [2], se sauva à Twer. La confusion était au comble, lorsqu'un homme d'un grand caractère vint se mettre à la tête du peuple: c'était Osteï, un des petits-fils d'Olgierd le Lithuanien. Ce prince forma une armée et attendit l'ennemi qui, le 23 août, arriva devant Moscou. Pendant trois jours les Mongols essayèrent de prendre cette ville en escaladant les murs, car ils n'avaient pas de machines pour les rompre. Une perfidie les en rendit maîtres le 26. Toktamisch demanda qu'on lui envoyât des présens en signe de respect, et qu'on le laissât entrer pour voir la ville. A cette condition, il se désistait de toute autre demande. La consternation avait été si grande que même le beau-père de Dmitri, le brave prince de Sousdal et de Nijeneï-Nowgorod, avait envoyé ses

[1] Moscou n'en avait jamais joui.

[2] Voy. p. 134 de ce vol.

fils au camp de Toktamisch. Ces princes, trompés par le khan, se rendirent garans de sa bonne foi. Osteï, suivi des boïars et du clergé, sortit de la ville pour porter les présens demandés; arrivé à la tente du barbare, il fut égorgé. A ce signal les Mongols forcèrent les portes de la ville et s'y répandirent. Rien n'est comparable à la boucherie qui eut lieu dans les rues et dans les maisons. Après avoir enlevé tout ce que celles-ci renfermaient de précieux, et en avoir fait sortir les jeunes gens destinés à l'esclavage, ils mirent le feu à la ville. Wladimir, Mojaïsk, Pereslawl-Saleskoï et d'autres endroits eurent le même sort. Tout étant dévasté, Toktamisch repassa l'Oka, et traita le pays de son ami Oleg comme il avait fait de celui de son ennemi.

Quand le triste Dmitri revint dans sa capitale, il trouva, outre les individus brûlés ou noyés, 24,000 cadavres dans les rues. Moscou avait disparu, à l'exception du Kreml, des murs et des tours que l'ennemi n'avait pas eu le temps de détruire. L'armée de Dmitri, aveuglée par la colère, alla détruire Riaisan, dont les habitans étaient innocens de la trahison de leur prince : celui-ci s'enfuit. Dmitri déclara le métropolitain Cyprien, dont la présence à Moscou aurait sans doute pu être fort utile, indigne de gouverner l'Église russe, le renvoya à Kieff, tira Pimen de sa prison et l'installa comme métropolitain à Moscou. Néanmoins, en 1390, après la mort de Dmitri et de Pimen, Cyprien fut reconnu métropolitain de Moscou et de toute la Russie; non-seulement de titre, mais de fait. Il par-

tagea dès-lors son séjour entre Moscou et Kieff.

Après le désastre de Moscou, il fallait que le grand-duc ajournât ses projets, car on ne pouvait pas penser à résister à Toktamisch. Celui-ci fit le premier pas pour une réconciliation par un ambassadeur qu'il envoya à Moscou; Dmitri y répondit en faisant faire à son fils aîné le voyage à la horde en 1383. Il arriva de nouveaux ambassadeurs mongols qui réglèrent les impositions à payer. Le moindre village fut taxé à un demi-rouble en argent. Le jeune Wassileï, fils du grand-duc, fut retenu à la horde pour sûreté de 8,000 roubles dus par son père. Le grand-duc désira même faire la paix avec Oleg. S.-Serge se chargea de la négociation, et la réconciliation fut sincère; Féodor, fils d'Oleg, épousa, en 1387, Sophie, fille de Dmitri, et transmit la principauté de Riaisan à sa quatrième génération.

En 1384, la république de Nowgorod conféra à Alexandre, que les annales russes nomment Patrick, les terres qu'elle avait abandonnées anciennement à Narimund son père [1], prince de Pinsk et de la Polésie, savoir Orekhow, Kexholm, et la moitié de Koporié [2]; une concession si importante excita un tumulte à Nowgorod, et il fut enfin décidé qu'on troquerait ces villes contre Ladoga, Russa, et les bords de la Narowa. Cette action arbitraire et les excursions que les Nowgorodiens faisaient à titre d'*aventures*,

[1] Voy. p. 124.

[2] Alexandre est la tige des Khowanski, Galitzin, Kourakin, Schtschenaitcff. De Padigaïto, son frère, descendent les Sapicha.

sur le Wolga, la Kama et la Wiaitka, et dont le pillage était le seul objet, indisposèrent Dmitri; il marcha à la tête d'une armée formidable contre la république turbulente, et la força à la soumission. Les habitans le reconnurent comme souverain et s'engagèrent à lui payer le tribut connu sous le nom de *tcharnaïa danja* [1], qui jusqu'alors avait été versé dans la caisse de la république; mais les troubles intérieurs continuèrent comme auparavant dans la ville.

Ce fut sous le règne de Dmitri Iwanowitsch que le christianisme fut porté dans la Permie, l'ancienne Biarmie, si fameuse par les *saga* islandais. Cette province était soumise à la république de Nowgorod qui permettait à ses habitans, les Siriaines, d'adresser leur culte à Woïpel et à Baba ou la femme d'or, leurs divinités nationales. Un jeune homme d'Oustioug, nommé Stepen (Étienne) Kharp, sentit la vocation de devenir l'apôtre de ces malheureux. Il se rendit à Rostoff pour se préparer à cette mission; ayant pris l'habit de moine, il étudia à la bibliothèque du célèbre monastère de S. Grégoire le Théologien, la langue des Siriaines ou Permiens, inventa un alphabet pour elle, et traduisit dans cet idiome quelques livres slavons. Ainsi préparé, Etienne suivit la voix intérieure qui le poussait, alla le long de la Dwina jusqu'à l'endroit où la Wuitchegda y tombe, et, selon la tradition, fonda une chapelle chrétienne à Kotlass, village des Siriaines. Remontant ensuite la Wuitchegda jusqu'à l'embouchure de la Wuima, il baptisa beaucoup de

Conversion des Permiens.

[1] C'est-à-dire tribut noir.

payens, détruisit l'autel de leurs divinités, construisit plusieurs églises, fonda des écoles où il instruisit les Siriaines dans leur propre langue et dans les vérités du christianisme, et devint sous d'autres rapports encore le bienfaiteur de ces hommes en leur faisant connaître quelques commodités de la vie. En 1383, il fut nommé premier évêque de Perm. Il mourut en 1396, pendant un voyage qu'il avait fait à Moscou. Son nom s'est conservé dans la mémoire de ces peuples.

Changement dans l'ordre de succession.

L'amitié entre les deux héros du Don, Dmitri et Wladimir, fut un instant troublée, mais au bout d'un mois ils se donnèrent la main et tout sujet de discorde fut écarté par une paix qu'ils signèrent en 1388. L'instrument de ce traité est un document important pour l'histoire de la Russie, parce qu'il changea l'ordre de succession qui se réglait d'après la proximité du degré. Wladimir Andréiéwitsch qui était sur la même ligne que Dmitri (tous les deux étaient petits-fils d'Iwan I.er Danilowitsch), renonça à la succession en faveur des fils de Dmitri.

Dmitri Iwanowitsch Donski travaillait depuis long-temps en secret à l'exécution de son projet de délivrer la patrie : le retour de son fils qui avait trouvé moyen de s'évader de la horde, et une alliance conclue avec Iagiel, avaient écarté les derniers obstacles qui s'y opposaient. Dmitri était dans la force de l'âge et de la santé; on s'attendait à de grands évènemens, lorsque la mort termina une carrière si belle et si active. Le vainqueur de Mamaï expira le 19 mai 1389, âgé de quarante ans. Il vit encore le dixième fils que

son épouse lui avait donné quatre jours auparavant.

Wassileï II Dmitriéwitsch avait quinze ans lorsqu'il succéda à son père. Les boïars que celui-ci avait institués pour guider la jeunesse de ce prince, jugèrent sagement que le moment n'était pas favorable pour donner suite aux projets de Dmitri; ils pensaient en revanche qu'il était nécessaire d'employer la force, et même, vu l'état de barbarie où la nation était encore plongée, des moyens durs pour réduire les factieux et faire respecter l'autorité du grand-duc. Ce prince se proposa trois objets, de délivrer la Russie de la servitude, de mettre des bornes à l'ambition des grands-ducs de Lithuanie, qui s'étaient rendus maîtres d'une province de la Russie après l'autre, et enfin de réunir les principautés russes en une monarchie.

Wassileï II Dmitriéwitsch 1389-1425.

Au commencement de la quatrième année de son règne, Wassileï se rendit à la horde d'or, où Toktamisch le reçut avec des honneurs dont aucun grand-duc n'y avait encore joui. Outre le grand-duché, le khan lui adjugea aux dépens de son oncle maternel [1], les principautés de Sousdal et de Nijeneï-Nowgorod qui ainsi furent réunies en 1392 aux autres états de Wassileï, et augmentèrent considérablement la puissance de ce prince.

Fin des principautés de Sousdal et de Nijeni Nowgorod, 1392.

La plus grande consternation se répandit en Russie lorsque le farouche Tamerlan, vainqueur de Toktamisch, s'approcha de Moscou [2]. Le désir de conqué-

Tamerlan en Russie.

[1] Sémen Dmitriéwitsch, fils du grand duc Dmitri Constantinowitsch, et frère d'Eudocie, mère de Wassileï.

[2] Voy. vol. X, p. 285.

rir des pays plus favorisés par la nature eut sans doute plus de part à sa retraite subite que les mesures de défense que le grand-duc avait prises. On l'attribua en Russie à la protection immédiate de la Vierge Marie, parce que Tamerlan avait commencé sa retraite le jour même où l'image miraculeuse de Notre-Dame de Wladimir[1] avait été transportée à Moscou où elle resta depuis.

Perte de Smolensk, 1396.

Nous avons réservé à un autre chapitre l'histoire des guerres des grands-ducs de Russie avec ceux de Lithuanie; nous remarquons seulement ici, que Witold ou Alexandre, beau-père de Wassileï, qui était déja maître d'une grande partie de l'ancienne Russie, ajouta en 1396 Smolensk à ses autres conquêtes.

Wassileï accorde un asile aux enfans de Toktamisch.

Depuis l'expulsion de Toktamisch, dont les circonstances ont été racontées ailleurs[2], il régnait dans le khanat du Kaptchak une grande confusion et la guerre civile. Dans ces circonstances Wassileï Dmitrïéwitsch crut pouvoir se dispenser d'envoyer à la horde d'or le tribut accoutumé, en prétextant la détresse dans laquelle se trouvait la Russie; appelé à Saraï d'abord par le khan Timour Kotlouk, et ensuite par Chadibek, il refusa d'obéir tant qu'il ne serait pas décidé à qui appartenait le trône du Kaptchak. Enfin, lorsqu'en 1406 Toktamisch fut tué par les troupes de Chadibek, le grand-duc, pour mieux fomenter la discorde qui régnait à la horde, donna un asile à ses enfans.

En 1407, Boulat détrôna Chadibek, et quoique celui-ci fût gendre d'Edigeï, cet ancien compagnon de

[1] Voy. vol. VI, p. 193. [2] Voy. vol. X, p. 283.

Tamerlan ne perdit rien par cette révolution, de la grande considération dont il jouissait dans la horde, comme vainqueur de Witold.

Invasion de la Russie par Edigeï.

Depuis long-temps Edigeï affectait une amitié particulière pour Wassileï, dans l'espoir de l'exciter contre Witold; à l'avènement de Boulat Khan il réunit une grande armée, en apparence pour marcher contre la Lithuanie, mais en réalité pour réduire le grand-duché de Moscou dans son ancien état de dépendance. Wassileï se laissa tromper, et on ne connut les intentions du vieux guerrier que quand il fut près de Moscou. Le 1.er décembre 1407, Edigeï dressa son camp à Kolomenskoï Dworetz à deux lieues de Moscou, pendant que des détachemens de ses troupes dévastèrent Pereslawl-Saliesky, Rostoff, Nijeneï-Nowgorod et d'autres villes du grand-duché. Ne pouvant assiéger la capitale, faute d'artillerie qu'il attendait vainement d'Iwan Mikhaïlowitsch, prince de Twer, son allié, il résolut de passer l'hiver à Kolomenskoi et d'affamer la ville. Déja celle-ci était réduite aux extrémités, lorsque Edigeï fut rappelé à la horde à cause de nouveaux troubles qui y avaient éclaté. Cachant son dessein de lever le blocus de Moscou, il offrit aux habitans une capitulation : on lui paya 3000 roubles, et le 21 décembre il décampa.

Boulat Khan fut détrôné en 1411 et Edigeï chassé par un certain Tomir, qui, à son tour, dut céder le trône, en 1412, à Soleni Chah, fils de Toktamisch. Un nouvel orage menaça la Russie; le chah était l'ami de Witold; celui-ci était l'allié du prince de Twer

qui se préparait à aller à la horde pour solliciter le détrônement de Wassileï. Celui-ci résolut de conjurer l'orage et se rendit avec des présens dans la capitale du Kaptchak. Il ne trouva plus Soleni qui avait été tué par Kerimberdek, son frère. Ce khan qui était probablement un des princes qui s'étaient anciennement réfugiés auprès de Wassileï [1], reçut très-bien le grand-duc; mais il paraît qu'il n'en exigea pas moins le tribut, et que le grand-duc le paya jusqu'à la fin de ses jours, d'autant plus que Kerimberdek fut promptement remplacé par d'autres khans moins bien disposés pour la Russie.

Quoiqu'une grande partie des provinces russes se trouvât sous la domination lithuanienne, cependant toutes les églises russes étaient soumises à la métropole de Moscou, aussi long-temps que Cyprien vécut; mais Photias qui, en 1409, après une vacance triennale du siége métropolitain, succéda à Cyprien, animé d'une haine fanatique contre les Latins, se brouilla avec Witold, zélé catholique. Ce grand-duc engagea ou força les évêques grecs de ses provinces [2] à nommer de nouveau, en 1415, un métropolitain particulier, qui prit son siége à Kieff. Telle fut l'origine du nouveau schisme dans l'église russe. Le patriarche de Constantinople refusa de confirmer l'érection de la métropole de Kieff; cette scission devint complète à l'époque où les évêques grecs de la Lithuanie entrèrent dans l'union de Rome.

[1] Voy. p. 144.

[2] C'est à-dire de Tchernigoff, Polotsk, Luzk, Wladimir, Smolensk, Khelm et Touroff.

Sous le grand-duc Wassileï, les Russes adoptèrent l'usage des Grecs, de commencer l'année avec le mois de septembre, tandis qu'auparavant ils la commençaient avec le 1.er mars. Il est probable que ce changement provint du métropolitain Cyprien qui était Grec de nation. Changement dans la manière de compter l'année.

Wassileï mourut le 27 février 1425, à l'âge de cinquante-trois ans. Sans égaler les vertus et les qualités aimables de son père, il appartient aux souverains de Russie dont le souvenir est cher à la nation.

Le règne de *Wassileï III Wassiliéwitsch*, surnommé par la raison que nous dirons *Temnoï* ou l'aveugle, terminera ce livre : il dépasse l'époque à laquelle nous nous sommes arrêtés. Depuis le règne de Swiatopolk I.er, fils du grand Wladimir, les guerres civiles n'avaient pas produit en Russie les horreurs qu'on vit sous Wassileï III. Wassileï III, Wassiliéwitsch 1425-1462.

Ce prince avait porté dans le berceau le titre de grand-duc, par ordre d'une vision qu'un saint moine avait eue : il succéda, à l'âge de dix ans, à son père Wassileï II, en vertu de l'ordre de succession linéal que Dmitri Iwanowitsch avait établi [1]. Le trône lui fut contesté par son oncle Iourié, prince de Galitsch ou Halitsch [2]. La chose n'en vint pas sur-le-champ à une guerre civile; on convint de s'en rapporter à la décision du khan, et en 1428 les deux concurrens s'arrangèrent par un traité d'après lequel chacun de-

[1] Voy. 142.

[2] Il ne faut pas confondre Galitsch, situé dans le gouvernement de Kostroma, avec Halicz, qui a donné son nom à la Galicie.

vait garder ce qu'il possédait. Mais en 1431 la contestation se renouvela, et le jeune Wassileï, ainsi que son oncle, se rendirent à la horde.

Oulou Makhmet Khan, qui régnait alors, prononça pour le neveu; il le fit conduire et installer à Moscou, et depuis ce temps la ville de Wladimir perdit la dernière prérogative dont elle avait encore joui comme capitale. Cependant la guerre éclata entre le grand-duc et Iourié Dmitrowitsch, à l'instigation du boïar Iwan, qui avait engagé par sa prudence le khan à se déclarer en faveur du jeune Wassileï, mais que celui-ci avait offensé ensuite en refusant la main de sa fille. Les fils de Iourié, Dmitri Krasnoï ou le Roux, Wassileï Kossoï ou le Louche, et Dmitri Chemiaka que la mère du grand-duc avait offensés, furent avec le boïar Iwan, les boute-feux de cette guerre. Wassileï Wassiliéwitsch, qui ne se doutait de rien, surpris à Moscou, se sauva à Kostroma où il tomba entre les mains de ses ennemis. Émeu par les pleurs de son captif et par les conseils d'un de ses ministres, nommé Siméon Moroso, Iourié, qui avait pris le titre de grand-duc, accorda à son neveu la vie et la ville de Kolomna à titre d'apanage.

Troubles de Chemiaka.

Expulsion de Wassileï III.

Wassileï Wassiliéwitsch, prince faible, n'avait pas l'intention de laisser le trône à son oncle. Il appela à lui, comme à leur souverain légitime, les boïars et le peuple, et, exemple admirable de fidélité, toute la population de Moscou, abandonna l'usurpateur et se porta à Kolomna. Iourié ne voulut pas régner sur une ville déserte, il s'en retourna dans sa principauté, et fit dire à son neveu qu'il pouvait revenir à Moscou.

Wassileï y rentra; la foule qui l'accompagna fut si grande, que la route de Kolomna à Moscou fut entièrement couverte de monde, et que, selon l'expression d'un annaliste, cavaliers et piétons pressaient leur prince comme un essaim d'abeilles serre sa reine.

Un traité fut conclu, mais au bout d'un an Iourié recommença la guerre. Près de Rostoff le grand-duc de Moscou fut si complètement battu, que n'osant retourner dans sa capitale, il s'enfuit en diverses villes et en dernier lieu à Nijenei-Nowgorod. Iourié assiégea Moscou, et prit au bout de huit jours le Kreml, où la mère et l'épouse de Wassileï tombèrent entre ses mains. Wassileï paraissait perdu lorsqu'un coup du sort le sauva. Iourié mourut le 6 juin 1434. Wassileï Iouriéwitsch Kossoï prit aussitôt le titre de grand-duc; mais ses frères répugnèrent à lui obéir, ils le chassèrent et rappelèrent le grand-duc légitime. Celui-ci se conduisit plutôt en tyran; il fit enchaîner Chemiaka et ordonna de le conduire à Kolomna; il marcha ensuite contre Kossoï, le vainquit et le fit prisonnier. Enivré de ses succès, il commit un crime, journalier à Constantinople, mais dont les annales de Russie n'avaient pas été souillées depuis le douzième siècle; il fit aveugler Kossoï; et comme s'il avait voulu apaiser les cris de sa conscience, il se réconcilia avec Chemiaka, et lui donna la liberté.

Le khan Oulou Makhmet chassé, en 1437, par son frère Kitchim, se réfugia à Biéloff sur l'Oka, sûr de trouver un asyle chez un prince qui lui devait le trône. Wassileï ne reconnaissait pas un ami dans un

malheureux; il envoya des troupes pour chasser le khan et les 3,000 hommes qui l'avaient suivi. On négociait avec Oulou Makhmet, lorsque l'armée russe, saisie d'une terreur panique, se débanda et entraîna ses chefs. Les Mongols tombèrent sur les fuyards, et en tuèrent un grand nombre. Leur khan se retira à Kasan, que les Russes avaient détruit en 1399, choisit, à côté des ruines de cette ville, une place convenable où il bâtit un nouveau Kasan, qui bientôt se peupla de Bulgares, de Tchérémisses et de Mongols, et devint le siège d'un nouveau khanat.

Fondation du khanat de Casan.

Le patriarche Isidore au concile de Florence.

Le métropolitain Photias étant mort en 1431, l'Église russe resta pendant six ans sans chef, à cause des troubles civils; mais enfin le grand-duc ordonna aux évêques de procéder à l'élection d'un métropolitain. Tous les suffrages se réunirent sur Jonas, évêque de Riaisan. Ce prélat se mit en route pour se faire confirmer par le patriarche de Constantinople; mais à son arrivée il apprit que le patriarche venait de consacrer pour le siège de Moscou un Grec nommé Isidore, prélat savant, éloquent, et d'un caractère souple et insinuant, qui peu de temps auparavant se trouvant à Rome, avait gagné l'amitié d'Eugène IV. Isidore fut bien reçu à Moscou, mais le grand-duc, très-zélé schismatique, désapprouva beaucoup le dessein que le nouveau métropolitain annonça de se rendre au concile de Ferrare que le pape avait convoqué pour travailler à l'union des deux Églises. Toutefois il ne s'y opposa pas; Isidore quitta Moscou le 8 septembre 1436, s'embarqua à Wyschny Wolo-

tchok sur la Twerza jusqu'à Nowgorod, alla de là à Riga où il s'embarqua pour Lubeck. Il traversa l'Allemagne, arriva, le 18 août 1437, à Ferrare, d'où il suivit le concile à Florence, et fut un des plus zélés promoteurs, et un des signataires de l'union [1]. Décoré du titre de légat apostolique dans tout le Nord, il retourna par Venise et la Pologne, arriva à Kieff où il fut reconnu métropolitain de toutes les églises russes, et se rendit au printemps de 1441 à Moscou. Lorsqu'à l'église de Notre-Dame du Kreml il donna lecture de l'acte d'union, et pria pour le pape comme chef universel de l'Église, tous les assistans se tûrent, jusqu'à ce que le grand-duc, élevant sa voix, entra dans une discussion théologique avec Isidore [2], et ordonna à un conseil, composé d'évêques et de boïars, d'examiner l'acte d'union. Le métropolitain fut déclaré traître, déposé [3] et enfermé dans un couvent d'où il trouva moyen de s'échapper en 1443. Il se rendit à Rome et fut nommé cardinal et patriarche de Constantinople. Les Grecs lithuaniens admirent l'union, et dès ce moment la haine entre les deux parties éclata dans toutes les occasions.

En 1445, le nouveau khan de Kasan envahit la Russie. Le grand-duc, à la tête d'une faible troupe, se laissa surprendre, le 6 juillet, près de Sousdal.

[1] Le 6 juin 1439. Voy. vol. VII, p. 244.

[2] Ce fait, raconté par KARAMSIN, est contesté par M. STRAHL comme n'étant fondé sur aucun document historique.

[3] Cette destitution est également problématique, mais il est certain qu'Isidore fut enfermé dans un couvent.

Couvert de blessures, il tomba entre les mains des Mongols. Le khan conduisit son prisonnier à Kurmysch, et entra en négociations avec Chemiaka, pour l'élever sur le trône grand-ducal; mais trompé par un faux bruit qui disait ce prince mort, et alarmé par des nouvelles qu'il reçut de Kasan, il rendit le 1er. octobre à Wassileï sa liberté, et le fit reconduire à Moscou.

Le moment arriva où le crime commis par Wassileï contre son cousin Kossoï devait être vengé. Chemiaka forma avec le faible prince de Mojaïsk, petit-fils, comme lui et comme Wassileï, de Dmitri Iwanowitsch Donskoï, et avec le prince de Twer, une conspiration contre Wassileï. Dans la nuit du 12 février 1446, pendant que le grand-duc, conformément à l'exemple que lui avaient laissé son père et son aïeul, entendait la messe au tombeau de S. Serge, les conjurés surprirent le Kreml et Moscou; en même temps Iwan Andréewitsch (c'était le nom du prince de Mojaïsk) fit arrêter Wassileï dans l'église où il faisait sa dévotion. Quatre jours après, Chemiaka le fit aveugler et l'envoya avec son épouse à Ouglitsch. Ses fils Iwan et Iourié durent leur salut au dévouement de leurs gouverneurs qui les mirent sous la protection des fidèles boïars de la famille Riapolowsky à Mourom.

Wassileï est aveuglé.

Dmitri Iouriewitsch Chemiaka se fit proclamer grand-duc de Moscou. Un seul boïar refusa de jurer fidélité à l'usurpateur. Le nombre des hommes qui montrent un grand courage ailleurs que sur le champ de bataille, a été rare dans tous les temps et dans tous

les pays; quand il s'en présente il faut les nommer pour l'honneur des familles et pour servir d'exemple à la postérité. Celui qui résista à Dmitri s'appelait Féodor Bassenok : il trouva moyen d'échapper à la mort que le tyran lui destinait. La postérité a fait justice du dernier, s'il est vrai, comme on nous l'assure, que le peuple russe appelle encore aujourd'hui un jugement inique, une sentence à la Chemiaka.

Bassenok alla en Lithuanie où il se forma bientôt un cercle de mécontens autour de Wassileï Iaroslowitsch, prince de Boroffsk, beau-frère de Wasileï Wassiliéwitsch, lequel avait épousé sa sœur. Chemiaka croyait qu'il régnerait en sûreté s'il pouvait retirer les fils de Wassileï des mains des princes Riapolowsky. Il chargea Jonas, évêque de Riaisan, de négocier avec ces boïars la remise des enfans. Jonas se rendit garant de la promesse de Chemiaka, de donner à ces princes des apanages et à leur père la liberté; avec de saintes cérémonies qui devaient rendre Iwan et Iourié inviolables, il les reçut sous sa protection; accompagné des princes Riapolowsky, il les conduisit à la cour du grand-duc. L'aspect de l'innocence malheureuse arracha quelques pleurs à l'usurpateur; il admit les princes à sa table, et les envoya à Oustioug, auprès de leur père, à qui néanmoins il ne donna pas la liberté qu'il lui avait promise.

Jonas accabla Chemiaka de reproches et lui annonça la colère céleste. Ces menaces troublèrent d'autant plus le tyran qu'il ne pouvait pas se dissimuler que son gouvernement était en exécration à toute la

nation, ni ignorer les rassemblemens qui se formaient contre lui en Lithuanie. Ce prince pour qui aucun serment n'était sacré, crut pouvoir compter sur les engagemens que prendrait envers lui un autre, qu'il avait cruellement offensé. Il se rendit avec toute sa cour à Ouglitsch, fit venir l'aveugle prisonnier en sa présence, se confessa coupable, témoigna son repentir et implora un pardon généreux. S'il paraissait pénétré de ce qu'il disait, Wassileï ne montra pas moins d'émotion; déclara que la faute était à lui-même; qu'il avait mérité la mort et devait la vie à la magnanimité du grand-duc qui lui avait fourni l'occasion de faire pénitence de ses péchés. Ces paroles furent accompagnées d'un torrent de larmes. Les deux princes dînèrent ensemble; Wologda fut donné à titre de fief à Wassileï, qui s'y rendit avec sa famille.

Restauration de Wassileï III.

Wassileï avait-il joué une comédie digne du plus grand fourbe, ou se repentit-il d'un sentiment généreux? N'importe. Après un séjour de quelques jours à Wologda, il fit un voyage de dévotion au couvent de S. Cyrille à Biéloséro. Il y avait là un abbé, savant théologien, grand casuiste. Trifon (c'était son nom) prouva au prince la nullité du serment qu'il avait prêté à Ouglitsch, l'engagea à le rompre, et se chargea lui et son couvent du péché, s'il y en avait. Consulter sur un crime qu'on se propose, c'est l'avoir commis.

Wassileï ne balança plus. Dès qu'on connut son dessein, une foule de boïars et de peuple s'assembla autour de lui. Il alla à Twer, se réconcilia avec le prince Boris Alexandrowitsch dont la fille fut

fiancée à son fils Iwan, et, renforcé par les troupes de cet allié, résolut de marcher sur Moscou. A la même époque le prince de Boroffsk avec Riapolowsky et Féodor Bassenok qui avaient levé une armée en Lithuanie, se mirent en marche; ils rencontrèrent un corps de Tatars que deux fils d'Oulou Makhmet amenaient au secours de Wassileï.

Chemiaka établit son camp à Wolok Lamsky pour couper son adversaire de Moscou; mais un des boïars de Wassileï tourna l'armée de Chemiaka et arriva la veille de Noël devant le Kreml : une porte s'étant ouverte pour laisser sortir une princesse qui voulait se rendre à la cathédrale pour assister à la messe de minuit, les troupes entrèrent dans le Kreml et s'en emparèrent. Chemiaka et le prince de Mojaïsk se sauvèrent. Wassileï, après avoir fait, près d'Ouglitsch, sa jonction avec le prince de Boroffsk et avec les princes de Casan, fit, le 17 février 1447, son entrée à Moscou. Chemiaka lui renvoya sa mère qu'il avait traînée à sa suite, fit sa soumission, rendit tout ce qu'il avait enlevé à Moscou, et abandonna une partie de ses possessions pour sauver le reste.

Election du métropolitain Jonas.

Le malheur avait corrigé Wassileï : depuis son retour à Moscou il régna avec plus de sagesse. Il s'occupa avant tout de donner un chef à l'Église russe, dont la métropole était vacante depuis la fuite d'Isidore. Le 15 décembre 1447, Jonas, évêque de Riaisan, ou S. Jonas, fut élevé sur ce siège. Son élection est une époque importante dans l'histoire ecclésiastique de Russie. Depuis Wladimir le Grand l'Église russe avait

dépendu des patriarches de Constantinople; elle s'en était très-mal trouvée, parce que ces chefs lui donnaient ordinairement des métropolitains grecs qui ne pensaient qu'à s'enrichir en Russie : on a compté que dans ces cinq siècles six prélats indigènes seulement ont occupé le siège métropolitain. Jonas fut, sinon de titre, au moins de fait, le premier métropolitain russe indépendant de Constantinople; car il survécut à la chute de l'empire d'Orient. Il mourut en 1461, une année avant le grand-duc Wassileï III, et, le 1.er février 1462, l'Église russe lui donna pour successeur Théodose, qui fut ainsi le premier métropolitain de Russie nommé sans aucune influence du patriarche de Constantinople qui était sous la domination ottomane.

Réunion de la principauté de Halicz.

La dernière réconciliation de Wassileï Wassiliéwitsch et de Dmitri Iouriéwitsch Chemiaka avait été aussi peu sincère que les précédentes. Chemiaka forma de nouveaux plans pour s'élever à la dignité suprême. Il éclata entre les deux princes une guerre, la dernière guerre civile qui ait ensanglanté le sol de la Russie. Ils se livrèrent, le 27 janvier 1450, près de Galitsch, une bataille sanglante. Dmitri fut complètement battu et se sauva à Nowgorod : sa principauté fut réunie au grand-duché; en revanche, quelques semaines après, il s'empara d'Oustioug. La guerre recommença en 1452, mais la mort subite de Chemiaka, qui eut lieu le 23 juillet 1453, y mit fin. Ce prince avait été empoisonné; les auteurs du crime restèrent inconnus.

Ne perdant pas de vue le plan que son père et son aïeul avaient poursuivi de changer la Russie déchirée en une monarchie, Wassileï expulsa, en 1454, le prince de Mojaïsk, et réunit son pays à la couronne. Il fit un pas plus important en 1456 en soumettant Nowgorod avec laquelle il y avait des discussions interminables. Outre 8,800 roubles donnés sur-le-champ, la république s'engagea à payer au grand-duc la contribution noire [1] et promit de ne donner asile dans ses murs à aucun de ses ennemis. Le grand-duc lui rendit Torjok, et Nowgorod conserva son régime républicain.

Réunion de la principauté de Mojaïsk.

Soumission de Nowgorod.

On ne sait ce qui peut avoir servi de prétexte à Wassileï pour faire arrêter son beau-frère, Wassileï Iaroslawitsch, prince de Boroffsk, qui s'était montré son ami dans le malheur. L'ingrat grand-duc confisqua sa principauté.

Réunion de la principauté de Borowsk et de Twer.

Wassileï était dès-lors maître de toute la Russie, en tant qu'elle n'était pas entre les mains des Lithuaniens. Seulement le prince de Twer et la république de Khlynow, dont nous avons rapporté l'origine [2], maintinrent encore leur indépendance; de même les républiques de Nowgorod et de Pskoff en jouissaient avec quelques restrictions; mais ce qui prouve qu'en travaillant à réunir tous les petits états à la couronne, le grand-duc agit, non dans des vues politiques, mais par pur intérêt et par ambition, c'est que par son testament il établit de nouveau des principautés apanagées en faveur de ses fils. Ainsi l'honneur d'a-

[1] Voy. p. 141 de ce vol. [2] Voy. VI, p. 196.

voir fondé la monarchie russe ne lui appartient pas : tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il prépara l'ouvrage que dans le livre suivant nous verrons achever à son fils, le grand Iwan Wassiliéwitsch.

Le faible Wassileï, après avoir été le jouet de la fortune, mourut, le 17 mars 1462, dans la quarante-septième année de son âge, peu estimé par ses contemporains ; car il n'avait su ni régner avec justice et énergie, ni supporter le malheur avec dignité.

Première mention des Cosaques.

Sous le règne de ce prince, vers l'année 1444, les annales russes font, pour la première fois, mention des Cosaques qui, un siècle plus tard, se rendirent célèbres dans l'histoire. Il est probable qu'avant l'arrivée des Mongols ce peuple a habité en Russie sur les bords du Dnepr, au midi de Kieff, et qu'il faisait partie des Tcherkasses. Il paraît que quelques-uns de ces derniers, ne voulant se soumettre ni aux Mongols ni aux Lithuaniens, se refugièrent dans les îles du Dnepr, que des marais et des forêts de roseaux rendent d'un accès difficile; que des Russes, fuyant, comme eux, la domination mongole, les y suivirent; que ces deux peuples se mêlèrent, et qu'ainsi se forma cette république de guerriers qui est connue sous le nom d'état des Cosaques. A mesure que leur nombre augmenta, ils bâtirent des villes et des villages. Sigismond I.er qui, dans la première moitié du seizième siècle, régna en Pologne et en Lithuanie, sentant l'avantage qu'il pourrait tirer des Cosaques contre les Turcs et les Tatars de la Crimée, leur accorda des privilèges et des terres au-dessus des cataractes du

Dnepr. Le nom de la ville de Tcherkassy qu'ils y bâtirent, indique leur origine. Celui de Cosaques que portent d'autres peuples vivant d'une manière analogue, tels que les Cosaques de la Horde, ceux d'Asoff, les Cosaques du Don, ne prouve pas une origine commune : il a été donné à ces peuples à cause du métier qu'ils faisaient.

Influence de la domination mongole sur le caractère russe.

Pendant que le reste de l'Europe fit, comme nous l'avons vu, des efforts heureux pour sortir de la barbarie du moyen-âge, la Russie resta plongée dans les ténèbres. Telle fut la suite nécessaire de l'avilissement dans lequel la nation tomba pendant que le joug des nomades pesait sur elle. Les brigands privilégiés que les khans lâchèrent sur les Russes sous le nom d'ambassadeurs ; les baskakes ou officiers ordinaires chargés de la recette du tribut, et jusqu'aux négocians mongols qui parcouraient le pays, exerçaient impunément les actions les plus arbitraires et traitaient les Russes comme de vils esclaves Quelle devait en être la conséquence ? demande l'excellent historien de la Russie, et il répond : « Une parfaite dégradation morale. Oubliant l'esprit national, nous apprîmes les basses intrigues de l'esclavage, qui sont les armes des faibles contre les forts ; en trompant les Tatars, nos maîtres, nous apprîmes à nous tromper réciproquement ; habitués à nous racheter par de l'argent des violences des barbares, nous devînmes plus avides ; obligés à supporter l'insolence de tyrans étrangers, nous devînmes insensibles à l'injure et à la honte. Depuis Wassileï Iaroslawitsch jusqu'à Iwan Kalita (l'époque

la plus malheureuse de notre histoire), notre pays ressemblait bien plutôt à un repaire de brigands qu'à un état bien organisé; le pouvoir arbitraire était regardé comme légal; soit indigène, soit étranger, chacun se croyait autorisé à prendre, pourvu qu'il en eût la force. Plus de sûreté ni sur les routes ni dans les maisons. Lorsqu'enfin le jour commença à pénétrer dans ce chaos, et que l'âme de la société civile, la loi, s'éveilla de sa longue léthargie, on se trouva dans la nécessité d'employer une sévérité que les anciens Russes n'avaient pas connue. Les amendes ne suffisaient plus; il fallut avoir recours à des supplices. Comme les effets durent ordinairement quand même les causes qui les ont produits ont cessé, et que les descendans héritent de quelques vertus et de quelques vices de leurs aïeux, il est possible que le caractère des Russes modernes porte encore des traces des taches que lui ont imprimées la barbarie et la domination des Mongols. »

« Si, dit encore Karamsin, si deux siècles d'esclavage n'ont pas détruit dans nos ancêtres toute moralité, tout amour de la vertu, tout patriotisme, grâce en soit rendue à la religion; c'est elle qui les maintint sur l'échelon d'hommes et de citoyens; qui ne souffrit pas que leurs cœurs s'endurcissent, que leurs consciences devinsssent entièrement muettes. Le nom de Russes était abject, le nom de Chrétiens les releva; si nos pères n'aimaient plus leur pays comme leur pâtrie, ils l'aimaient encore comme le siège de la vraie foi. »

Pendant ces deux siècles d'oppression toute trace des libertés nationales disparut. Abreuvés d'humiliations à la Horde, les princes revenaient despotes, car ils commandaient non par ce droit héréditaire qui fait voir au prince dans sa nation une famille dont il est le père ; ils commandaient au nom d'un supérieur ; or tout pouvoir délégué tend à l'arbitraire. Ces assemblées populaires, souvent si tumultueuses, si factieuses, qui constituaient le droit des anciennes villes, n'existaient plus dans les nouvelles. Elles ne se maintinrent qu'à Nowgorod, à Pskoff, et jusqu'à un certain point à Khlynow. Constitution.

On appelait boïars dans les anciens états slaves, les citoyens qui commandaient les armées et jugeaient les différends du peuple. Quoique cette dignité ne fût pas héréditaire, néanmoins chacune des anciennes villes avait ses boïars particuliers, et en 993 nous trouvons le premier exemple d'un boïar nommé par le grand-duc. Ces boïars jouissaient de certains privilèges, tels que d'émigrer d'une principauté dans l'autre ; ils formaient à côté des grands-ducs une espèce de gouvernement aristocratique. Dans le quinzième siècle, à mesure que le grand-duché de Moscou augmenta en puissance, l'influence des boïars diminua.

La dépendance dans laquelle les différentes principautés se trouvaient envers le grand-duché était exprimée par cette phrase : Les princes reconnaissent le grand-duc pour leur frère aîné. Ils s'obligeaient en conséquence à suivre le même système politique, à contribuer au tribut qu'il payait aux khans et à lui

fournir des troupes; mais cet engagement était conditionnel, et n'existait qu'autant que le grand-duc exécutait, de son côté, le contrat synallagmatique qui l'attachait à ses vassaux. Le peuple et les boïars de chaque principauté juraient fidélité à leur prince, ils ne la juraient pas au grand-duc.

Une observation digne de remarque c'est que le clergé russe que les Mongols avaient exempté de toutes les contributions, au lieu d'abuser de ses richesses et de son influence, comme dans l'Église latine, au lieu de former des plans ambitieux, a été toujours la classe la plus loyale et la plus soumise, et le plus ferme appui des trônes.

Littérature russe.

La littérature russe de cette période et même celle des époques suivantes sont entièrement inconnues aux autres nations européennes, et on sait à peine qu'il en ait existé une avant les Lomonossoff et les Soumarokoff. De nos jours seulement MM. Strahl, Schnitzler et quelques autres écrivains nous ont détrompés en nous faisant connaître les productions de la langue russe depuis les anciens temps. Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs, et faire une chose conforme au plan exposé dans notre Discours préliminaire, en empruntant à un de ces écrivains le morceau suivant [1].

« Arrêtée dans son développement pour être replongée dans de profondes ténèbres, la Russie a eu deux commencemens de littérature, très-distincts l'un de l'autre. Elle devait le premier, qui avait suivi de

[1] Voy. Essai d'une statistique générale de l'empire de Russie, par J. H. SCHNITZLER. 1829; in-12.

près la première traduction de la Bible en langue slavonne, à l'empire de Byzance et aussi en partie aux Scaldes normands; l'exemple de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre déterminèrent le second. Entre les deux périodes se trouve placée la longue domination des Tatars, si pernicieuse aux progrès intellectuels et moraux de la Russie. »

« La première période ayant son commencement au dixième et au onzième siècle, il est évident que la Russie, bien loin de rester en arrière des autres pays européens, les devançait en culture; et qui sait si sans la bataille de la Kalka elle ne brillerait pas aujourd'hui au rang des états les plus policés, de ceux qui servent de fanaux aux nations étrangères? Il faut attendre, pour apprécier à sa juste valeur cette première période de développement, que les littérateurs nationaux aient produit au grand jour quelques-uns des dix mille manuscrits enfouis encore dans les couvens et presque inaccessibles à l'investigation. Les premiers pas de cette littérature antique sont enveloppés d'obscurité : à travers ses nuages on ne démêle que le nom de *Boïane*, du *Rossignol des temps anciens*. Quelque mélodieux, quelque brillans que puissent avoir été ses chants, ils sont morts avec lui, ou n'existent plus au moins que dans la tradition. Les prouesses de S. Wladimir et de ses héros inspirèrent un grand nombre de poètes, et la table-ronde de ce premier grand-prince chrétien ne fut pas moins célèbre alors que celle du roi Arthus [1].

[1] *Fürst Wladimir und dessen Tafelrunde*, ou le prince Wladimir et sa table-ronde, chants héroïques de l'ancienne Russie; Leip-

Toutes les romances et ballades de cette époque ne sont pas perdues, et les gestes de Dobryinia Nikititsch[1], de Tchourilo Plenkowitsch et autres, vivent encore dans quelques poèmes héroïques, et surtout dans des contes populaires antiques que la presse a sauvés depuis de l'oubli. Le *Courage de Filipat et de Maxime*, les *Noces de Dewguiewa*, l'*Enlèvement de Stratigowna*, l'*Histoire de Jinagrip, tzar des Adoriens*, tels sont les sujets favoris qui retentissaient sur la lyre du troubadour slavon, dont les chants, dominés encore par les miracles du paganisme, n'avaient pu se dégager de la mythologie des Slaves, qui se compose d'élémens si poétiques. Un joli poème du commencement du douzième siècle nous a été conservé, mais le nom de son auteur a péri. C'est le *Discours sur l'armée d'Igor*, consacré au récit de l'expédition de ce prince de Nowgorod-Séwerskoi, contre les Polowziens, qui le firent prisonnier à la suite d'une bataille où il succomba[2]. La *Chronique* ou les *Annales* de *Nestor* (1056—1116 et au-delà) moine du couvent Petcherskii (des souterrains) de Kieff, appartient à la même époque. Indépendamment de sa haute importance historique, ce monument n'est pas sans mérite littéraire; les récits, animés par l'intérêt que présentait le sujet, prennent quelquefois la forme et la vivacité du drame, et res-

zig, 1819, in-8.o — Prince TSERTELOF, Esprit de la poésie russe, etc.; S.-Pétersbourg, 1822, 2 vol. in-8o.

[1] Voy. Vol. III, p. 143, 153 de ce Cours.

[2] *L'expédition d'Igor contre les Polowziens, traduite du russe ancien* (en allemand), par J. MULLER; Prague, 1811, in-12.

pirent la bonhomie et une douce piété [1]. *Sylvestre*, évêque de Péréïaslawl († 1123), et deux anonymes, les continuèrent jusqu'à l'année 1203 [2]. Voilà tout ce qui a été sauvé de la littérature naissante de la Russie, dont Djinghis-Khan vint bientôt arrêter les progrès ; ces restes nous prouvent cependant que l'érudition byzantine était répandue en Russie et permettent de supposer qu'ils n'en étaient pas les seuls fruits. »

« Lors de l'invasion, les lettres se réfugièrent dans les couvens, où elles se renfermèrent durant deux siècles, auxquels nous devons une série d'annales très-circonstanciées, qui ne laissent aucune lacune dans l'histoire de la Russie. Deux ans après la bataille de la Kalka (1226), mourut *S. Simon*, évêque de Sousdal, qui laissa des annales très-importantes ; la *Chronique de Sainte Sophie* [3] et le *Livre des degrés* (Stépennaïa kniga) leur sont bien postérieurs [4], et la distance qui les sépare n'est plus remplie que par des traductions du grec en slavon, par des livres de prières et des contes puérils qu'on décorait du nom d'histoire. De ce genre sont l'Histoire d'Alexandre le Grand, celles de Marc-

[1] NESTOR, *Russische Annalen*, etc. NESTOR, Annales russes, revues dans le texte slavon original, traduites et commentées par A. L. SCHLÖTZER ; Gœttingue, 1802—1809, 5 vol. in-8o.

[2] Cette continuation des Annales de Nestor, trouvée à Königsberg, fut imprimée à S.-Pétersbourg en 1767, sous le titre de *Laitopiss Nestorova*.

[3] Ces annales, qui embrassent les années de 862 à 1534, ont été publiées à Moscou, par M. STROÏEF, 1820 à 1822, in-4o.

[4] Le laborieux et savant Muller le fit imprimer à S. Pétersbourg en 1777, 2 vol. in-4o.

Aurèle et de plusieurs autres empereurs romains, celle d'Antoine et de Cléopâtre, etc. Telle était l'agonie d'une littérature qui s'était annoncée sous de si brillans auspices, que le clergé même perdit son temps à de si ingrates productions. Toutefois, au milieu de cette barbarie, on admire l'éloquence de *Wassian*, archevêque de Rostof (1480), de *Photias*, métropolitain de Moscou († 1431) et de quelques autres prélats. »

Langue russe.

La langue russe est une branche du slavon, une des langues les plus répandues et qui, d'après les nouvelles découvertes, paraît aussi bien que l'ancien grec pelasgue, le latin et l'idiome germanique dans ses deux divisions (teutonique et scandinave) tirer son origine du sanscrit. Les Slavons se composaient d'un grand nombre de races, ayant des noms particuliers, comme les Wendes ou Vénèdes dans le nord et le sud de l'Allemagne, les Sorabes en Misnie, en Servie et en Illyrie, les Tchekhs en Bohême, les Lekhs ou Polonais, les Russes. Ces derniers sont, comme nous avons vu [1], un mélange de Slaves avec des Warègues normands dans lequel les premiers constituent la plus grande masse. Les Russes se servent de l'alphabet grec; mais comme leur langue a des sons qui sont étrangers aux Hellènes, ils ont imaginé, pour les exprimer, des lettres particulières qui sont propres à leur alphabet et lui donnent une apparence d'originalité.

[1] Voy. vol. I, p. 308.

CHAPITRE XXVI.

De la Lithuanie, depuis 1282 jusqu'en 1447.

Narimund et Troyden, derniers grands-ducs de Lithuanie de la race d'Uten[1], n'ayant pas laissé de postérité qui pût leur succéder, *Witen* ou *Bouiwid*, comme l'appellent les Russes, homme d'une naissance obscure, que le grand-duc Troyden avait fait élever, et dont il avait ensuite fait un des principaux officiers de sa cour, fut, en 1282, choisi grand-duc de Lithuanie. Il devint le chef d'une famille illustre, qui, sous treize princes, en comptant Witen lui-même, a régné jusqu'en 1572 en Lithuanie, et depuis 1386 en même temps en Pologne. Un grand nombre de familles russes et polonaises en descendent, tels que les Khowanski, les Belskoi, les Troubetzkoi, les Sapieha, les Galitzin, les Kourakin, les Czartoryski, et beaucoup d'autres[2]. D'après les annales russes et lithuaniennes, le règne de Witen dura jusqu'en 1315; les historiens polonais au contraire parlent, à l'année 1291, d'un grand-duc qu'ils nomment *Putuwere*, et bientôt après de *Witen*, son fils. Les premières méritent plus de confiance que les chroniques polonaises, et nous admettons comme un fait

Witen, souche d'une dynastie de grands-ducs, 1282–1315.

[1] Voy. vol. VI, p. 261.

[2] KOCH, Tables généalogiques des maisons souveraines du nord et de l'est de l'Europe publiées par SCHŒLL. Table LXIII.

historique que Witen a régné depuis 1282 jusqu'en 1315. Son règne fut une suite de guerres avec les chevaliers Teutoniques et avec les Polonais, et ces guerres se composaient de courses ayant pour objet le pillage et la dévastation.

Gédimin, 1315-1328.

Gédimin, son fils, comme disent les Russes, son meurtrier, si l'on veut en croire les Polonais, lui succéda sous le titre de grand-duc ou de roi. Les treize années [1] de son gouvernement sont une époque brillante dans l'histoire de la Lithuanie. A la mort de Witen, les chevaliers Teutoniques étaient maîtres de la Courlande et d'une partie de la Samogitie. Gédimin reconquit la dernière province en 1319. Jusqu'alors les Lithuaniens n'avaient fait la guerre que pour piller et pour enlever des esclaves; Gédimin se fit conquérant. Il réunit à ses états les principautés de Halicz, Wladimir et Luck qui, pendant quelque temps, avaient été appelées le royaume de la Russie méridionale; mais les circonstances de cette conquête sont différemment racontées, et nous verrons qu'en 1340 seulement, Casimir le Grand réunit la principauté de Halicz à la couronne de Pologne, après la mort du dernier prince. Que les Lithuaniens aient conquis la

Conquête de Kiow, avant 1302.

principauté de Kiow [2], l'ancien siège de l'état russe,

[1] Il règne de l'incertitude sur la date de la mort de Gédimin. D'après les annales russes, elle arriva en 1341 seulement; d'après les Polonais, en 1328. On peut concilier les deux dates, en supposant que le partage de ses états eut lieu entre ses fils dès 1328.

[2] Nous nous conformons à l'usage des Polonais d'appeler *Kiow*, ou *Kiovie*, la même ville que dans l'histoire de Russie nous nommons *Kieff*.

avec une partie de la Sévérie (Tchernigow), c'est certain; mais si quelques historiens fixent cette conquête sous le règne de Gédimin et dans l'année 1320, d'autres ont fait voir qu'en 1331 encore un prince russe y régnait, et tout ce qu'on peut affirmer, c'est qu'en 1362, lorsque Dmitri Iwanowitsch Donski succéda au grand-duché de Russie [1], Kiow n'en faisait plus partie. On ne sait pas précisément comment la Russie-blanche fut conquise par Gédimin : la possession de cette contrée l'autorisa à s'intituler grand-duc de Lithuanie et de Russie.

Gédimin fut un prince très-sage, qui, sans payer tribut aux Mongols, n'eut jamais la guerre avec eux. Quoique païen, il protégea le culte grec dans ses provinces russes, et permit que des moines catholiques prêchassent le christianisme à ses sujets païens. Il favorisa le commerce, et fit venir une foule d'artisans en Lithuanie.

Fondation de Troki et de Wilna.

Gédimin bâtit Troki, et y transféra sa résidence qui jusqu'alors avait été à Kiernow. Pour obéir à un ordre qu'il reçut par un songe, il construisit aussi Wilna. Le pape ayant prêché une croisade contre lui, la Lithuanie fut dévastée par les Allemands; les Lithuaniens prirent leur revanche en Livonie et en Prusse. Gédimin assiégeant un château de ce dernier pays, y fut tué par une arme à feu dont les Allemands faisaient pour la première fois usage à cette époque.

Partage de la Lithuanie.

Gédimin, qu'on peut regarder comme le vrai fondateur de l'état de Lithuanie, prépara aussi sa ruine

[1] Voy. p. 130 de ce vol.

en partageant ses possessions entre ses sept fils. Quoique Iawnut n'en fût pas l'aîné, il eut cependant Wilna et la dignité grand-ducale; mais, en 1330, Olgierd et Kieystutt, deux de ses frères, se rendirent maîtres par surprise de Wilna, assignèrent à Iawnut la principauté de Zaslaw, et s'emparèrent du gouvernement. Ils convinrent de régner en commun, de manière cependant qu'*Olgierd* seul porterait le titre de grand-duc, et que Kieystutt aurait pour sa part la Samogitie, Troki, Grodno, Kowno, Lida, Upéta et la Podlachie (Bielsk, Bialystok, etc.). Brûlant du désir de venger la mort de leur père, Olgierd et Kieystutt entrèrent, en 1330, en Prusse avec 40,000 hommes, et dévastèrent le pays jusqu'à la Pomérellie: les chevaliers Teutoniques demandèrent la paix, et l'obtinrent moyennant la restitution de ce qu'ils avaient pris en Samogitie. Olgierd marcha alors contre les Tatars du Dnepr et fit la conquête de la Podolie; il céda cette province aux fils d'un de ses frères qui avait eu pour sa part de la succession paternelle les villes de Nowgrodek et de Wolkowisk. Plus tard, il réunit la Podolie au grand-duché.

Conquête de la Podolie par Olgierd.

« Olgierd, disent les annalistes russes dans leur naïve simplicité, avait beaucoup de bon sens naturel, parlait plusieurs langues, n'aimait pas les occupations inutiles ni le jeu; il était infatigable dans le travail, ne buvait ni vin, ni bière, ni hydromel. Il acquit une grande domination et se couvrit de gloire. »

Bataille de Labiau, 1345.

Les guerres entre Olgierd et l'ordre Teutonique avaient recommencé depuis long-temps. Le 2 février

1346, le grand maître Henri Dusener remporta une victoire sur les Lithuaniens, dont les forces jointes à celles des Russes de Smolensk, Polock et Witepsk, se montaient à plus de 100,000 hommes. Les chroniques disent qu'il en resta 40,000 sur la place. A deux différentes reprises Kieystutt fut fait prisonnier : la première fois, il trompa les vainqueurs, en feignant un penchant de se convertir. Depuis ce moment on le laissa jouir d'un peu plus de liberté ; c'est tout ce qu'il avait voulu, et il en profita pour s'échapper. La seconde fois, un Lithuanien qui était au service du grand maître, lui procura le moyen de sortir du château de Marienbourg où il était tenu dans une prison décente. Un seul fait suffit pour se faire une idée de la difficulté que les Chrétiens éprouvèrent à vaincre les Lithuaniens; c'est que, lorsqu'en 1369 on convint d'un échange de prisonniers, il y avait quatorze commandeurs et quatre-vingt-seize chevaliers de l'Ordre entre les mains de ce peuple.

Perte de la Podolie et de la Wolhynie.

Pendant ses guerres avec l'Ordre, Olgierd perdit contre les Polonais, les alliés des chevaliers, la Wolhynie, la Podolie, et les palatinats de Belz et de Brzesc.

Destruction de Kherson.

L'infatigable Olgierd fit, en 1362, une expédition en Podolie et sur le Dnepr où il défit trois hordes de Mongols qui y menaient une vie de nomades; il les poursuivit jusqu'à Kherson, enleva les trésors qu'il y trouva dans les églises, tua les habitans et détruisit la ville. Cinq ans après, il envahit la Russie pour soute-

Expéditions d'Olgierd en Russie.

nir son beau-frère, Mikhaïl Alexandrowitsch, contre

le grand-duc Dmitri. Le 21 novembre 1368, il surprit, près du lac de Trostenskoïe, le boïar Minin qui commandait l'armée russe. Après l'avoir défait, il marcha sur Moscou, où le grand-duc s'était enfermé; mais la saison et le manque d'un attirail de siège l'engagèrent à la retraite. Il reparut au mois de décembre suivant devant la capitale de la Russie; mais cette fois-ci Dmitri avait pris des mesures pour couper la retraite à Olgierd; le grand-duc, s'apercevant du danger, se hâta de conclure une trève.

Olgierd fit une troisième expédition en Russie en 1372; pendant quelques jours il se trouva en présence de Dmitri, et l'on s'attendait à une bataille, lorsqu'il fut conclu une nouvelle trève. Les historiens de la Lithuanie réunissent ces trois expéditions en une seule dont ils font un récit plein d'erreurs chronologiques et géographiques.

Bataille de Rudan, 1370.

En 1370, Olgierd et Keystutt envahirent la Prusse à la tête de 70,000 hommes; près de Rudan, le grand maître Winrich de Kniprode leur livra une bataille sanglante, dans laquelle 11,000 païens perdirent la vie; mais vingt-six commandeurs et deux cents chevaliers payèrent cette victoire de leur vie, et le grand maître fut blessé. Ce fut la première affaire où parut Iagiel, fils d'Olgierd, qui par la suite devint si célèbre. En 1378, les Allemands portèrent le fer et le feu jusqu'à Wilna, qui fut presque entièrement dévoré par les flammes.

Olgierd, prince actif et prudent, qui poussait la sobriété jusqu'à s'abstenir entièrement du vin, mou-

rut en 1387, après s'être fait baptiser. De deux épouses, dont l'une avait été une princesse de Witepsk, et l'autre une princesse de Twer, il laissa douze fils, dont deux avaient depuis long-temps quitté leur père pour se faire baptiser. Olgierd nomma pour son successeur, non l'aîné, mais celui de ses fils qui lui était le plus cher, *Iagiel* ou *Jagellon*. Ce prince avait un favori qui, de l'état de boulanger, s'était élevé aux premières charges : il s'appelait Woïdil. Iagiel lui destinait la main d'une de ses sœurs, qui était veuve d'un prince russe. Ce mariage parut à Keystutt déshonorant pour la race de Witen, et il s'en plaignit. Iagiel fut tellement irrité du reproche de son oncle, qu'il résolut de le perdre, et s'allia secrètement contre lui avec l'ordre Teutonique. Cette perfidie fut révélée à Keystutt; il prit les devans, s'empara par surprise de Wilna et de la personne de Iagiel, et fit pendre Woïdil. Witold, fils de Keystutt, lié d'une amitié intime avec son cousin Iagiel, intercéda pour lui auprès de son père. Iagiel fut obligé de renoncer au grand-duché, mais on lui donna la principauté de Kiow avec celle de Witepsk, qu'il tenait de sa mère. Iagiel, grand-duc, 1381.

Keystutt, s'étant emparé du gouvernement, fit une expédition en Sévérie. Iagiel profita de son absence pour se mettre de nouveau en possession de Wilna. Réuni à Witold, Keystutt marcha contre Iagiel; celui-ci, feignant d'entrer en négociation, attira, par une insigne trahison, son oncle et son cousin à Wilna, et les fit arrêter. Keystutt, le plus grand guerrier de la Lithuanie, fut étranglé; Witold se sauva

en Prusse. Mais Iagiel le rappela, se réconcilia avec lui, et lui donna Grodno, Wolkowisk et Brzesc.

Iagiel monte sur le trône de Pologne, 1386.

Par son mariage avec Hedwige, héritière du royaume de Pologne, précédé de son baptême, Iagiel, grand-duc de Lithuanie, monta, en 1386, sur le trône de Pologne, où sa maison régna jusqu'à son extinction, en 1572.

Introduction du christianisme.

L'élévation de Jagellon au trône de Pologne ne détruisit pas de sitôt la jalousie qui existait entre les Polonais et les Lithuaniens; elle reçut, au contraire, un nouvel aliment par la réunion des deux nations sous le même prince; mais elle valut aux Lithuaniens un bienfait inestimable dont ils avaient été privés jusqu'alors. Ce peuple qui, dans l'origine, avait appartenu à ce mélange de Teutons et de Slaves, dont se composait la nation prussienne, et qui joue un rôle dans la fable de Bruteno et de Waidewout [1], où un des douze fils de Bruteno est nommé premier chef des Lithuaniens, avait conservé l'ancienne idolâtrie que le zèle des missionnaires et le fer des chevaliers Teutoniques avaient détruite en Prusse. En recherchant la main d'Hedwige et le trône de Pologne, Jagellon avait promis que lui-même et toute sa nation se feraient baptiser. Il voulut tenir sa promesse, et prouver peut-être que la beauté d'une femme et l'éclat d'un trône n'avaient pas été les seuls mobiles de sa conversion. Pour faire connaître la lumière de l'Évangile, il employa les moyens qui devaient faire de l'effet sur sa nation; c'était un mé-

[1] Voy. vol. VI, p. 279.

lange de sévérité, de persuasion et de libéralité. L'année qui suivit son couronnement comme roi de Pologne, il se rendit en Lithuanie, et, à une diète tenue à Wilna, fit décider l'introduction du christianisme. L'idole du dieu Perkoun [1] fut brisée; le feu immortel, qui brûlait en son honneur, fut jeté dans la rivière. Quand les peuples étonnés virent que Perkoun cédait aux coups de la hache, et que l'eau éteignait son feu, ils se convainquirent de l'impuissance de leur dieu, et reconnurent la supériorité de celui pour lequel leur grand-duc s'était déclaré. Wladislaw (c'est le nom que Jagellon avait pris à son baptême) parcourut lui-même le pays pour annoncer la nouvelle religion à son peuple. Il apprenait aux Lithuaniens à réciter le *Credo* et le *Pater* (c'était peut-être tout ce qu'il savait), et, placé à côté des missionnaires qui ignoraient la langue du pays, il leur servait d'interprète, et repétait leurs sermons dans sa langue maternelle. Aussitôt que les Lithuaniens virent qu'en se faisant baptiser, on recevait de la main du roi une robe de laine blanche, luxe inouï jusqu'alors dans le pays, ils se présentèrent par milliers pour participer à une libéralité si extraordinaire. Avec les païens vinrent aussi les Grecs schismatiques; tous voulaient professer la croyance d'un roi si généreux.

La Lithuanie, au moment où Iagiel monta sur le trône de Pologne, se composait des palatinats de Wilna et Troki, de la Podlésie ou de Brzesc, de la Russie-Noire ou de Nowgorodck, de la Russie-Blanche

Skirgiel ou Casimir, grand-duc, 1386-1392.

[1] Voy. vol. VI, p. 267.

ou de Minsk, Polock, Witepsk et Mohilew, de la Samogitie, de la Podlachie ou Bielsk, de la Kiovie, de la Sévérie, d'une partie de la Podolie et de la Wolhynie, le tout formant ensemble une surface de 8867 milles carrés géographiques [1]. Jagellon nomma son frère *Skirgiel* ou Casimir, grand-duc de Lithuanie sous la suzeraineté de la Pologne; il laissa à son cousin *Witold*, qui depuis son baptême s'appelait Alexandre, la Samogitie, la Podlachie, la Polésie et une partie de la Wolhynie. Casimir était un prince incapable; Alexandre était actif, guerrier et entreprenant. Allié à l'ordre Teutonique, il fit continuellement la guerre au roi de Pologne et au grand-duc, jusqu'à ce que la bonne reine Hedwige, choisie pour arbitre, réconcilia la famille. En 1392, Casimir abdiqua une charge à laquelle ses forces ne suffisaient pas; Witold ou *Alexandre* fut nommé grand-duc de Lithuanie et de Russie (car les princes de Lithuanie continuaient à porter ce titre). Trois frères de Wladislaw restèrent princes de la Kiovie, de la Sévérie et de la Podolie, mais subordonnés au grand-duc Alexandre.

Witold ou Alexandre, grand-duc de Lithuanie, 1392

Alexandre eut des guerres à soutenir contre les chevaliers Teutoniques, ses anciens alliés, et contre divers princes, frères ou parens de Wladislaw, qui refusaient de reconnaître ses ordres : il les réduisit à l'obéissance. C'était un prince rusé, ambitieux et cruel; professant le christianisme, mais se jouant de la morale et des sermens. Maître des plus belles provinces de l'ancienne Russie, il désirait étendre sa do-

[1] Cette surface surpasse d'un vingtième celle de l'Espagne.

mination sur tout ce qui restait encore à la maison de Rourik. Les princes de Smolensk lui étaient tributaires; cela ne lui suffisait pas. Sous prétexte de vouloir marcher contre Tamerlan, il arriva en 1396 avec une armée devant Smolensk, y fut reçu avec de grands honneurs, s'y fit proclamer maître, et envoya les princes de Smolensk en Lithuanie. Wassileï II Dmitriéwitsch, grand-duc de Russie, et gendre de Witold, dissimula sa douleur, alla voir son beau-père à Smolensk, et régla avec lui les frontières des deux états. Witold avait en effet résolu la guerre contre Tamerlan : l'idée de disposer du trône du Kaptschak flattait son ambition. Bientôt il trouva un prétexte pour éclater. En 1397, Toktamisch, khan du Kaptschak, chassé par Tamerlan [1], chercha un refuge en Lithuanie. Alexandre lui accorda sa protection. A la tête d'une armée, il partit de Kiow, dirigea sa marche sur Azoff, passa le Don, et emmena en Lithuanie des milliers de Tatars Zawolge (d'au-delà du Wolga) et Nogaïs. Il répéta cette expédition en 1399, mais le 12 août il essuya sur la Worskla une grande défaite par Édigeï et par Timour Koutlouk, généraux de Tamerlan. A peine la troisième partie de l'armée lithuanienne échappa au carnage.

En 1401, Wladyslaw V vint lui-même en Lithuanie et tint à Wilna une diète qui reconnut et sanctionna l'union de la Pologne et du grand-duché de Lithuanie; laquelle fut de nouveau confirmée en 1413, à une diète polonaise et lithuanienne que Wladyslaw

Union de la Pologne et de la Lithuanie.

[1] Voy. vol. X, p. 283.

assembla à Hrodlo sur le Boug. Il y fut convenu que les noblesses des deux états seraient parfaitement égales, dans ce sens que le grand-duc n'aurait pas plus d'autorité sur les biens et les personnes des nobles lithuaniens que le roi n'en avait sur les nobles polonais; que les deux nations tiendraient des diètes communes à Lublin ou Pargow, et que les nobles ne pourraient aliéner leurs biens sans la permission du souverain. Il fut encore arrêté que le clergé jouirait dans les deux états des mêmes droits et immunités, et que, pour être capable d'exercer quelque fonction, ou même pour jouir des droits de la noblesse, il fallait être de la religion catholique. Ainsi non-seulement les païens, mais aussi les Grecs furent exclus des charges et emplois.

La défaite de Witold sur la Worskla avait ranimé le courage des princes de Smolensk. Ils réunirent une armée avec laquelle ils se présentèrent, en 1401, devant leur ancienne capitale. Les habitans leur ouvrirent les portes; mais les princes, redevenus les maîtres de la ville, exercèrent des vengeances sanglantes par lesquelles ils se firent détester au même point que les Lithuaniens avaient été haïs auparavant.

La reprise de Smolensk, ville très-forte, coûta infiniment de peine à Witold; il l'assiégea, en 1404, pendant sept mois, avec de l'artillerie, mais sans succès. Bientôt après il la prit sans coup férir. Pendant que le prince de Smolensk sollicitait à Moscou l'assistance du grand-duc Wassileï III Dmitriéwitsch, les habitans de Smolensk appelèrent Witold, et les

troupes lithuaniennes prirent possession de la ville.

Witold tint, en 1413, une diète à Hrodlo où il accorda à la noblesse lithuanienne en Lithuanie les mêmes privilèges dont jouissait celle de Pologne dans ce royaume. Le gouvernement du grand-duché fut en tout mis sur le pied de celui du royaume. Witold augmenta par ses conquêtes la surface de la Lithuanie de 3309 milles carrés géographiques, de manière qu'elle se montait à 12,214 milles carrés géographiques équivalant à celle de toute la monarchie autrichienne d'aujourd'hui.

Parvenu à l'âge de quatre-vingts ans, Witold ou Alexandre tint, en 1430, à Troki un congrès de princes auquel assistaient entr'autres le jeune Wassileï III Wassiliéwitsch, grand-duc de Russie, petit-fils de Witold, le grand maître de l'ordre Teutonique, le roi de Pologne, des ambassadeurs de Constantinople. Le monde n'avait pas encore vu une si brillante réunion de souverains. Elle dura sept semaines, tant à Troki qu'à Wilna. Il y fut probablement question du projet que, dans une entrevue à Luck (Loutzk), l'empereur Sigismond avait suggéré à Witold, savoir de rompre toute liaison avec la Pologne, et de prendre le titre de roi de Lithuanie. Ce projet éprouva beaucoup de difficultés. Witold ne les avait pas encore aplanies lorsqu'il mourut le 27 octobre 1430. Le Nord n'a pas eu de plus grand homme de guerre : il en sera encore question dans l'histoire de l'ordre Teutonique. Congrès de Troki, 1430.

Suidrigiel, nommé *Boleslaw* depuis son baptême, Suidrigiel ou Boleslaw, grand-duc, 1430-1432.

frère de Wladyslaw V, roi de Pologne, fut nommé grand-duc. Ce prince féroce et ivrogne se conduisit si mal, que le roi fut obligé, en 1432, d'employer contre lui la force des armes et de le déposer. *Sigismond*, frère de Witold, fut mis à sa place; mais Suidrigiel qui était connu pour mauvais catholique, avait pour lui tous les Russes ou Grecs schismatiques qui habitaient une partie du grand-duché, c'est-à-dire Polock, Smolensk, Mohylew, Kiow, la Sévérie et la Wolhynie; il était aussi soutenu par les grands-ducs et princes de Moscou, Riaisan et Twer, et il put ainsi former une armée de 50,000 hommes. Sigismond la battit, en 1433, près d'Osmiane : le rebelle perdit 10,000 hommes en tués, et 4,000 prisonniers. Les grands, ayant à leur tête Jean, prince de Czartoryski, assassinèrent, en 1440, le tyran Sigismond dans son château de Troki. *Casimir*, frère de Wladyslaw VI, roi de Pologne, fut alors proclamé grand-duc de Lithuanie. Michel, fils de Sigismond, qui se sauva en Russie, et Suidrigiel qui n'avait jamais renoncé au grand-duché, s'opposèrent, les armes à la main, à cette élection. Casimir l'accepta sans l'avis de son frère Wladyslaw qui était occupé d'une expédition contre les Turcs. Il lui en fit des excuses, mais Wladyslaw qui avait promis de réunir le grand-duché à la Pologne, les trouva fort mauvaises, et peut-être y aurait-il eu une guerre civile entre les deux frères, si Wladyslaw VI n'avait perdu la vie à la bataille de Varna, le 10 novembre 1444 [1]. Casimir lui succéda en 1447, sur le

Sigismond, 1432-1440.

Casimir, 1440.

[1] Voy. p. 96 de ce vol.

trône de Pologne, et nous terminons ici l'histoire de la Lithuanie, comme état particulier, quoiqu'elle eût encore jusqu'en 1569 des intérêts séparés de ceux de la Pologne, à laquelle elle n'était unie que par la personne du souverain.

CHAPITRE XXVII.

De la Pologne, depuis 1296 *jusqu'en* 1453.

Wladislaw IV Lokietek, 1296-1333.

La Pologne continua, dans le quatorzième et le quinzième siècle, à être déchirée par des factions, comme elle l'avait été dans les siècles précédens, et comme doivent l'être tout royaume électif et tout état où l'ordre de succession au trône n'est pas réglé d'une manière bien précise par des lois fondamentales. En 1296 [1], les États, sans égard pour les droits d'Elisabeth-Richsa, fille de Przemyslaw Pogrobek, leur dernier roi, élurent *Wladyslaw IV*, dit *Lokietek* ou le Nain, qui était duc de Brzesc, de Sieradie, de Sandomir et de Lenczyc, et frère de l'avant-dernier roi, Leszek le Noir; mais, en 1300, les mêmes Etats ou une partie d'entr'eux déférèrent la couronne à *Wenceslaw*, roi de Bohême [2], en le mariant avec Elisabeth-Richsa : il était duc de Cracovie, par la libéralité de la veuve de Leszek. Wenceslas se rendit maître de la Pologne; mais il mourut dès 1305, et son fils du même nom qui prit le titre de roi de Pologne, le suivit au tombeau, en 1306. Le royaume se composait, à cette époque, des deux Pologne, dites Grande et Petite, ayant ensemble une surface de 2532 milles carrés géo-

Wenceslaw, 1300-1305.

[1] Voy. vol. VI, p. 256.

[2] Wenceslas II, fils de Przemysl-Ottocar II. Voy. vol. VII, p. 375.

graphiques, ce qui fait un peu plus que le Danemark, y compris le Holstein et Lauenbourg.

A la mort du jeune Wenceslaw, Wladyslaw IV fut généralement reconnu : il est vrai qu'il reçut un nouveau concurrent dans *Henri*, duc de Glogau, d'OEls et de Sagan [1], que les Etats de Posnanie et de Kalisch élurent pour leur souverain, mais qui se contenta, pendant les quatre ans qu'il vécut encore, de prendre le titre d'*héritier* du royaume de Pologne. En 1309, Wladyslaw IV fut reconnu par toute la nation. Avec le consentement du pape, il fut couronné par l'archevêque de Gnesne, à Cracovie, et, à son exemple, tous les rois de Pologne, ses successeurs, ont été couronnés en cette ville. Henri, 1306-1309.

Pendant les troubles qui avaient si long-temps agité la Pologne, elle perdit la Pomérellie. Perte de la Pomérellie et de la Silésie.

La Poméranie ou le pays situé le long de la mer Baltique, entre les embouchures du Warnow et de la Vistule, appartenait à Suantibor, un des descendans de Mistewoï, prince des Obotrites [2]. Après sa mort ou son abdication, en 1107, elle fut divisée entre ses fils : Wratislas et Ratibor, les aînés, eurent la partie occidentale, bornée à l'Orient par la Leba, et qui depuis fut seule nommée Poméranie. La partie orientale, située entre la Leba, la Bra, la Netze et la Vistule échut à Bogislaw et Suantopolk, les fils cadets de Suantibor; elle fut nommée par la suite Pomérellie ou Poméranie de Dantzig, et n'a jamais fait partie de

[1] Nommé Henri III dans la série des ducs de Glogau.

[2] Voy. vol. II, 327, 369; vol. VI, p. 243.

l'Allemagne. Zubislaw I.er, fils de Bogislaw (1150-1178), bâtit à quelques lieues de Dantzig, ville construite anciennement par les Goths [1], le château de Zoba, où il résida dès-lors. En 1170, il fonda l'abbaye d'Oliva [2]. Sambor, fils de Zubislaw (1178-1207), enleva aux ducs de Poméranie le district situé entre la Leba et le Grabow (Stolpe, Rugenwalde), et prit le titre de duc. Zubislaw II, son fils, ne régna qu'un ou deux ans. Mestwin I.er, son oncle, lui succéda, et régna jusqu'en 1220. Il a été question [3] des guerres que Suantopolk II, son fils, eut avec les chevaliers Teutoniques et avec les ducs de Pologne, parce qu'il refusait de leur payer tribut [4]. Il surprit, en 1227, Leszek le Blanc qui fut tué à Marczinkowa. Depuis ce temps, les ducs de Pomérellie maintinrent leur indépendance. Mestwin II, son fils (1264-1295), en fut le dernier : avec lui ces ducs s'éteignirent. Leurs possessions auraient dû être réunies à la couronne de Pologne, qui se regardait toujours comme suzeraine de la Pomérellie; mais nous verrons ailleurs que les margraves de Brandebourg et l'ordre Teutonique se partagèrent en 1309 ce pays, de manière qu'il en

[1] Voy. vol. IV, p. 321. [2] Voy. vol. VI, p. 284.

[3] Voy. vol. VI, p. 252, 291, 295.

[4] Voy. vol. VI, p. 252. Une expression qui est employée à cet endroit pourrait induire en erreur : Suantopolk y est nommé duc de la Poméranie ultérieure. Il l'était effectivement, en tant qu'à cette époque il n'existait pas d'autre Poméranie ultérieure que la Pomérellie, puisque tout le reste de la Poméranie appartenait à une seule ligne.

revint fort peu de chose à la Pologne. Celle-ci perdit aussi la Silésie, dont les ducs, ses anciens vassaux, reconnurent la suzeraineté des rois de Bohême [1].

Wladyslaw IV eut des guerres longues et sérieuses à soutenir contre les Lithuaniens, contre l'électeur de Brandebourg, contre le roi de Bohême, mais surtout contre l'ordre Teutonique, auquel il livra, le 27 septembre 1331, à Plowcze, près de Radzieïewo, une double bataille extrêmement sanglante : vainqueur du maréchal de l'Ordre, il fut défait le même jour par le commandeur de Culm. Il mourut le 3 mars 1333.

Le règne de *Casimir III le Grand*, son fils, qui dura trente-sept ans, est une des plus belles époques de l'histoire polonaise, moins par les expéditions glorieuses que Casimir entreprit et par les conquêtes qu'il fit, que par la sagesse et la fermeté de son gouvernement. Après des siècles de troubles, il rétablit en Pologne la tranquillité publique, autant qu'elle était compatible avec l'existence d'une noblesse orgueilleuse, turbulente et plongée dans l'ignorance et la crapule. Il a mérité le surnom de Grand que l'admiration de son siècle lui décerna; il n'a pas moins mérité, mais comme un titre honorable, le sobriquet de roi des paysans, que la noblesse lui donna. Ce prince réunissait toutes les qualités du cœur et de l'esprit qui font un excellent homme; il fournirait le modèle d'un caractère parfait, sans son amour pour le sexe, poussé à l'excès, et d'un monarque parfait,

Casimir le Grand, 1333-1370.

[1] Voy. vol. VIII, p. 28.

sans les altérations qu'il fit imprudemment dans la constitution de son pays.

Il est le dernier roi de Pologne, qui ait régné avec cette pleine puissance, que les rois Piasts avaient hérité de leurs ancêtres. Casimir permit que ce dépôt remis entre ses mains fût dégradé, et par cette faiblesse il se chargea de la responsabilité de tous les maux dont, sous le règne de monarques sans puissance, l'insubordination et la violence de la noblesse ont fait souffrir la Pologne. Avec lui finit la première période de l'histoire politique de ce pays, celle d'un gouvernement purement monarchique, à la place duquel nous verrons successivement s'établir l'aristocratie nobiliaire sous le nom de liberté, mais sous une forme et avec une organisation qui devaient nécessairement en faire le régime le plus vicieux et le plus absurde.

Paix de Trentchin avec la Bohême, 1335.

Casimir trouva l'état en guerre avec la Bohême et avec l'ordre Teutonique. Son premier soin fut de la terminer par des traités de paix solides, et il ne refusa pas de les acheter par des sacrifices. Il commença par se reconcilier avec le roi de Bohême par un traité qui fut signé, le 24 août 1335, à Trentchin en Hongrie. Par cette paix, la séparation de la Pologne et de la Silésie fut consommée; car Casimir paya 20,000 marcs d'argent, et renonça à toute suzeraineté sur la Silésie, comme, en revanche, Jean de Luxembourg, roi de Bohême, fit à l'égard de toutes les prétentions qu'il pouvait former sur la Pologne. Casimir observa avec bonne foi les stipulations de ce

traité; mais il exigea la réciprocité : à l'époque où Wladyslaw IV, son père, et Henri, duc de Glogau, s'étaient disputé le trône de Pologne, Henri avait réuni à son duché la ville de Fraustadt ou Wszowa. Cette ville était polonaise; Casimir en réclama la restitution, et n'ayant pu l'obtenir, fit, en 1343, la conquête du duché de Glogau; mais il le rendit, comme un pays auquel il n'avait plus de droit, aussitôt que le duc restitua Fraustadt.

Paix de Viségrad avec l'Ordre Teutonique, 1335.

Quant à l'ordre Teutonique, il proposa les rois d'Hongrie et de Bohême comme arbitres de tous ses différends avec la Pologne, et Casimir accepta ce mode de réconciliation. Ce fut ainsi que, le 9 novembre 1335, la paix fut signée à Viségrad en Hongrie. L'Ordre promit de rendre la Cujavie et le pays de Dobrzin, à l'exception du district qu'il avait possédé avant la guerre, et le roi renonça à la Pomérellie, au district de Culm et à celui de Michelau.

L'exécution de cette paix éprouva des difficultés de la part de l'Ordre, qui exigeait que la cession que le roi venait de faire, fût confirmée par les États du royaume, c'est-à-dire par les prélats, la noblesse et les villes. Le roi refusa de soumettre le traité à cette formalité, contraire à son autorité monarchique. C'est une circonstance remarquable qui prouve qu'à cette époque la prérogative royale n'avait pas encore souffert d'atteinte. Casimir se plaignit de l'Ordre auprès du pape. Benoît XII envoya sur les lieux deux légats qui, après avoir examiné l'affaire, prononcèrent, le 15 septembre 1339, une sentence qui con-

damna l'Ordre, non-seulement à restituer, conformément au traité de 1335, la Cujavie et Dobrzin, mais aussi à perdre Culm et la Pomérellie que le traité avait adjugées aux chevaliers, et de payer au roi, à titre de dédommagement, la somme de 194,500 marcs polonais. Les chevaliers se dispensèrent d'obéir à cette sentence, sous prétexte que leur seigneur direct, l'empereur, leur avait interdit toute aliénation de territoire.

Paix de Kalisz.

Ce démêlé fut entièrement terminé par la paix de Kalisz du 8 juillet 1343. L'Ordre restitua la Cujavie, Dobrzin et Bromberg ou Bydgost, et le roi confirma par serment sa renonciation à la Pomérellie. Il fallut bien cette fois-ci que le traité fût soumis à la ratification des États de Pologne, puisqu'il dérogeait à un engagement que Casimir avait contracté dans l'intervalle, ainsi que nous le verrons.

La succession est assurée à Louis d'Anjou.

Pendant que Casimir était, pour l'affaire de l'Ordre, en Hongrie auprès de Charles-Robert, son beau-frère, il fit avec ce prince un arrangement, par lequel il assura au fils du roi d'Hongrie la succession en Pologne, pour le cas où lui-même n'aurait pas de descendance masculine. On ne connaît pas bien les raisons qui peuvent avoir engagé Casimir à préférer son neveu à sa propre fille et aux enfans qui en naîtraient. La noblesse de sentimens qui caractérisait le roi de Pologne, autorise à croire qu'il a été décidé par des motifs de politique et par des vues de bien public. Il est vrai que Charles-Robert se donna beaucoup de peines pour plaire à son beau-frère; il acquitta de

ses propres deniers la dette que Casimir avait contractée envers le roi de Bohême, par la paix de Trentchin; il combla de bienfaits les conseillers de Casimir, leur fit des largesses et leur promit des pensions pour qu'ils entretinssent les bonnes dispositions de leur maître pour le roi d'Hongrie et sa famille. D'ailleurs Casimir était tendrement attaché à sa sœur, la reine d'Hongrie, et pendant son séjour à la cour de Charles-Robert, elle avait favorisé les désordres auxquels Casimir se livrait habituellement avec les femmes. Quoi qu'il en soit, la proposition que ce monarque fit aux grands de Pologne de nommer successeur son neveu plutôt que le fils que pourrait avoir un jour sa fille, et au préjudice des branches Silésienne et Masovienne de la maison Piaste, n'éprouva pas de grandes difficultés; néanmoins la condescendance des nobles au désir du roi devint l'occasion d'une altération essentielle de la constitution polonaise. Le roi l'acheta par un double engagement qu'il prit, savoir de reconquérir à ses frais toutes les provinces que le royaume avait perdues, nommément la Pomérellie, et de les incorporer au domaine de la couronne; l'autre de ne pas imposer de nouvelles contributions à la noblesse. Ce fut le premier de ces deux engagemens qui força Casimir de soumettre le traité de Kaliz de 1343 à la ratification des États [1]. Ils ne l'accordèrent que moyennant la concession de privilèges si importans qu'on peut dire, que depuis ce moment la constitution cessa d'être purement monar-

Première altération de la constitution polonaise.

[1] Voy. p. 188 de ce vol..

chique. Le droit de guerre et de paix, principales attributions du pouvoir exécutif, fut partagé entre le roi et les États. Le roi renonça, en faveur de la noblesse, à des droits régaliens qui, jusqu'alors, avaient appartenu aux sources les plus claires des revenus du monarque, savoir à la chasse et à l'exploitation des mines et des salines.

Extinction des princes de Halicz.

En 1340, la famille des princes de Halicz descendus de Roman Mstislawitsch, s'éteignit avec Boleslaw qui déjà ne tenait à cette famille que par sa mère [1]. Boleslaw qui, zélé catholique, avait voulu forcer ses sujets russes à renoncer à la religion grecque, avait été empoisonné. Aussitôt Casimir le Grand, usant de vitesse pour prévenir les Lithuaniens, s'empara de la province de Halicz ou Léopol. Il s'arrangea avec les princes de Lithuanie qui gardèrent Wladimir ou la Lodomérie, que la maison éteinte avait également possédée. Casimir se donna beaucoup de peine pour mettre la portion de la Russie-Rouge, qui venait de lui écheoir, au niveau de ses autres états, sous le rapport de la civilisation. En conséquence il y établit des colons polonais tirés de la Masovie, y appela des Allemands, fonda des églises catholiques et plusieurs villes. Depuis ce moment il prit le titre de seigneur et héritier de Russie. En 1352, Louis, roi d'Hongrie, lui céda ses prétentions sur la Russie-Rouge, à condition que si Casimir laissait un héritier mâle, cette province, à sa mort, reviendrait à la Hongrie, moyen-

Acquisition de la Galicie.

[1] Marie, sa mère, était fille de Léon Danilowitsch, qui bâtit Léopol en 1268. Voy. vol. VI, p. 254.

nant le paiement de 100,000 florins d'Hongrie, c'est-à-dire ducats; mais que si, Casimir ne laissant pas de fils, Louis succédait au trône de Pologne, ainsi que cela avait été convenu, la Russie rouge reviendrait gratis à la Hongrie. Ce cas arriva; mais Hedwige qui succéda à Louis, son père, dans le royaume de Pologne, enleva de nouveau à la Hongrie la principauté de Léopol qui resta à la Pologne jusqu'en 1772.

L'arrangement avantageux à la Hongrie que Casimir conclut en 1352 avec son neveu, fut le prix des secours efficaces que Louis lui avait accordés dans ses guerres contre les Lithuaniens avec lesquels Casimir avait de continuels démêlés, et contre les Mongols qui, sous son règne, firent plusieurs incursions en Pologne.

Le duché de Masovie est réuni à la Pologne.

Depuis 1206 le duché de Masovie appartenait, comme un état indépendant, à une branche de la maison des Piasts [1], descendue d'un fils cadet de Casimir le Juste. Il avait été partagé en plusieurs duchés, nommés de Varsovie, de Plock, de Czersk, de Sochaczew, de Wizna, etc.; mais, en 1354, Ziémovit réunit tout le duché par la mort de ses frères et cousins. Casimir le Grand le força, en 1355, de se reconnaître son vassal. Ainsi toute la Pologne se trouva sous le même suzerain.

Code polonais de 1347.

Casimir le Grand fut le législateur de son pays. Avant lui il n'existait qu'un recueil de coutumes qu'un des anciens ducs avait fait rédiger par écrit, mais qui était extrêmement incomplet, et abandonnait la dé-

[1] Voy. vol. VI, p. 252.

cision de la plupart des causes à l'arbitraire des juges ; abus qui engendrait les plus grandes injustices et donnait lieu à des plaintes fondées. Les Allemands que Boleslaw III avait attirés en Pologne, y vivaient d'après leur législation particulière et avaient un bourgrave ou juge qu'ils élisaient eux-mêmes ; de ses sentences on appelait à la cour des échevins de Magdebourg. Dans une diète tenue, en 1347, à Wislica, Casimir, du consentement des États, publia un nouveau code auquel dorénavant les juges seraient obligés de se conformer. Wladyslaw, son père, avait déjà privé les Allemands du droit de nommer leur bourgrave; Casimir supprima aussi les appels à Magdebourg, en établissant au château de Cracovie un tribunal d'appel, contre les sentences duquel on pouvait encore recourir au roi. Pour juger les recours, le roi choisissait douze commissaires dans les magistrats de six villes.

Privilège en aveur des Juifs.

Casimir créa un Tiers-état, en appelant aux diètes des députés des villes immédiates, lorsqu'on y traitait d'affaires qui concernaient leurs intérêts. Il défendit à la noblesse d'exercer le commerce et l'industrie ; il ne souffrit pas que les métiers se réunissent en forme de corporations. Ce fut cette défense qui fit affluer en Pologne cette quantité de Juifs qui y pullula. Casimir le Grand leur accorda, le 9 octobre 1334, un privilège que la malveillance attribua à la passion qu'une belle Juive, nommée Esther, lui avait inspirée. Nous remarquons dans cette constitution l'article qui ordonne qu'un Juif accusé de l'enlèvement d'un enfant chrétien pour en employer le sang, ne pourra être condamné que

sur le témoignage de trois Chrétiens et de trois Juifs, et que celui qui aurait faussement dénoncé un pareil crime souffrira la même punition que l'accusé aurait subie, si le fait avait été prouvé.

Casimir fut le protecteur des paysans contre le pouvoir arbitraire des nobles; il régla les prestations et les services auxquels les cultivateurs étaient tenus envers leurs seigneurs, les conditions de leur manumission, celles sous lesquelles ils pouvaient acquérir des propriétés; il leur accorda la permission de faire apprendre des métiers à leurs enfans.

Enfin Casimir le Grand fonda, en 1364, une université qui, par les soins de la reine Hedwige, épouse de Jagellon, fut transférée ensuite à Cracovie. Fondation de l'université de Cracovie.

Ce prince mourut, le 5 novembre 1370, à Cracovie des suites d'une chute de cheval, à l'âge de soixante ans. Avec lui l'ancienne race des Piasts, rois de Pologne, s'éteignit dans les mâles.

D'après ce qui avait été convenu du temps de Casimir le Grand, son neveu *Louis*, l'Angevin, qui, depuis 1342, régnait en Hongrie, lui succéda et fut couronné, le 10 novembre 1370, à Cracovie, après avoir confirmé les engagemens qu'en 1355 il avait pris avec des députés que le sénat lui avait envoyés à Bude[1]. Ils portaient 1.° qu'il n'exigerait des nobles d'autres impositions que celles qui étaient usitées depuis longtemps; 2.° que si, dans un pressant besoin, les États voulaient lui accorder un subside, on ne pourrait employer la force pour le faire payer; 3.° que le roi Louis I le Grand, 1370–1382.

[1] Voy. p. 188 de ce vol.

ne voyagerait pas par les terres des nobles, sans leur consentement; que si un tel voyage avait lieu, il n'exigerait ni vivres et fourrages, ni une indemnité en argent; mais paierait toute fourniture qui lui serait faite; 4.° que les nobles ne pourraient être forcés de suivre le roi à leurs frais, au-delà des frontières du royaume. En revanche les États accordèrent le droit de succession à la couronne, non-seulement aux descendans mâles de Louis, mais aussi, à leur défaut, à son neveu Jean, fils de son frère Étienne, duc d'Esclavonie et de Dalmatie [1].

Casimir le Grand avait légué à son petit-fils Casimir V, duc de Poméranie-Wolgast-au-delà-de-la-Swine, les duchés ou pays de Cujavie, Siéradie, Lenczic et Dobrzyn; mais Louis fit annuler ce testament. Cependant il conféra au duc de Poméranie le pays de Dobrzyn et le château de Bydgost ou Bromberg à titre de fiefs de la couronne de Pologne. Casimir étant mort en 1377, sans héritier, ces fiefs retournèrent à la couronne, mais Louis donna Dobrzyn avec toute la Cujavie à Uladislas, duc d'Oppeln, à titre d'échange pour des terres que ce prince possédait en Hongrie.

Louis préférait la Hongrie où il était né, à la Pologne qui était plus barbare encore. Pendant ses longues absences de ce dernier royaume, sa mère Élisabeth, sœur de Casimir le Grand, était chargée de la régence. Elle ne put faire pardonner à son fils la prédilection qu'il montrait pour un pays étranger. Quoi-

[1] Ce prince était mort depuis long-temps en 1370; ainsi il ne peut pas avoir été question de lui dans la confirmation de l'acte de 1355.

qu'il fit avec succès la guerre à Olgierd, grand-duc de Lithuanie, et à son frère Keystutt, et qu'il les forçât de rendre Belz à la Pologne, il ne put cependant pas se concilier la faveur de ses sujets qui lui reprochaient avec raison la vente de Dobrzyn et de la Cujavie pour son compte. Ce ne fut qu'à force de sacrifices qu'il put assurer la succession à ses filles: il fallut consentir à une réduction considérable de la contribution que les nobles payaient de leurs terres, et sanctionner une loi portant que les seuls nobles indigènes pourraient être nommés à des charges et des emplois ou recevoir des concessions de domaines royaux. Par la même loi, Louis renonça au droit de réunir à la couronne les fiefs qui devenaient vacans par mort ou félonie, en s'engageant à en disposer chaque fois en faveur d'un noble polonais. Louis destinait le trône de Pologne à Catherine, l'aînée de ses filles; celle-ci étant morte, à Marie, la seconde, qu'il avait fiancée à Sigismond, second fils de l'empereur Charles IV. Mais il mourut, le 14 septembre 1382, sans avoir pu mettre la dernière main à l'ouvrage, laissant le pays dans une grande fermentation.

Concurrens pour le trône en 1382.

Sigismond se hâta de se rendre en Pologne pour soutenir les droits de son épouse, Marie, fille aînée de Louis; mais les Polonais déclarèrent qu'ils reconnaîtraient celle des filles du dernier roi qui s'engagerait à demeurer constamment dans le pays avec son époux. C'était donner l'exclusion à Marie qui était déjà reine d'Hongrie, et à Sigismond dont les vues se portaient sur la Bohême et le trône de l'Empire. Il se présenta un autre concurrent, issu de la maison de

Piast : c'était Ziémovit, duc de Plock, descendant en ligne directe de Conrad, duc de Cujavie et de Masovie, bisaïeul de Casimir le Grand. Pour réunir tous les droits à la couronne, Ziémovit demanda la main d'Hedwige, seconde fille de Louis le Grand. Il prit les armes pour soutenir ses prétentions, sans pouvoir gagner des partisans. Tous les partis se faisaient la guerre ; toute la Pologne se couvrit de camps et de troupes. Les magnats, assemblés à Radomskïe, déclarèrent, après bien des négociations, qu'ils ne voulaient d'autre souverain que la belle, bonne et spirituelle Hedwige, et supplièrent sa mère, qui se trouvait avec elle en Hongrie, de leur livrer cette princesse. Élisabeth, voyant la répugnance que les Polonais avaient pour Sigismond, et craignant que son refus de se conformer à leurs vœux ne les portât à disposer de la couronne en faveur d'un étranger, céda finalement, et remit Hedwige aux ambassadeurs polonais.

Hedwige, *roi* de Pologne, 1384.

Hedwige fut couronnée *roi* de Pologne à Cracovie le 15 octobre 1584. Cette princesse qui n'avait que douze ans, avait été fiancée dès la deuxième année de son âge à Guillaume, fils aîné de Léopold III, duc d'Autriche, et la reine Élisabeth confirma cet engagement par un acte passé à Bude, le 29 juillet 1385, par lequel le duc promit de donner à son fils 200,000 florins en terres ou en argent, non *imputables* sur sa succession. Il fut stipulé un dédit de la même somme pour la rupture du pacte. Les Polonais avaient une telle horreur pour les mœurs étrangères qu'ils ne pouvaient se réconcilier avec l'idée d'obéir à un Allemand.

Ils préféraient à un prince autrichien un Lithuanien barbare, de mœurs féroces, et qui n'était pas même chrétien. Iagiel, grand-duc de Lithuanie, envoya des ambassadeurs pour demander la main de la belle Hedwige. Il promit d'embrasser, avant le mariage, la religion chrétienne avec toute sa nation; d'incorporer tous ses états au royaume de Pologne; de donner la liberté à tous les esclaves chrétiens en Lithuanie; de réunir à la couronne toutes les provinces qui en avaient été démembrées; de transporter tous ses trésors en Pologne et de les employer pour l'avantage de ce pays; enfin de payer au duc d'Autriche le dédit qu'il pouvait demander.

Iagiel, grand-duc de Lithuanie, épouse Hedwige et est proclamé roi de Pologne sous le nom de Wladislaw V.

Il est certain que sous le rapport de la politique Hedwige ne pouvait pas faire un mariage plus avantageux; mais on lui représentait Iagiel comme étant d'une laideur repoussante, et elle aimait le duc d'Autriche qui était venu à Cracovie où il eut de fréquentes entrevues avec la jeune reine. Cependant la reine Élisabeth ayant donné son consentement à une union que l'intérêt de l'état et celui de la religion conseillaient également, Hedwige ne résista pas plus longtemps aux vœux de la nation. Iagiel arriva avec une suite nombreuse en Pologne. Le 14 février 1386, il fut baptisé à Cracovie sous le nom de Wladislaw, et marié à Hedwige; et, le 17 février, il reçut la couronne de Pologne sous le nom de *Wladislaw V*.

Ainsi la famille de Jagellon remplaça l'antique race de Piast sur le trône de Pologne auquel elle donna sept rois en quatre générations, depuis 1386 jusqu'en

1572. A l'avènement de Jagellon la Pologne avait une surface de 4,057 milles carrés géographiques, et la Lithuanie de 8,850, ce qui faisait un ensemble de 12,907 milles carrés géographiques équivalant à la surface de la monarchie autrichienne et de l'État ecclésiastique réunis.

Marie, reine d'Hongrie, étant morte en 1392, Wladislaw V réclama la couronne comme étant dévolue à Hedwige: mais cette princesse employa le pouvoir qu'elle avait acquis sur son époux pour le porter à y renoncer, et à se réconcilier avec Sigismond dans une entrevue qu'elle ménagea, en 1394, à Sandek.

Mort d'Hedwige, 1399.

Cette princesse vertueuse avait vécu treize ans dans le mariage sans avoir eu d'enfans. Elle accoucha enfin, le 12 juillet 1399, d'une fille qui mourut le 15; la mère la suivit au tombeau le 17.

Wladislaw épouse Anne de Cilley, petite-fille de Casimir le Grand.

Comme Wladislaw ne tenait son droit à la couronne que de son épouse, il crut nécessaire de l'affermir sur sa tête en s'unissant à une princesse qui au fond y avait plus de droit qu'Hedwige et son père; c'était Anne, fille du comte Guillaume de Cilley, et petite-fille de Casimir le Grand. Il la demanda effectivement en mariage en 1400, et elle arriva en Pologne; mais son excessive laideur engagea le roi à retarder de huit mois le mariage, sous prétexte que son épouse devait apprendre le polonais. Pendant une union de quinze ans, Anne ne donna à Wladislaw qu'une fille.

Guerres avec l'ordre Teutonique.

Wladislaw eut des guerres à soutenir avec l'ordre Teutonique; elles furent terminées en 1404, par la paix

de Raciąz [1], qui coûta la Samogitie à la Lithuanie, et en 1411, par celle de Thorn. Nous parlerons de ces guerres dans le chapitre suivant. La paix de 1404 eut une conséquence relative à la constitution de la Pologne, que nous ne pouvons passer sous silence. Il fallut au roi une somme de 40,000 florins, pour rentrer, conformément aux stipulations de ce traité, en possession de Dobrzyn. Pour se procurer cet argent, il convoqua une diète à Korczyn. Cette assemblée donna naissance à l'usage de la noblesse de se faire représenter à la diète par des députés qu'on nommait nonces (*landboten*). On trouva que, pour accélérer la besogne, il serait utile de faire d'abord délibérer la noblesse de chaque palatinat sur les moyens de former les fonds nécessaires, et de faire ensuite nommer deux députés par chacune de ces diétines, qui seraient chargés de porter à la diète le résultat de la délibération. Les *diétines*, c'est ainsi que furent appelées ces assemblées préalables, ne s'occupèrent que de cette seule affaire; car le pouvoir législatif n'appartenait pas encore à la diète; il était exercé par le roi seul, avec l'avis du sénat.

Première origine des nonces.

Dans la guerre de Prusse, Sigismond avait été l'allié de l'Ordre; mais lui et Wladislaw qui, par leurs premiers mariages, étaient beaux-frères, se réconcilièrent sincèrement dans une entrevue qu'ils eurent, le 8 novembre 1408, à Bude, et comme Sigismond manquait continuellement d'argent, Wladislaw lui avança une somme considérable pour la-

[1] Prononcez Ratsiontsch.

quelle seize villes du comté de Zips lui furent engagées [1]. Il fut convenu encore que pendant la vie de Wladislaw et cinq ans après sa mort, la Pologne resterait en possession des parties de la Russie-Rouge, de la Podolie et de la Moldavie, auxquelles les Hongrais prétendaient. Ce fut à cause de cette réconciliation que Wladislaw refusa la couronne de Bohême qui lui fut offerte en 1420, et n'appuya pas, au moins publiquement, son neveu Sigismond Korybut, qui l'accepta [2].

Engagement du comté de Zips.

Nous avons raconté comment la première union imparfaite entre la Pologne et la Lithuanie fut conclue en 1401. La surface de la Pologne était alors, y compris la Moldavie et la Valachie, de 6607 milles carrés géographiques; celle de la Pologne et de la Lithuanie réunies, de 18,821, équivalant à la France et à l'Espagne réunies.

Troisième et quatrième mariage de Wladislaw.

Le 21 mars 1416, Wladislaw perdit par la mort sa seconde épouse, Anne de Cilley. Quoiqu'âgé de soixante-deux ans, il se prit d'une telle passion pour une jeune veuve, fille d'un noble Polonais, Elisabeth de Pilica, qui avait été mariée à un Granowski, qu'il en tomba dans une inaction complète, et abandonna entièrement le soin des affaires. Sa faiblesse parut si extraordinaire, que les historiens du temps, ne sachant l'expliquer, l'attribuent généralement à un philtre qu'on lui avait fait prendre, disaient-ils. Il satisfit enfin sa passion, en épousant cette dame le 2 mai 1417. Le mariage, tenu d'abord secret, fut ensuite

[1] Voy. p. 90 de ce vol. [2] Voy. vol. VII, p. 212.

publié. Elisabeth mourut sans avoir eu d'enfant, et Wladislaw qui n'avait d'autre héritier qu'une fille, se remaria, le 25 février 1422, à Sonka, fille d'André Dmitriéwitsch, prince de Mojaïsk, et d'une sœur d'Alexandre, grand-duc de Lithuanie. En embrassant la religion catholique, Sonka prit le nom de Sophie. Wladislaw avait soixante-dix ans, lorsqu'en 1424, son épouse lui donna un premier fils; elle accoucha d'un second en 1426, et d'un troisième en 1427. Cette fécondité inespérée excita les soupçons jaloux du roi qui ordonna une enquête sur la conduite de Sophie. La reine se purgea par un serment qu'elle prêta avec sept autres dames.

La guerre avec l'ordre Teutonique qui avait été terminée en 1411 par la paix de Thorn, se renouvela peu de temps après, et dura avec quelques interruptions jusqu'en 1422. Les deux parties avaient compromis de leur différend entre les mains de l'empereur Sigismond; mais comme le jugement de ce prince ne satisfit pas les Polonais, ils ne s'y soumirent pas. Sigismond s'allia alors avec l'Ordre, et marcha au secours des chevaliers. Son armée se réunit en Silésie; mais ses efforts furent infructueux, parce que le grand maître se laissa intimider jusqu'à signer la paix en 1422, près du lac de Melno, à des conditions très-désavantageuses. Sigismond et Wladislaw se réconcilièrent dans une entrevue qu'ils eurent en 1423 à Kesmarck. Cette réconciliation ne fut pas si sincère, que l'empereur ne donnât suite à son projet de rompre l'union entre la Pologne et la Lithuanie; il enga-

Paix de Melno, 1422.

gea secrètement Alexandre à prendre le titre de roi, et à se rendre indépendant. Witold goûta ce projet; il travaillait à son exécution, lorsque la mort vint mettre fin, le 27 octobre, à tous ses plans ambitieux.

Le royaume de Pologne devient purement électif.

Wladislaw n'eut pas plus tôt un héritier qu'il s'occupa des moyens de lui assurer la succession. La diète de Brzesc de 1426, se déclara disposée à nommer héritier du trône le jeune Wladislaw, si le roi non-seulement voulait confirmer tous les privilèges de la noblesse, mais lui en accorder de nouveaux, ainsi qu'il l'avait promis. Il paraissait dangereux à Jagellon de prendre un pareil engagement. Cependant il finit par s'entendre avec les États, et à la diète de Wilna, les derniers promirent au roi de nommer un des deux fils qui lui restaient, à leur choix; en revanche Wladislaw s'engagea, le 4 mars, à maintenir tous et un chacun dans la jouissance de toutes les franchises qu'ils tenaient de ses prédécesseurs ou de lui-même; à ne donner aucun emploi qu'à des personnes nées dans la province où cet emploi était exercé; à n'accorder aucune starostie à un étranger, mais à réserver la jouissance des domaines royaux [1] à la noblesse polonaise; à indemniser les nobles de tout le dommage qu'ils souffraient en faisant la guerre hors du royaume; à payer la rançon de ceux d'entre eux qui tomberaient entre les mains de l'ennemi, à condition qu'en revanche le produit de celle de tous les prisonniers faits sur l'ennemi serait réservée au roi;

[1] Ces mots définissent le mot de starostie.

à supprimer certaines contributions; à ne frapper monnaie qu'avec l'agrément des États; à ne faire arrêter personne avant sa condamnation, excepté s'il était pris en flagrant délit; à ne se permettre aucune confiscation de biens, si ce n'était en vertu d'un jugement rendu; à introduire par tout le royaume le droit polonais, nommément dans les provinces russes, etc. Par cette condescendance, le roi obtint que la diète de Sieradz, en 1431, élût son fils aîné, Wladislaw, successeur au trône. Ce fut ainsi que le royaume de Pologne, d'héréditaire qu'il était anciennement, au moins jusqu'à un certain point, devint de plus en plus électif, et que sa constitution déjà assez défectueuse, devint entièrement vicieuse.

La paix de Melno ne put mettre fin aux guerres entre la Pologne et l'ordre Teutonique, parce que le motif de ces guerres subsistait toujours: elles ne pouvaient finir qu'avec la destruction de l'indépendance de l'un des deux états; elles eurent en effet ce résultat, mais seulement dans la seconde moitié du quinzième siècle, qui n'appartient plus à notre période. Les démêlés entre Wladislaw et les chevaliers seront rapportés au chapitre suivant.

Wladislaw, peu de temps avant sa mort, c'est-à-dire en 1433, accorda à la noblesse un privilège important, par la loi qu'on allègue ainsi: *Neminem captivabimus, nisi jure victum*. Elle statue qu'aucun noble ne pourrait être arrêté pour cause de crime (excepté les cas de vol, meurtre, rapt, incendie

Loi: Neminem captivabimus, de 1433.

et violence publique), à moins d'en avoir été préalablement convaincu par autorité de justice.

Caractère et mort de Wladislaw V.

Wladislaw mourut, le 31 mai 1434, au château de Grodek, à l'âge de quatre-vingts ans. Manquant de talent, il aimait à se décharger sur autrui des soins du gouvernement; faible et inconstant, il devint le jouet de ses alentours. C'était un demi-barbare, aimant la chasse, infatigable, méprisant les commodités de la vie, ne connaissant aucun danger, ne buvant que de l'eau, mais mangeant à l'excès et dormant la moitié du jour. Le christianisme, dont il avait été imbu dans son enfance par sa mère, qui était une princesse russe, ne fut pas sans mélange d'idolâtrie et de superstitions du paganisme. Peu de temps avant sa mort, il fonda les évêchés de Chelm et de Kiow.

Wladislaw VI, 1434–1444.

Wladislaw VI était âgé de dix ans, lorsqu'il succéda à son père. Il fut couronné le 23 juillet 1434, et les États se chargèrent de la régence. Sa minorité fut troublée par des guerres intestines et par des hostilités avec les voisins. En 1438, Wladislaw fit des efforts inutiles pour procurer la couronne de Bohême à son frère Casimir [1]. Lui-même obtint, en 1440, la couronne d'Hongrie, après la mort d'Albert d'Autriche, roi des Romains, d'Hongrie et de Bohême. Nous avons vu [2] que Wladislaw VI renonça d'abord à cette couronne; son désistement momentané valut à la Pologne la propriété du comté de Zips, que depuis 1408 elle possédait à titre d'en-

Acquisition du comté de Zips.

[1] Voy. vol. VIII, p. 136. [2] Voy. p. 93 de ce vol.

gagement [1], et une cession de tous les droits de la Hongrie sur la Podolie et la Valachie. Il fit une autre acquisition, ou plutôt l'évêché de Cracovie la fit sous son règne, en 1433; nous voulons parler du duché de Sévérie (Siewierz), démembrement de la Silésie. Wenceslaw, duc de Teschen, le lui vendit.

Bataille de Varna, 1444.

La malheureuse bataille de Varna que Wladislaw VI livra le 10 novembre 1444 [2], termina sa vie. Lorsque la nouvelle de ce désastre arriva en Pologne, on ne savait pas encore ce que Wladislaw était devenu. On résolut d'envoyer des commissaires en Hongrie, pour s'assurer de son sort. Ces députés revinrent sans avoir pu apprendre quelque chose de certain sur la mort du roi, mais toutefois avec la nouvelle que les Hongrais s'étaient donné un roi dans la personne de Ladislas, fils de l'empereur Albert [3]; on convoqua alors, en 1445, une diète à Sieradz, où Casimir, grand-duc de Lithuanie, fut élu roi de Pologne. On lui envoya des ambassadeurs pour lui annoncer cette élection, et pour l'inviter, ainsi que les États de Lithuanie, à une diète qui devait être tenue à Petrikau. Casimir n'accepta ni ne refusa la couronne; il fit semblant de douter de la mort de son frère, promettant toutefois de se déclarer à la diète de Petrikau. Il envoya effectivement des commissaires dans cette ville; mais ils donnèrent encore une réponse évasive. La raison de cette tergiversation de Casimir était une contestation qui s'était élevée

Interrègne de 1444–1447.

[1] Voy. p. 90 et 201 de ce vol. [2] Voy. vol. X, p. 321.
[3] Voy. p. 97 de ce vol.

entre les Polonais et les Lithuaniens sur la propriété de la Podolie et sur les places de Luck, Olesk et autres en Wolhynie, auxquelles les deux peuples prétendaient. Les Polonais exigeaient, comme condition de l'élection de Casimir, qu'il décidât cette question en leur faveur; il ne le pouvait sans offenser les Lithuaniens.

Au mois de janvier 1446, Casimir convoqua à Wilna une diète lithuanienne qui députa six seigneurs aux Polonais assemblés à Petrikau, pour leur dire que Casimir était satisfait de son lot et ne demandait pas la couronne de Pologne; que cependant il ne renoncerait pas à son *droit héréditaire*; qu'en conséquence on invitait les Polonais à ne pas s'exposer à des désagrémens par une élection précipitée; que s'ils violaient les droits de son frère dont la mort n'était nullement constatée, et les siens, il saurait les venger.

Les Polonais très-choqués de ce message convoquèrent une diète d'élection dans la même ville de Petrikau, en annonçant cependant que, même après l'élection, on laisserait encore un certain délai à Casimir pour se décider. Les Polonais donnèrent d'abord leurs voix à Frédéric II, électeur de Brandebourg qui, fiancé à Hedwige, fille de Wladislaw V, avait été élevé en Pologne. Ce mariage n'eut pas lieu à cause de la mort d'Hedwige; mais les Polonais trouvaient qu'il serait avantageux, à cause du voisinage de l'ordre Teutonique, que la Pologne et le Brandebourg fussent réunis sous un même sceptre. Frédéric II ne refusa pas la couronne, mais, avant de l'accepter, il demanda que Casimir y renonçât par écrit. Son irré-

solution déplut aux Polonais, et, en fixant à Casimir le terme du 29 septembre pour se déclarer, ils élurent provisoirement Boleslaw, duc de Masovie et de Varsovie[1]. Casimir voyant qu'il allait perdre la couronne par une tergiversation prolongée, se décida à l'accepter; on ne parla pas de l'objet litigieux, et le grand-duc de Lithuanie fut couronné, le 25 juin 1447, à Cracovie, roi de Pologne sous le nom de Casimir IV.

A peine Casimir fut-il assis sur le trône, que la contestation entre la Pologne et la Lithuanie au sujet de la Podolie et de la Wolhynie recommença; l'animosité entre les deux nations devint si grande, que les Lithuaniens demandèrent la rupture de l'union. Casimir leur résista; il fit même, en 1453, une démarche qui, en lui conciliant la faveur de ses nouveaux sujets, devait le brouiller avec les anciens : il adjugea aux Polonais les provinces et villes contestées. Cette décision allait donner lieu à une guerre civile, si une guerre très-sérieuse avec les chevaliers de l'ordre Teutonique qui éclata dans ces circonstances, ne l'avait prévenue. Comme cette guerre dura jusqu'en 1466, nous en renvoyons l'histoire au livre suivant. Casimir IV, 1447.

[1] Nous avons parlé p. 191 de ce vol. de Ziémovit, duc de toute la Masovie. Ses états, fiefs de la couronne de Pologne, furent partagés entre ses deux fils : Janus, l'aîné, eut les duchés de Masovie et de Varsovie et fut le père de ce Boleslaw dont il est question dans le texte; Ziémovit, le cadet, eut Plock, Plonsk, Gostyn, Sochaczew et Rawa. Ce fut lui qui, en 1382, prétendit à la couronne de Pologne (voy. p. 196). De Boleslaw descendirent les derniers ducs de Masovie, éteints en 1526; la postérité de Ziémovit de Plock avait cessé dès 1462.

CHAPITRE XXVIII.

Ordre Teutonique en Prusse et en Livonie, depuis 1283 *jusqu'en* 1450.

Liste des grands maîtres de l'Ordre Teutonique, et des maîtres provinciaux en Prusse.

Les deux cent soixante-sept ans de cette période renferment l'époque où l'état fondé par l'ordre Teutonique sur la mer Baltique, atteignit la cime de sa grandeur, et commença à tomber en décadence. A la fin du treizième siècle[1] cet Ordre avait achevé la conquête de la Prusse; il possédait tout ce qu'on nomme Prusse orientale, et la partie de l'occidentale qui est située sur la droite de la Vistule, excepté les districts de Michelau et de Fischau qui, de même que la Pomérellie avec Dantzig, sa capitale, appartenait aux rois de Pologne. Avant de continuer l'histoire de l'Ordre en Prusse, nous allons placer ici la liste des trente grands maîtres qui ont régné jusqu'en 1449, et des vingt maîtres provinciaux qui, sous eux, ont administré la Prusse jusqu'en 1309, époque où cette charge cessa.

GRANDS MAÎTRES DE L'ORDRE TEUTONIQUE.

1. *Henri de Waldpot de Bassenheim*, 1190—1200.
2. *Otton de Kerpen*, 1200—1206.
3. *Hermann de Bardt*, 1206—1210.
4. *Hermann de Salza*, 1210—1239.

[1] Voy. vol. VI, p. 306.

5. *Conrad de Thuringe*, fils du landgrave Hermann I, 1239—1242.

6. *Gérard de Malbergh*, 1242—1244.

7. *Henri de Hohenlohe*, 1244—1252.

8. *Gonthier* (d'une famille inconnue), 1252—1253.

9. *Poppo d'Osterna*, comte de Wertheim, 1253—1262.

10. *Hannon de Sangershausen*, de la maison de Brunswick, 1262—1271.

11. *Hartmann de Heldrungen*, d'une famille du Querfurt, 1274—1283.

12. *Bourcard de Schwenden*, 1285—1290.

13. *Conrad de Feuchtwangen*, 1290—1297.

14. *Godefroi de Hohenlohe*, 1297—1303. Il fut élu au chapitre général de l'Ordre tenu à Venise.

15. *Sigefroi de Feuchtwangen*, 1303—1311.

16. *Charles de Beffart* ou *de Trèves*, 1311—1324.

17. *Garnier de Orseln*, 1324—1330.

18. *Lothier de Brunswick*, frère ou fils du duc Albert le Gros, 1331—1333.

19. *Thierry, bourgrave d'Altenbourg*, 1334—1341.

20. *Ludolph Kœnig de Weitzau*, 1342—1345.

21. *Henri Dusener d'Arfberg*, Poméranien, 1345—1351.

22. *Winrich de Kniprode*, 1351—1382.

23. *Conrad Zolner de Rotenstein*, 1382—1390.

24. *Conrad de Wallenrode*, 1391—1394.

25. *Conrad de Jungingen*, 1394—1407.

26. *Ulric de Jungingen*, frère du précédent, 1407—1410.

27. *Henri Reuss de Plauen*, 1410—1413.

28. *Michel Kuchenmeister de Sternberg*, 1414—1422.

29. *Paul Bellizer de Russdorf*, 1422—1440.

30. *Conrad d'Erlichshausen*, 1441—1449.

Maîtres provinciaux de Prusse.

1. *Hermann de Balk*, 1232—1239.

2. *Poppo d'Osterna*, 1240—1247.

3. *Henri de Wide*, 1247—1255.
4. *Bourcard*, d'une famille inconnue, 1255.
5. *Gérard de Hirtzberg*, de la famille de Wittgenstein, 1257.
6. *Hartmann de Grumbach*, 1258.
7. *Helmerling de Reichenberg*, 1262.
8. *Louis de Baldersheim*, 1264.
9. *Théodoric de Gadersleben*, 1271.
10. *Conrad de Thierberg* l'Ancien, 1274—1279.
11. *Conrad de Feuchtwangen*, 1279.
12. *Mangold de Sternberg*, 1280—1282.
13. *Conrad de Thierberg* le Jeune, 1283.
14. *Meinard de Querfurt*, fils du comte Guhhard VI, 1288—1299.
15. *Conrad de Babenberg*, 1299.
16. *Louis de Schippen*, 1299.
17. *Helwig de Goldbach*, 1300—1302.
18. *Conrad de Sack*, 1302—1306.
19. *Sieghard de Schwarzbourg*, 1306.
20. *Henri*, *comte de Plœtzke*, 1307—1309.

Guerres de Lithuanie.

La fin du treizième siècle et tout le quatorzième furent une suite de guerres entre les chevaliers Teutoniques et les Lithuaniens. Ces guerres se composaient d'une suite d'expéditions isolées ayant pour motifs, de la part des barbares Lithuaniens, le pillage et la dévastation, et de celle des chevaliers, la vengeance et le désir de répandre de plus en plus le christianisme dont leurs vœux leur faisaient un devoir. Elles furent en général beaucoup plus nuisibles aux Prussiens, peuple agricole, qu'aux Lithuaniens, dont les richesses se trouvaient dans les lacs, les rivières et les forêts immenses qu'une armée ennemie ne pouvait traverser qu'en se frayant péniblement un chemin, la hache à la main. Les huttes qui servaient d'abri à ce peuple, étaient

grossièrement fabriquées, et aussitôt rebâties que brûlées. Il serait fastidieux, et en même temps peu conforme au plan de cet ouvrage, de donner l'histoire de ces guerres. Parmi les nombreux évènemens qu'elles offrent, nous en remarquerons occasionellement quelques-uns des plus intéressans. Nous passerons sous silence les fréquentes luttes de l'Ordre avec les indigènes soumis, auxquels les bienfaits de la civilisation ne paraissaient pas un dédommagement suffisant de la perte de leur liberté.

Dessèchement des marais d'Elbing et de Marienbourg.

Au milieu des occupations de la guerre, les chefs de l'Ordre ne perdirent pas de vue l'administration intérieure et les améliorations de l'économie rurale. Le maître provincial, Meinard de Querfurt, a bien mérité du pays par un ouvrage étonnant qu'il exécuta depuis 1288 jusqu'en 1294 : c'est le dessèchement des marais qui couvraient le district situé entre Elbing et Marienbourg, et la création des werders [1] d'Elbing et de

[1] Le mot de *Werder*, qui s'est conservé dans les noms des villes de Kaiserswerth, Donauwerth et autres, veut dire île ou presqu'île. Il est particulièrement employé pour désigner un terrain gagné par dessèchement.

Qu'on permette à l'auteur de consigner ici un fait qui n'a peut-être d'autre intérêt que d'enrichir le recueil des évènemens importans produits par de petites causes. C'est une anecdote qu'il tient de la bouche même de la personne qui en est l'héroïne.

Le prélat qui occupe aujourd'hui le siège de l'évêché recréé de Culm, vieillard aussi respectable par son mérite que par sa figure imposante, a achevé ses études théologiques dans le séminaire ou collège polonais de Rome. Pie VI, qui aimait la jeunesse studieuse, faisait souvent venir auprès de lui les élèves de ce collège avec leurs

Marienbourg. Ces districts, gagnés sur les eaux, appartiennent aux plus fertiles de la Prusse. L'actif

maîtres, et s'entretenait avec eux sur leurs études. Frappé sans doute de la physionomie du jeune Polonais, il lui adressa la parole et lui demanda des renseignemens sur sa patrie. Lui ayant entendu dire qu'il était des environs de *Dantiscum* (car la conversation se faisait en latin) il ordonna qu'on apportât une carte géographique pour qu'il pût voir la situation de cette ville. La singulière conformation des côtes prussiennes, ces fleuves à plusieurs bras, ces golfes étroits et ces langues de terre qui s'élancent dans la mer, piquèrent la curiosité du Saint Père, et devinrent l'objet de plusieurs questions de sa part. Le jeune séminariste ayant prononcé par hasard le mot de marais, Pie VI, plein de ses projets de dessèchement, l'interrompit en s'écriant en italien: Ah! erano *paludi!* et demanda des détails que le Polonais ne fut pas en état de lui donner. Il lui recommanda d'écrire dans son pays pour avoir des renseignemens sur un fait si important. Le jeune homme fut assez heureux pour trouver un vieux parent qui compulsa en sa faveur les chroniques et les archives, et lui transmit toutes sortes de matériaux indigestes sur le travail de Meinard de Querfurt. Ils servirent au séminariste à rédiger en latin un mémoire qu'il alla présenter au *monsignor* qui se tenait dans les antichambres du pape, le priant de le mettre sous les yeux de S. S. Le prélat, qui lui voulait du bien, refusa de lui rendre ce service. Connaissant l'ardeur du pape pour tout ce qui tenait à son projet, il lui annonça la présence du Polonais. Le pape le fit entrer, et depuis ce moment il lui parla fort souvent des marais de son pays.

Le temps arriva enfin où le jeune théologien devait y retourner. Quand il prit congé du pape et demanda sa bénédiction, le bon Pie VI se tournant vers le cardinal secrétaire-d'état qui était présent à l'audience : Ne pouvons-nous donc rien faire, lui dit-il, pour notre jeune ami? V. S., lui répondit Buoncompagni, peut le faire recommander au ministre du roi de Prusse ; car, en 1772, la patrie du jeune homme avait été réunie aux états de Frédéric II.

Meinard y attira par des franchises des colons allemands. Ce même chef fonda en Scalovie des châteaux destinés à défendre le pays contre les Samogitiens ; châteaux qui, étant devenus des villes, sont nommés aujourd'hui Ragnit et Tilsit ; Mewe, Preussich-Holland, Strasbourg et Frauenbourg, lui doivent aussi leur existence.

L'année 1291, l'ordre Teutonique éprouva une grande révolution qui, à la vérité, n'eut d'abord qu'une influence indirecte sur l'état de la Prusse, qui est l'objet de ce chapitre. S. Jean-d'Acre, capitale du royaume de Jérusalem dans ses limites rétrécies, était le chef-lieu de l'Ordre. Cette place étant tombée, le 18 mai 1291, entre les mains du sultan d'Égypte, les trois ordres religieux se sauvèrent dans l'île de

L'ordre Teutonique se fixe à Venise.

En passant par Berlin, l'ecclésiastique présenta au baron de Herzberg la lettre du cardinal : elle lui valut les honneurs d'une audience royale. Quelque temps après, un canonicat devint vacant à Culm c'était la première fois que le pape devait disposer d'un grand bénéfice depuis la réunion de la Prusse occidentale ; car il était devenu vacant dans un des mois réservés à la cour de Rome. En rendant compte au roi de cet incident, le ministre exprima sa peur de voir tomber le choix sur quelque Polonais dont la personne fût désagréable au gouvernement. Frédéric II, se rappelant le jeune ecclésiastique, dit : Vous n'avez qu'à écrire au cardinal que voici pour le pape une bonne occasion d'avoir soin de son protégé.

Ainsi le Polonais fut chanoine de Culm. Du plus jeune, il devint au bout de quarante ans le plus âgé, ou peut-être le seul. C'est à cette circonstance que la modestie du prélat attribue son élection de 1825 ; sans accorder qu'il a raison, nous conviendrons qu'au moins les *paludi* de Marienwerder ont servi à faire connaître les vertus qui l'ont placé sur le siège épiscopal.

Chypre. Conrad de Feuchtwangen, grand-maître Teutonique, ne voulut pas s'y fixer; mais dans le but de se rapprocher des possessions de l'Ordre dans le Nord, il s'établit à Venise. Depuis ce moment, la soumission et la conversion des Lithuaniens devinrent le principal objet des travaux des chevaliers.

Acquisition de Michelau.

Une des premières acquisitions que l'Ordre fit dans le quatorzième siècle fut celle de Michelau. En 1304, Leszko, duc d'Inowraclau en Cujavie, engagea ce district aux chevaliers pour une somme d'argent qu'ils lui avancèrent. Au bout de quelques années le duc voulut le racheter, mais il s'éleva alors tant de discussions entre ce prince et l'Ordre, qu'à la fin le premier se décida à abandonner le pays à ses possesseurs. En vertu d'une convention qui fut signée à Nessau le 17 juillet 1317, il le vendit aux chevaliers contre le paiement d'une seconde somme qui, jointe à la première qui avait été payée en 1304, portait le prix d'acquisition à 562 marcs, nullement proportionné à la valeur de la terre. Cette acquisition avantageuse devint la source de querelles infinies avec la Pologne.

Acquisition de la Pomérellie avec Dantzig.

L'Ordre fit une autre acquisition bien plus importante. Svenza, palatin de Dantzig ou de la Pomérellie, et Pierre Svenza, son fils, qui était seigneur de Neuenbourg et chancelier du roi de Pologne en ce duché, se brouillèrent avec leur souverain, parce qu'il refusa de rembourser une somme d'argent qu'ils prétendaient avoir employée à la défense du pays. D'accord avec ses frères, Jean et Laurent, qui s'étaient portés ses cautions, Pierre le vendit, en 1308, aux derniers margraves

de Brandebourg de la maison Ascanienne, qui l'occupèrent sur-le-champ, à l'exception du château de Dantzig, où le commandant polonais se maintint. Wladislaw IV Lokiétek, qui n'était en mesure ni pour conquérir la Pomérellie, ni même pour soutenir Dantzig contre les forces des margraves, chargea l'Ordre de défendre, conjointement avec Bogussa, commandant polonais, le château et la ville, s'engageant au remboursement des frais, pour sûreté duquel la place resterait entre les mains des chevaliers. Ceux-ci forcèrent les margraves à se retirer de Dantzig; mais ils renvoyèrent Bogussa de la citadelle, et, le 14 novembre 1308, tous les Polonais de la ville. Ils s'emparèrent également du château de Dirschau, qui fut livré aux flammes. Ils prirent aussi, après un siège de six semaines, le château de Schwetz.

Henri de Plœtzke qui à cette époque gouvernait la Prusse comme maître provincial, ne refusa pourtant pas de restituer la Pomérellie et Dantzig après le remboursement des frais, qu'il faisait monter à 100,000 soixantaines de gros de Bohême, ou autant de marcs [1], équivalant à près de cinq millions et demi de francs d'aujourd'hui. Faut-il s'étonner que Wladislaw ait refusé de reconnaître une telle réclamation? Pour s'assurer la possession d'une province si importante, l'Ordre racheta les droits que d'autres pouvaient avoir sur ce pays. Le district situé entre le Nogat, bras oriental de la Vistule, et le lac de Drausen, et connu sous le nom de Fischauerwerder

[1] Voy. vol. VII, p. 309.

(*piscarium*), ancienne appartenance de la Pomérellie, avait été engagé au duc de Cujavie, neveu du roi de Pologne. Le duc le vendit, le 28 octobre 1309, à l'Ordre, pour une somme de 1,000 marcs, deniers de Thorn. En 1310, les margraves de Brandebourg cédèrent à l'Ordre, pour une somme de 10,000 marcs, tous leurs droits sur Dantzig et la partie de la Pomérellie où sont situés Dirschau, Konitz, Schwetz et leurs dépendances, ou, en d'autres termes, tout ce qui est situé entre la Vistule, la Nouvelle Marche, la Poméranie [1], la mer Baltique et le district de la Netze. L'empereur Henri VII confirma ce traité par deux diplômes, dont l'un est daté de Francfort, le 27 juillet 1310, et l'autre du camp devant Bresse, le 12 juillet 1311.

Depuis long-temps l'espoir de réunir les puissances chrétiennes pour une entreprise tendant à la délivrance du royaume de Jérusalem s'était évanoui; et avec lui un des motifs qui avaient déterminé Conrad de Feuchtwangen à s'établir à Venise, centre d'une expédition en Asie, avait cessé. L'interdit dont le pape frappa la république de Venise le 27 mars 1309, ayant imposé au grand maître Sigefroi de Feuchtwangen l'obligation de quitter cette ville, il se rendit à Marbourg. Ce fut là qu'il résolut de transférer le siège de l'Ordre en Prusse où la présence du chef paraissait d'autant plus nécessaire que les querelles entre

[1] Les margraves gardèrent la partie la plus orientale de la Poméranie jusqu'à la Wipper (Rugenwalde, Stolpe, Schlawe), qui fut ensuite abandonnée aux ducs de Poméranie.

l'ordre de Livonie et l'archevêque de Riga dont il sera question, étaient parvenues au comble de l'exaspération. Il choisit pour sa résidence le château et la ville de Marienbourg, où fut établi le grand chapitre qui avait été jusqu'alors à Venise. Dès ce moment cessa la dignité de maître provincial de Prusse, et Henri de Plœtzke fut nommé bailli (grand-commandeur) de Marienbourg, premier dignitaire de l'Ordre. La seconde dignité était celle d'hospitalier de l'Ordre; la troisième celle du trapier (proprement drapier), chef de toute l'économie; le trésorier (*tressler*) était le quatrième dignitaire. Cette organisation éprouva quelques changemens en 1312; on sépara le commandement militaire des fonctions du bailli de Marienbourg, et on recréa la charge de maréchal de l'Ordre qui devint la seconde dignité. La troisième, celle de l'hospitalier, fut à jamais réunie à la commanderie d'Elbing; celle de trapier à la commanderie de Christbourg.

La mesure prise par le grand maître tourna à l'avantage de l'Ordre; la concentration de ses forces et la présence du chef donnèrent au gouvernement une vigueur dont il avait manqué jusqu'alors.

Charles de Beffart, seizième grand maître.

Après Sigefroi de Feuchtwangen, l'Ordre se donna pour chef, en 1311, un homme du grand monde ayant l'expérience des affaires et parlant plusieurs langues; c'est Charles de Beffart, ou, comme on l'appelle communément, Charles de Trèves. Tout ce qu'on sait du gouvernement de ce prince prouve que c'était un homme zélé pour le bien du pays et

s'occupant sans cesse de son administration. Cependant il ne sut pas se concilier l'attachement des chevaliers, soit parce qu'il punissait avec rigueur les vices qui s'étaient glissés dans l'institution, soit par quelque autre motif qui nous est inconnu.

L'Ordre ayant, pendant plusieurs années consécutives, éprouvé des échecs en Lithuanie, on en rendit le grand maître responsable, et, en 1317, une faction exigea qu'il abdiquât. Charles, qui était d'ailleurs dégoûté du gouvernement par les querelles que le turbulent archevêque de Riga avait suscitées à l'Ordre, eut l'air de vouloir céder à l'orage et se retira à Trèves, sa ville natale, emportant le sceau et l'anneau de sa dignité, ce qui prouve que son intention n'avait pas été d'abdiquer. Les dignitaires de l'Ordre se donnèrent un chef, en faisant revivre la charge de maître provincial de Prusse dont fut revêtu le commandeur Frédéric de Wildenberg. La concorde fut rétablie au bout de quelque temps, mais rien ne put engager le grand maître à retourner en Prusse; il résida à Trèves jusqu'à sa mort qui eut lieu au commencement de 1324.

Garnier d'Orseln, dix-septième grand maître.

Son successeur fut un des chevaliers les plus estimables de l'Ordre. Garnier d'Orseln, homme vertueux et de mœurs pures, religieux et modeste. Son règne fut riche en évènemens importans.

Commencement de la guerre de Pologne, 1328.

Depuis que l'Ordre avait fait l'acquisition de la Pomérellie, il était brouillé avec la Pologne; cependant les hostilités n'avaient jamais été de longue durée, parce qu'on y mettait ordinairement fin par des trèves.

La guerre éclata enfin en 1328. Réuni à Gédimin, grand-duc de Lithuanie, dont la fille, Anne, avait épousé Casimir, fils de Wladislaw IV, celui-ci envahit le district de Culm et le dévasta.

Plusieurs fois, depuis le commencement de la guerre de Lithuanie, les papes avaient prêché la croisade contre les païens, et l'Ordre avait été secouru par des armées de pieux aventuriers. Aucune de ces expéditions ne fut aussi nombreuse et n'excita un intérêt aussi général que celle que Jean XXII provoqua en 1328. A la tête de 300 chevaliers brûlant d'envie de gagner le paradis en exterminant quelques milliers de païens ou les plongeant dans la servitude, de 18,000 autres hommes à cheval et d'une foule d'infanterie, on vit arriver en Prusse la fleur de la chevalerie, l'homme qui, à cette époque, prenait part à toutes les guerres, et s'entremettait comme médiateur entre tous ceux qui se combattaient, enfin Jean de Luxembourg, roi de Bohême [1], avec sa royale épouse et son fils, Charles, margrave de Moravie. Il s'agissait de soumettre la Samogitie, province lithuanienne. Toute l'armée, à laquelle se trouvait aussi le grand maître, passa le Mémel au plus fort de l'hiver, assiégea, le 1.er février 1329, le château-fort de Medewaglen, et le prit d'assaut. Une nouvelle invasion du pays de Culm par le roi de Pologne, engagea les Croisés à retourner vers l'ouest; ils firent en peu de temps la conquête du district de Dobrzyn [2], et forcèrent le duc de Masovie de reconnaître Jean de Luxembourg comme

Expédition de Jean de Luxembourg en Prusse.

[1] Voy. vol. VIII, p, 24. [2] Voy. vol. VI, p. 292.

roi de Pologne, en renonçant à l'obéissance de Wladislaw, *roi de Cracovie*.

Acquisition du pays Dobrzyn et d'une partie de la Poméranie.

S'étant rendu ensuite à Thorn, le roi de Bohême, en sa qualité de roi de Pologne, fit, par un diplôme du 12 mars 1329, donation à l'Ordre de toute la Poméranie (Pomérellie), et, par un second acte, le margrave de Moravie confirma cette aliénation. Le 4 avril de la même année, Jean abandonna à l'Ordre la moitié du pays de Dobrzyn qu'on avait conquis à frais commun. L'année suivante se trouvant à Metz [1], Jean de Luxembourg vendit à l'Ordre, pour une somme de 4800 soixantaines de gros de Bohême, la seconde moitié du district de Dobrzyn qu'il s'était réservée. Le marché fut signé le 16 mars 1330. La reine Élisabeth, par un diplôme daté de Prague le 1.er octobre 1330, confirma la cession de la Poméranie et celle de Dobrzyn.

Toujours occupé du projet d'arrondir les possessions de l'Ordre, Garnier d'Orseln avança, le 27 février 1329, à Otton et Barnim, fils de Wartislaw IV, duc de Poméranie-Wolgast, une somme de 6,000 marcs d'argent, pour sûreté de laquelle la ville et le district de Stolpe furent engagés à l'Ordre, avec la réserve que si pendant douze ans les ducs ne remboursaient pas cette somme, l'Ordre y ajouterait encore 4,000 marcs et garderait le pays hypothéqué comme sa propriété. Il acheta de même du chevalier de Beren la seigneurie de Butow que le duc Wartislaw lui avait donnée avec faculté de l'aliéner.

[1] Voy. vol. VIII, p. 28.

Statut fondamental de 1329.

Le désir de remédier aux abus nombreux qui s'étaient glissés dans toutes les parties de l'administration, et d'opérer une réformation dans les mœurs des chevaliers, engagea le grand maître à convoquer vers la fin de l'année 1329, à Marienbourg, un grand chapitre de l'Ordre, auquel assistèrent Wolfram de Nellenbourg, maître Teutonique et Eberhard de Monheim, maître provincial de Livonie. Persuadé que la réforme devait partir du chef pour se répandre sur les membres, il lui semblait nécessaire (ce sont les termes du décret) que l'élection des grands maîtres fût pure et irréprochable, qu'elle se fît sans faveur, amitié, gratification ou pacte quelconque; que les électeurs n'envisageassent que l'honneur et l'utilité de l'Ordre, ainsi que les préceptes des lois; que le gouvernement du grand maître fût également pur et conforme à la justice, afin qu'incorruptible lui-même il pût corriger ses subordonnés; le grand maître fit adopter et décréta un règlement sur les intrigues, sur la forme des élections, sur les élections schismatiques, sur les droits du grand maître et les entraves à mettre à son pouvoir, sur la punition des membres de l'Ordre qui auraient commis quelque délit, enfin sur celle du grand maître lui-même s'il violait ses engagemens. Ce statut fondamental ordonne entre autres qu'après la mort du grand maître, le maître Teutonique (ou maître provincial en Allemagne) le remplacerait comme vicaire, et dirigerait l'élection des successeurs, qu'en cas d'élection schismatique, le maître resterait chargé du gouvernement; qu'avec l'avis des grands dignitaires le

grand maître pourrait aliéner et engager des villes, châteaux et domaines n'ayant pas plus de 2,000 marcs de valeur; mais que l'aliénation d'un objet de plus grande valeur serait nulle sans le consentement des deux maîtres provinciaux; que si une aliénation irrégulière n'était pas révoquée trois mois après la réquisition du maître Teutonique, le grand maître serait déposé; que si le grand maître manquait à son serment et au devoir de sa place, et faisait par là tort ou injure à l'Ordre, le maître provincial d'Allemagne, après un triple avertissement préalable, et après lui avoir fixé un délai pour s'amender, se rendrait lui-même en Prusse, convoquerait un chapitre général, déposerait le grand maître reconnu coupable, et le déclarerait indigne de toute charge de l'Ordre; que si la faction du grand-maître coupable ne permettait pas au maître Teutonique de procéder selon la justice en Prusse même, il citerait le grand maître pour comparaître devant son tribunal en Allemagne; que si l'accusé refusait de comparaître ou de se soumettre au jugement, il serait censé destitué, et s'il persistait dans sa désobéissance il serait proscrit [1]. Le statut ajoute que le maître provincial de Livonie [2] serait invité à assister à cette procédure, sans toutefois

[1] So sal man yn für keynen Homeister me halden und haben, sunder als eynen ongehorsamen halden, auch als eynen echter des ordens.

[2] Le diplôme l'appelle *der Meister zu Nyfflant*, par une transmutation des lettres *l* et *n* analogue à l'usage des basses classes en France, qui disent *nentilles* pour *lentilles*.

que son absence puisse empêcher son confrère d'aller en avant.

En rendant justice aux intentions du grand maître, auteur de ce statut, on ne peut s'empêcher d'y reconnaître plutôt l'œuvre d'un pieux solitaire que l'esprit d'un prince ou d'un homme du monde. S'il avait été exécuté, il aurait entièrement désorganisé le gouvernement, comme il est arrivé, lorsqu'un siècle après, on l'a exécuté une seule fois. Nous ne trouvons, dans ce qui nous est connu de l'histoire de la Prusse, aucun fait qui ait pu provoquer une loi pénale contre un crime qui n'avait pas été commis. Le statut de 1329 dégradait le chef de l'Ordre et entretenait l'esprit d'opposition dans un de ses subordonnés. Aussi nous dit-on que, pour éviter le premier de ces deux inconvéniens, le chapitre général, après avoir adopté le statut, ordonna qu'il fût tenu secret.

Trève de Christbourg de 1330.

La campagne de 1330 n'ayant pas eu de résultat satisfaisant pour le roi de Pologne, il invita le grand maître à une conférence qui eut lieu dans son camp devant Christbourg. On y conclut une trève, et on convint que les rois de Bohême et d'Hongrie termineraient comme arbitres toutes les contestations entre l'Ordre et la Pologne : l'Ordre évacua Wissegrod et Bromberg.

Assassinat de Garnier d'Orseln, 1330.

Avant la fin de l'année, l'Ordre éprouva une grande perte par la mort violente de Garnier d'Orseln. Un chevalier de l'Ordre, Jean d'Endorf, homme d'une mauvaise conduite, avait juré vengeance au grand maître, parce qu'il lui avait refusé la permission de

prendre part à la guerre contre les Lithuaniens, et lui avait fait enlever deux chevaux qu'il tenait, au mépris des statuts de l'Ordre. Dans la soirée du 19 novembre 1330, il épia sa sortie de la chapelle où le pieux prélat avait fait la prière, sans être accompagné de quelqu'un, et le poignarda. Comme on s'aperçut sur-le-champ de cette action criminelle, on poursuivit le meurtrier, et on s'empara de sa personne. Le grand maître fut remplacé par un prince qui possédait toutes ses vertus sans sa sévérité : c'est Lothier de la maison de Brunswick.

Les deux rois arbitres n'ayant pu s'occuper de l'œuvre de la pacification, Wladislaw IV recommença les hostilités, aussitôt que le temps de l'armistice fut expiré. Par suite d'une manœuvre convenue, l'armée teutonique se sépara en deux corps, pour surprendre celle du roi. Ce mouvement ayant été trahi, Thierry d'Altenbourg, maréchal de l'Ordre, qui commandait un des deux corps, fut défait le 27 septembre 1331 à Plowcze, par la trahison d'un transfuge polonais. Les troupes de l'Ordre essuyèrent une grande perte : cinquante-six chevaliers avec le maréchal furent faits prisonniers. Après l'action, le roi les fit massacrer de sang-froid : la vie fut laissée au seul maréchal.

Wladislaw s'arrêtait encore sur le champ de bataille, lorsque le commandeur de Culm, Otton de Luterberg, averti du danger de ses frères, vint pour les sauver : c'était trop tard ; mais il pouvait encore les venger. L'aspect des corps palpitans de cinquante-cinq chevaliers inspira aux Prussiens une ardeur allant

jusqu'à la fureur; ils recommencèrent la bataille, et avant la fin du jour, l'armée polonaise était entièrement défaite.

Des armistices renouvelés à plusieurs reprises, ajournèrent la continuation de la guerre jusqu'à la seconde année du règne de Casimir le Grand, fils de Wladislaw IV. C'est dans l'histoire de ce prince [1] que nous avons rapporté comment le long démêlé entre l'Ordre et la Pologne fut terminé, sous le gouvernement du grand maître Thierry d'Altenbourg, par la paix de Viségrad, de 1335, et définitivement, sous celui de Ludolph de Kœnig, par celle de Kalisch, de 1343. La Pomérellie resta à l'Ordre; la Cujavie, Dobrzyn et Bromberg furent restituées à la Pologne.

Fin de la guerre de Pologne.

Dans les traités avec la Pologne, l'Ordre avait reçu mille preuves de l'attachement du grand pacificateur, Jean de Luxembourg. Ce chevalier couronné fit, en 1337, une seconde expédition en Prusse et en Lithuanie. Parmi les princes nombreux qui l'accompagnèrent se trouvait aussi son gendre Henri, duc de la Basse-Bavière. Ce fut en son honneur que la forteresse qu'on bâtit sur les bords du Mémel reçut le nom de Baierbourg. Si les intentions de l'empereur Louis de Bavière avaient été accomplies, elle serait devenue le chef-lieu d'une nouvelle principauté, composée de la Samogitie, de la Lithuanie et de la Russie en tant qu'elle appartenait à des peuples payens, dont ce monarque fit donation à l'Ordre par un diplôme du mois de décembre 1337.

[1] Voy. p. 187 de ce vol..

Acquisition de l'Esthonie, 1347.

Quelques années après la paix de Kalisch, l'Ordre trouva une occasion d'étendre ses conquêtes vers l'Orient. Les Esthoniens, opprimés par les Danois, leurs maîtres, se révoltèrent en 1343, et massacrèrent un grand nombre de leurs tyrans : 10,000 paysans attaquèrent Réval. Le gouvernement danois appela l'Ordre à son secours; celui-ci fit entrer une armée dans le pays, et les rebelles furent exterminés. Les Danois reçurent garnison dans Réval et Wésenberg, et la noblesse se mit sous la protection de l'Ordre. Cet évènement prépara une révolution dans le sort de l'Esthonie : elle fut vendue à l'Ordre. Nous rapporterons au chapitre suivant les circonstances de cette aliénation que le roi Waldemar IV signa en 1347. Le grand maître Henri Dusener d'Arfberg qui fit cette acquisition, revendit l'Esthonie à l'Ordre de Livonie pour la somme de 20,000 marcs, en se réservant le droit de réméré. Ainsi ces deux provinces furent réunies.

Winrich de Kniprode, vingt-deuxième grand maître, 1351-1382.

Le règne du grand maître Winrich de Kniprode, successeur de Dusener, qui dura trente-un ans (1351-1382) a été l'époque la plus glorieuse de l'Ordre. Guerrier, politique, administrateur, Winrich fut à tous ces titres un des plus grands princes de son siècle.

Expédition d'aventuriers français et anglais en Lithuanie, 1356.

Après la bataille de Poitiers qui coûta la liberté à Jean, roi de France, la lassitude mutuelle opéra une suspension de la longue guerre qui divisait la France et l'Angleterre; mais les chevaliers des deux nations qui y avaient combattu, étaient avides de nouvelles aventures. Pour satisfaire leur ardeur guerrière, la Prusse leur offrait un champ toujours ouvert. Une

foule d'Anglais, et quelques Français qui avaient survécu à la journée du 18 septembre 1356, s'embarquèrent pour Dantzig. Le bruit de leur entreprise attira des Allemands des premières maisons; on vit accourir à Marienbourg un Stadion, un Bassenheim, un Sickingen, un Branshorst, un la Laye. Henri de Schindekopf, un des plus illustres guerriers de l'Ordre, se mit à la tête de ces Croisés. Ils remportèrent sur Olgierd une victoire si décisive que ce prince crut devoir changer de batterie. Il fit prévenir le grand maître qu'il désirait se faire chrétien. On a accusé l'Ordre de n'avoir pas toujours regardé les progrès du christianisme comme le but principal de son institution : il est sûr que les chevaliers qui n'avaient de la vie religieuse que l'habit, se montrèrent souvent plus mondains que les fondateurs de l'Ordre ne l'avaient pensé sans doute. Leur indifférence religieuse tenait en partie à la jalousie que les chefs de l'Ordre nourrissaient contre les évêques de leur pays, dont la puissance et l'opulence allaient en augmentant à mesure que le nombre des convertis s'accroissait, et qui, en vertu de la décision du pape, dont il a été question au précédent livre[1], prétendaient au tiers de toutes les conquêtes. Plusieurs fois l'Ordre avait reçu des reproches de la cour d'Avignon; quelques grands maîtres avaient été même cités auprès des papes pour justifier la conduite peu religieuse des chevaliers.

Ce n'est pas à Kniprode qu'on pouvait faire de pareils reproches; ce prince sut résister aux prétentions

[1] Voy. vol. VI, p. 291.

mal fondées de la cour d'Avignon, et nous en verrons des exemples; mais la religion, la morale, la justice, lui étaient sacrées. Aussitôt qu'Olgierd eut parlé du christianisme, le grand maître lui accorda une trève de deux ans. Olgierd envoya un de ses frères auprès de l'empereur Charles IV pour répéter sa demande. L'empereur que cet ambassadeur avait trouvé à Nuremberg, envoya l'archevêque de Prague auprès du grand-duc pour le confirmer dans sa sainte résolution : on convint qu'Olgierd viendrait à Breslau pour y recevoir le baptême. Charles s'y rendit lui-même avec une suite nombreuse : mais le grand-duc, qui n'avait voulu que la retraite des Croisés, fit dire qu'il ne se ferait chrétien que lorsque l'Ordre lui aurait rendu tous les pays enlevés avec le consentement de l'empereur.

La guerre recommença. En 1361, les chevaliers remportèrent un avantage dans lequel un fils de Keystutt tomba entre leurs mains. Le père suivit les vainqueurs, les surprit et en fit un grand massacre. Ils auraient peut-être presque tous péri, si le grand maître, saisissant la bannière de l'Ordre, n'eût rallié les fuyards, et arraché la victoire à Keystutt, qui, ainsi que Patryk, son fils, fut fait prisonnier. Nous avons dit que la ruse d'un Lithuanien lui procura la liberté[1].

Siège de Kowno, 1362.

Une armée prussienne, renforcée par une foule d'aventuriers anglais, danois, bohémiens et allemands, se mit en marche, en 1362, pour assiéger

[1] Voy. p. 171 de ce vol.

l'importante place de Kowno (Kauen), sur le Mémel, défendue par Woïdat, fils de Keystutt. L'armée avait trente bombardes qu'on chargeait de pierres, mais deux fois par jour seulement. Keystutt approcha pour sauver la place ; deux jours de suite il livra bataille au maréchal de l'Ordre : lorsque, le troisième, Winrich parut, il s'enfuit dans le fond de la Lithuanie pour chercher des renforts. Kowno essuya un siège régulier ; l'art des sièges était nouveau, un des chevaliers l'avait apporté de Bavière. Ce fut la première fois qu'on fit des tranchées et des chemins couverts, derrière lesquels les terribles bombardes lançaient soixante pierres par jour contre les murs de la ville. Woïdat et vingt-six nobles Lithuaniens furent convertis par la terreur ; ils se présentèrent au camp ennemi, et demandèrent le baptême. On envoya Woïdat à la cour de l'empereur ; à son retour, l'Ordre lui assigna Wéhlau pour demeure. Cependant Kowno ne s'était pas rendu. Les bombardes ayant fait brêche, le grand maître ordonna l'assaut. Quand les chevaliers se furent rendus maîtres du mur, ils se virent arrêtés par un second rempart entouré d'un fossé profond. On n'était pas en mesure pour le franchir : il fallut se retirer. Les Croisés revinrent à la charge huit jours après : 3,000 Lithuaniens furent tués par le fer, 1,500 trouvèrent la mort dans les flammes du château. La ville fut détruite.

En 1365, Keystutt surprit Johannesbourg. Le maréchal Schindekopf qui, en 1366, voulut reprendre cette place, fut entièrement défait. Les Lithuaniens

brûlèrent Insterbourg, et dévastèrent les environs de Wéhlau et de Tapiau.

Bataille de Rudan, 1370.

Jamais les Lithuaniens n'avaient réuni des forces aussi considérables qu'en 1370. Olgierd et Keystutt commandaient une armée de 70,000 hommes; leurs fils Iagiel et Witold firent cette année leurs premières armes. Le grand maître, dont la force dépendait des renforts plus ou moins considérables que lui amenaient les aventuriers étrangers, n'avait que 40,000 hommes avec lesquels il remporta la grande victoire de Rudan [1], où périrent 11,000 Lithuaniens, mais aussi 26 commandeurs et 200 chevaliers de l'Ordre. La mort de Schindekopf fut estimée la plus grande perte. Les deux parties étaient épuisées : on convint, en 1471, d'une trève de quatre ans.

Premières troupes soldées au service de l'Ordre.

Le goût des croisades diminuant de plus en plus, l'Ordre se vit obligé, en 1378, pour la première fois, de prendre des troupes mercenaires à sa solde, ou d'avoir des soldats proprement ainsi nommés. Depuis ce moment, il ne put plus s'en passer.

Iagiel qui succéda, en 1381, à son père Olgierd, conclut un arrangement bizarre avec l'Ordre. C'était une trève de dix ans, non pour leurs états respectifs, mais pour certains districts que chaque parti désignait. On stipula sans doute cette faveur pour les contrées les plus exposées. Iagiel fit un autre traité perfide, par lequel il sacrifiait son oncle à l'Ordre; mais un chevalier fit connaître à Keystutt la mauvaise foi de son neveu [1].

[1] Voy. p. 172 de ce vol. [2] Voy. p. 173 de ce vol.

Winrich de Kniprode eut un différend avec les papes, pendant lequel il montra une grande force de caractère. Les grands maîtres, pour s'assurer des élections dans les chapitres épiscopaux, avaient placé beaucoup de prêtres de l'Ordre dans ceux de Culm, de Sambie et de Pomésanie; mais celui de Warmie s'opposa constamment à en recevoir, et se maintint indépendant de l'Ordre. Il en résulta de fréquentes contestations qui parvinrent au dernier point, lorsqu'en 1357, Jean Streifrock, évêque de Warmie, obtint de Charles IV la dignité de prince d'Empire. A la fondation des évêchés, le tiers de chaque diocèse avait été alloué à la mense épiscopale. A mesure que l'Ordre faisait des conquêtes nouvelles, les diocèses s'accroissaient; mais l'Ordre ne faisait pas part aux évêques des terres acquises. Le prince de Warmie exigea que ce partage se fît; le grand maître s'y refusa, et dans une conférence qu'il eut avec l'évêque, il fut tellement irrité des propos peu mesurés du prélat, qu'il s'emporta jusqu'à tirer l'épée contre lui. L'évêque se sauva à Avignon pour se plaindre; le pape prononça contre l'Ordre; mais le grand maître sut si habilement employer les moyens de négociations que lui offraient ses trésors, qu'après la mort de Streifrock, son ami Henri Sorbaum, secrétaire de l'empereur, fut nommé évêque de Warmie. Ce prélat renonça aux sentences que son devancier avait obtenues à Avignon, et termina, en 1375, la contestation par une transaction.

L'évêché de Warmie devient principauté de l'Empire.

Contestation entre l'Ordre et l'évêque de Warmie, 1357-1375.

Vers le même temps, le pape avait demandé au

clergé prussien le paiement d'une décime annuelle. Le clergé l'accorda, mais le grand maître interdit la levée de cette imposition. Le légat du pape mit le pays en interdit : le seul évêque de Culm se soumit à cette mesure. Winrich ordonna de l'arrêter, et ne le relâcha qu'à condition qu'il ferait lever l'interdit, ou paierait une amende de 4000 marcs. Le prélat quitta la Prusse sans satisfaire à l'une ni à l'autre de ces conditions.

Encouragement de l'agriculture et du commerce.

Winrich encouragea beaucoup l'agriculture en Prusse. Chaque ville était obligée d'avoir des greniers d'abondance, et le grand maître surveilla sévèrement l'exécution de cet ordre. La Prusse devint elle-même un grenier pour les Anglais et les Flamands, qui venaient échanger leur or contre des grains. Les Polonais, les Russes, les Lithuaniens portaient sur les marchés prussiens les productions de leur sol, pour lesquelles ils achetaient des marchandises étrangères. Winrich protégeait ce commerce; il engagea les villes de la Prusse à entrer dans la ligue hanséatique; mais il interdit le commerce à ses chevaliers comme étant incompatible avec leurs devoirs. Il a été plusieurs fois question dans cet ouvrage d'un produit de la Prusse, qu'on estimait alors moins que dans l'antiquité, où il était difficile de se le procurer, mais beaucoup plus encore qu'aujourd'hui; c'est l'ambre gris : tout ce qu'on recueillait de ce succin, appartenait comme droit régalien au grand maître, mais faisait partie de l'industrie nationale, qui l'employait à la fabrication de toute sorte de petits meubles. Le surplus se ven-

dait pour l'usage du culte. Parmi les produits du sol de Prusse, on trouve à cette époque le vin qu'on récoltait en quantité suffisante pour qu'en de bonnes années la part du grand maître fût de 600 tonneaux. On estimait surtout les crus de Rastenbourg et de Thorn.

Quoique le règne de Winrich fût une suite de guerres, la population de la Prusse ne diminua pas, à cause des soins qu'il prit de fixer dans le pays les prisonniers de guerre; soit en les mariant à des filles prussiennes, soit en faisant venir les familles qu'ils avaient laissées en Lithuanie. Il établit des écoles à Marienbourg et à Kœnigsberg, et y plaça des maîtres habiles. Grand admirateur de la jurisprudence, il fit venir des hommes savans d'Italie et d'Allemagne, et forma à Marienbourg une espèce d'école de droit que les étrangers consultaient fréquemment. Jamais il ne prononça un jugement dans une affaire importante, avant d'avoir pris l'avis de ses docteurs.

Winrich surveillait les mœurs des chevaliers, parmi lesquels la corruption et le luxe avaient fait beaucoup de progrès. Les statuts qu'il publia, respirent la religion et la morale la plus pure.

Les chevaliers changent de titre.

Dans le chapitre qui fut tenu après la mort de ce grand maître, les chevaliers qui jusqu'alors s'étaient qualifiés de Frères de l'ordre Teutonique, prirent le titre de *Seigneurs de la Croix*, seigneurs Teutoniques, *Deutschherren*, sous lequel ils sont connus en Allemagne.

Grande expédition de Conrad de Wallenrode contre les Lithuaniens.

Après l'élévation de Iagiel au trône de Pologne, le grand-duc Witold contracta plusieurs fois des al-

liances avec l'Ordre, et lui abandonna la Samogitie; mais en 1393 le roi et le grand-duc réconciliés firent un armement considérable contre l'Ordre. Le grand maître Conrad de Wallenrode envoya des députés dans tous les pays pour demander des secours; et comme la religion n'était plus un mobile assez fort pour produire des entreprises dangereuses, il promit une bonne solde et de riches récompenses terrestres à ceux qui viendraient combattre sous ses drapeaux. On annonça qu'avant de se mettre en marche, les douze chevaliers qui seraient jugés les plus illustres par leurs faits précédens, seraient traités dans un banquet somptueux, et régalés de présens, et qu'après la campagne tous ceux qui s'y seraient distingués, seraient traités de la même manière : un demi million de marcs[1] fut consacré, dit-on, à cette dépense.

Il arriva en Prusse 46,000 aventuriers auxquels le grand maître réunit son armée qui n'était que de 10,000 hommes. Ce fut sous un dais de drap d'or dans une île du Mémel, près de Kauen, que les douze preux furent régalés. Les noms de sept d'entre eux ont été inscrits dans les annales où sont rapportées les actions qui leur ont mérité le prix de vertu : c'était Kinodius de Richardsdorf, chevalier autrichien, qui avait tué de sa main soixante Turcs, et fait à pied le pélerinage de Jérusalem; Frédéric, margrave de Misnie, dont la famille avait toujours assisté l'Ordre dans les plus grands dangers; Hildermid, comte écossais, dont le père avait donné sa vie pour sauver son

[1] Plus de 22 millions de francs, somme certainement exagérée.

roi ; Robert, comte de Wirtemberg, qui, par humilité chrétienne, avait refusé la dignité impériale, évènement qu'ignorent les annales germaniques ; le grand maître Wallenrode, parce que, par affection pour l'Ordre, il avait refusé la main d'une belle et riche comtesse de Habsbourg ; le banneret Degenhard, Westphalien, qui, pour l'amour de la Sainte Vierge, avait pardonné aux meurtriers de son père ; Frédéric de Buchwald qui ne refusait jamais ce qu'on lui demandait pour l'amour de S. George. On servit trente plats à ces chevaliers vertueux ; avec chaque plat on leur donnait une assiette et un couvert d'argent ; on les fit boire fréquemment pendant cinq heures dans des coupes d'argent ou de vermeil, mais pas plus d'un coup du même bocal. Toute la vaisselle qu'ils avaient touchée restait leur propriété. Une expédition annoncée avec tant de faste n'eut aucun résultat. L'armée (mais sans le grand maître) entreprit le siège de Wilna ; pendant les deux mois qu'elle passa devant cette place, les maladies emportèrent 30,000 hommes, le reste se dispersa.

L'ordre Teutonique prit part aux troubles du Nord qui éclatèrent dans la dernière partie du quatorzième siècle. Albert, roi de Suède, déposé, lui céda l'île de Gothland que les chevaliers conquirent en 1397 ; mais ils la rendirent, en 1408, à la reine Marguerite.

Acquisition de la Nouvelle Marche.

Sous le grand maître Conrad de Jungingen l'Ordre fit une acquisition importante. Sigismond de Luxembourg qui manquait toujours d'argent, lui vendit, en 1402, pour la somme de 63,200 florins d'Hongrie

ou ducats, la Nouvelle-Marche, acquisition très-importante par elle-même et par la situation de cette province qui forme la communication entre la Prusse et l'Allemagne.

Paix de Raciaz, en 1404, acquisition de la Samogitie.

Le duc d'Oppeln vendit ou engagea, en 1396, à l'Ordre le pays de Dobrzyn, depuis long-temps l'objet de ses vœux, et auquel l'Ordre avait été obligé de renoncer par la paix de Kalisch. Wladislaw V n'était pas plus disposé à laisser ce pays entre les mains des chevaliers, que Casimir ne l'avait été anciennement. Il prit les armes. Cette guerre fut terminée, en 1404, par la paix de Raciąz [1]. La Samogitie fut cédée à l'Ordre qui rendit Dobrzyn contre le remboursement de la somme qu'il l'avait payée. C'est l'époque où les possessions de l'Ordre avaient atteint leur plus grande étendue. La Prusse, sans la Livonie et l'Esthonie, renfermait alors cinquante-cinq villes entourées de murs, quarante-huit châteaux-forts, dix-neuf mille villages dont six cent quarante paroisses seulement, et deux mille hameaux. On estime que le tout pouvait former une population de 2 millions d'âmes. On assure que les revenus de l'Ordre se montaient à la somme incroyable de 800,000 marcs d'argent, sans le produit de l'ambre et sans les amendes judiciaires.

Population de la Prusse.

Nouvelle guerre de Pologne.

La Pologne recommença la guerre en 1409. Wladislaw V prit pour prétexte les projets ambitieux qu'il accusait l'Ordre d'avoir formés sur la Lithuanie: mais ce fut l'acquisition de la Nouvelle-Marche que le roi

[1] Voy. p. 199 de ce vol.

n'avait pu empêcher, qui lui mit les armes à la main. Le grand maître Ulric de Jungingen prévint Wladislaw, en entrant, au mois d'août 1409, en Pologne, à la tête de trois armées. Witold ayant averti le roi qu'il ne pouvait pas marcher avant le printemps, Wladislaw V proposa une trève que l'Ordre accepta. Le roi de Bohême fut nommé arbitre. En attendant, le grand maître conclut une alliance étroite avec Sigismond, roi d'Hongrie.

En 1410, Wenceslas prononça que les précédens traités de paix, aussi bien que les conventions existantes devaient être exécutées et maintenues. C'était adjuger à l'Ordre la Samogitie et la Nouvelle-Marche, à la Pologne le pays de Dobrzyn. Les Polonais refusèrent de se soumettre à ce jugement; Sigismond leur déclara la guerre. Le grand maître se mit à la tête d'une armée de 83,000 hommes, car il avait reçu des secours de la Franconie, de la Souabe, du Rhin et même de la Suisse, de la Westphalie, du pays de Brunswick. Les Poméraniens l'avaient joint avec toutes leurs forces. C'était une des plus belles armées qu'on eût jamais vues dans ces contrées. Sentence arbitrale de 1410.

Wladislaw lui opposa une masse informe composée de 60,000 Polonais, de 21,000 soldats engagés en Hongrie, en Bohême et en Silésie; parmi eux se trouvait Ziska qui, par la suite, devint si célèbre [1]; de 42,000 Russes et Lithuaniens sous les ordres de Witold, et de 40,000 Tatars. Le commandement général fut confié à Zindram, porte-glaive de Cracovie. Le 15 juillet Bataille de Tannenberg, 1410; décadence de l'Ordre.

[1] Voy. vol. VII, p. 206—213.

1410, les deux armées se livrèrent, près de Tannenberg, la plus grande bataille dont les annales de l'Ordre fassent mention. On combattit du matin au soir. Le grand maître, 600 chevaliers et 40,000 hommes de l'armée teutonique restèrent sur le champ de bataille : les Polonais achetèrent cette victoire par la mort de 60,000 des leurs, et l'on a remarqué que dans ce nombre il n'y avait que douze nobles. Beaucoup de prisonniers et le camp allemand tombèrent entre les mains des vainqueurs; mais le plus beau trophée était la croix qu'avait portée le grand maître. Les vaincus se retirèrent sans souffrir dans leur fuite. De cette journée date la décadence de l'Ordre.

Henri Reuss de Plauen, le sauveur de l'Ordre.

La Prusse paraissait perdue pour les chevaliers. Wladislaw requit les habitans de reconnaître sa domination; le peuple s'y montra très-disposé. Elbing et Dantzig et les quatre évêques furent les premiers à se soumettre. Le roi confirma les priviléges des villes et les augmenta même; il promit d'abolir les douanes et le droit de varech qui était un droit régalien; il annonça une liberté de commerce illimitée, accorda aux villes le droit de battre monnaie et l'exemption de la juridiction des tribunaux polonais.

Dans cette crise, un homme de courage sauva l'Ordre. Henri Reuss de Plauen, commandeur de Schwetz, avait été chargé par le grand maître de la défense de la Pomérellie; mais Henri sentit que ce n'était pas maintenant la Pomérellie qui rétablirait la puissance de l'Ordre. Son sort dépendait de la possession de la capitale, de Marienbourg, une des places

les plus fortes dans les pays septentrionaux. Il y envoya des vivres et des munitions, rassembla 5,000 fuyards et se jeta dans la forteresse trois jours après la bataille de Tannenberg, abandonnant la ville que ses faibles forces ne lui auraient pas permis de défendre. Tous les chevaliers présens le reconnurent comme lieutenant du grand maître.

Siège de Marienbourg.

Le septième jour après la bataille, le roi de Pologne commença le siège de Marienbourg. Henri Reuss se présenta au camp polonais, et fit des propositions de paix; il offrit, disent les Polonais, la Pomérellie, Culm et Michelau. Le roi demanda Marienbourg, et refusa de traiter à toute autre condition. « Je suis venu, dit Henri, dans la confiance que le roi ne rejeterait pas ma proposition équitable; je pars plein d'espérance que ma résignation aura apaisé la colère divine: jamais je ne céderai Marienbourg ». La confiance de Reuss ne fut pas trompée. Les maladies et la désertion affaiblirent tellement l'armée du roi, que lorqu'au bout de cinquante-sept jours, il leva le siège, sa retraite fut une véritable fuite, et il arriva en Pologne sans armée.

Les maîtres provinciaux d'Allemagne et de Livonie, et le reste des chevaliers, se réunirent à Marienbourg pour élire un grand maître. Les chroniques rapportent qu'un autre Henri Reuss de Plauen [1], et Michel Kuchenmeister de Sternberg concoururent avec le sauveur de Marienbourg; que les électeurs, ne voulant pas décider entre trois hommes d'un mérite

[1] Tous les membres de cette famille portent le nom de Henri.

égal, s'en rapportèrent à l'arbitrage de ces chevaliers mêmes : que Kuchenmeister et Henri le cadet remirent alors leur pouvoir entre les mains du commandeur de Schwetz, chacun d'eux se flattant qu'il serait nommé; mais que le commandeur, ayant reçu de tous les chevaliers la promesse qu'ils obéiraient à celui qu'il revêtirait du manteau de prince, déclara qu'ayant juré d'élire selon sa conscience, il ne pouvait nommer que lui-même. En disant cela, il jeta le manteau sur ses épaules.

Henri Reuss est proclamé grand maître, 1410.

Ainsi Henri Reuss de la ligne aînée de Plauen fut proclamé grand maître le 16 novembre 1410. Il s'occupa sur-le-champ à faire rentrer toute la Prusse sous l'obéissance. Pour satisfaire aux frais qui se montaient par jour à 14,000 ducats, il engagea à Wenceslas tous les biens que l'Ordre possédait en Bohême, et força la ville de Dantzig à avancer de fortes sommes. Il laissa toutes les grandes dignités vacantes, se chargeant lui-même du travail qui entrait dans les attributions des dignitaires, et que le bien de l'état ne permettait pas d'ajourner. Tous les traitemens furent ainsi épargnés.

Paix de Thorn de 1411.

On s'accorda sur une trève de quelques mois, et le 1.er février 1411, la paix fut conclue entre la couronne de Pologne et l'ordre Teutonique. On convint de se rendre sans rançon tous les prisonniers : toutes les conquêtes réciproques devaient être restituées, à l'exception de la Samogitie que le roi et le grand-duc garderaient leur vie durant ; après cela, elle reviendrait à l'Ordre. Des arbitres devaient prononcer

sur les prétentions que le roi formait à l'égard de Driesen et Santow. Plus tard on promit de la part de l'Ordre une rançon pour les prisonniers.

La nécessité de se procurer l'argent pour payer cette rançon et la solde des troupes, força le grand maître à lever des contributions accablantes pour le peuple. Il eut recours, pour le même objet, à des mesures de finance pernicieuses, telles que la vente des domaines et l'altération de la monnaie. Elles rendirent le grand maître odieux. D'ailleurs son caractère franc et ferme ne connaissait pas de ménagemens ; pour réparer la perte d'hommes, il attira dans le pays des colons étrangers, et montra pour les Hussites et Wikléfites une tolérance qui lui attira le blâme du clergé. Dans la vue d'un but salutaire, il prit des mesures vigoureuses et peut-être despotiques. Il fut l'homme qu'il aurait fallu pour arrêter la décadence de l'Ordre ; mais son siècle ne le comprit pas, et les chevaliers, jadis ses égaux, furent jaloux d'un pouvoir dont le poids retombait sur eux-mêmes. Michel Kuchenmeister de Sternberg, qui avait concouru avec Henri pour la dignité de grand maître, et qui était maréchal de l'Ordre, forma une conspiration avec soixante-treize chevaliers. L'Ordre se divisa en deux partis. Henri fit arrêter le maréchal et faire le procès à quelques conspirateurs. On s'adressa à Avignon, et le pape, obsédé de plaintes, laissa enfin échapper ces paroles : Si tout ce que vous dites est vrai, et que vous vouliez prendre les suites sur vos consciences, que le chevalier le plus âgé destitue le grand maître.

Destitution de Henri Reuss, 1413; factions du Vaisseau d'or et de la Toison d'or.

Ces paroles furent prises par les chevaliers pour une autorisation de pousser les choses à l'extrême. Otton de Lernstein, le membre le plus âgé de l'Ordre, se présenta, le 11 octobre 1413, devant Henri, pour lui annoncer qu'il avait cessé d'être grand maître. Henri en appela à un chapitre général, mais sans égard à sa protestation, il fut arrêté, dépouillé des emblêmes de sa dignité et enfermé à Tapiau. On lui permit ensuite d'abdiquer, et on le nomma commandeur d'Engelsbourg; c'était uniquement un prétexte pour le retenir prisonnier dans ce château. Henri ayant fait une tentative pour s'échapper, on l'enferma d'abord à Brandebourg, ensuite à Lochstedt, où il mourut en 1422.

Michel Kuchenmeister de Sternberg fut élu grand maître à sa place le 9 janvier 1414. Les factions dont il était l'auteur continuèrent sous son règne et lui causèrent beaucoup d'embarras. Elles prirent pour emblêmes, l'une un Vaisseau d'or, l'autre une Toison d'or. A la première appartenaient la noblesse et les zélés catholiques; à la seconde, les amis de l'ancien grand maître, et tous ceux qui étaient favorables aux nouvelles doctrines religieuses. Il en résulta une anarchie, pendant laquelle beaucoup de chevaliers sortirent de l'Ordre d'une manière illégale et irrégulière.

Origine d'un parti démocratique.

Pour rétablir la tranquillité publique, le grand maître convoqua, pour le 1.er janvier 1416, un grand chapitre de l'Ordre et une assemblée générale des États, l'un et l'autre à Braunsberg. Pour la pre-

mière fois les orateurs du peuple firent entendre leurs doléances dans cette assemblée. Appuyés par le grand maître et le Vaisseau d'or, qui, pour mieux tromper le peuple, affichaient des opinions *libérales*, les députés des villes firent décréter la formation d'un conseil national, composé de dix nobles et de dix sénateurs des villes, et sans lequel le grand maître ne pourrait publier de nouvelles ordonnances ni établir des impositions. Le même parti condamna l'hérésie de Huss, et ordonna des punitions contre ceux qui professeraient sa doctrine. Ainsi le Vaisseau d'or triompha complètement de la Toison. Ces deux factions continuèrent cependant à se combattre; elles portèrent même leurs débats au concile de Constance, où chacune eut ses représentans.

Sentence arbitrale de 1420 entre la Pologne et l'Ordre.

La guerre avec la Pologne se renouvela; car comment aurait pu exister une paix durable entre le royaume de Pologne et un ordre ambitieux qui était maître des embouchures des fleuves par lesquels les produits du sol polonais sont portés à l'étranger? Il y eut des trèves, des conférences, des entrevues; les deux parties plaidèrent leur cause au concile de Constance, qui ne put les accorder. On eut encore une fois recours à l'arbitrage de l'empereur. Sigismond prononça en 1420; mais comme il confirma le traité de Thorn, les Polonais qui ne pouvaient renoncer à la Pomérellie, à Culm et à Michelau, se récrièrent contre son injustice; car ils prétendirent qu'il ne s'agissait pas de confirmer des traités injustes; l'empereur devait, d'après eux, remonter à l'état de droit antérieur

à ces traités. On sent bien que si on adoptait un pareil principe, il n'y aurait rien de stable dans la société humaine.

Fatigué de toutes les contrariétés qu'il avait éprouvées et des embarras que lui causait la Toison d'Or ; fatigué aussi de la domination que la faction dont il était le chef s'était arrogée, Kuchenmeister abdiqua au mois de février 1422, et se retira dans sa commanderie de Dantzig.

Paul Bellizer de Russdorf fut nommé grand-maître, le 10 mars 1422. N'appartenant à aucune faction, ce prince s'efforça de gagner les partis par la douceur, et de terminer tous les différends à l'amiable ; mais les partis n'étaient pas encore assez fatigués pour vouloir se réconcilier.

Nouvelle guerre de Pologne.

Le pape Martin V qui avait protesté contre la sentence arbitrale de l'empereur, envoya un légat en Prusse, pour examiner les différends subsistant entre l'Ordre et la Pologne. Sigismond se mit à la tête d'une armée, pour marcher au secours des chevaliers. Le roi de Pologne et le grand-duc de Lithuanie envahirent la Prusse à la tête de 100,000 cavaliers, sans compter l'infanterie. Wladislaw força Culm, dont il fit égorger la garnison. Toutes les forces de l'Ordre cernèrent cette ville et y assiégèrent le roi. L'armée polonaise campait près du lac de Melno : ce fut là que le grand maître, qui s'était laissé décourager trop facilement, signa la paix de 1422, sans attendre l'empereur Sigismond qui rassemblait ses troupes en Silésie. Il céda la Samogitie, la Sudavie et la moitié de

Paix de Melno, 1422. Perte de la Samogitie et de la Sudavie.

la Vistule, depuis l'embouchure de la Drewenz jusqu'aux environs de Bromberg. Le grand maître déclara que, pour le cas d'une violation de la paix de sa part, il déliait d'avance ses sujets de l'obéissance qu'ils lui devaient.

Tout ce que l'Ordre gagna à cette paix vraiment honteuse, fut l'amitié de Witold ou Alexandre, grand-duc de Lithuanie. En possession de tout ce qu'il avait voulu obtenir des chevaliers, cet ambitieux ne s'occupa plus que du projet de devenir monarque indépendant, en prenant le titre de roi de Lithuanie. Il comptait sur l'assistance de l'Ordre pour y parvenir; la mort vint mettre fin à ses projets.

Introduction d'un système représentatif.

L'année 1430 fait époque dans l'histoire de l'ordre Teutonique. Le conseil établi à l'assemblée de Braunsberg de 1416, n'avait été, entre les mains du grand maître Kuchenmeister, qu'un instrument docile de ses vues personnelles; tombé dans le mépris, on avait cessé depuis des années de le convoquer. L'extrême embarras dans lequel Paul de Russdorf se trouva sous le rapport de ses finances, l'engagea à réorganiser, dans un but de bien public, une institution qui n'avait été que l'œuvre d'une faction. Ce fut ainsi que ce prince satisfit à la fois au vœu des évêques ambitieux; des nobles qui, dans l'état actuel des choses, ne trouvaient plus de protection pour leurs biens; des villes qui, enrichies par le commerce, voulaient avoir une part au gouvernement; des paysans qui espéraient être soulagés du fardeau sous lequel ils gémissaient.

Ce conseil national (*landrath*) composé, sous la présidence du prince, de six grands officiers de l'Ordre, de six prélats, de six députés de la noblesse et d'autant des villes, devait s'assembler une fois par an, pour s'occuper de tout ce qui tenait au bien-être du pays, du maintien des privilèges et des propriétés contre tout pouvoir arbitraire; il devait veiller à la conservation d'une monnaie de bon aloi; sans lui, le grand maître ne devait faire aucune imposition. Ce fut ainsi que le gouvernement de la Prusse, de monarchique et absolu qu'il avait été, en vertu des droits que l'empereur Frédéric, avait accordés au grand maître Hermann de Salza [1], devint représentatif. Le grand maître ne partageait pas seulement le pouvoir législatif avec l'assemblée; il n'exerçait plus même la puissance exécutive sans la participation d'un conseil de vingt-quatre personnes.

Irruption des Hussites.

Tous les traités avec les Polonais n'étaient que des trèves, parce que, d'après leurs idées de droit public, un traité n'anéantissait pas des droits existans. Les Hussites excités par Wenceslaw, déclarèrent la guerre au grand maître, sous prétexte du secours que l'Ordre avait fourni au roi de Bohême. Sous la conduite de Czapko, ces fanatiques, réunis à une armée polonaise, envahirent la Nouvelle-Marche, la dévastèrent par le fer et le feu, et assiégèrent Conitz. Ils y passèrent deux mois sans succès. De là, ils allèrent mettre le feu à Dirschau: 10,000 habitans furent massacrés; le reste fut fait prisonnier. Czapko se

[1] Voy. vol. VI, p. 288.

tourna alors vers Dantzig : il en fut repoussé, mais avant de s'en retourner en Bohême, il mena les Hussites au bord de la mer, et les prit à témoins qu'il les avait conduits jusqu'au bout du monde. Dans leur retraite, ils brûlèrent encore Jessnitz. L'année suivante 1433, une trève de douze ans fut conclue à Lenczyc : ce fut un des derniers actes de Wladislaw V. Son fils conclut, le 31 décembre 1436, à Brzesc, un traité qui fut nommé la Paix éternelle, parce qu'on se flattait d'y avoir terminé tous les différends. Le milieu de la Drewenz, et, depuis son embouchure dans la Vistule, le milieu de ce fleuve devaient faire la limite des deux pays; les endroits litigieux de la Nouvelle-Marche appartenir à qui des arbitres les adjugeraient; la Samogitie et la Sudavie rester à la Pologne; Nessau lui être abandonné; Jessnitz à l'Ordre. Quatre députés de chacun des deux états devaient s'assembler une fois par an, pour terminer tous les différends qui pourraient naître. L'Ordre promit de payer au roi 9,500 ducats.

Paix éternelle de Brzesc, 1436. Troubles intérieurs.

Dans les dernières années du règne de Paul de Russdorf, il éclata des troubles qui accélérèrent la décadence de l'Ordre, préparée depuis long-temps par les vices qui avaient remplacé les anciennes vertus des chevaliers. L'esprit conciliant du grand maître n'avait pu lui gagner la confiance et le respect que ses vertus méritaient. Sa faiblesse, augmentée par l'âge, anéantit son autorité. Il avait, dans le corps même des chevaliers, un ennemi qui n'attendait que le moment de le perdre : c'était Éberhard de Saunsheim, maître

provincial d'Allemagne, vieillard sévère qui attribuait à l'incapacité du grand maître tous les malheurs qui avaient frappé l'Ordre. Il refusa d'approuver la paix de Brzesc, quoiqu'il eût eu part au traité du lac de Melno, et il engagea le maître provincial de Livonie à suivre son exemple. Le grand maître n'ayant pu fléchir sa résistance, finit par le destituer. Saunsheim non-seulement fit déclarer par le chapitre de la maîtrise allemande, qui résidait à Mergentheim, que la destitution était nulle, mais il s'érigea lui-même en accusateur et en juge du chef de l'Ordre.

Pour appuyer cette prétention il réclama l'exécution du statut fondamental de Garnier d'Orseln de 1329. L'intention du chapitre général de soustraire ce document à la connaissance du public, avait été si bien remplie, qu'on en ignorait généralement l'existence, lorsqu'au bout de plus de cent ans Éberhard de Saunsheim le tira de la poussière des archives. Après avoir fait reconnaître l'authenticité de ce diplôme par l'empereur et par le concile de Bâle, le maître provincial assigna le grand maître de comparaître au chapitre de Mergentheim pour répondre à l'accusation d'avoir aliéné des biens de l'Ordre, sans le consentement des deux maîtres provinciaux.

Le statut secret devient la cause de grands troubles.

Plusieurs princes d'Empire, le concile de Bâle, le pape même essayèrent de rétablir la concorde dans l'Ordre; leurs efforts échouèrent contre l'inflexibilité d'Eberhard qui, d'accord avec le maître de Livonie, déclara la dignité de grand maître vacante et prit le

titre de vicaire. Ces évènemens sont des années 1438 et 1440.

Des chefs, la discorde passa dans tous les ordres. L'esprit de liberté avait pénétré dans les villes; la mauvaise administration de l'Ordre, le luxe des chevaliers, le scandale de leur vie et l'activité ténébreuse d'un ennemi qu'ils ne connaissaient pas [1], avaient rendu l'institution odieuse. Tout le pays, et surtout les villes demandaient une réforme et une assemblée nationale pour l'opérer. Bientôt la noblesse, ayant à sa tête Jean de Baysen, fit cause commune avec les villes. S'il est vrai que Baysen fut un véritable ami de la liberté, sans ambition ni intérêt, il ignorait, sans doute, que les révolutions entraînent l'homme de bien, au-delà du but qu'il avait d'abord en vue; toutefois ses confrères n'agissaient pas tous sans intérêt: la noblesse voulait profiter des troubles pour changer les fiefs en terres allodiales; cédant au cri public, le grand maître convoqua les États du pays: l'assemblée eut lieu à Elbing. On y disputa beaucoup; on ne put s'accorder sur rien. Alors les villes, sans aucune autorisation, tinrent une assemblée particulière avec les nobles pour faire une confédération. Le patriote Baysen fut l'âme de cette assemblée, et la confédération fut signée, le 14 mars 1440, entre la noblesse des districts de Culm, Christbourg, Riesenberg, Elbing, Dirschau et Mewe; et les villes de Culm, Thorn, Elbing, Braunsberg, Kœnigsberg, Dantzig, Kneiphoff (aujourd'hui partie de Kœnigsberg), Graudenz,

Confédération des villes.

[1] Nous en parlerons plus bas.

Strasbourg, Neumarck, Lœbau, Rhéden, Lebenicht (qui fait aussi partie de Kœnigsberg), Wéhlau, Allenbourg, Heiligebül, Zinthen et Landsberg. Les confédérés déclarèrent que tous les droits du grand maître et de l'Ordre, ainsi que ceux de la noblesse et des villes seraient maintenus en leur entier; que le but de la ligue n'était que la conservation de leurs droits et privilèges acquis. Ils demandèrent que toutes les plaintes pour infractions fussent dorénavant portées devant une cour de justice qui siégerait une fois par an. Si par ce moyen on ne pouvait obtenir justice, la partie lésée, si c'était un noble, porterait la chose à la connaissance de la noblesse du district de Culm; si c'était un bourgeois, à celle des villes de Culm et de Thorn, afin que dans le premier cas la noblesse avec le concours de ces deux villes, et dans le second cas, les deux villes avec le concours de la noblesse du district de Culm, convoquassent les confédérés pour aviser aux moyens d'obtenir justice.

Le grand maître Paul de Russdorf, qui crut s'apercevoir que la confédération pourrait devenir pour lui un appui contre ses ennemis, la confirma; trente-neuf commandeurs et officiers de l'Ordre suivirent son exemple; mais la plupart des chevaliers ne virent dans la confédération qu'une rébellion. Cependant le grand tribunal national fut organisé la même année; il était composé de huit juges nommés par l'Ordre et les prélats, et de dix-huit députés des villes. La foule des plaintes qu'on y porta, souvent pour des causes futiles, ou à l'égard desquelles il y avait prescription

depuis long-temps, fut si considérable, et, par suite de cet abus et de l'esprit de parti qui prédominait, les affaires se traitaient si tumultueusement, qu'un jour les chevaliers assistant comme spectateurs, perdirent patience et expulsèrent les juges. Depuis ce moment le tribunal ne s'assembla plus. En revanche les villes, dans une assemblée très-orageuse tenue à Elbing, arrachèrent au grand maître une ordonnance pour l'abolition de toutes les douanes. Enfin Russdorf, accablé de chagrin et de maladie, abdiqua le 6 décembre 1440 et mourut le 29 du même mois.

Conrad d'Erlichshausen, grand maître.

Pendant la vacance de la grande maîtrise, les villes obtinrent, le 6 février 1441, de l'empereur Frédéric III, la confirmation de leur ligue. Conrad d'Erlichshausen, homme juste et pacifique, que le parti du maître provincial d'Allemagne avait vainement voulu opposer à Paul de Russdorf, accepta la dignité de grand maître, lorsqu'elle lui fut déférée, le 12 avril 1441, par une élection libre et unanime. Les statuts d'Orseln et les privilèges des États furent confirmés, et la noblesse des districts d'Elbing, de Christbourg et de Pomérellie obtint que les fiefs qu'elle tenait de l'Ordre passeraient dorénavant aux filles, à défaut de mâles.

Transaction de Francfort de 1443.

Il s'éleva une contestation entre l'Ordre et Frédéric, second électeur de Brandebourg de la maison de Hohenzollern. La Nouvelle-Marche en était l'objet. L'électeur prétendait que Sigismond avait bien pu engager cette province, mais que la Bulle d'Or lui en avait interdit l'aliénation. Frédéric offrit de rembourser à l'Ordre la somme qu'il avait avancée. Ce diffé-

rend fut terminé, le 16 octobre 1443, par une transaction passée à Francfort-sur-l'Oder. L'électeur renonça à la Nouvelle-Marche contre le paiement d'une somme supplémentaire de 30,000 florins d'Allemagne.

Conrad d'Erlichshausen s'efforça, mais par des moyens pacifiques, de dissoudre la confédération des villes de Prusse; il n'y réussit pas. Il voulut réformer par des lois les mœurs corrompues des chevaliers; les lois qu'il publia existent; elles sont un monument de sa sagesse, mais ne purent arrêter le torrent des vices. Il conseilla en mourant aux grands officiers de l'Ordre de ne pas lui donner pour successeur son neveu Louis, homme à la fois faible et passionné; mais il prévit bien que ce serait justement celui-là qu'on nommerait, dans l'espoir de l'entraîner à des moyens que l'oncle jugeait dangereux, pour faire par force ce que celui-ci n'avait pu effectuer par la douceur, savoir la dissolution de la confédération. « Un grand malheur nous menace, dit-il, nos péchés nous l'attireront. Que Dieu ait pitié du pauvre pays; c'est lui qui nous l'a donné, tachez qu'il ne le reprenne. »

Conrad mourut le 6 novembre 1449, et le 21 mars 1450 Louis d'Erlichshausen fut nommé son successeur. Sous lui arrivèrent les troubles qui dépouillèrent l'Ordre de la moitié de la Prusse et de son indépendance. Ils appartiennent au livre suivant.

Société des Lézards.

Si, arrivés au milieu du quinzième siècle, nous jetons un coup d'œil en arrière sur les évènemens des quarante dernières années, un phénomène nous

frappe : c'est cet esprit d'indépendance, de mutinerie et de faction auquel nous voyons la nation et la noblesse prussiennes livrées, sans que nous puissions découvrir les grands abus du gouvernement qui ont provoqué un si violent mouvement. Nous sommes disposés à croire, ou que les écrivains ne travaillant que pour leurs contemporains, sans penser que leurs productions iraient peut-être à la postérité, ont négligé de consigner sur le papier des faits qui étaient connus de tout le monde, mais dont l'ignorance nous empêche de porter un jugement solide sur les événemens, ou bien que ces mouvemens ont une cause qui a échappé à la perspicacité des écrivains. Dans ce doute, nous sommes subitement frappés du nom bizarre d'une société ou d'un ordre qui, depuis la fin du quatorzième siècle, se trouve dans quelques documens historiques de la Prusse, et ne se rencontre pas ailleurs. C'est la société *des Lézards*. Nous cesserons d'être étonnés de la singularité du nom, quand nous nous rappellerons les Oiseaux de S. Martin, la société du Lion, celle aux Cornes et d'autres, qui, vers la même époque, existaient en Bavière, en Souabe et dans les provinces du Rhin, et qui se proposaient pour but le maintien de la tranquillité publique. Néanmoins nous remarquerons bientôt que la société prussienne n'a pas eu pour modèle une de ces associations allemandes, mais qu'elle a eu un but plus rapproché, plus individuel, et une organisation toute particulière.

Le hasard nous a conservé l'acte original de la

société des Lézards [1]. Deux couples de frères, Nicolas et Jean de Renys, Frédéric et Nicolas de Kynthenow, tous les quatre possesseurs de terres nobles dans la Prusse occidentale, s'associèrent, le 21 septembre 1397, pour se défendre mutuellement contre toute attaque et injure, sauf l'obéissance due au grand maître, et en se réservant d'admettre de nouveaux membres dans leur confédération.

Ainsi le but de l'ordre était restreint à la défense des individus qui en étaient membres; mais outre ce but l'association en avait encore un autre, car l'acte parle de ses secrets, et défend sous peine d'infamie de les divulguer. Quels étaient ces secrets? Nous l'ignorons, si les œuvres de la société ne nous les font connaître.

Depuis 1397 jusqu'en 1408, il n'est pas question des Lézards dans l'histoire. Il existe un diplôme de cette dernière année où ils sont nommés, comme ayant sollicité une faveur auprès du grand maître.

Il en est question pour la troisième fois en 1411. George de Wirsberg, commandeur de Rhéden, et cinq membres de l'ordre des Lézards, conspirèrent la mort du grand maître Henri Reuss de Plauen. La conspiration fut trahie; les auteurs furent punis de mort ou de l'exil.

La société des Lézards disparaît ensuite pendant

[1] KOTZEBUE l'ayant trouvé dans les archives de Kœnigsberg, l'a publié d'une manière incorrecte. Tous les faits concernant l'ordre des Lézards ont été recueillis par M. VOIGT, garde de ces archives, un des historiens les plus estimables que l'Allemagne ait produits.

trente ans de l'histoire, sans pour cela cesser d'exister. Depuis 1440 il est fréquemment question de ses assemblées secrètes tenues dans les districts de Culm et de Thorn, et bientôt après elle paraît publiquement et se glorifie de son titre. Quand on voit que tous les acteurs dans les troubles qui ont désolé la Prusse occidentale depuis la destitution de Henri Reuss, et dans l'établissement de la confédération des villes, sont précisément les mêmes qui, après le triomphe du parti révolutionnaire, sont désignés par la qualité de membres de l'ordre des Lézards; quand on voit ces chevaliers déployer la plus grande activité pour renverser le gouvernement établi, sera-t-il nécessaire de rechercher la cause de cette fermentation et de cette insubordination dont nous avons parlé, ailleurs que dans les menées de cette société ténébreuse?

Parmi les auteurs de la révolution qui, dans l'acte de la confédération de 1440 ou ailleurs, prennent le titre de membres de la société des Lézards, sont Jean de Segenberg, Augustin de Schewen, Jean et Gabriel de Baysen, Jean d'Eichholz, Louis et Frédéric de Mortangen, père et fils, Tyleman de Wege, un des principaux auteurs de la confédération, etc. Dans les premières années de la période suivante, nous verrons l'association se montrer publiquement, déclamer contre l'ordre Teutonique, tenir des assemblées, fomenter les troubles, et lorsqu'enfin ses intrigues auront soumis la Prusse occidentale à la domination de la Pologne, nous verrons Jean de Baysen récompensé par le gouvernement de cette province, Augus-

tin de Schewen, Gabriel de Baysen, par les palatinats de Culm, d'Elbing, etc.

États de la Livonie après 1237.

Jetons maintenant les yeux sur les évènemens de la Livonie.

L'ordre des chevaliers Porte-glaives, qui avait assisté Albert d'Apeldern dans la soumission des Lives, des Lettons, des Esthoniens et des Curons, cessa d'exister comme institution particulière, depuis sa réunion à l'ordre Teutonique en 1237 [1], mais il continua, comme section et partie intégrante de l'ordre Teutonique, à suivre, sous ses maîtres provinciaux, une ligne d'opérations particulières jusqu'à ce qu'il obtint des privilèges qui le rendirent presqu'indépendant.

Liste des maîtres provinciaux de Livonie.

Avant d'entrer dans le détail des affaires de la Livonie, nous allons placer ici la liste des maîtres provinciaux de cette section de l'Ordre jusqu'en 1451.

MAÎTRES PROVINCIAUX DE LIVONIE.

1. *Hermann Balk*, 1237—1243.
2. *Henri de Heimbourg*, 1243—1245.
3. *Théodore de Gruningen*, 1245—1250.
4. *André de Stuckland*, 1250—1256.
5. *Eberhard de Seyne*, 1256.
6. *Hannon de Sangershausen*, 1256.
7. *Bourcard de Homhausen*, 1256—1260.
8. *André*, d'une famille inconnue, 1260.
9. *George d'Eichstett*, 1260—1262.
10. *Garnier de Breithausen*, 1262.
11. *Otton de Luttenberg*, 1268.
12. *Conrad de Meden* ou de *Mandern*, 1269—1272.
13. *Otton de Radenstein*, 1272—1274.

[1] Voy. vol. VI, p. 273.

14. *André de Westphalen*, 1274.
15. *Gautier de Nordeck*, 1275.
16. *Ernest de Rastbourg*, 1275—1278.
17. *Conrad de Feuchtwangen*, 1279—1281.
18. *Mangold de Sternberg*, 1281.
19. *Guillaume de Schurbourg*, 1281—1287.
20. *Conrad de Hertzogenstein*, 1287—1289.
21. *Boltho* ou *Balthasar de Hogenbach*, 1289—1292.
22. *Henri de Dumpeshagen*, 1294—1296.
23. *Brunon*, d'une famille inconnue, 1296—1298.
24. *Godefroi de Rogge*, 1298—1306.
25. *Conrad* ou *Gérard de Jocke*, 1306—1327.
26. *Eberhard de Monheim*, 1327—1341.
27. *Bourcard de Dreylewen*, 1341—1346.
28. *Goswin d'Ercke*, 1347—1360.
29. *Arnold de Vietinghofen*, 1360—1364 ou 1365.
30. *Guillaume de Frumersheim*, 1365—1373.
31. *Job d'Ulsen*, 1371—1391.
32. *Waldemar de Bruggeney*, 1392—1399.
33. *Conrad de Vietinghofen*, 1401—1413.
34. *Théodoric Tork*, 1412—1415.
35. *Sigefroi Landern de Spannheim*, 1416—1424.
36. *François de Rutenberg*, dit *Orges*, 1424—1434.
37. *François de Kerssdorf*, 1434—1435.
38. *Henri de Bukenrode*, dit *Schungel*, 1436—1438.
39. *Heindenreich Finde de Overberge*, 1438—1450.
40. *Jean de Mengden*, dit *Osthof*, 1451—1469.

La Livonie, l'Esthonie, la Courlande et la Sémigalle étaient, au commencement du quatorzième siècle, partagées entre quatre corps participans qui étaient : 1.° les évêques, c'est-à-dire le prince-archevêque de Riga et ses suffragans, savoir l'évêque de Dorpat, l'évêque d'Œsel qui résidait à Arnsbourg, celui de

Réval, et enfin l'évêque de Courlande ou Pilten; 2.° l'Ordre qui, originairement soumis aux évêques de Riga, tendait de plus en plus à sortir de cette sujétion; 3.° la ville de Riga jouissant d'une liberté qui équivalait à une indépendance entière, quoique d'ailleurs elle reconnût la souveraineté de l'archevêque; et 4.° le roi de Danemark : la plus grande partie de l'Esthonie appartenait à ce dernier.

Plusieurs guerres contre les Russes et les Lithuaniens, des traités avec le Danemark, des révoltes qu'il fallait réprimer, surtout en Courlande, occupèrent beaucoup les dix-neuf maîtres provinciaux qui, pendant une espace de cinquante ans, succédèrent à Volquin, dernier grand maître de l'ordre de Livonie [1].

Origine des demêlés entre l'ordre de Livonie et les archevêques de Riga.

Après la mort de Conrad de Herzogenstein, vingtième maître provincial, en 1288, la Livonie se trouvait en paix avec tous ses voisins; mais alors commencèrent les troubles intérieurs occasionés par la lutte entre les heermeister ou maîtres provinciaux et les archevêques de Riga : ils remplissent tout le quatorzième siècle et ne finissent qu'avec le quinzième. Il ne faut pas oublier la différence qui a existé dès l'origine entre l'ordre Teutonique appelé en Prusse par un prince séculier, et investi, par un diplôme impérial, de la souveraineté des pays qu'il enlèverait aux païens, quoiqu'il fût soumis pour le spirituel à l'Église de Riga; et l'ordre de Livonie, devant son existence à cette Église, fondé pour la protéger, et subordonné à

[1] Voy. Vol. VI, p. 273.

son autorité spirituelle et temporelle. Depuis leur réunion à l'ordre Teutonique les chevaliers de Livonie supportaient avec peine cette différence qui se trouvait entre eux et leurs confrères de Prusse. Dans la lutte entre les chevaliers et l'archevêque, la ville de Riga où résidaient et l'archevêque et le heermeister, prenait ordinairement parti pour le premier, protecteur né de ses libertés contre l'ambition nobiliaire. C'était fort naturel; mais ce qui le paraît moins, c'est que les archevêques se soient plus d'une fois vus réduits à rechercher l'appui des princes idolâtres de la Lithuanie. Dans un des combats que les deux partis se livrèrent, le 1.er juin 1297, près de Treyden sur l'Aa, le heermeister Brunon périt avec soixante de ses chevaliers.

Brouillerie avec les archevêques de Riga

En 1305, l'inimitié entre l'Ordre et l'archevêque reçut un nouvel aliment, par l'acquisition que fit l'Ordre du couvent fortifié de Dunamünde. Les païens ayant saccagé ce couvent, l'abbé le vendit à l'Ordre pour 2,000 marcs. La ville de Riga, dont le port est fermé et défendu par Dunamünde, ne put voir sans inquiétude cette clef entre les mains de l'Ordre, protesta contre la vente, et l'archevêque Isarn-Frédéric, un des prélats les plus ambitieux et les plus intrigans de son temps, fit cause commune avec les bourgeois; il porta ses griefs et ceux de la ville devant le pape qui, en 1312, envoya François de Moliano comme nonce chargé d'examiner l'affaire. Avant la décision du procès le nonce excommunia le grand maître et l'Ordre, parce qu'ils n'avaient pas voulu remettre

Dunamünde entre ses mains. Clément V mourut, en 1314, avant d'avoir prononcé un jugement définitif.

Jean XXII qui, après un interrègne de deux ans, lui succéda, ne se montra pas favorable à l'Ordre contre lequel il s'éleva de tous côtés des plaintes. L'archevêque de Riga s'étant rendu à Avignon pour soutenir son accusation, le pape y appela aussi, en 1323, le grand maître Charles qui résidait à Trèves, et après avoir entendu les deux partis, décida en faveur de l'archevêque et enjoignit à l'Ordre de mettre fin à sa conduite arbitraire. Le grand maître jura de se soumettre aux ordres du pape.

Pour tromper la religion du pape et obtenir une décision si favorable, l'archevêque de Riga s'était servi d'un moyen perfide. Nous avons dit [1] que le roi ou grand-duc Gédimin favorisait la prédication du christianisme en Lithuanie : le prélat fonda sur cette circonstance une fable qui causa un grand étonnement en Prusse et réjouit beaucoup la cour pontificale. Dans une lettre adressée au pape, dont on fit circuler de nombreuses copies, Gédimin témoigna son désir d'embrasser la religion chrétienne et ses dispositions à se soumettre à toutes les ordonnances du pape : il s'y plaignit amèrement des intrigues des chevaliers qui s'étaient opposés à l'exécution de son projet et se permettaient toutes sortes de violences. Par d'autres lettres adressées aux villes Hanséatiques et aux chefs de plusieurs Ordres, le grand-duc pria de lui envoyer des prêtres pour l'instruction des Lithuaniens,

[1] Voy. p. 69 de ce vol.

et des artisans pour leur faire connaître les divers métiers qu'ils ignoraient. Avec ces lettres le pape reçut copie d'un traité de paix qui avait été signé, au mois d'octobre 1323, à Wilna entre Gédimin, l'archevêque et le chapitre de Riga, les évêques d'OEsel et de Dorpat, etc. Le pape envoya deux légats pour consolider la paix avec le grand-duc et pour le recevoir au sein de l'Église. Ils arrivèrent, le 22 septembre 1324, à Riga, d'où ils envoyèrent des députés au grand-duc : ils en rapportèrent le désaveu le plus positif des lettres qu'on lui attribuait et la déclaration qu'il était résolu à persister dans la religion de ses pères. Ce ne fut que quelques années plus tard qu'on connut l'auteur de cette fraude; les lettres avaient été forgées par l'archevêque de Riga.

Enfin les choses en vinrent à une guerre ouverte entre l'Ordre d'une part, l'archevêque et la ville de Riga de l'autre. Le heermeister, Éberhard de Mohnheim, après un blocus d'une année, força Riga de signer, le 30 mars 1330, un acte de soumission (*Sühnebrief*) par lequel les citoyens se remirent à la disposition de l'Ordre avec leurs biens et leurs libertés, sauf leurs personnes; ils furent obligés de faire aux murs de leur ville une ouverture de trente toises pour recevoir le vainqueur, et pour servir de place à un nouveau château; de jurer fidélité à l'Ordre, et de s'engager à lui fournir des secours en cas de guerre, excepté cependant contre leur archevêque. L'empereur Louis de Bavière sanctionna, en 1332, la capitulation de Riga. Le maître provincial bâtit alors le château de Wittenstein

Sühnebrief, 1330.

destiné à contenir la ville dans l'obéissance, et l'Ordre s'empara successivement de toutes les terres et des châteaux de l'Église de Riga, sous prétexte que celle-ci n'était pas assez forte pour les défendre contre les attaques des Russes et des Lithuaniens. Dunamünde, qui avait été dans l'origine l'objet de la dispute, fut changée en une forteresse considérable.

Nous avons eu occasion de parler de la transaction par laquelle le roi de Danemark vendit l'Esthonie à l'ordre Teutonique, et nous reviendrons plus particulièrement sur cette transaction au chapitre suivant. Le traité définitif fut signé le 24 juin 1347, au château de Marienbourg, par le vainqueur de Labiau [1], le grand maître Henri Dusener d'Arffberg. Il paya cette province 19,000 marcs d'argent : le contrat de vente reconnaît cette somme insuffisante ; mais le vendeur, pour la rémission de ses péchés, se désiste de toute autre prétention. Il faut cependant observer que, quoique les trois principales villes du pays, Réval, Narva et Wésenberg, fussent comprises dans la vente, elles ne l'étaient probablement pas dans le prix, puisqu'elles se trouvaient déja entre les mains de l'Ordre, à titre d'engagement.

La même année, par acte daté de Marienbourg, l'octave de la Fête-Dieu, le grand maître revendit l'Esthonie pour 20,000 marcs, à Goswin d'Erke, heermeister, et aux chevaliers de Livonie. Cette acquisition importante rendit plus décisive encore la supériorité de l'Ordre sur les évêques.

[1] Voy. p. 171 où le nom de la bataille manque.

L'archevêque recouvre la souveraineté de Riga.

Le cardinal de Florence, chargé par le pape Innocent IV de prononcer sur le différend entre l'Ordre et l'archevêque, reconnut que les domaines violemment enlevés à l'Église de Riga, rapportaient plus de 20,000 marcs d'argent, et que de plus, il en était résulté pour cette Église plus de 40,000 marcs de frais et dommages; il prononça, le 3 décembre 1359, que la souveraineté de Riga et les domaines enlevés par l'Ordre, seraient rendus à l'archevêque. Les chevaliers se soumirent à cette sentence.

L'archevêché de Riga devient bénéfice de l'Ordre.

Cependant vingt-six ans après, les discussions entre l'Ordre et la métropole recommencèrent. Le heermeister Waldemar de Bruggeney trouva moyen de déterminer le pape Boniface IX à nommer, en 1394, au siége de Riga, Jean de Wallenrode, frère du grand maître Teutonique, et à ordonner que désormais les prévôts, doyens et chanoines du chapitre de Riga, porteraient l'habit de l'Ordre et postuleraient auprès du grand maître : c'était convertir l'archevêché en bénéfice de l'Ordre. Il y eut de l'opposition de la part du chapitre; mais Jean de Wallenrode fut installé en 1397.

Transaction de Walk de 1435.

Les choses restèrent sur ce pied jusqu'en 1423. Le 22 décembre de cette année, Jean de Habundi obtint une bulle du pape Martin V, révoquant le décret donné en 1394 en faveur de l'Ordre; mais celui-ci ne céda pas, et les troubles recommencèrent. Cependant l'archevêque Henning de Scharfenberg et le maître provincial Schungel de Bukenrode travaillèrent de bonne foi à terminer leurs différends.

Le 4 décembre 1435, ils arrêtèrent à Walk une transaction propre à concilier les prétentions respectives : ils convinrent de s'arranger à l'amiable dans un délai de douze ans, relativement à la domination commune sur la ville de Riga, sans faire intervenir aucune puissance étrangère dans cette querelle ; il fut encore arrêté que l'archevêque porterait, comme auparavant, l'habit de S. Augustin. Une sentence du concile de Bâle, du 28 septembre 1436, confirma à ce sujet l'accord fait à Walk.

Lettre de Wolmar de 1451 ; l'archevêque devient membre de l'Ordre.

Le siège de Riga étant devenu vacant, en 1449, par la mort de Scharfenberg, l'ordre Teutonique employa tous les moyens, même la corruption, pour faire nommer archevêque son chancelier Sylvestre Stodewescher, prélat très-dévoué à l'Ordre. Cet archevêque signa, en octobre 1451, un accord connu, d'après le lieu de sa date, sous le nom de *lettre de Wolmar*. En vertu de cet arrangement, chacune des deux parties restait en possession de ses domaines, droits, libertés et privilèges ; l'archevêque et son chapitre devaient revêtir l'habit de l'ordre Teutonique, et les chanoines être considérés comme chevaliers de l'Ordre. Tous les brefs, bulles, décrets obtenus par l'Ordre ou les archevêques, dans le cours de leurs querelles, devaient être annulés.

Traité de Kirchholm, 1452.

De cette manière, l'archevêque et son chapitre devinrent membres et parties intégrantes de l'Ordre ; mais le maître provincial, Jean de Mengden, n'était pas content, s'il n'avait aussi part à la souveraineté de la ville de Riga. L'archevêque céda encore sur ce point,

et, le 30 novembre 1452, on signa à Kirchholm un traité fameux dans les annales de la Livonie, qui donna deux maîtres à la ville de Riga, et lui imposa de doubles obligations. Ce traité remplit la Livonie de troubles nouveaux, dont l'histoire appartient à l'époque suivante.

CHAPITRE XXIX.

Les trois royaumes du Nord, depuis la fin du treizième siècle jusqu'en 1448.

SECTION I.

Le Danemark jusqu'à l'union de Calmar, *de* 1397.

Eric VIII Mendved, 1286-1319.

Éric VIII, surnommé *Mendved*, régnait en Danemark depuis 1286 [1]. Ce prince fut sérieusement impliqué dans les troubles de Suède qui eurent lieu sous le règne du roi Birger. Il fit la guerre aux frères de ce prince depuis 1307 jusqu'à la paix de Helsingborg, du 15 juillet 1310, par suite de laquelle il leur conféra le comté de Halland à titre de fief, et à condition de lui fournir, le cas échéant, soixante hommes de guerre. La paix de 1308 avait donné ce pays à Haquin VI, roi de Norvège, mais il y avait renoncé en faveur des princes de Suède. Éric s'allia de nouveau, en 1318, avec Birger, mais ses troupes ayant été battues, il fit, la même année, une trève avec le nouveau gouvernement de Suède.

Le règne d'Éric fut très-souvent troublé par des guerres civiles, soit avec Christophe, son frère, soit avec des rebelles. Elles le forcèrent à augmenter les impositions, au point qu'en 1318 elles absorbaient

[1] Voy. vol. VI, p. 312.

un dixième de tout le revenu du sol. Néanmoins il se vit obligé de vendre ou d'engager un grand nombre de domaines de la couronne, et des îles entières, telles que Langeland, Laland, Falster, toute la Fionie.

Éric VIII appartient aux législateurs du Nord; il fit rédiger en 1315 les *lois féodales de l'Esthonie*: cette collection fut adoptée par la Livonie et partout où dominait l'ordre Teutonique. Éric fit aussi revoir et corriger la loi de Séeland de Waldemar II [1]. Loi féodale d'Esthonie, 1315.

Éric eut pour épouse Ingeburge, sœur de Birger. Des quatorze enfans dont cette reine accoucha, trois seulement vinrent vivans au monde, et moururent dans leur première enfance. Violent et haineux par caractère, Éric était tourmenté de l'idée d'avoir pour successeur un frère qu'il détestait, et il exhortait les Danois d'exclure ce rebelle du trône. Ce fut dans ces sentimens qu'il mourut à Ringsted, le 13 novembre 1319, âgé de quarante-cinq ans.

Deux compétiteurs au trône se présentèrent, Éric II, duc de Sleswick, arrière-petit-fils du roi Abel [2], et par conséquent de la ligne aînée exclue par Christophe I.er; et Christophe, frère du dernier roi. Par le choix du premier, le Sleswick, province importante, aurait été de nouveau réuni à la couronne; quant à Christophe, il avait perdu ses droits au trône,

[1] Voy. vol. VI, p. 337.

[2] Voy. vol. VI, p. 337. Voici la généalogie d'Éric II. Le roi *Abel*, †1252; *Éric I*, duc de Sleswick, son fils, †1272; *Waldemar IV*, †1312; *Éric II*, né en 1312.

en se révoltant contre le roi, son frère, et en introduisant des troupes étrangères dans le pays. Toutefois il se montra disposé à signer telles conditions qu'on voudrait lui prescrire, et ce fut probablement par cette condescendance qu'il mérita la préférence sur la ligne de Sleswick.

Christophe II, 1319-1340.

Christophe II fut proclamé roi de Danemark, après avoir signé, le 25 janvier 1320, à Wiborg en Jutland, une capitulation, et donné ainsi le premier exemple d'un roi de Danemark, auquel préalablement à son élection on a imposé des conditions; car la capitulation de 1282 [1], qui a servi de base à l'acte de 1320, n'a été faite que dans la vingt-deuxième année du règne d'Éric VII, et fut par conséquent plutôt une charte arrachée à un roi méprisable, qu'une capitulation. Celle de Christophe II, introduisit ou confirma les restrictions suivantes de la prérogative royale: l'immunité du clergé de toute imposition, et son exemption de toute juridiction temporelle y sont confirmées; aucun étranger ne pourra obtenir un bénéfice, aucun Allemand être nommé membre du conseil; le roi ne pourra faire la guerre sans l'avis des États, ni établir une imposition sans leur consentement; toutes les contributions qui n'existaient pas du temps de Waldemar II, cesseront d'être perçues; toutes les lois rendues sous ce prince resteront en vigueur; il sera tenu annuellement une diète (*Danehof*) à Nyborg; le roi ne pourra publier des ordonnances pendant la vacance des diètes; il détruira les

Sa capitulation.

[1] Voy. vol. VI, p. 341.

châteaux nouvellement construits; paiera les dettes laissées par son frère; dégagera les domaines engagés, et restituera les biens confisqués sur les exilés; enfin, le droit de varech sera aboli. Quoique, dans cet acte, il soit question de quatre ordres composant les États du royaume, savoir les prélats, la noblesse, les bourgeois et les paysans, néanmoins la constitution était purement aristocratique, puisque ni les bourgeois ni les paysans n'avaient la moindre part à la législation.

Les concessions de Christophe II ne suffirent pas pour le faire reconnaître roi de Danemark. Avant d'être couronné, il fallut encore qu'il achetât, par des marchés particuliers, le suffrage des personnes qui pouvaient avoir de l'influence sur les délibérations des États, et surtout la voix de l'archevêque de Lund. Enfin, à la diète de Wordingborg, de 1322, Christophe fut couronné par l'archevêque, conjointement avec son fils Éric. Christophe II mit la main à l'exécution des conditions qu'on lui avait imposées; mais elle n'était pas possible sans finances, et la capitulation le privait des moyens de s'en procurer. Il ne pouvait se dispenser de la violer, et de demander des contributions; cette demande excita un grand mécontentement.

Extinction des princes de Rügen, 1325.

Vers la fin de l'année 1325 un des grands fiefs de la couronne devint vacant par l'extinction de la famille qui en était pourvue.

En 1168, Waldemar I.er avait conquis l'île ou la principauté de Rügen [1] dont il laissa cependant le

[1] Voy. vol. VI, p. 330. Nous avons dit qu'alors cessa dans l'île de

gouvernement et la jouissance à ses anciens princes, à titre de vassaux du Danemark. La famille de ces princes remonte peut-être au neuvième siècle, et avec une certitude historique jusqu'au roi ou prince Grim qui régnait au onzième, et à Kruko, son fils, qu'en 1066 les Vénèdes de la Slavanie se donnèrent pour souverain [1]. Leur domination n'était pas bornée à l'île de Rügen; elle s'étendait sur une partie du continent, et nommément sur le district où la ville de Stralsund est située, et qui, comme le reste de la Poméranie, n'était en aucun rapport avec l'Allemagne. Le prince qui se soumit à Waldemar s'appelait Iaromir I.er. Il embrassa le christianisme et en devint un zélé apôtre. Lui et ses successeurs se montrèrent loyaux serviteurs des rois de Danemark, auxquels ils se rendirent fort utiles dans leurs guerres maritimes, car les Rugiens

Rügen le culte de Hertha, divinité mystérieuse dont parle TACITE. Nous devons cependant faire une observation. Hertha (*Erde*, terre) était une divinité germanique, et les Rugiens qui, après avoir quitté les côtes de la mer Baltique, fondèrent, au commencement du cinquième siècle, dans l'Autriche d'aujourd'hui, un état qu'Odoacre détruisit (Voy. vol. I, p. 99), étaient certainement Germains, et peuvent avoir adoré Hertha, tandis que les Rugiens que Waldemar soumit étaient Slaves, et que Suantovit, leur Dieu, qui avait son temple à Arcona, était une divinité slave. Il s'ensuit que ces seconds Rugiens n'étaient pas les descendans des anciens. Aussi les plus anciens historiens, ADAM DE BRÊME et ANDRÉ, biographe de S. Otton, nomment-ils les derniers *Ranes* ou *Veranes* ou *Ruthènes*, et dans une autre Vie (anonyme) du saint évêque, l'île de Rügen est appelée *Venina*.

[1] Voy. vol. VI, p. 325.

étaient un peuple de marins et de pirates. Avec l'aide des Danois, Iaromir força les ducs de Poméranie de lui céder la Circipanie ou le district de Barth, Grimm et Triebsees; en 1209, il fonda la ville de Stralsund : les Poméraniens se hâtèrent de la détruire; Wizlaw I.er, son fils, la rebâtit en 1230. Buccue, autre fils d'Iaromir, devint la tige d'une branche de la maison dite de Gristow; de Stoïslaw, frère d'Iaromir, descendent les princes de Putbus d'aujourd'hui qui, par un partage fait en 1249, obtinrent le château de Putbus avec quinze villages, le comté de Streye, et la presqu'île d'Iasmund, le tout en pleine souveraineté, sauf le domaine direct du Danemark. Wizlaw III, qui parvint en 1304 au gouvernement, n'ayant pas de descendans, donna plus d'extension à ce partage par un traité qu'en 1309 il conclut à Nykiöping avec les deux branches. Ce traité n'ayant pas stipulé une succession mutuelle, doit être placé dans la catégorie de ce qu'on appelle en Allemagne partage définitif (*Todtheilung*), en opposition de la *Mutschirung*. Aussi Wizlaw de Rügen put-il ériger, en 1313, par un traité signé à Greifswalde avec le duc de Poméranie-Wolgast, une confraternité héréditaire pour la succession mutuelle des deux maisons, dans le cas de l'extinction de l'une d'elles. Le roi Christophe avait confirmé cet arrangement en 1315, avant son avènement au trône; il ne put donc pas s'opposer à ce qu'il ne fût exécuté, lorsqu'un des cas prévus arriva par la mort de Wizlaw III qui ne laissa pas d'enfans. Les ducs de Poméranie reçurent l'investiture de la principauté de Rügen, tant

de l'île que de tout ce que les princes avaient possédé sur le continent. Quant aux branches collatérales de la maison de Rügen, les traités de 1249 et 1309 avaient éteint tous leurs droits [1].

Guerre de Sleswick.

Eric, duc de Sleswick, étant mort en 1325, Christophe, en sa qualité de plus proche agnat et de seigneur direct, prétendit à la tutèle de Waldemar, fils mineur laissé par Eric : elle lui fut disputée par Gérard dit le Grand, comte de Holstein-Rendsbourg, oncle maternel du jeune duc. Il s'ensuivit une guerre dans laquelle Christophe fut malheureux. Ayant été défait, en 1326, au pied du Hastenberg près de Gottorp, il vit tout le royaume se soulever contre lui. Lauriz, drost du royaume, le comte d'Éverstein, Canut Porse, duc d'Halland, et l'archevêque de Lund se mirent à la tête des mécontens. Le roi envoya son fils, le roi Eric, pour les combattre; mais les troupes de ce prince se révoltèrent contre lui, l'arrêtèrent et

[1] Les seigneurs de Putbus (car c'est là le titre qu'ils portaient) se divisèrent en deux lignes appelées de Danemark et de Rügen. Le chef de la première fut nommé, en 1672, baron danois, sous le nom de Malte baron d'Einsiedelsbourg et Kiorup. Cette ligne succéda, en 1704, à la ligne éteinte de Rügen, et fut élevée, en 1727, au rang de comte d'Empire; en 1731 elle obtint aussi la qualité de comte du royaume de Suède, et, en 1807, celle de prince. L'île de Rügen ayant passé, en 1815, sous la domination prussienne, Frédéric-Guillaume III confirma le titre de prince à la famille, et lui accorda la qualité d'Altesse. Nous saisissons cette occasion pour donner quelque explication sur les mots d'*Altesse* et de *Durchlaucht*. Mais pour ne pas interrompre trop long-temps le fil de la narration, nous la renvoyons à la fin de cette section.

le livrèrent à Lauriz qui le fit charger de chaînes et enfermer au château de Hadersleben. Christophe fut tellement effrayé de cette catastrophe, qu'avec Otton et Waldemar, ses fils puînés, il se sauva à Rostock

Le roi quitte le royaume.

Les rebelles convoquèrent un Danehof à Nyborg; Waldemar V, duc de Sleswick, y fut proclamé roi de Danemark le 15 août 1326 : le comte de Holstein fut nommé régent. Le nouveau roi et le régent jurèrent une capitulation. On cite aussi, sous le titre de *Constitution de Waldemar V*, une déclaration que ce roi doit avoir signée à la même époque; elle porte que le duché de Sleswick qui venait d'être cédé à Gérard le Grand, ne serait jamais réuni à la couronne de Danemark. Comme il n'est question de cette constitution ni dans le diplôme d'investiture donné à Gérard, ni dans l'acte de ratification des Etats du royaume, quelques publicistes ont douté que cet acte ait existé. Cependant nous verrons que, lorsqu'en 1448, Christian, comte d'Oldenbourg, fut élu au trône de Danemark, il promit d'observer les lettres patentes signées en 1326 par Waldemar V, et portant que jamais le duché du Jutland méridional (c'est-à-dire celui de Sleswick) ne serait réuni au royaume de Danemark de manière à être gouverné par un seul prince.

Le Jutland et l'Esthonie étaient les seules provinces qui reconnaissaient encore l'autorité de Christophe II; mais elles ne purent lui fournir le moindre secours. Après avoir passé deux ans dans un triste exil, il reçut de plusieurs grands du Danemark, mécontens de l'ad-

ministration du comte Gérard, l'engagement de se déclarer pour lui, s'il pouvait se montrer avec quelques troupes. La ville de Lubeck, chef-lieu de la Ligue Hanséatique, se mit à la tête d'une confédération de seigneurs de la Basse-Saxe, qui en 1329 ramenèrent Christophe dans l'île de Séeland, dont les habitans se soumirent sur-le-champ à leur prince légitime. Les fidèles évêques d'Arhus et de Rype prirent les armes, s'emparèrent du château de Hadersleben, et délivrèrent le jeune roi Eric. Par une paix signée le 25 février 1330, Waldemar renonça à la royauté et rentra dans son ancien duché de Sleswick; le comte Gérard qui fut obligé de le restituer, reçut, à titre d'indemnité, l'île de Fionie, et la succession au duché de Sleswick lui fut assurée pour le cas où la postérité de Waldemar manquerait. Jean, comte de Holstein-Kiel, frère utérin de Christophe, qui avait avancé les fonds nécessaires pour la conquête du Danemark, conserva, à titre de fiefs, Fémern et plusieurs autres terres que Christophe lui avait données comme nantissement de ses avances.

Partage du Danemark.

Cette paix dura à peine une année. La guerre recommença en 1331, et dans une affaire qui eut lieu le 30 novembre près de Sleswick, le jeune roi Eric fut blessé à mort. Waldemar reprit le titre de roi, et Gérard de Holstein celui d'administrateur du royaume; mais bientôt les deux comtes de Holstein [1] firent entre

[1] Savoir Jean, comte de Holstein-Kiel, frère utérin de Christophe, et Gérard de Holstein-Rendsbourg, dont nous venons de parler.

eux un arrangement en vertu duquel ils partagèrent tout le royaume de Danemark, comme si c'était leur patrimoine. L'île de Laland fut laissée à Christophe, sa vie durant, à condition qu'il déposerait le titre de roi; on assigna à Waldemar, son fils, une pension payable en grains. La Scanie que le partage avait adjugée au comte Jean, se révolta et se donna à la Suède à laquelle Jean vendit ses droits sur cette province.

Christophe retiré dans l'île de Laland, y vécut sans autorité et sans considération; il y mourut de chagrin, le 15 juillet 1333, laissant d'Euphémie de Brandebourg [1], son épouse, deux fils, Otton et Waldemar, et une fille qui était mariée à Louis de Bavière, margrave de Brandebourg.

A la mort de ce prince infortuné, le Danemark se trouvait partagé entre six princes indépendans : 1.° le Sleswick appartenait au duc Waldemar V; 2.° le Jutland et la Fionie, avec les petites îles qui en dépendent, se trouvaient entre les mains de Gérard, comte de Holstein-Rendsbourg; 3.° les îles de Séeland et de Langeland, entre celles de Jean, comte de Holstein-Kiel; 4.° la Scanie appartenait au roi de Suède; 5.° le Halland, aux fils de Canut Porse; enfin 6.° l'île de Laland et l'Esthonie, aux fils du roi Christophe II; encore la plus grande partie de l'Esthonie était-elle engagée au margrave de Brandebourg pour la dot de son épouse. Avec l'assistance de ce beau-frère, Otton leva quelques troupes, et fit en 1334 une incursion en Jutland; le 7 octobre il fut battu par le comte Gé-

[1] Fille de l'électeur Jean I.er.

rard, fait prisonnier et enfermé au château de Rendsbourg. Son frère se sauva en Allemagne, et chercha inutilement du secours auprès de l'empereur Louis IV. Le seul acte que ce prince fit, tourna bien au détriment des usurpateurs, mais ne fut d'aucune utilité aux fils de Christophe II ; par un diplôme du 14 août 1338, il cassa tous les liens féodaux qui attachaient la Poméranie au Danemark, et l'éleva au rang d'une principauté d'Empire [1].

Assassinat du comte Gérard de Holstein.

Les comtes de Holstein gouvernèrent le Danemark d'une manière despotique, et sans s'astreindre à la capitulation de Christophe II. Enfin, un seigneur du Sleswick, Niels Ebleson de Nœrreruss, résolut de tirer sa patrie de la servitude dans laquelle elle était tombée. Après avoir, selon l'usage du temps, déclaré par un défi la guerre au comte Gérard, il se mit à la tête de soixante-trois hommes courageux, entra dans la nuit du 1.er avril 1340, sans bruit, dans le château de Rendsbourg, comme si lui et sa troupe faisaient partie de la garnison de 4,000 hommes avec lesquels le comte s'y trouvait. Ayant pénétré dans l'appartement de Gérard, il le tua ; après quoi, il se retira précipitamment, et se sauva en rompant un pont qui se trouvait entre lui et ceux qui pouvaient le poursuivre.

Waldemar IV, 1340-1375.

Les troubles qui désolaient depuis si long-temps le Danemark, trouvèrent un terme à la mort de Gérard le Grand. Après eux, vint un des règnes les plus fermes et les plus vigoureux dont il soit question dans les annales de ce pays. C'est celui de *Waldemar IV*,

[1] Voy. vol. IV, pag. 121, 321 ; VI, p. 244.

le plus jeune des fils de Christophe II, prince doué de tous les talens militaires et politiques qu'un roi de Danemark devait posséder dans des circonstances si difficiles. L'école du malheur, par laquelle il avait passé, lui avait donné cette expérience et cette connaissance des hommes qui étaient nécessaires à celui qui conçut le projet de devenir le restaurateur du Danemark ; et les six ans qu'il avait vécu à la cour de Louis de Bavière, lui avaient fourni l'occasion de se familiariser avec l'art de la guerre qui avait fait de grands progrès en Allemagne, grâce aux fréquentes communications qui avaient lieu entre ce pays et l'Italie.

Ce fut sur ce prince que les Danois jetèrent leurs yeux, comme le seul qui pût les sauver. Aussitôt que Waldemar connut leurs dispositions, il leva une armée de Souabes et de Bavarois, avec laquelle il s'approcha du Danemark, et entra en négociations avec les comtes Henri, dit de Fer, et Nicolas, tous les deux fils de Gérard qui venait d'être assassiné, et avec Waldemar, duc de Sleswick. Le 23 avril 1340, il fut conclu, à Spandau, un traité par lequel Waldemar IV fut reconnu roi de Danemark. Otton, son frère, devait recevoir sa liberté, mais renoncer à la couronne, en faveur de son cadet, et celui-ci promit d'épouser Hedwige, sœur du duc Waldemar.

L'armée de Waldemar IV étant arrivée sur les frontières du royaume, il entra en Sleswick et Jutland, et se fit proclamer roi à Wiborg, où il signa une capitulation semblable à celle de son père. De là, il passa en

Capitulation de Waldemar IV.

Séeland, et fit son entrée dans la capitale du royaume, qui était toujours Roskild. Il s'occupa dès-lors des moyens de retirer, d'entre les mains des comtes de Holstein des deux lignes, les provinces qui leur étaient engagées : il crut devoir commencer par le Séeland, parce que la possession de cette île lui était nécessaire pour faire la conquête des districts dont la Suède s'était emparée. Il dissimula cependant son projet à l'égard de cette puissance, et conclut même, en 1340, un traité avec le roi de Suède et de Norvège, par lequel il renonça à la possession du Halland, de la Scanie et de la Blekingie, contre le paiement d'une certaine somme et contre la cession du château de Copenhague. Les Suédois avaient trouvé moyen d'acquérir ce château, propriété primitive de l'évêque de Roskild. Quand ils le restituèrent, Waldemar le garda pour lui, moyennant une indemnité qu'il alloua à l'évêque. Il donna ensuite au village, situé près du château, les privilèges d'une ville. Ainsi furent jetés les fondemens de la capitale du Danemark.

Waldemar rentra dans la possession du Jutland, par des arrangemens pris, le 25 mai 1340, à Lubeck, avec le duc de Sleswick, et le 24 juin 1348, à Sonderbourg, avec les ducs de Holstein. Ceux-ci, à compte de leur créance, reçurent une somme d'argent, et le Sleswick leur fut engagé pour le surplus. En 1344, Waldemar IV dégagea l'île de Falster et beaucoup de domaines dans l'île de Séeland, qui étaient encore entre les mains du comte de Holstein-Kiel.

Waldemar IV avait autorisé le margrave de Brandebourg, son beau-frère, à vendre la partie de l'Esthonie qui lui était engagée; mais cette vente éprouva des difficultés, et les Esthoniens s'y opposèrent. Pour étouffer leur révolte, le roi de Danemark se rendit, en 1345, par la Prusse, à Réval. Arrivé dans cette ville, il fut subitement saisi d'un vif désir de voir Jérusalem. Pour le satisfaire, il partit le 26 juin, et voyagea avec une vitesse presque incroyable pour le temps; car, le 22 juillet, il était à Jérusalem, où il se fit recevoir chevalier du S. Sépulcre, et fit vœu de combattre les Infidèles. Ce qui est surprenant, c'est que le pape Clément VI désapprouva le pélerinage et le vœu de Waldemar, parce qu'on n'avait pas demandé pour cela son avis; il porta son mécontentement jusqu'à prononcer les censures ecclésiastiques contre le roi. Avant l'hiver de 1345, Waldemar fut de retour en Danemark. Voyage de Waldemar en Terre sainte.

Cependant le margrave ou électeur de Brandebourg qui se trouvait fort embarrassé par les troubles que le faux Waldemar avait excités[1], pressa ses beaux-frères de consommer la vente de l'Esthonie pour lui payer la dot de son épouse. Cette affaire fut terminée par un acte signé, le 24 juin 1347, à Marienbourg en Prusse[2]. Ce fut l'ordre Teutonique qui, par son grand maître, Henri de Dusener, devint l'acquéreur non-seulement des droits du margrave, mais en général de toute la province d'Esthonie que les deux frères, Otton et Waldemar IV lui vendirent. Otton qui depuis sa sortie de Vente de l'Esthonie, 1347.

[1] Voy. vol. VIII, p. 47. [2] Voy. p. 226 et 266 de ce vol.

prison avait déclaré son intention de se consacrer à la vie religieuse, entra dans l'ordre Teutonique.

Waldemar IV employa la somme que lui paya l'Ordre, à dégager plusieurs châteaux, et surtout une moitié de l'île de Fionie qui était encore en totalité entre les mains des comtes de Holstein-Rendsbourg. Ce rachat fut l'objet d'une transaction du 22 juillet 1348. Il porta ensuite des secours à son beau-frère et eut beaucoup de part à sa réconciliation avec l'empereur Charles IV [1]. Waldemar visita ce monarque, en 1350, à Prague. Charles IV le nomma arbitre de tous les différends qui pourraient naître par la suite entre lui-même et le margrave Louis; il lui remboursa aussi les frais de la guerre par une délégation sur la contribution que la ville de Lubeck payait annuellement à l'Empire.

Puissance de Waldemar IV.

Les mesures par lesquelles le roi consolida de plus en plus sa puissance, éveillèrent la jalousie des grands du royaume; ils prévoyaient que le temps n'était pas éloigné où il voudrait les dépouiller des privilèges qu'ils s'étaient arrogés aux dépens de la couronne, et rétablir sa prérogative en son entier. D'ailleurs l'activité extraordinaire du roi qui se portait sur toutes les branches de l'administration; la sévérité avec laquelle il réprimait tout abus de pouvoir et punissait toute négligence de ses officiers et toute désobéissance de ses sujets; les usages étrangers qu'il introduisit, principalement dans le militaire où il fit connaître l'emploi de la poudre à canon; enfin quelques impositions qu'il

[1] Voy. vol. VIII, p. 51.

établit pour racheter les domaines engagés de la couronne; toutes ces causes réunies aux intrigues des comtes de Holstein qui accusaient le roi de n'avoir pas fidèlement exécuté l'arrangement de 1348, relatif à la moitié de la Fionie, causèrent une fermentation qui produisit enfin un soulèvement en Jutland. La révolte éclata pendant que le roi était absent : il s'était rendu dans le margraviat de Brandebourg pour aider son beau-frère à exterminer les germes qui restaient encore des troubles du faux Waldemar. Pour mettre fin à ceux du Jutland, il prit un parti fort sage, parce que c'était celui de la justice. Il consentit à ce que la décision de son différend avec les comtes de Holstein-Rendsbourg fût remise à un juge impartial. Le comte de Kiel entre les mains duquel on compromit, ayant prononcé contre lui, il signa, le 24 mars 1353, un nouvel arrangement avec les comtes, et le 2 juillet 1354 une capitulation par laquelle, après avoir examiné les griefs des rebelles, il leur accorda une pleine amnistie et le redressement de ceux de leurs griefs qu'il trouva fondés.

Il paraît que les sujets de Waldemar se trompèrent sur les motifs de sa conduite; ils prirent sa facilité pour de la faiblesse, et la rébellion éclata de nouveau; encore une fois il céda, en signant, le 1.er février 1357, un second acte ou une nouvelle capitulation; mais immédiatement après, il y eut une rébellion en Séeland, et les comtes de Holstein crurent ce moment favorable pour reprendre les armes. La patience de Waldemar avait été poussée à bout; il marcha contre

Bataille de Glamborg, 1357.

les comtes et leur livra, au mois de novembre, à Glamborg une bataille où ils furent entièrement défaits. La guerre devint plus sérieuse, en 1358, parce qu'Éric, duc de Saxe-Lauenbourg, et les princes de Mecklembourg prirent le parti des comtes ; les mesures vigoureuses auxquelles Waldemar avait eu recours, produisirent une trève qui fut signée le 18 octobre 1358. Il est vrai que les hostilités recommencèrent, mais à la diète de Kallundborg de 1360, le roi s'arrangea avec les mécontens et conclut, le 10 août de la même année, la paix avec les ennemis étrangers.

Conquête de la Scanie.

Débarrassé de cette guerre, Waldemar crut que la désunion qui régnait entre Magnus I.er et Éric XII, père et fils, qui s'étaient partagés la Suède, lui permettrait de donner suite à son projet long-temps ajourné de reconquérir la Scanie, le Halland et la Blekingie. Il promit son assistance à Magnus, contre la cession de ces provinces, et les envahit en 1359. En 1360, il poussa ses conquêtes plus loin ; il s'empara des îles d'OEland et de Gothland. Il éprouva une grande résistance de la part des habitans de Wisby, capitale du Gothland, et une des principales villes Hanséatiques. Elle fut prise de force, le 28 juillet 1360, après que 1,800 de ses citoyens eurent péri les armes à la main. Le vainqueur y fit un riche butin en objets précieux que le commerce y avait accumulés. Waldemar déclara les deux îles réunies à la couronne de Danemark ; et à ses autres titres il ajouta celui de roi de Gothie que ses successeurs ont constamment porté depuis.

Cette conquête attira au Danemark une guerre avec Magnus I.er qui n'osait pas convenir de son intelligence avec Waldemar. Beaucoup d'ennemis se déclarèrent alors contre le roi de Danemark : Haquin, roi de Norvège, le comte de Holstein-Rendsbourg, le duc de Mecklembourg et les villes Hanséatiques de Lubeck, Hambourg, Wismar, Rostock, Stralsund, Stettin et Colberg, alarmées avec raison par les progrès de la puissance de Waldemar, qui menaçaient d'une ruine totale le commerce exclusif qu'elles étaient parvenues à se faire accorder au grand préjudice des nationaux. D'ailleurs c'étaient leurs propriétés que les soldats danois avaient pillées à Wisby. Jean Wittenberg, bourgemaître de Lubeck, magistrat habile et fort actif, fut l'âme de cette alliance et le boutefeu de la guerre.

Mariage de Marguerite avec le roi de Norvège.

Waldemar perdit les îles d'OEland et de Gothland; mais par une double négociation il réussit à rompre bientôt la coalition de ses ennemis. Il conclut d'abord, au mois de novembre 1362, une trève d'une année avec les députés de Lubeck, Hambourg, Rostock, Stralsund et Greifswalde, et pendant le repos que la cessation des hostilités lui donna, il gagna Haquin, qui était alors roi de Suède, en lui accordant la main de Marguerite, sa fille qui, âgée seulement de onze ans, annonçait déjà les grandes qualités physiques et intellectuelles qui devaient la rendre si célèbre. Ce mariage fait époque dans l'histoire du Nord, parce qu'il prépara la réunion des trois couronnes sur une même tête; car Christophe, duc de

Laland, fils unique de Waldemar IV, mourut peu de mois après, et la reine Marguerite fut dès-lors regardée comme l'héritière future du Danemark, quoiqu'elle eût une sœur aînée, Ingeburge, mariée à Henri, prince de Mecklembourg.

La paix ayant été rétablie entre Waldemar et les villes Hanséatiques, par un traité conclu le 30 septembre 1363, le roi alla voir à Cracovie Casimir le Grand, roi de Pologne; de là il se rendit à Prague pour assister au mariage de Charles IV avec Élisabeth de Poméranie : il accompagna ce prince à Avignon, et retourna par Cologne dans ses états. C'était une chose nouvelle, que de voir un monarque du Nord dans ces contrées méridionales. Paris qui venait d'être en proie à de hideuses factions, ne tenta sans doute pas la curiosité du voyageur scandinave.

Guerre des villes Hanséatiques.

Cependant les villes Hanséatiques qui prétendaient n'avoir pas été suffisamment dédommagées du pillage de Wisby, tinrent une assemblée générale à Cologne, où avec un accord dont on n'avait pas encore vu d'exemple dans leurs délibérations, elles résolurent de recommencer la guerre. Waldemar reçut à la fois soixante-dix-sept défis ou déclarations de guerre d'autant de villes dont plusieurs lui étaient inconnues de nom. Il rompit cette alliance par une paix particulière qu'il conclut, en juin 1364, à Stralsund avec Lubeck, Wismar, Rostock, Stralsund, Greifswalde, Colberg, Stettin, Anclam et Kiel. Le roi leur accorda des avantages et des privilèges pour leur commerce.

Guerre de Suède.

Waldemar IV prit part à la guerre civile qui avait

éclaté en Suède, et se déclara contre Albert, prince de Mecklembourg, auquel les Suédois avaient déféré leur couronne. Il entra lui-même dans le royaume et y fit plusieurs conquêtes. Le roi Albert envoya en Danemark son père, le duc de Mecklembourg, pour négocier la paix entre les deux états. Elle fut signée à Alholm en Laland, et exprimait la renonciation de la Suède à toutes les provinces anciennement démembrées du Danemark. Albert et les États de Suède ne ratifièrent pas ce traité. Le roi de Suède, les villes Hanséatiques, les comtes de Holstein-Rendsbourg, Henri, nouveau duc de Sleswick (Waldemar, son père, venait de mourir), le duc de Mecklembourg et des nobles du Jutland, mécontens d'avoir été dépouillés de domaines de la couronne mal acquis, conclurent, le 25 janvier 1368, une ligue à Wismar. Il ne s'agissait pas de moins que de mettre fin à l'existence du royaume de Danemark, et de le partager en quatre portions.

Evasion de Waldemar IV.

Le danger paraissait si grand, que la prudence conseilla à Waldemar de s'y soustraire pour le premier moment. Il quitta secrètement le royaume, le 6 avril 1368, avec une somme d'argent considérable, et alla chercher des secours à Prenzlau, chez le margrave Otton, en Bavière, et après le retour de Charles IV d'Italie, à Prague. L'empereur s'intéressa vivement à la cause du roi; il cita les Danois rebelles devant son tribunal, et ordonna à Adolphe, comte de Holstein-Kiel, et aux ducs de Poméranie-Stettin, de ramener Waldemar dans son royaume.

Traité de Stralsund de 1370.

Pendant l'absence de ce prince, le royaume fut administré par Henning de Podebusk, avec l'assistance de l'archevêque de Lund, des évêques d'Odensée et de Roskild, et de vingt-trois seigneurs. Les villes Hanséatiques montrèrent une très-grande activité à piller les côtes du Danemark : en 1369, elles prirent Copenhague, Elseneur (Helsingœr), Nykiöping et quelques autres places de la Scanie, et devinrent ainsi maîtres du Sund; mais les administrateurs du royaume trouvèrent moyen de les faire sortir de l'alliance, par un traité qu'ils signèrent à Stralsund, au mois de mai 1370. Cette paix fut le triomphe des villes Hanséatiques. On leur garantit la jouissance de tous leurs anciens privilèges; et pour la perte qu'elles avaient éprouvées à Wisby, la Scanie leur fut abandonnée pour quinze ans. Comme on prévit que le roi rejèterait ce traité, les administrateurs s'engagèrent à ne pas le laisser rentrer dans le royaume aussi long-temps qu'il ne l'aurait pas ratifié. Il fallut en effet de longues négociations pour lui arracher cette ratification, et il ne la donna que le 28 octobre 1371. Une condition à laquelle le roi fut obligé de souscrire, prouve à la fois la considération et la puissance auxquelles la ligue était parvenue à cette époque, et la méfiance de ces bourgeois parvenus à jouer un rôle dans la politique. Si une puissance étrangère enlevait aux villes Hanséatiques les places de la Scanie qui leur étaient confiées pour quinze ans, Waldemar s'engagea à employer les forces de son royaume pour les leur faire restituer. Si, pour se soustraire à l'obligation d'exécuter le traité,

il abdiquait la couronne, les États et les sénateurs du royaume seraient autorisés à s'y opposer; en général personne ne pourrait parvenir au trône de Danemark sans l'avis et le consentement des villes Hanséatiques, et personne ne serait reconnu roi légitime avant d'avoir confirmé les droits et privilèges accordés aux villes Hanséatiques, ainsi que le traité de 1370 avec la ratification [1].

Waldemar IV dispose de sa succession.

Quelques mois avant la signature de cet acte de ratification, le 14 août 1371, Waldemar IV avait conclu un traité avec son gendre, Henri de Mecklembourg, qui était frère cadet d'Albert, roi de Suède. En vertu de ce traité, Henri rendit à son beau-père les villes dont il s'était emparé; en revanche Waldemar reconnut Albert, fils de Henri, et par conséquent son petit-fils, pour son successeur au trône de Danemark. L'empereur Charles IV confirma, en 1374, cette disposition relative à la succession.

Retour, mort et caractère de Waldemar IV.

Waldemar retourna, en 1372, dans son royaume, et mourut, le 23 octobre 1375, au château de Gurre en Séeland. Ce prince a le mérite d'avoir sauvé deux fois le royaume d'une dissolution complète, au commencement et vers la fin de son règne; il l'a fait jouir d'un bienfait inconnu jusqu'alors, de la sûreté des propriétés; le pays lui dut l'abondance que donnent le commerce et la tranquillité publique qui ne peut exister sans que les lois ne soient sévèrement observées. Waldemar avait à lutter contre des grands séditieux

[1] LUNIG *Reichs-Archiv*. T. XIV. Part. spec. cont. IV. Th. II, *Forts*, n.° 3. 4, p. 8—12.

et contre des voisins ambitieux. Il eut le malheur de voir une partie de la population du Danemark emportée par la grande peste qui, en 1349, désola toute l'Europe, et fut suivie d'un autre fléau, la famine. Il était très-charitable envers les pauvres et généreux envers le clergé, aimait les sciences et surtout l'histoire, les antiquités classiques et la poésie. Il inventa une nouvelle écriture runique qu'on nomma d'après lui, et dans laquelle il fit copier d'anciennes inscriptions sur pierre, dont les originaux furent ensuite effacés à coups de marteau.

Il est étonnant qu'avec tant de belles qualités, et malgré tout le bien que Waldemar a fait au Danemark, sa mémoire ne soit pas chère au peuple. La violence de son caractère, qu'il ne sut pas toujours modérer, et sa passion pour les femmes, sont cause qu'on a inventé sur son compte une foule de fables absurdes qui ont trouvé croyance parmi le vulgaire. On doit reprocher à ce prince d'avoir mal vécu avec son épouse, Hedwige, sœur de Waldemar, duc de Sleswick. Elle mourut peu de temps avant lui, après en avoir été séparée pendant vingt ans. La tradition a conservé le souvenir de la gentille Tove (*Tove lille*), maîtresse de Waldemar.

Extinction de la dynastie des Estrithides.

La race des Estrithides ou des descendans de Suénon II [1], après avoir régné trois cent soixante quinze ans en Danemark, s'éteignit, le 24 octobre 1375, avec Waldemar IV; car, une année avant lui, le jeune Henri, duc de Sleswick, était aussi mort sans laisser

[1] Voy. vol. VI, p. 322.

de postérité. Deux compétiteurs se disputèrent alors le trône : l'un était Albert de Mecklembourg, petit-fils de Waldemar IV, par Ingeburge, sa fille aînée ; et certainement la couronne lui aurait appartenu, s'il avait existé en Danemark un ordre de succession régulier. Albert de Mecklembourg avait aussi pour lui la volonté bien prononcée de Waldemar IV, et, pourvu qu'on voulût la reconnaître, la décision du suzerain, l'empereur Charles IV. L'autre prétendant était le jeune Olof, fils, âgé de quatre ans, de Marguerite, fille cadette de Waldemar IV, et de Haquin, roi de Norvège. Ce qui donnait de l'avantage à ce concurrent, c'est qu'il aurait réuni deux couronnes qui avaient si souvent été ennemies. Sa cause était plaidée par une mère que ses charmes faisaient généralement adorer.

Henning de Podebusk, administrateur du royaume, convoqua une diète à Odensée, pour prononcer sur les droits des deux concurrens. Dans cette assemblée, il se forma un tiers-parti qui soutenait que, pour constater, par un fait qui pût servir de précédent, l'éligibilité de la couronne, il fallait donner l'exclusion et à Albert de Mecklembourg et à Olof de Norvège, puisque le choix de l'un ou de l'autre paraîtrait indiquer qu'on regardait le royaume comme héréditaire. Le Danehof se sépara, sans avoir rien décidé.

Albert prit alors le titre de roi de Danemark ; mais il ne réussit pas dans ses efforts de se former un parti, tandis que la reine Marguerite se concilia facilement d'abord les Jutiens, ensuite les États de Scanie, Olof, 1376–1387. Régence de la reine Marguerite.

d'Halland et de Blekingie, et finalement toutes les provinces, de manière que, le 13 mai 1376, son fils Olof, prince royal de Norvège, fut élu roi de Danemark à Slagelse, après que le roi, son père, aussi bien que Marguerite, eurent juré en son nom une capitulation conforme à celle de Christophe II, renfermant cependant quelques nouvelles restrictions de l'autorité royale. La reine Marguerite fut chargée de la régence.

La régente se fortifia contre les mouvemens d'Albert, par des alliances étroites avec les ducs de Poméranie et le duc de Saxe-Lauenbourg, les plus proches voisins de ce prince en Allemagne. Peut-être aurait-elle eu une lutte difficile à soutenir, si la flotte équipée par le duc de Mecklembourg, père du roi de Suède, et aïeul du prétendant à la couronne de Danemark, n'avait été détruite par un coup de vent. Après cet échec, le duc se rendit à Copenhague, et convint, le 21 septembre avec le gouvernement danois, que, sans préjudice du droit des États d'élire le roi, dans le cas présent des arbitres seraient chargés d'examiner les prétentions des deux concurrens, et qu'en attendant leur décision, les hostilités cesseraient.

La reine Marguerite éluda la procédure devant arbitres, qui pouvait tourner mal pour sa cause. En attendant les évènemens, elle conclut la paix avec les villes Hanséatiques, et renouvela, en 1377, la promesse d'observer la capitulation royale et la loi de Waldemar[1], promettant au surplus de convoquer une

[1] Voy. p. 275 de ce vol.

diète aussitôt qu'il s'élèverait la moindre contestation.

Olof succède au trône de Norvège, 1380.

Le 1.er mai 1380, Haquin, roi de Norvège, mourut, et Olof lui succéda. Les États de Danemark auraient désiré que l'union des deux royaumes fût prononcée, mais une différence essentielle qui se trouvait dans les constitutions des deux monarchies fit manquer ce projet; c'est que la couronne était élective en Danemark, héréditaire en Norvège. Le roi de Suède fit alors une tentative de rentrer en possession de la Scanie. La fidélité des habitans la fit manquer; toutefois elle prouva à la reine la nécessité de retirer cette province d'entre les mains des Hanséates, afin de n'être pas dans le cas de s'en rapporter pour sa sûreté aux soins de ceux qui, voyant arriver le moment où ce dépôt allait leur échapper, ne faisaient probablement pas des efforts bien vigoureux pour le conserver à ses propriétaires. Dans cette vue elle assista, en 1384 et 1385, aux assemblées générales de la Ligue, à Lubeck, et accéda à une association contre les pirates, dont on avait formé le plan. Ayant ainsi acquis la confiance et gagné la bienveillance des négocians allemands, le terme de la restitution arriva, en 1385, sans qu'on eût élevé de difficulté pour l'exécuter. Dès qu'elle fut en possession de la Scanie, elle y conduisit le jeune roi pour recevoir l'hommage de cette partie de ses sujets.

Alliance de Marguerite avec les villes Hanséatiques.

Marguerite abandonne le Sleswick à la maison de Holstein.

Le Sleswick était aussi devenu un sujet de contestation. En 1374, à la mort du duc Henri, Waldemar IV paraît avoir regardé ce duché comme un fief dévolu à la couronne, tandis que les comtes de Hols-

tein-Rendsbourg y prétendaient en vertu du traité de 1330 [1]. La question était restée litigieuse depuis la mort de Waldemar, et les comtes s'étaient déclarés les partisans d'Albert de Mecklembourg, par lequel ils espéraient rentrer dans leurs droits. La régente fit donc en même temps un acte de justice et de bonne politique en conférant, pendant la diète de Nyborg, au mois de juin 1386, le duché de Sleswick, à titre de fief de la couronne de Danemark, à Gérard VI, comte de Holstein, fils de Henri de Fer, et petit-fils de Gérard le Grand.

Olof qui, depuis l'âge le plus tendre avait montré d'heureuses dispositions, mourut inopinément, le 3 août 1387, au château de Falsterbo, dans la dix-septième année de son âge. Sa mère voulant cacher pendant quelque temps ce triste évènement, fit ensevelir le prince sans aucune pompe à Soröe, mais le secret fut bientôt divulgué, et, le 10 août 1387, les États de Danemark assemblés à Lund proclamèrent *Marguerite* Dame, Princesse et Tutrice de Danemark, pendant la vie de laquelle sans sa demande expresse il ne serait élu de roi. Un tel acte était une chose inouïe dans les annales du Nord, et peut-être, sous cette forme, dans celles de toutes les monarchies. Marguerite devait cette distinction flatteuse à la prudence avec laquelle elle avait gouverné depuis douze ans, à l'affabilité de ses manières, aux grâces de sa personne, à sa générosité, et à l'affection du clergé qu'elle s'était conciliée.

Marguerite est élue souveraine de Danemark, 1387.

[1] Voy. p. 274 de ce vol.

Il paraît que les députés du royaume de Norvège qui étaient présens à Lund, lorsque les Danois élurent Marguerite, étaient chargés de lui offrir également l'autre couronne que son fils avait portée ; car nous la voyons tranquillement succéder en Norvège. Elle se proposait de travailler à l'union des deux états, mais elle y procéda avec la plus grande circonspection. Ayant, au commencement de 1388, assemblé les États de Norvège à Aggerhuus, elle les invita à désigner son successeur, en recommandant toutefois à leur bienveillance son neveu, Albert de Mecklembourg, celui-là même qui avait pris le titre de roi de Danemark; mais dans cette seule circonstance Marguerite éprouva un refus ; les États qui n'avaient pas pardonné à Albert d'avoir porté les armes contre la Norvège, lui donnèrent l'exclusion. Il ne vivait déjà plus lorsqu'à Aggerhuus on délibérait encore sur son sort ; il était mort vers la fin de l'année 1387, mais la nouvelle n'en était pas parvenue en Norvège.

Marguerite succède en Norvège.

Les États de Norvège transférèrent la succession à la princesse Marie, sœur d'Albert, laquelle avait épousé Wratislaw VII, duc de Poméranie; et, par droit de représentation, à Éric, son fils aîné. Ils consentirent à ce que du vivant encore de Marguerite ce prince portât le titre de roi de Norvège, à condition toutefois qu'elle seule resterait chargée du gouvernement. Marguerite fit venir auprès d'elle le jeune Éric et Catherine, sa sœur, pour les faire élever sous ses yeux, et, en 1389, elle nomma ce prince roi de Norvège, en réglant l'ordre de succession, de manière qu'après Éric la couronne

Éric le Poméranien, roi de Norvège.

passerait à ses fils, et, s'il n'en laissait pas, à ses agnats de la maison de Poméranie.

Marguerite est nommée reine de Suède.

Albert, roi de Suède, réclama alors les royaumes de Danemark et de Norvège, comme héritier de son neveu, Albert de Mecklembourg, et en prit les titres; mais douze seigneurs des premières familles de Suède se rendirent à Bahus où était Marguerite, et lui offrirent leur couronne. Cette princesse leva deux armées, l'une composée de Suédois et commandée par Éric Kettelsson Wasa, maréchal du royaume, et l'autre de Danois sous les ordres d'Yvar Lykke. Ces deux armées réunies défirent Albert, le 24 février 1389, à Nyckelæng près Falkiöping. Albert et Éric, son fils, tombés dans un marais, furent faits prisonniers et enfermés à Lindholm. Nous verrons ailleurs ce qui, après cette catastrophe, se passa en Suède, jusqu'en 1396.

Union de Calmar, des trois royaumes du Nord, 1397.

Marguerite parvint enfin à son but. Le roi de Norvège fut reconnu roi de Danemark, le 23 janvier 1396, après qu'en son nom Marguerite eût signé une capitulation. Quelques mois plus tard, elle le conduisit en Suède et engagea les États de ce royaume à le proclamer roi; ce qu'ils firent le 22 juillet 1396. Son couronnement fut fixé au 17 juin 1397, et eut lieu à Calmar. Ce fut là que les députés des trois royaumes du Nord signèrent l'acte qui est célèbre sous le nom d'*Union de Calmar*. Voici les principales conditions de cette loi fondamentale.

A chaque vacance du trône, les États des trois royaumes unis éliront en commun pour successeur un

fils du roi défunt, et, à son défaut, un fils de sa fille; à défaut de celui-ci, ils nommeront monarque un autre individu qualifié. Ils n'abandonneront pas un prince ainsi élu, sinon d'après une résolution prise en commun. Le roi gouvernera chacun des trois royaumes conformément à ses lois particulières et avec l'avis des sénateurs de chacun. Si un des trois royaumes est attaqué par un ennemi, les deux autres le soutiendront avec toutes leurs forces; le roi fournira la solde des troupes et l'argent nécessaire pour la rançon des prisonniers; l'entretien des troupes sera à la charge du royaume attaqué. Chaque alliance avec des puissances étrangères conclue de l'avis des sénateurs de chaque royaume, engagera les trois royaumes. Les individus qui seront exilés d'un des trois royaumes, le seront de tous les trois. Les frères du roi auront des apanages à vie en fiefs. La reine Marguerite conservera son douaire; tous ses actes sont confirmés et ne pourront jamais être attaqués.

NOTE

Sur l'origine des titres de Durchlaucht et Altesse Sérénissime. (Voy. p. 279.)

Durchlaucht est la traduction littérale de *serenitas* dans sa première signification où il signifie *transparence, clarté.* A l'époque où les empereurs romains affectèrent de se donner des épithètes prises de qualités morales, ils adoptèrent le titre de *serenitas.* On en trouve les premiers exemples dans Végèce[1], écrivain de la fin du quatrième siècle, et dans une loi du Code de Justinien[2] où Arcadius et Honorius se donnent à eux-mêmes ce titre. Dans le moyen âge on continua à le donner aux empereurs romains, tandis que les autres têtes couronnées n'étaient encore que des *Excellences*[3]. Quand tous les rois prirent la qualité de Majesté, les autres princes souverains ambitionnèrent le titre de *Durchlaucht.* L'empereur Charles IV le donna pour la première fois, dans un diplôme de 1376, aux électeurs séculiers regardés comme approchant, par leur naissance, des trônes des rois. Comme on avait aussi introduit le titre de *Celsitudo* qui n'a pas besoin d'explication, on réunit dès lors les deux, et on dit : *Celsitudo Serenissima*, ce que les Français traduisirent par *Altesse Sérénissime.* L'idée de souveraineté (ou plutôt de cette quasi-souveraineté que les Allemands

[1] *De re milit. III in fine :* sagittandi peritia quam in Serenitate tua Persa miratur.

[2] XII, 36, 13.

[3] Voy. vol. IV, p. 94 ; V, p. 23.

nomment *Landeshoheit*) étant attachée à ce titre, aucun vassal français ne put y prétendre; mais comme la manie des titres n'est dans aucun pays plus générale qu'en Allemagne, bientôt les princes d'Empire ayant voix et séance à la diète (comme ducs, landgraves et margraves, ou comme simples princes, lorsque le nom de prince, au lieu de désigner une qualité, devint un titre) y aspirèrent. En 1664, l'empereur accorda par diplôme la qualité de *durchlaucht* au duc de Wirtemberg; il n'existe pas de plus ancien diplôme de ce genre.

Lorsque, sans cependant être jamais donné à quelqu'un qui n'appartînt pas à une famille régnante, le titre de durchlaucht se multiplia, on y introduisit des nuances, et on distingua entre hochfürstliche durchlaucht, fürstliche durchlaucht, et durchlaucht sans épithète, pour marquer trois grades d'ancienneté ou d'illustration; il n'existe cependant aucun protocolle de cour pour ces nuances, que les maisons du premier rang observaient soigneusement, tandis que les autres en faisaient souvent un objet de dispute. Les princes des maisons portant couronne furent nommés *königliche Hoheit*, ou altesses royales (proprement *hautesses royales*).

Les comtes d'Empire siégeant à la diète recevaient le titre d'*Erlaucht*, mot formé d'après *illustris*, qu'on donnait aussi aux princes par brevet qui n'appartenaient pas aux États d'Empire. Les princes régnant par élection, sans porter une couronne, comme les électeurs ecclésiastiques, les évêques-États d'Empire, recevaient le titre de *hochfürstliche* ou *fürstliche Gnaden*. Dans le dix-huitième siècle, les princes nommés

par brevet impérial en Allemagne, en Russie, en France, affectèrent de dédaigner les qualifications d'Erlaucht et de fürstlich Gnaden, et on les nomma, par courtoisie, *durchlaucht*, *altesse*, sans l'épithète de sérénissime que leurs domestiques et leurs flatteurs seulement leur prodiguaient. Ce n'est que sous l'empire français qu'on a vu des bourgeois être nommés non-seulement altesses, mais altesses sérénissimes.

Les altesses sérénissimes d'Allemagne se dégoûtèrent dès-lors d'une qualification qu'ils partageaient avec des régicides. Ceux qui sauvèrent leur souveraineté en 1806 prirent, pour la plupart, celle d'altesse royale, *königliche Hoheit.* Les monarques réunis, en 1818, à Aix-la-Chapelle, la leur reconnurent; mais ils demandèrent que ce titre ne s'étendît pas au-delà des grands-ducs régnans et de leurs fils aînés. On créa alors pour leurs fils cadets et pour leur collatéraux une nouvelle qualification, celle de *Hoheit* sans l'épithète de *königlich*, intermédiaire entre altesse royale et altesse sérénissime. La France n'a pas encore adopté de mot pour exprimer ce grade : en attendant les princes qui le portent sont fondés à exiger en français l'altesse royale.

Quant à la simple qualité d'altesse, durchlaucht, sans épithète, les monarques l'ont accordée à quelques gentilshommes élevés par eux au rang de princes, mais non à tous. Les princes qu'on appelle médiatisés reçoivent l'altesse sérénissime, s'ils l'ont eue avant 1806, ou qu'elle leur ait été accordée par leurs souverains.

SECTION II.

La Norvège depuis 1289 *jusqu'à l'union de Calmar de* 1397.

Éric II qui régnait en Norvège depuis 1280 [1], mourut le 13 juillet 1299, âgé de trente-un ans. Comme il ne laissa pas de fils, son frère qui jusqu'alors avait porté le titre de duc de Norvège, lui succéda sous le nom de *Haquin VI*. Il termina en 1308 par la paix de Copenhague la guerre avec le Danemark, qu'il avait héritée d'Éric II. Haquin promit par ce traité de donner Ingeburge, sa fille, âgée alors de sept ans, et héritière présomptive du royaume de Norvège, à Magnus, fils de Birger, roi de Suède, et neveu du roi de Danemark. Ce dernier céda à Haquin le comté de Halland, en remplacement des prétentions de sa mère, qui étaient les motifs de la guerre. Ce mariage ayant été empêché par une complication de circonstances, Haquin maria sa fille à Éric, duc de Sudermanie, frère de Birger, et renonça en faveur de cette union au comté de Halland, dont le roi de Danemark investit alors Éric et son frère cadet. Ces deux princes furent assassinés en 1318 par leur frère, le roi Birger. Éric laissa, de son mariage avec Ingeburge, un fils, nommé Magnus, regardé dès-lors comme l'héritier du trône de Norvège.

Haquin VI, 1299–1318.

Paix de Copenhague, 1308.

Parmi les ordonnances de Haquin VI, il y en a une

Ordonnance de Haquin VI.

[1] Voy. vol. VI, p. 353.

où l'on trouve des traces d'idées sur le commerce, qui n'étaient pas communes à cette époque. Ayant remarqué que les villes Hanséatiques importaient beaucoup d'articles de luxe, et que parmi ceux qu'ils exportaient il y en avait dont la Norvège elle-même n'avait pas une grande abondance, il défendit toute exportation dont la valeur n'aurait pas été importée en grains, légumes secs, harengs, viande salée ou fumée; il défendit aux étrangers toute vente en détail, et restreignit leur commerce à la seule ville de Bergen.

Il existe d'autres ordonnances remarquables de Haquin VI. En 1302, il régla l'ordre de succession à la couronne, et tout ce qui concernait la régence. Une constitution du 16 juin 1308 détermine l'organisation de la cour et des grandes charges.

Extinction de la race de Harald Haarfagé.

Avec ce prince s'éteignit, en 1318, dans les mâles la race des Ynglingiens ou de Harald Haarfâger, qui avait régné depuis 900 [1], et le trône passa à celle des Folkungiens qui, depuis 1250, occupait le trône de Suède [2]; car les États de Norvège proclamèrent roi *Magnus VIII*, dit *Smek*, fils d'Éric et d'Ingeburge, petit-fils du côté paternel de Magnus I.er Ladulas, roi de Suède, et du côté maternel de Haquin VI, roi de Norvège, quoiqu'âgé de trois ans seulement. Ce prince était depuis très-peu de temps roi de Suède sous le nom de Magnus II. Pendant sa minorité, le gouvernement de Norvège fut presqu'entièrement entre les mains des régens de Suède, qui portèrent même le roi à faire la guerre à Canut Porse, duc

Magnus VIII, de la race des Folkungiens, 1318–1350.

[1] Voy. vol. III, p. 301. [2] Voy. *Ibid.*, p. 359.

d'Halland, que sa mère avait épousé en secondes noces.

Le règne de Magnus VIII fut troublé par des guerres civiles continuelles. Le mécontentement du peuple, produit par la mauvaise administration du roi et de ses ministres, éclata en des rébellions fréquentes. Pour satisfaire les Norvégiens, il nomma, en 1343, roi de Norvège Haquin, son fils cadet, en se réservant le gouvernement pour la durée de sa vie. Éric, son fils aîné, était destiné à lui succéder sur le trône de Suède. Haquin reçut le serment de fidélité le 15 août 1345.

Sous le règne de Magnus VIII, la Norvège perdit les deux tiers de sa population par cette terrible peste qui, dans les années 1348 à 1350, désola toute l'Europe, et que les historiens du Nord nomment la Mort-Noire. Ce désastre indisposa encore plus les Norvégiens contre leur roi, et ils l'en punirent en le forçant, en 1350, à résigner la couronne en faveur de son second fils, et à se contenter pour sa subsistance, du bailliage de Helgoland en Nordland, et des îles d'Islande, Faroë et Shetland. On attribue en partie les malheurs de Magnus à l'influence qu'exerçait sur lui son épouse, Blanche de Namur, princesse passionnée et intrigante. Elle l'entraîna à faire la guerre à son fils Éric, comme nous le verrons dans l'histoire de Suède.

Haquin VII parvint au trône en 1350, par l'abdication de son père. En 1361, les imprudences que Magnus ne cessa de commettre en Suède, forcèrent le roi de Norvège à faire arrêter son père, qui fut enfermé, le 11 novembre, au château de Calmar. Les

Haquin VII 1350-1380.

États de Suède se donnèrent alors Haquin pour roi, et il fut couronné tel le 15 février 1362. Il épousa, en 1363, à Copenhague, en présence de son père auquel il venait de rendre la liberté, la célèbre Marguerite, fille de Waldemar IV, roi de Danemark; mais la même année il perdit le trône de Suède, et son père la liberté. Haquin réussit, en 1370, par la force, à délivrer son père. Magnus vécut dès-lors dans l'obscurité et périt, en 1374, dans un naufrage.

Olof V, 1380-1387.

Waldemar, roi de Danemark, étant mort en 1375, Olof, fils de Haquin VII et de Marguerite, monta sur le trône, ainsi que nous l'avons raconté dans la section précédente. Haquin VII lui-même mourut, le 1.er mai 1380, à l'âge de quarante-deux ans. Son fils, le roi de Danemark, lui succéda sous le nom d'*Olof V*, et sous la tutèle de sa mère. Il mourut le 30 août 1387.

Marguerite, 1387.

Quoique la reine Marguerite, sa mère, n'eût aucun droit au trône, étant d'une famille étrangère, elle sut cependant se concilier la faveur de la nation au point qu'elle fut chargée du gouvernement pour le reste de ses jours. Elle nomma, en 1389, roi de Norvège son neveu Eric III le Poméranien, qui, par l'union de Calmar de 1397, devint le premier monarque des trois royaumes du Nord réunis.

Eric III le Poméranien, 1389. Union de Calmar, 1397.

SECTION III.

La Suède depuis 1298 *jusqu'à l'union de Calmar de* 1397.

Birger, 1292-1319. Désunion entre les fils de Magnus I.

Nous avons annoncé au précédent livre la funeste désunion qui s'éleva entre Birger, roi de Suède, et ses frères [1]. Elle se manifesta pour la première fois à la diète de Stockholm de 1303, par les griefs que le parti des mécontens (parti qui ne manque sous aucun gouvernement, mais qui a surtout existé de tout temps en Suède) produisit contre le grand homme d'état qui administrait le royaume, et que les frères du roi voulaient éloigner de sa personne, parce qu'il était son principal appui contre leurs projets ambitieux. Nous voulons parler de Torkel Knutson. Birger auquel ses frères commençaient déjà à inspirer des soupçons, eut à ce sujet avec eux des explications qui finirent par une brouillerie ouverte et par des menaces de la part du roi. Ses frères, savoir Éric, duc de Sudermanie, et Waldemar, duc de Finlande, se retirèrent chez Haquin VI, roi de Norvège, qui les assista. La guerre civile éclata, mais au moment où le sang allait couler, la paix fut conclue, le 15 février 1305, à Kolsœter [2], sous la médiation de quelques personnes bien intentionnées. Depuis cette réconciliation, le roi se livra entièrement à ses frères; il annula tout ce que

[1] Voy. vol. VI, p. 367.

[2] La situation de cet endroit est inconnue.

Supplice du regent, 1306.

Torkel avait fait, pendant la minorité, pour réprimer la trop grande puissance du clergé, et consentit à ce que ce grand homme fût accusé d'avoir trahi l'état, violé les droits de l'église et semé la discorde entre le roi et ses frères. Le 10 février 1306, Torkel fut décapité.

Toutes les fois qu'un monarque a sacrifié à la haine des partis les ministres qui l'avaient fidèlement servi, nous avons vu dans un tel acte de faiblesse le précurseur de la chute du trône. C'est une des maximes que l'histoire nous a enseignée. L'exemple de Birger la confirme. Il ne se passa que peu de mois avant que son ingratitude fût punie. Se trouvant, le 29 septembre 1306, au château de Håtuna, ses frères lui firent une visite et en reçurent l'accueil le plus amical. Vers le soir, dévoilant subitement leurs intentions perfides, ils se saisirent de la personne du roi, de celle de la reine, Marguerite de Danemark, et de quatre de leurs enfans; Arvid, un des domestiques du roi, sauva Magnus, fils aîné de Birger, qui avait six ans, l'emporta sur ses épaules et alla le déposer sur les genoux de son oncle maternel, Éric VIII, roi de Danemark.

Partage de la Suède.

Birger, enfermé à Nykiöping, fut obligé d'abdiquer en faveur d'Éric, son frère. Le roi de Danemark, désirant venger cette trahison, marcha contre l'usurpateur; mais sa guerre avec la Norvège ne lui permit pas d'agir avec la vigueur nécessaire, et l'engagea à changer de système. En 1308, non-seulement il conclut la paix avec le roi de Norvège; mais même une alliance en faveur de Birger. Les frères de ce prince n'atten-

dirent pas les effets de cette ligue qui pouvaient leur devenir pernicieux. A la diète d'OErebro, en 1308, ils se reconcilièrent avec Birger : ce prince leur abandonna Borgholm, Calmar et toutes les villes fortifiées de la Finlande. Il conserva la royauté moyennant une capitulation par laquelle il promettait de ne pas se venger des torts qu'il avait soufferts, et de ne pas lever de nouvelles contributions sans le consentement des États, se soumettant d'avance à la peine de l'excommunication, et autorisant ses sujets à prendre les armes, s'il violait ses engagemens.

Cet arrangement n'empêcha pas les rois de Danemark et de Norvège de donner suite à leur alliance; il ne rétablit pas même la concorde dans l'intérieur, parce que les frères s'accusèrent réciproquement de mauvaise foi. On convint néanmoins d'essayer de parvenir à un nouvel accord auquel le roi de Danemark prendrait part, et on tint pour cela un congrès à Helsingborg. Par un traité signé le 10 juillet 1310, le royaume de Suède fut formellement partagé. Éric eut la Westrogothie, la Dalie, le Wermeland et le Småland. Stockholm avec une partie de l'Upland, la Finlande (à l'exception de Wibourg et de la Carélie) et l'île d'OEland, échurent à Waldemar; les deux frères devaient posséder leurs parts sous la suzeraineté de leur aîné. Birger choisit Nykiöping pour résidence; Éric, Skara et Waldemar Borgholm. Éric continua seul la guerre contre Haquin VI, roi de Norvège; elle fut terminée par la paix du 7 mars 1311, dont une condition donna à Éric la main d'Inge-

burge, fille de Haquin, et héritière de sa couronne [1].

Assassinat des frères de Birger.

Les frais de la guerre et les dépenses de trois cours, qui se voulaient réciproquement effacer par leur lustre, mirent les trois princes dans le cas de charger leurs sujets d'impositions onéreuses, qui provoquèrent de fréquens soulèvemens. Éric et Waldemar ne purent faire face à leurs dépenses, sans mettre la main sur les biens ecclésiastiques; ce qui les brouilla avec le clergé. Birger, qui n'avait jamais pardonné à ses frères le mal qu'ils lui avaient fait, crut apparemment que le moment de la vengeance était venu. Les apparences d'une tendresse fraternelle qu'il leur montra les fit tomber dans un piége : ils acceptèrent une invitation de venir le voir, le 10 décembre 1318, à Nykiöping. Étant ainsi en sa puissance, ils furent arrêtés pendant la nuit, chargés de chaînes et jetés dans des cachots. La tradition rapporte qu'on les y laissa mourir de faim. Cette trahison abominable excita une horreur universelle; la ville de Stockholm, et d'autres à son exemple refusèrent de reconnaître pour souverain un homme souillé d'un crime affreux; un cri général d'indignation s'éleva contre le fratricide. Mathias Kettilmundsson, qui s'était distingué dans la guerre de Russie, fut élu administrateur du royaume et général des troupes. Entré par force dans Nykiöping, il y trouva, dit-on, les corps des deux princes dans un état qui prouvait qu'avant de périr ils avaient souffert les plus horribles tourmens que le manque de nourriture peut produire. A Stegeberg, Magnus, fils de

Soulèvement du peuple contre Birger.

[1] Voy. p. 299 de ce vol.

Birger, et héritier présomptif de la couronne, tomba entre les mains du régent; on lui promit la vie sauve, et il fut conduit à Stockholm.

Magnus II Smek, 1319–1350.

Une diète fut tenue en 1319 dans la plaine de Mora ou près des pierres de Mora. Elle est la première à l'occasion de laquelle l'histoire parle de quatre ordres qui prirent part à la délibération; outre le clergé et les nobles, dont jusqu'alors l'assemblée des États se composait, on y trouve l'ordre des bourgeois et celui des paysans. Sans égard pour le serment de fidélité par lequel la nation s'était liée, nous ne dirons pas à Birger, mais aussi à Magnus, son fils, qui n'avait pas eu part à l'action du père, cette diète proclama, le 8 juillet 1319, roi de Suède et de Gothie, *Magnus II*, enfant de trois ans, fils du duc Éric, frère de Birger, et d'Ingeburge de Norvège. On lui prêta un serment de fidélité qui ne fut pas mieux observé que celui qu'on avait prêté à Birger et à son fils. A peine le jeune roi fut-il installé qu'on reçut la nouvelle que les États de Norvège l'avaient reconnu pour leur roi à la mort de Haquin VI, son aïeul maternel. On l'appelle Magnus VIII dans l'histoire de Norvège. Le surnom de *Smek* qu'il porte, lui a été donné par dérision pour indiquer que sous son règne ses états ont éprouvé, non un agrandissement, mais une diminution continuelle.

Supplice de Magnus, fils de Birger, 1320.

Le roi dépouillé trouva un asile en Danemark où Christophe II, qui venait de monter sur le trône, lui assigna le bailliage de Holbeck pour sa subsistance, sans vouloir d'ailleurs s'intéresser à sa cause. Ce fut là

qu'il reçut une terrible nouvelle. Au mépris de toutes les lois divines et humaines, le jeune Magnus, son fils, âgé de dix-neuf ans, fut condamné à mort par les États assemblés à Stockholm, et décapité, le 27 octobre 1320, après avoir protesté de son innocence de toute participation aux faits imputés à son père. Que devait-on pronostiquer d'un règne commencé sous d'aussi malheureuses auspices? C'était la nouvelle de cette catastrophe qui atteignit le malheureux père dans sa retraite; ce fut le coup par lequel la vindicte divine le frappa à mort. Birger succomba à sa douleur le 31 mai 1321.

Confédération de Skara, 1322. Mathias Kettilmundsson fut chargé de la régence pendant la minorité du jeune roi; on n'accorda que peu d'influence à la duchesse douairière, sa mère, parce que les grands étaient jaloux d'un étranger de basse extraction, Canut Porse, qu'Ingeburge aimait, et que le roi de Danemark avait nommé duc de Halland. Le 20 juillet 1322, trente-cinq seigneurs formèrent à Skara une confédération ayant le double objet de maintenir un jour les priviléges du sénat contre le roi, s'il s'avisait d'y porter atteinte, et de priver les étrangers de toute part au gouvernement. Lorsqu'on vit que la duchesse voulait donner sa main à Canut Porse, on lui interdit tout séjour en Suède; cette mesure toutefois n'empêcha pas Ingeburge d'exécuter son projet.

Magnus fut déclaré majeur en Suède, en 1334, et l'année suivante il épousa Blanche de Namur; ce mariage fut une source de malheurs. En 1337, la Suède

perdit Mathias Kettilmundsson, l'ancien régent. Comme Magnus était un prince indolent et inhabile qui avait besoin d'être gouverné, il tomba sous la férule du sénat, composé en partie d'hommes avides et ambitieux. La reine Blanche, jeune et belle, mais accoutumée au luxe des cours du midi, entraîna le roi à des dépenses qui ruinèrent ses finances et l'engagèrent à lever des contributions d'une manière illégale. Malheureusement les charmes de la reine ne purent pas vaincre l'inconstance qui était un des défauts du caractère du roi; Magnus s'abandonna bientôt aux plus grands désordres.

Magnus s'empare du denier de S. Pierre.

Pour sortir de l'embarras de ses dettes, Magnus conçut un projet dont la réussite présentait à son imagination le double avantage de remplir ses coffres et de l'entourer du lustre des conquérans, et de la gloire plus grande encore d'avoir soumis des chrétiens schismatiques à l'Église catholique. Dans une diète réunie, en 1347, à Stockholm, il annonça sa résolution de faire la guerre aux Russes, et demanda une contribution pour équiper une armée. Elle lui fut refusée, principalement parce qu'on savait que son intention était de lever des soldats à l'étranger. Magnus se permit alors une action qui paraissait prouver non-seulement un manque absolu de délicatesse, mais aussi une grande impiété : il s'empara, à titre d'emprunt, du denier de S. Pierre; c'est-à-dire du tribut que la Suède payait à la cour d'Avignon, et que les receveurs se préparaient à y envoyer. Avec cet argent il engagea une armée composée d'Allemands et de Danois dont il

donna le commandement à Henri de Fer, comte de Holstein-Rendsbourg. Vers l'automne de 1347, il la transporta en Finlande et attaqua, en 1348, Wibourg qui était à cette époque entre les mains d'un prince lithuanien. Après s'en être emparé, Magnus marcha sur Nowgorod, et requit les habitans d'envoyer des théologiens pour disputer avec les siens sur la préférence que méritait ou la religion grecque ou la catholique. Les Nowgorodiens, dans leur simplicité, répondirent que comme la foi leur était venue de Constantinople, c'était là qu'il devait envoyer ses théologiens. Les Russes et les Lithuaniens attaquèrent ensuite les Suédois avec des forces supérieures, et les obligèrent à chercher un refuge sur leur flotte qui était dans le Ladoga. Bientôt cette flotte elle-même fut tellement cernée que ce ne fut qu'en perçant une langue de terre et procurant un écoulement des eaux dans la Néwa, qu'on put en sauver une partie. Les forces de l'armée suédoise se trouvèrent tellement réduites qu'elle ne put continuer la guerre. Les Russes prirent la place d'Orekhoff nommée Nœtebourg par les Suédois. Magnus fut trop heureux de pouvoir conclure avec le grand-duc une paix par laquelle il sacrifia une partie de la Carélie et la Petite-Savolaxie qui furent réunies à la principauté de Nowgorod.

Expédition contre les Russes.

La Savolaxie est cédée aux Russes.

Ainsi Magnus retourna en Suède, après avoir, non agrandi, mais diminué l'étendue de son royaume; devant à ses troupes étrangères une partie de leur solde, pour laquelle il fut obligé de leur engager ou vendre

des domaines de la couronne et des places fortes; hors d'état de rembourser le denier de S. Pierre, et obligé de lever des contributions sur ses sujets. Le pape l'excommunia, et cette punition le frappa au moment où ce terrible fléau, la mort noire, vint se répandre sur la Suède.

Dans ces circonstances les Suédois exigèrent qu'il se dessaisît du gouvernement en faveur d'Éric, son fils aîné, en se contentant des honneurs royaux et des revenus de la Scanie. Peu de temps auparavant, les Norvégiens avaient proclamé roi, son fils cadet, Haquin. Abdication de Magnus.

Ce qui contribua à la chute de Magnus fut le mépris qu'il montra pour une sainte qui, à cette époque, était l'objet du respect de sa nation. Ce fut S.te Birgitte, ou, comme par corruption on la nomme communément, S.te Brigitte. Née dans une des premières familles du royaume, de parens livrés à une grande dévotion, elle fut mariée à l'âge de treize ans à un sénateur du royaume, nommé Ulf Gudmarson, auquel elle donna huit enfans. Les deux époux étaient du troisième grade de l'ordre de S. François, et en pratiquaient les préceptes. Après avoir fait avec leurs enfans le pélerinage de S. Jacques de Compostelle, Ulf embrassa la vie religieuse et mourut pendant le noviciat vers 1344; Birgitte renonça entièrement au monde. Dans sa retraite elle eut des révélations et des visions célestes qui lui firent la réputation d'une grande sainteté; on la regardait comme une prophétesse; on la consultait même sur des affaires d'état, et elle acquit la plus puissante influence dans le gouver- S.te Birgitte.

nement. Comme elle s'élevait avec une grande hardiesse contre les vices du roi, ce prince eut l'imprudence de se moquer publiquement et de ses prédictions et de ses avertissemens; cette légèreté contribua à le faire regarder comme un impie. Il s'aperçut trop tard de sa faute : voulant la réparer, il assigna, en 1348, à Birgitte un emplacement à Wadstena où elle construisit un célèbre couvent. Elle lui donna une règle qu'elle avait rédigée elle-même. Comme elle affirmait l'avoir reçue de Jésus-Christ, l'ordre qu'elle fonda fut nommé du S. Sauveur. Il ressemblait à celui de Fontevrault, en ce qu'à chaque couvent de soixante religieuses il était joint un monastère de treize religieux prêtres, quatre diacres et huit frères convers, pour administrer les saints sacremens aux religieuses.

S. Birgitte, après avoir visité les saints lieux, mourut à Rome en 1373; son cadavre fut transporté par sa fille à Wadstena. La canonisation de Birgitte éprouva quelques obstacles : elle fut prononcée, en 1391, par Boniface IX, et par le concile de Constance en 1415, d'abord sous la présidence de Jean XXIII, et ensuite de nouveau sous celle de Martin V. Gerson et d'autres membres distingués du concile ne furent pas favorables à cette canonisation.

Eric XII, 1350–1359.

Eric XII parvint au trône en 1350 par la résignation de son père; mais Benoit Grip (Bengt Algotson), favori de la reine, Blanche de Namur, que le faible Magnus avait nommé duc de Scanie, ne cessa de fomenter la désunion entre le père et le fils. Waldemar IV, roi de Danemark, voulut en profiter pour

reconquérir les provinces de Scanie, de Halland et de Blekingie, qui pendant les troubles du Danemark s'étaient volontairement données à Magnus II en 1339. Ses mouvemens engagèrent Eric XII à conclure, le 28 avril 1357, à Iönkiöping un traité avec son père. Le favori Grip fut dépouillé de son duché et banni; le royaume fut partagé entre le père et le fils de la manière suivante. Magnus eut l'Upland avec Stockholm, le Westmanland, la Dalie, la Sudermanie, la Néricie, les îles de Gothland et d'OEland, la Westrogothie, la Dalécarlie, le Wermeland et le Nord-Halland. La Scanie, la Blekingie, l'île d'Hween, le Sud-Halland, l'Ostrogothie, le Småland et la Finlande firent la part d'Eric.

Partage du royaume entre Magnus II et Eric XII.

Les intrigues de Blanche de Namur et de son favori, ne permirent pas que l'union fût de longue durée. Magnus céda secrètement à Waldemar IV, roi de Danemark, ses droits sur la Scanie qui était entrée dans le lot de son fils; ce qui engagea Waldemar à entreprendre, en 1359, la conquête de cette province. Eric XII, accompagné de Béatrix de Brandebourg, son épouse, se rendit à Suderkiöping auprès de son père, pour mettre fin, par un nouvel arrangement qui fut conclu le 19 novembre 1359, à tout ce qui pouvait donner lieu à une mésintelligence; mais ce prince et Béatrix moururent tous les deux pendant leur séjour à Suderkiöping de la peste, d'après les historiens de la Norvège, ou du poison que la reine Blanche leur administra, d'après les écrivains suédois, prévenus contre cette princesse. Cette accusation paraît destituée de tout fondement.

Magnus, seul roi de Suède, 1359.

Par la mort d'Eric XII, Magnus redevint seul roi de Suède; mais l'énorme masse de ses dettes l'ayant de nouveau forcé à frapper la nation d'impositions onéreuses, le mécontentement devint bientôt aussi grand qu'il avait été auparavant. Il prit même un nouvel accroissement par deux incidens qui survinrent : le pape réclama le remboursement du denier de S. Pierre, dont Magnus s'était emparé douze ans auparavant, et Waldemar IV fit des progrès en Scanie et conquit même les îles d'OEland et de Gothland. Il se forma alors une ligue formidable contre Waldemar; les villes Hanséatiques, qui avaient à venger le pillage de leurs propriétés dans l'île de Gothland [1], en furent les instigateurs. Magnus et son fils, le roi de Norvège, se rendirent en Allemagne où moyennant les droits et les privilèges qu'ils accordèrent au commerce des Hanséates, ils furent reçus membres de la confédération par acte signé à Greifswalde le 7 septembre 1361.

Haquin II. 1362–1363.

La bonne harmonie entre Magnus et son fils fut troublée en 1362. Haquin fit arrêter son père à Calmar, le 11 novembre 1362; au commencement de l'année suivante il fut couronné à Upsal roi de Suède sous le nom de *Haquin II*. A cette occasion les Finlandais obtinrent le droit de prendre part à l'élection des rois de Suède. Par celle de Haquin les couronnes de Suède et de Norvège se trouvèrent réunies sur la même tête. Haquin espérait y joindre encore celle de Danemark. Dans cette vue il conclut, au mois de novembre 1362, la paix avec le roi de Danemark, et

[1] Voy. p. 282 de ce vol.

épousa la célèbre Marguerite, sa fille et son héritière.

Ce mariage paraît avoir réconcilié Haquin et son père; car on trouve que dès-lors le père et le fils agissent de concert et exilent douze seigneurs qui s'étaient opposés à l'alliance avec le Danemark. Ces mécontens se retirèrent à la cour d'Albert I, duc de Mecklembourg, beau-frère de Magnus, et offrirent la couronne de Suède à son second fils, nommé également Albert. Le duc l'accepta, équipa une flotte et conduisit son fils d'abord en Gothland où il fut sur-le-champ reconnu roi, et ensuite à Stockholm. Une diète convoquée dans cette ville destitua, le 30 novembre 1363, les rois Magnus et Haquin, et adjugea la couronne au plus proche héritier, le prince de Mecklembourg.

Destitution de Magnus et de Haquin, 1363.

Avec ces deux princes s'éteignit dans les mâles la dynastie des Folkungiens, la quatrième qui eût régné en Suède depuis l'introduction du christianisme. La première avait été celle des *Lodbrokiens*, que la tradition fait précéder par les descendans de *Forniothr*, antérieur même au fabuleux Odin, par les *Ynglingiens* ou descendans d'Odin [1], et par ceux d'*Iwar-Widfarne* [2]. La race des Lodbrokiens [3] serait ainsi la quatrième dynastie des rois de Suède; elle n'est que la première pour nous qui ne connaissons pas d'histoire scandinave avant le christianisme. Elle s'éteignit en 1056 [4], et fut remplacée par la race de *Stenkill* qui régna jusqu'en 1129, et par celle de

Extinction de la dynastie des Folkungiens. Constitution de la Suède.

[1] Voy. vol. II, p. 299. [2] Voy. *ibid.*, p. 300.

[3] Voy. *ibid.*, p. 301, et vol. III, p. 177.

[4] Voy. la note à la fin de cette section.

Suerker alternant avec la maison de S. Eric, jusqu'en 1222 et 1250. Les rois *Folkungiens* cessèrent de régner en 1363. Ces dynasties réunies forment une période de quatre siècles, pendant lesquels la dignité royale était purement élective, de droit, quoique nous ayons vu que, comme dans plusieurs autres pays, on n'est que rarement sorti d'une famille tant qu'elle présentait des candidats dignes du trône. Le roi nouvellement élu devait faire la tournée du royaume, pour se montrer à ses sujets. On appelait ce voyage la *tournée d'Eric*, probablement en commémoration de S. Eric, auquel, comme nous avons vu, toutes les anciennes lois et coutumes chères à la nation étaient rapportées [1], de la même manière que les Anglais faisaient honneur à Edouard le Confesseur de toutes les bonnes institutions de leur pays. La légende rapporte que S. Eric parcourut sur un char toutes les parties de la Suède, pour connaître le peuple qu'il allait gouverner.

Les rois de Suède étaient couronnés à Upsala par l'archevêque de cette ville. La première dignité du royaume était celle de *ïarl* qu'on peut comparer à celle de maire du palais des rois francs. Le ïarl était à la fois premier ministre du roi, et commandant de ses troupes. On lui donnait le titre de ïarl des Suédois et des Goths, pour le distinguer des gouverneurs des provinces qui prenaient aussi le titre de ïarls; car ce mot, comme celui d'eorl en anglo-saxon, de seigneurs en français, de graf en allemand, et de cheik en

[1] Voy. vol. VI, p. 356.

arabe, ne signifiait dans l'origine qu'un vieillard ou prud'homme. Depuis la fin du treizième siècle la dignité d'ïarl des Suédois disparait. On trouve qu'alors les frères des rois portaient le titre de ducs, et que les deux premières dignités de l'état étaient celles du *drost* et du *maréchal*. Le mot de drost est peut-être le même que celui de truchsess, drottsæt, grand maître, *dapifer*; le drost devint par la suite le premier ministre du roi. Le maréchal, *stabularius*, connétable, n'était aussi qu'un ministre dont la charge n'avait rien de militaire; le maréchal était l'inspecteur des écuries, et le grand maître des cérémonies. A côté du drost et du maréchal, les rois avaient un chancelier qu'ils prenaient dans l'ordre ecclésiastique. L'administration de la justice était entre les mains du *lagman*, de l'homme de la loi.

La noblesse ne fut pas en Suède, comme dans les royaumes fondés dans les provinces de l'empire romain, une caste ou classe contemporaine à la naissance de la monarchie, et intimement liée à son essence. Elle n'appartient pas aux institutions féodales. Toutes les propriétés en Suède étaient allodiales, et leurs possesseurs étaient soumis aux contributions. Magnus Ladulas (1275—1290), accorda l'immunité des contributions à tous les propriétaires qui voulaient contracter envers lui l'obligation du service militaire. L'origine de la noblesse suédoise diffère donc de celle des autres nations, en ce qu'elle n'était pas attachée à la possession d'une terre. On appelait noble une classe de citoyens élevés au-dessus

du reste de la nation par certains privilèges dont ils jouissaient ; ces privilèges tenaient à la considération personnelle, aux honneurs ; ils n'accordaient pas l'immunité des charges, qui est inhérente à la féodalité, mais incompatible avec toute autre espèce de gouvernement ; cette immunité existait bien, mais personne n'y avait droit en vertu de sa naissance ; cette prérogative s'acquérait par contrat, et non autrement.

La chevalerie qui, dans le treizième siècle, pénétra en Suède, y fit naître l'idée d'une autre espèce de noblesse, inconnue jusqu'alors. Elle y introduisit l'usage des tournois, des armoiries et des noms de famille : car avant le treizième et le quatorzième siècle, l'usage des noms de famille n'existait pas en Suède. On distinguait les individus, en ajoutant à leur nom personnel, la qualité de fils d'un tel : c'était ainsi que par la syllabe de *son* on créait une espèce de nom patronymique, sans pouvoir éviter la confusion dans les généalogies. La Suède dut à l'introduction tardive de la noblesse dans le sens qu'on donnait à ce mot dans les états féodaux, un bienfait dont ne jouit aucun de ces états ; c'est d'avoir été à l'abri d'un fléau qui, dans le reste de l'Europe, retarda la civilisation, du droit du plus fort avec les guerres privées qui en sont une conséquence : la paix publique n'était troublée en Suède que par les contestations entre les factions politiques.

Depuis fort long-temps les assemblées de la nation, qui dans l'origine exerçaient la puissance législative, avaient été remplacées par celles des grands, et ceux-

ci ne se réunissaient pas en vertu de leurs charges ou par le droit de leur naissance; ils ne s'assemblaient que quand ils étaient individuellement appelés. Les États de Suède n'avaient donc rien de commun ni avec les assemblées des grands vassaux que le chef des états féodaux convoquait parce qu'il avait besoin de leurs bras pour faire la guerre, et de leur consentement pour lever des impositions; ni avec une constitution représentative où des délégués nommés par le corps de la nation, ou par quelque caste, obligent, par leur vote, les commettans dont ils tiennent leur mission, ou l'universalité de la nation. Ce n'est qu'en 1319 que nous trouvons le premier exemple d'une assemblée représentative, et cet exemple nous fournit une singularité remarquable. L'assemblée ne se composait pas seulement des deux premiers ordres et des députés du troisième, c'est-à-dire des villes; on y avait aussi appelé des députés d'un quatrième ordre, de celui des paysans qui depuis ont conservé le droit d'avoir une représentation particulière aux assemblées nationales.

Avant 1319, le pouvoir des rois, manquant de ce contrôle, aurait pu devenir arbitraire si le peuple n'avait trouvé des défenseurs perpétuels dans le clergé. Cet ordre obtint en Suède une influence salutaire; néanmoins il est remarquable que, malgré la grande autorité dont il y a joui, il ne s'est jamais arrogé, comme dans quelques autres pays, la juridiction civile.

Revenons à *Albert* de Mecklembourg, que les Albert de Meklembourg. 1363-1405.

Suédois avaient élu en 1363. Il fut couronné à Upsal au commencement de l'année 1364. Aussitôt la guerre civile éclata. Magnus et Haquin furent battus le 24 février 1365 à Enkiöping. Magnus tomba entre les mains des vainqueurs, et fut enfermé à Stockholm; Haquin, blessé, se sauva dans son royaume de Norvège, d'où il continua à faire la guerre aux Suédois, comme fit de son côté le roi de Danemark. Albert résolut de se débarrasser d'abord de ce dernier ennemi; il engagea son père à se rendre auprès de Waldemar IV pour négocier la paix. Elle fut signée en 1366 à Alholm en Laland[1]. Waldemar abandonna la cause de Magnus et de Haquin, et garda les conquêtes qu'il avait faites. Il est probable qu'Albert n'avait voulu que gagner du temps par la négociation; car il refusa de ratifier la paix conclue par son père.

Ce fut alors que se forma la grande ligue contre le Danemark, qui en 1368 força Waldemar IV à quitter ses états pour chercher du secours en Allemagne. Albert prit quelques places de la Scanie, et les villes Hanséatiques forcèrent Haquin, en 1369, à renoncer à ses droits au trône de Suède.

Cependant il s'en fallait de beaucoup qu'Albert fût tranquillement assis sur ce trône : il était Allemand, et cela suffisait pour le rendre odieux; il était de plus obligé de se servir de troupes étrangères, tant parce que les Suédois ne pouvaient pas à cette époque se mesurer en rase campagne avec les Danois; que parce qu'Albert ne se fiait pas à leur fidélité. Il tâcha de

[1] Voy. p. 285 de ce vol.

fixer ses compatriotes, les Mecklembourgeois, dans la Suède, en leur accordant des avantages, en leur faisant contracter de bons mariages, et leur conférant des emplois lucratifs. Il arriva naturellement que quelques-uns de ces étrangers firent sentir leur supériorité aux indigènes qui, à leurs yeux, étaient des barbares. A ces motifs de mécontentement, il faut en ajouter un autre, qui certainement n'était pas le moindre. Les finances suédoises étaient dans un état si délabré, que le sénat avait été obligé d'allouer au roi, probablement pour une année seulement, la moitié de tous les revenus des habitans.

Ce fut dans ces circonstances que Haquin, voyant la paix rétablie entre le Danemark et les villes Hanséatiques, et ne croyant pas que ces dernières, après les avantages qu'elles venaient d'obtenir, s'opposeraient à l'exécution de ses plans, recommença la guerre avec Albert, et pénétra en 1371, les armes à la main, jusqu'aux environs de Stockholm. Dans ce péril extrême, Albert remit tout pouvoir entre les mains du sénat. Il fut conclu, le 15 août 1371, un traité par lequel Magnus recouvra sa liberté contre le paiement d'une rançon de 12,000 marcs d'argent, et sa renonciation à la couronne; Haquin retira ses garnisons de toutes les places dont il s'était rendu maître, mais il continua à se donner le titre de roi de Suède et de Norvège. Son père le suivit dans ce dernier pays, et se noya en 1372 ou 1374.

Le peuple est capricieux dans son attachement comme dans sa haine. Le plus grand grief que les

Suédois eussent mis en avant contre Haquin, était son alliance avec une princesse de Danemark, et ce fut au mariage de ce prince avec Marguerite, qu'Albert dut la couronne de Suède. Depuis que le prince de Mecklembourg, appelé par le vœu du peuple, était assis sur le trône de Suède, et que Marguerite, au nom de son fils mineur, gouvernait le Danemark et la Norvège, les Suédois se tournèrent vers elle. Cette princesse prudente s'aperçut de l'avantage qu'elle pourrait tirer de l'antipathie des Suédois pour les Allemands; elle la fomenta sous main, mais elle cacha soigneusement ses desseins. Albert crut complaire à la nation, en prenant les armes pour forcer la régente de Danemark à rendre enfin les provinces qui avaient été enlevées à la Suède, nommément la Scanie, objet d'une dispute éternelle entre les deux nations. Il commença la guerre en 1382, après avoir nommé administrateur du royaume le drost Bo Jonsson Grip, le seigneur le plus riche de la Suède, dont la puissance effaçait de beaucoup celle du roi. Cette campagne, entreprise avec de faibles moyens, n'eut aucun succès.

Marguerite est proclamée reine de Suède, 1388.

Quoique Bo, dans son insolence, ne ménageât pas le roi lui-même, cependant tant qu'il vécut, il empêcha toute explosion de la haine de la nation contre Albert. Sa mort, arrivée le 26 août 1386, perdit le roi. Au commencement de l'année 1388, une partie des grands appela la reine Marguerite; et la diète, assemblée à Nykiöping, la nomma reine de Suède et de Gothie; le jour de la Pentecôte, elle signa une

déclaration pour confirmer les droits de la nation. Albert, plein de confiance dans les troupes allemandes qu'il tirait du Holstein et de la Poméranie, méprisa les forces réunies de la Norvège et du Danemark que Marguerite pouvait lui opposer, au point qu'il se permit envers cette souveraine des allusions offensantes pour sa personne [1]. Le 24 février 1389, il lui livra, dans la plaine de Nykelæng près de Falköping, une bataille qui devint décisive. L'armée suédoise de Marguerite était commandée par le maréchal Eric Kettelsson Wasa; ses troupes danoises par Iwar Lycke. Albert et les personnes qui l'entouraient s'enfoncèrent dans un marais; lui-même, Éric, son fils aîné, qui devait hériter de sa couronne, un comte de Holstein-Rendsbourg, furent faits prisonniers, et l'armée suédoise d'Albert fut mise dans une déroute complète. Le roi et son fils furent enfermés à Lindholm, où ils restèrent sept ans.

Bataille de Falköping; Albert I est fait prisonnier.

L'armée d'Albert n'existait plus, mais la Suède n'était pas conquise. Jean II, duc de Mecklembourg-Stargard, qui avait combattu dans cette bataille pour son cousin, alla s'enfermer dans Stockholm. En général, la plupart des places fortes étaient gardées par des garnisons allemandes qui restèrent inébranlables dans leur fidélité. Comme les Allemands, qui étaient partout en minorité, avaient à craindre que d'un instant à l'autre les Suédois ne les égorgeassent, ceux qui se trouvaient à Stockholm formèrent pour leur sûreté

Origine des frères Vitaliens.

[1] Il lui envoya une grande pierre pour aiguiser ses ciseaux et affiler ses aiguilles; il la nomma reine sans-culotte.

une confédération armée, sous la dénomination de *Frères du chapeau* ou *du bonnet*. Cette association ne pouvant imposer que par la terreur, exerçait les plus grandes violences, faisant mourir quiconque parmi les habitans lui paraissait suspect. D'un autre côté, les villes mecklembourgeoises de Wismar et Rostock ayant promis leur assistance à tous les armateurs qui voudraient faire chasse aux vaisseaux des trois royaumes du Nord indistinctement, il se forma dans la mer Baltique des associations de pirates qui se nommaient les *Frères Vitaliens* (frères des vivres), parce qu'ils fournissaient des moyens de subsistance à la ville de Stockholm. Leurs vaisseaux couvrirent, non-seulement la Baltique, mais aussi la mer du Nord. Ils s'emparaient de tous les bâtimens suédois, norvégiens et danois, ainsi que de ceux des villes Hanséatiques; car les deux villes mecklembourgeoises n'avaient pas exclu la Hanse de la proscription générale, parce qu'elle n'avait pas voulu armer pour délivrer le roi de Suède. Les frères Vitaliens ne se contentèrent pas du butin qu'ils trouvaient en mer; ils faisaient de fréquentes descentes sur les côtes, et pillaient les campagnes. Toute leur proie était portée à Wismar et Rostock, et publiquement vendue.

Les Allemands, sous les ordres de Jean II, duc de Mecklembourg-Stargard, non-seulement conservèrent Stockholm au roi prisonnier; ils envahirent aussi l'Upland, la Sudermanie et la Westmanie, provinces qui s'étaient déclarées pour Marguerite, et brûlèrent Enkiöping, Westeræs et Linkiöping. En même temps,

les flottes du Mecklembourg inquiétèrent les côtes de la Suède par des attaques souvent réitérées. Elles délivrèrent Stockholm, dont Marguerite avait entrepris le siège.

Enfin les villes de Lubeck, Stralsund, Greifswalde, Thorn, Elbing, Dantzig et Réval, pour rétablir la navigation de la Baltique, interposèrent leur médiation, et il fut conclu, le 1.er novembre 1395, à Lindholm, un traité par lequel le roi Albert et tous les prisonniers recouvrèrent leur liberté pour trois ans, de manière que si, dans cet intervalle, on ne convenait pas de la paix définitive, Albert et son fils se reconstitueraient prisonniers entre les mains de la reine Marguerite, ou paieraient une rançon de 60,000 marcs d'argent. La ville de Stockholm fut remise aux villes médiatrices, pour servir de gage à l'accomplissement de ces conditions. Marguerite consentit à cet arrangement, dans la persuasion qu'Albert ne serait pas en état de payer la rançon, mais aussi qu'il ne voudrait pas retourner en captivité; ainsi elle était sûre que dans trois ans elle rentrerait en possession de la capitale suédoise. Paix de Lindholm, 1395.

La Ligue Hanséatique tourna alors ses forces contre les Vitaliens auxquels Wismar et Rostock retirèrent leur protection. Elles les chassa entièrement de la Baltique.

Pendant qu'Albert, revenu dans le duché de Mecklembourg qui lui était échu, en 1379, par la mort de son père, s'occupait des préparatifs pour reconquérir un royaume dont il avait été chassé par une Eric XIII, roi des trois royaumes du Nord, 1396.

femme, et qu'Éric, son fils, fixé dans l'île de Gothland, inquiétait sans cesse les côtes de Suède, Marguerite engagea les États de ce royaume à reconnaître, le 23 juillet 1396, pour leur souverain, *Éric XIII*, son neveu, qui déjà était roi de Danemark et de Norvège. Elle convoqua alors une diète à Nykiöping, où il fut décrété, le 20 septembre 1396, que tous les domaines de la couronne, aliénés par Albert, à quelque titre que ce fût, seraient retirés des mains des possesseurs et réunis de nouveau à la couronne; que la fortune laissée par Bo Jonsson serait confisquée au profit de l'état; que tous les anoblissemens accordés par Albert seraient annulés; que les forteresses construites par ce prince seraient rasées; que toutes les mines répandues sur la surface du royaume et sous le sol, appartenaient à la couronne, mais que la reine Marguerite en jouirait à titre de douaire. Enfin on convint d'une réunion de députés pour discuter les lois fondamentales d'après lesquelles les trois royaumes-unis seraient désormais gouvernés.

Union de Calmar, 1397.

Éric XIII fut couronné roi de Suède à Calmar, le 22 juin 1397, et l'acte d'union des trois royaumes y fut signé aux conditions que nous avons fait connaître [1].

Changemens dans la constitution.

Le quatorzième siècle a été, pour la Suède, l'époque de la décadence de l'autorité royale et de l'accroissement de l'influence des grands. On peut se faire une idée de la constitution du royaume par le code que Magnus II publia en 1347, dans le but de mettre en

[1] Voy. p. 302 de ce vol.

harmonie la législation des différentes provinces. Il est vrai que le clergé, qui n'avait pas été consulté pour la rédaction de ce recueil, en empêcha l'introduction; mais les dispositions relatives à l'autorité royale qu'il renfermait, n'en subsistèrent pas moins, et furent insérées par la suite dans la loi de Christophe.

Ce code confirme l'ancienne prérogative royale, mais avec la restriction que la nation ne serait obligée de suivre le roi à la guerre que dans les limites du royaume : pour toute expédition au dehors, il fallait le consentement des grands. Toute aliénation d'un domaine de la couronne pouvait être annulée par le successeur du roi qui l'aurait faite. Le roi était tenu de jurer qu'il observerait toutes les dispositions du code, qu'il honorerait le sénat, prendrait l'avis de son conseil, n'y accorderait séance à aucun étranger, ne confierait qu'à des nationaux le commandement des châteaux et provinces, ainsi que l'administration des domaines de l'état. Il ne pourrait diminuer les revenus de la couronne; mais aussi aucune nouvelle imposition ne pourrait être ordonnée, si ce n'était pour les frais de guerre, pour les dépenses du couronnement et de la tournée du roi; pour l'établissement d'un fils ou la dotation d'une fille du roi, enfin pour la construction d'un château royal. Dans tous les cas où une contribution serait nécessaire et légale, un évêque, assisté de six nobles et d'autant de paysans de chaque province, devait fixer la quote-part payable par chaque commune; les droits de la noblesse et du clergé, et le privilège de l'immunité des contributions

devaient être maintenus partout où ils étaient établis, sans préjudice toutefois de la prérogative royale; toutes les lois anciennes rendues avec le consentement de la nation devaient être observées; aucune loi étrangère ne pourrait être introduite si ce n'était du consentement de la nation. Personne ne devait, sans procès et jugement préalable, être privé de la vie ou de sa fortune. Toutes les paix publiques et privées devaient être maintenues.

Il était d'usage qu'après le couronnement le roi nommât ses conseillers, savoir un certain nombre d'ecclésiastiques et douze séculiers. Ces individus étaient ce que leur titre indique, les conseillers du roi; mais, dans le quatorzième siècle, ils se donnaient celui de *conseillers* ou *sénateurs du royaume;* ils s'arrogèrent un pouvoir intermédiaire entre le monarque et les États, et profitèrent de toutes les occasions pour étendre de plus en plus leur autorité: ainsi le principe aristocratique de la constitution prit de jour en jour de l'ascendant sur le monarchique. Une grande calamité publique, la peste de 1349, contribua aussi à la dégénération de la constitution de la Suède. En moissonnant des familles entières, elle accumula sur la tête de quelques individus échappés à la mort des possessions immenses et créa une caste nobiliaire opulente qui bientôt apprit à se rendre formidable au gouvernement.

NOTE

Sur les anciennes dynasties des rois de Suède.

(Voy. p. 315.)

Quoique nous renvoyions tous les rois païens de la Suède dans l'empire des fables, néanmoins comme de graves historiens les ont reconnus, et qu'il y a tel Suédois qui éprouve autant de peine à renoncer à son dieu Chaos, père des dieux Eau, Air et Feu, que beaucoup de Français en ressentent lorsqu'on veut leur enlever leur Pharamond, roi de France, nous allons donner quelques détails sur ces dynasties.

1. La plus ancienne est CELLE DE FORNIOTHR (Chaos) roi de Finlande (c'est-à-dire de Laponie), et de Queenlande [1], où il a régné il y a 2200 ans, père d'*Ägir* (Eau), de *Kare* (Air) et de *Loge* (Feu). Kare est devenu la tige d'une race de rois de Suède, portant des noms qui signifient glace, neige, hiver, etc., et dont le dernier, *Gylfe*, a été dépossédé, 120 ans avant Jésus-Christ, par Odin. D'un oncle de Gylfe descend dans la sixième génération Rollon dit Gœnge Rolf, ou le *bon Piéton*, premier duc de Normandie; ce qui donne environ cent quatre-vingts ans par génération.

2. La DYNASTIE DES YNGLINGIENS descend d'*Odin*, roi des Ases ou de la Grande Tatarie, conquérant de la Russie, de la Pologne, de la Suède, du Danemark, de la Germanie septentrionale; et de son arrière petit-fils, *Yngue Frey*, drott ou seigneur de Sigtuna qui du temps de Jésus-Christ ou, selon un autre calcul, 200 ans plus tard, fixa sa résidence à Upsal. *Dygve*, descendant d'Yngue Frey, dans la septième génération,

[1] Voy. vol. II, p. 287.

mort en 244 ou 430, prit, le premier, le titre de kung ou roi d'Upsal. *Yngiald Illråda*, son descendant à la treizième génération, vaincu par Iwar Widfarne, se brûla vif et termina la race des rois Ynglingiens, en 650 ou 775. Son fils *Olof Tråtelja* fonda un petit royaume en Wermelande. Ses descendans régnèrent en Hedemark, Sollöer, Romarick, etc. Harald I.er, Haarfåger, premier roi de Norvège [1], en descendait.

3. La DYNASTIE D'IWAR WIDFARNE [2], descend de *Sigurlam*, fils aîné d'Odin, qui fut roi de Russie et l'époux de Heidis, fille de Gylfe, dernier Forniothr. Les descendans de Sigurlam régnèrent en Reithgothie et en Scanie. *Ifwar* ou *Iwar*, le grand voyageur (c'est ce que signifie son surnom de *Widfarne*), conquit Upsal, la Gothie, le Danemark, la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, la Saxe orientale et le Northumberland. Après la bataille de Bråvalla [3], où Harald Hildetan, petit-fils d'Ifwar, fut tué, Sigurd Ring, roi de Danemark, s'empara de la Suède.

4. La DYNASTIE LODBROKIENNE est nommée d'après Ragnar Lodbrok, fils de Sigurd Ring : elle ne devient vraiment historique qu'avec *Biörn IV le Vieux*, dont néanmoins la chronologie est encore incertaine, puisqu'on fixe l'époque de sa mort à 924, 933 et 980. Son petit-fils, *Olof III Skötkonung* porta, le premier, le titre de roi de Suède et embrassa le christianisme. Sa dynastie s'éteignit en 1056 avec *Emond III*, dit *Gammal*.

[1] Voy. vol. II, p. 301. [2] Ou *Iwar Widfadne* ou *Widfamne*.
[3] Voy. vol. II, p. 300.

SECTION IV.

Premiers rois de l'Union, 1397—1448.

L'union de Calmar, du 20 juillet 1397, donna naissance à un empire qui, par sa surface, appartenait aux états les plus étendus ; et, par sa position géographique, aux plus puissans du quinzième siècle ; état habité par une nation brave, courageuse et attachée à ses libertés, qui portait un nom redouté, et dont les ancêtres avaient plus d'une fois ébranlé les trônes de l'Europe. Les montagnes scandinaves recèlent du fer, du cuivre et de l'argent ; elles sont garnies de vastes forêts qui fournissent le bois de construction pour des flottes nombreuses. L'agriculture et les pâturages, des fleuves poissonneux, des lacs et la mer offrent aux habitans une subsistance copieuse. Introduction.

Réuni par les liens de l'affection, de la confiance et du patriotisme, cet état aurait pu s'élever à un des premiers rangs parmi les puissances européennes ; mais cette union n'était que l'ouvrage de l'ambition, à la vérité louable, d'une femme, et de l'intérêt de quelques familles qui n'avaient pas le talent de déraciner les préventions par lesquelles trois tribus ayant une origine commune, parlant une même langue [1], et dont les mœurs se ressemblaient, se partageaient en trois nations ennemies. Pour que la jalousie que la diversité de leurs intérêts habituels avait produite fût étouffée

[1] C'est-à-dire trois dialectes de la même langue.

il fallait qu'un danger commun les menaçât, ou qu'elle fût comprimée par l'esprit supérieur d'un grand homme dégagé des préjugés de la naissance et de l'éducation, et qui, ne considérant que le bien-être de la corporation entière, réussît à inspirer une confiance générale. Rien de tout cela n'existait, soit pour rendre désirable l'union de Calmar, soit pour la préserver d'une dissolution dont elle portait le germe en elle-même, et nous nous croyons autorisés à regarder le pacte qui devait amalgamer les nations scandinaves pour n'en faire qu'un seul peuple, comme une des plus grandes erreurs politiques qui aient été commises.

Recherche-t-on les motifs secrets qui firent conclure l'union de Calmar? nous trouvons, de la part des rois de Danemark, le désir de rendre leur gouvernement absolu; et de celle de la noblesse suédoise, l'espoir de remplacer la monarchie par le pouvoir aristocratique. Entre la politique raffinée des Danois et la turbulente ambition des Suédois, les Norvégiens seuls paraissent avoir agi avec bonne foi et dans des vues patriotiques, ou s'être abandonnés aux circonstances qui ne leur permettaient pas de rester isolés quand ces deux voisins s'unissaient. L'art des Danois a tissu le lien de l'union de Calmar; les épées des Suédois l'ont coupé aussitôt qu'ils virent leur attente trompée.

L'union de Calmar, qui devait procurer le bonheur du Nord, est une époque calamiteuse pour les trois royaumes. Au lieu d'étouffer la jalousie qui régnait entre les Suédois et les Danois, elle l'a changée en une haine irréconciliable, dont les effets se sont perpétués

au-delà de quatre siècles, sans que ce sentiment hostile ait perdu de sa force.

Eric le Poméranien, 1397-1440. Marguerite, régente.

Ério le Poméranien, qui en Danemark est nommé Eric IX, en Norvège Eric III, et en Suède Eric XIII, étant mineur, la reine Marguerite continua à gouverner à sa place.

L'autre Éric, fils aîné du ci-devant roi Albert [1], mourut avant la fin de l'année 1397. Lorsque le moment approcha où Albert devait, conformément au traité de Lindholm [2], rentrer en prison ou payer 60,000 marcs, il déclara au bourguemaître de Stralsund, député auprès de lui par les sept villes qui avaient garnison à Stockholm, qu'il ne ferait ni l'un ni l'autre. Il mit cette ville à leur disposition, remettant en leur faveur aux habitans le serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Les Hanséates délibérèrent s'il valait mieux payer les 60,000 marcs et garder Stockholm, ou livrer cette ville à la reine Marguerite. La difficulté de s'y maintenir contre les forces réunies des trois royaumes, les décida au parti de la justice. Ainsi les portes de la capitale de la Suède s'ouvrirent, en 1398, à la princesse qu'on a nommée la Sémiramis du Nord.

Marguerite recouvre Stockholm, 1398.

Conquête de Gothland.

Albert était encore en possession de l'île de Gothland. La reine ayant envoyé Abraam Broderson, célèbre capitaine suédois, pour occuper cette île, Albert la vendit à l'ordre Teutonique. Celui-ci força les Suédois à lever le siège de Wisby et à quitter l'île. Marguerite entra en négociations avec les chevaliers, et en

[1] Voy. p. 326 de ce vol. [2] Voy. p. 325 de ce vol.

racheta Gothland en 1399. Ce fut ainsi que finit entièrement la domination mecklembourgeoise en Suède. Mais les prétentions d'Albert au trône subsistaient toujours. Il n'y renonça que le 25 novembre 1405, dans une entrevue qu'il eut à Flensbourg avec Marguerite et Éric. Il se réserva seulement le titre de roi pour le reste de ses jours.

Renonciation d'Albert de Mecklembourg.

Guerre du Holstein.

Marguerite fit preuve d'une politique raffinée dans sa conduite envers la maison de Holstein. Se trouvant au faîte de la grandeur, elle regrettait un acte de justice qu'elle avait fait à une époque où sa puissance n'était pas bien consolidée, en conférant le duché de Sleswick à la maison en question [1]. Profitant des troubles qui, à la mort du duc Gérard, en 1404, s'élevèrent au sujet de la tutèle de ses fils mineurs, elle prépara la réunion future du duché, en employant divers moyens pour se faire remettre une place après l'autre, l'une à titre d'engagement, l'autre comme place de sûreté pour donner de l'appui aux jeunes princes contre l'ambition de leur oncle paternel, l'évêque d'Osnabruck qui, sous le prétexte de la tutèle, faisait mine de vouloir s'emparer de leur héritage. Son petit-neveu Éric, à qui elle abandonna, en 1405, le gouvernement du Danemark et de la Norvège, en se réservant cependant la direction générale des affaires de l'Union, avec le gouvernement de la Suède, marcha d'abord sur ses traces; bientôt il employa des moyens violens pour parvenir à son but. Il en résulta une guerre longue et opiniâtre dans laquelle les comtes

[1] Voy. p. 292 de ce vol.

de Holstein furent assistés par la ville de Hambourg et par les autres villes Hanséatiques, et finalement par la plupart des états de l'Allemagne septentrionale. Cette guerre fut terminée, le 4 octobre 1412, par une convention portant que la ville de Flensbourg serait remise à Marguerite et à Éric; que douze arbitres prononceraient sur tous les objets de contestation et que, si ces juges ne pouvaient s'accorder, l'empereur déciderait, mais conformément aux lois danoises. Ce fut en partant de Flensbourg que la reine Marguerite mourut, le 28 octobre 1412, sur le vaisseau qui devait la ramener, laissant à son petit-neveu un fardeau qu'il n'avait pas la force de supporter. Mort de Marguerite, 1412.

Son caractère. Le caractère de cette princesse n'a pas été jugé de la même manière par les Danois et par les Suédois; nous ne parlons pas des Norvégiens parce que, comme ils n'avaient pas d'historiens à cette époque, nous ne connaissons pas leurs sentimens. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que ne se trouvant pas, comme leurs voisins, épuisés par de longues guerres, ils devaient trouver les charges que Marguerite leur imposait, beaucoup moins insupportables que les Suédois. Les Danois révèrent le souvenir de Marguerite comme celui d'une grande souveraine sous laquelle leur patrie a joui d'une considération politique plus imposante que sous aucun de ses anciens rois. Les Suédois, au contraire, pour qui Marguerite était absolument étrangère, se plaignent d'avoir été sacrifiés à l'intérêt du Danemark [1]. Ce qui est sûr, c'est que les impôts que

[1] Hæc regina tantæ celebritatis exstitit apud Danos ut eam æsti-

les Suédois payaient sous Albert, n'étaient pas comparables à ceux par lesquels ils étaient accablés sous le règne de Marguerite, et plus d'une fois leurs plaintes furent sur le point d'éclater en révolte; mais la prudence de Marguerite sut toujours réprimer ces mouvemens, tantôt en cédant de bonne grâce, quand elle le pouvait sans compromettre son autorité, tantôt en imposant aux mutins par sa fermeté et sa vigueur. On lui reprochait d'avoir donné un grand nombre d'emplois importans et accordé des fiefs non-seulement à des Danois, mais aussi à des Italiens, à des Anglais, et ce qu'on lui pardonnait le moins, à des Allemands; mais il est probable que la reine voulait se servir de ces étrangers pour communiquer quelques élémens de civilisation aux Suédois plongés dans une profonde barbarie; et pour fixer ces individus sous le ciel glacial du Nord, il fallait sans doute leur accorder des avantages qui leur fissent oublier, s'il était possible, une patrie plus heureuse. Une chose qui contribua encore à faire haïr le gouvernement de Marguerite, et qui par la suite fit rompre l'union des trois couronnes du Nord, ce fut l'arrogance des Danois qui, méprisant l'ignorance et la grossièreté de leurs voisins, ne voulurent voir dans l'union égale entre trois nations indépendantes, que le droit de l'une de donner des lois aux deux autres.

Après la mort de la reine Marguerite, Éric poursuivit de nouveau son projet de conquérir le Sleswick

ment sanctam et canonisatione dignam; apud Suecos vero putatur profundissimo digna inferno, dit Ericus Olai.

qui l'occupa sans fruit pendant vingt ans, épuisa ses royaumes et l'abreuva de chagrins. Éric assembla, le 29 juillet 1413, une cour féodale à Nyborg, et fit déclarer par ce tribunal que le duché de Sleswick était dévolu à la couronne. Il fit confirmer ce jugement, le 14 juin 1415, par l'empereur Sigismond se trouvant alors à Constance. Les motifs de ce prononcé étaient que le duc avait, sans autorisation ou consentement du seigneur direct, aliéné une partie du fief, négligé en temps utile de demander l'investiture, ce qui constituait le délit de félonie et entraînait la déchéance. Pour exécuter le jugement, Éric envahit le duché; les ducs de Saxe-Lauenbourg, ceux de Mecklembourg et de Brunswick-Lunebourg y envoyèrent également des troupes, pour faire valoir à cette occasion quelques anciennes prétentions. Éric prit, le 15 juillet 1417, Sleswick, capitale du duché. Ce fut dans ce moment que la ville de Hambourg, et, à son exemple, plusieurs États de Basse-Saxe, se déclarèrent pour la maison de Holstein. Sleswick fut repris, la guerre continua et le duché fut horriblement dévasté. Après plusieurs tentatives pour arranger ce différend, les parties en remirent l'arbitrage à l'empereur Sigismond. Le roi Éric se rendit, au mois d'août 1423, à la cour impériale à Bude, où Henri III, l'aîné des ducs de Sleswick, comtes de Holstein, devait également comparaître. Comme il tarda à arriver, Éric fit en attendant un pélerinage à Jérusalem, d'où il revint au mois de janvier 1424. Par une sentence rendue le 28 juin 1424, Sigismond adjugea au roi le duché de Sleswick sans aucune ex-

ception, réservant aux ducs l'île de Laland avec 300,000 marcs d'argent. La maison de Holstein refusa de se soumettre à cette décision, et en appela au pape : Sigismond, de son côté, ordonna à l'archevêque de Brême, à l'évêque de Hildesheim et à plusieurs autres princes et villes du nord de l'Allemagne, ainsi qu'au grand maître de l'ordre Teutonique, de l'exécuter par la force des armes.

A la tête de 50,000 hommes, Eric assiégea Sleswick et Gottorp; mais les villes de Lubeck, Hambourg, Stralsund, Lunebourg et Wismar, ayant en 1426 conclu une alliance avec la maison de Holstein, le 18 octobre elles déclarèrent la guerre au roi des trois royaumes unis. Éric, qui ne s'attendait pas à cette déclaration, en fut tellement troublé, qu'il donna ordre sur-le-champ de lever les deux siéges : la retraite de son armée fut si précipitée qu'elle ressemblait à une fuite.

Sac de Bergen en Norvège, 1429.

Dans cette guerre qui dura neuf ans, les villes équipèrent des flottes considérables, et développèrent une grande puissance. En 1429, Barthélemy Vœt, armateur hanséatique, s'empara de la ville de Bergen, une des plus commerçantes du Nord, rivale des Hanséates. Vœt mit cette ville à feu et à sang, et la ruina entièrement. Sa conduite jette une tache sur l'histoire des villes allemandes, qui profitèrent de la misère dans laquelle les habitans furent précipités, pour s'emparer du monopole de la Norvège. Comme s'il craignait d'avoir laissé quelque chose à Bergen, Vœt revint à charge, et saccagea ce qui la première fois avait

échappé à son avidité. Cette fois-ci il s'empara aussi de la factorerie que les Anglais avaient à Bergen. Au reste, les armées navales d'Éric remportèrent divers avantages, de manière que les villes, dont le commerce souffre pendant toute guerre, fût-elle la plus heureuse, désiraient le rétablissement de la paix. Deux d'entre elles, Rostock et Stralsund, se séparèrent en 1430 de la ligue, pour accepter les conditions offertes par le roi; les hostilités continuèrent de la part des autres.

Transaction de Wordingborg de 1435, au sujet du Sleswick.

Bientôt après, des raisons que nous dirons tout-à-l'heure rendirent Éric plus modéré et plus pacifique qu'il n'avait été pendant toute la durée de son règne, et, le 14 juillet 1435, il s'arrangea à Wordingborg avec Adolphe VIII, le seul duc de Sleswick, comte de Holstein, qui eût survécu à cette longue brouillerie. Le duc devait conserver, sa vie durant, toute la partie du Sleswick dont il était en possession, et ses héritiers devaient en jouir encore pendant deux ans après sa mort; ce terme arrivé, les droits des deux parties, savoir du roi et de la maison de Holstein, devaient revivre en leur entier. Par le même arrangement, le Danemark conserva l'île d'Arroé et le bailliage de Hadersleben; mais trois années plus tard, la noblesse du pays, ne trouvant dans le gouvernement danois aucune protection contre la révolte des paysans, fut cause que ces deux districts rentrèrent volontairement sous l'obéissance des ducs.

Ainsi finit la longue et sanglante querelle pour le duché de Sleswick. Ce que tous les efforts du roi Éric

n'avaient pu effectuer, nous le verrons arriver, vingt-quatre ans plus tard, sans contestation, sans effusion de sang, et d'une manière plus complète qu'Éric ne pouvait l'espérer. Non-seulement le duché de Sleswick, fief danois, fut réuni à la couronne, mais les rois de Danemark se trouvèrent aussi maîtres du comté de Holstein, qui faisait partie de l'Empire germanique.

Deux jours après le traité conclu avec Adolphe, le 16 juillet, la paix fut aussi signée avec les quatre villes de Hambourg, Lubeck, Lunebourg et Wismar, dont toutes les anciennes franchises furent confirmées. Comme leur rivale, Bergen, n'existait plus, elles se maintinrent ainsi dans le monopole de la Norvège.

Inconduite d'Éric.

Nous allons faire connaître les motifs qui engagèrent Éric à signer le traité de Wordingborg. Il s'était fait détester en Danemark aussi bien qu'en Suède. Son manque absolu de talens lui avait fait commettre, disait-on, une suite de fautes dans la guerre du Holstein; et on leur attribuait la disproportion entre les avantages que cette guerre avait procurés au Danemark, et les frais qu'elle avait coutés. On se plaignait des vexations que la noblesse se permettait impunément dans le Jutland. On blâmait la conduite du roi envers son épouse, Philippine, fille de Henri IV, roi d'Angleterre, que ses mauvais procédés forcèrent d'entrer au couvent de Wadstena, où elle mourut en 1430; on lui pardonnait moins encore le scandale de sa liaison avec une femme de chambre de cette reine infortunée.

Révolte des Dalécarliens.

Les Suédois avaient encore d'autres griefs, indé-

pendamment de ceux qui tombaient déjà à la charge de sa mère. Jœsse Éricson, gouverneur de la Westmanie, qui était un Danois, commettait impunément des actes de cruauté dont le récit fait frémir [1]. Les Dalécarliens prirent les armes sous la conduite d'Engelbrecht, simple paysan, mais qui, ayant passé sa jeunesse dans un monde plus relevé, avait eu occasion de cultiver les talens dont la nature l'avait richement pourvu. C'était un véritable patriote dépourvu d'ambition, comme on en voit rarement à la tête d'un peuple soulevé : il se trompa, sans doute, sur les moyens de sauver sa nation opprimée; mais il était de bonne foi et sans égoïsme. Quoiqu'il réunît une armée de 100,000 hommes, il sut y maintenir la plus sévère discipline. Il ne commit aucun acte de violence, se contentant de prendre une place forte après l'autre, de destituer les commandans étrangers qu'il y trouvait, et de les remplacer par des indigènes. Ayant convoqué les sénateurs à Wadstena, ce chef les força de renoncer formellement à l'obéissance du roi. Les États du royaume réunis à Stockholm, publièrent un manifeste pour exposer les motifs qui les mettaient dans la nécessité de priver Éric de la couronne. Un des griefs mis en avant, portait qu'Éric avait déshonoré l'église en lui donnant d'indignes chefs, reproche qui se rapportait à l'archevêché d'Upsala. Ce siége

Déposition d'Éric par les Suédois.

[1] Singulariter Vallenses innumeris injuriis affligebat ita ut viros quinque in fumo suspenderet, mulieres partui vicinas in locum equorum ad plaustrum trahendum præponeret, quæ propterea abortientes fœtus mortuos pepererunt. ERICUS OLAI.

étant devenu vacant en 1431, le chapitre nomma archevêque Olaf Larson; Éric ne permit pas que ce prélat recommandable prît possession de sa nouvelle dignité, parce que lui-même avait conféré l'archevêché à un prêtre tout-à-fait indigne de cette place: malgré l'opposition du roi, Engelbrecht installa Olaf à Upsala, et cet archevêque employa toute son influence pour réconcilier le roi avec la nation, sans y réussir.

En 1434, Éric entra avec dix vaisseaux à Stockholm, où il fut sur-le-champ assiégé par Engelbrecht. Voyant l'impossibilité de résister à la longue avec ses faibles forces à la supériorité du nombre qui était du côté des rebelles, le roi conclut avec eux une trève qui devait durer du 11 novembre 1434 jusqu'au 8 septembre 1435, et pendant laquelle douze personnes, nommées par les deux parties, devaient prononcer sur les griefs de la nation. Éric partit, immédiatement après, pour le Danemark, dans l'intention de faire sa paix avec la maison de Holstein et les villes Hanséatiques.

Diète d'Arboga, 1435. Engelbrecht, régent de Suède.

Les Suédois convoquèrent une assemblée des États à Arboga, où Engelbrecht fut, le 6 janvier 1435, nommé administrateur du royaume. Le 5 mai suivant, il fut tenu à Halmstadt, une conférence entre des députés du roi et des États. Grâce aux soins de l'archevêque Olaf, on dressa des conditions très-équitables, moyennant lesquelles la nation se soumettrait au roi; c'étaient, à peu de chose près, celles que prescrivait l'union de Calmar. Les plénipoten-

tiaires du roi promirent que, le 29 juillet, il serait à Stockholm ; mais les négociations de Wordingborg, qui ne se terminèrent que le 16 juillet[1], ne lui permirent pas d'arriver avant le 1.er octobre. Le 18 du même mois, il accepta les articles convenus à Halmstadt, par lesquels il accordait une amnistie générale, promettait de diminuer les impôts d'après l'avis des sénateurs, et de nommer aux dignités de drost et de maréchal du royaume, que depuis long-temps il avait laissées vacantes. Il promit de ne confier qu'à des Suédois le commandement des forteresses, excepté Stockholm, Calmar et Nykiöping, dont il se réserva la libre disposition. Il donna, comme fiefs à vie, à Engelbrecht, le district d'OErebro ; à Eric Puk, second chef des insurgés, un autre domaine disponible. Articles de Halmstadt, 1435

Éric, qui n'eut jamais la force de maîtriser ses passions ni de dissimuler ses préventions, ne quitta Stockholm, au mois de novembre, qu'après avoir donné plus d'une preuve de sa haine pour la nation suédoise. Comme il ne prit aucune mesure pour remplir les obligations contractées, Engelbrecht convoqua les États à Arboga, pour le 20 janvier 1436. Cette diète invita le roi à se rendre, pour le 1.er mars 1436, à Stockholm, afin d'achever l'ouvrage commencé. Les Suédois occupèrent alors cette ville, et la garnison danoise se retira dans la forteresse. Renouvellement de la guerre civile.

Éric avait nommé Christiern Nielsson, de la famille de Wasa[2], drost ou ministre, et Charles Charles Knutson, administrateur de Suède.

[1] Voy. p. 339 de ce vol.

[2] Bisaïeul du roi Gustave I.er.

Knutson, de la maison de Bonde, maréchal ou grand connétable du royaume : c'étaient deux hommes du parti populaire, et on avait exigé d'Éric qu'il les nommât pour donner une preuve de la sincérité de sa réconciliation avec ce parti ; mais Charles Knutson n'était pas un patriote sans ambition comme l'honnête Engelbrecht ; c'était un de ces hommes vains et ambitieux qui cachent leur orgueil et leurs passions sous le manteau de la popularité : Charles visait à la couronne. Pour parvenir à son but, il commença par éloigner Engelbrecht, en le chargeant d'aller purger le royaume des troupes étrangères, pendant que lui-même dirigerait le siège du château de Stockholm. A peine Engelbrecht s'était-il mis en route, que Charles représenta la nécessité de nommer un administrateur du royaume. Le choix de ce dignitaire fut confié à trente personnes, dont vingt-cinq étaient les créatures de Charles, et le proclamèrent administrateur ; mais le peuple, mécontent de cette élection qu'il regardait comme l'ouvrage des grands, demanda et obtint que l'administrateur partageât son autorité avec Engelbrecht, de manière que la direction des affaires militaires fût abandonnée au dernier seul.

Etats danois à Wordingborg, 1436.

Cependant les députés d'Éric arrivèrent, le 1.er mars 1436, à Wadstena, pour porter les excuses du roi qui ne pouvait, disaient-ils, quitter le Danemark dans ce moment. Les députés des quatre villes de Hambourg, Lubeck, Wismar et Lunebourg, qui parurent à cette assemblée comme médiateurs, obtinrent que le terme fût prorogé au 29 juillet ; on convint de se

réunir alors à Calmar. Voici ce qui retenait Éric : il assembla, le 8 avril 1436, les États de Danemark à Wordingborg, et leur proposa de nommer son successeur, et de lui adjoindre, de son vivant, son cousin Bogislaw IX, duc de la Poméranie ultérieure. Les États refusèrent absolument de nommer un successeur éventuel ; et le roi dut s'apercevoir qu'il avait commis une de ses inconséquences ordinaires, en proposant un prince auquel le clergé était contraire. Bogislaw était excommunié depuis seize ans, à cause d'un différend avec l'évêché de Camin, et il avait montré son mépris pour la puissance ecclésiastique, en négligeant de se faire relever des censures de l'Église. Tout ce que les États de Danemark accordèrent à Éric, ce fut de pouvoir se donner son cousin pour aide (*höfvitzmand*), à condition qu'il ne s'arrogerait aucune branche de l'autorité royale, et n'agirait que comme l'ami et le conseil du roi. Cette fermeté des États indisposa tellement Éric, qu'après avoir confié à Bogislaw le gouvernement de la Séelande, il quitta secrètement le royaume, et se rendit en Poméranie. Il y leva une armée, avec laquelle il s'embarqua pour Dantzig, où il comptait enrôler un plus grand nombre de troupes. Les États craignant que l'éloignement du roi ne donnât lieu à la guerre civile, envoyèrent auprès de lui des députés qui, avec beaucoup de peine, l'apaisèrent et le ramenèrent en Danemark.

En attendant, la Suède avait été le théâtre d'un crime qui embrouilla de plus en plus les affaires. En- Assassinat d'Engelbrecht.

gelbrecht fut assassiné le 4 mai 1436 par Magnus, fils du sénateur Benoît Stenson, avec lequel il avait eu une querelle. La protection que Charles Knutson accorda à l'assassin et à ses complices, ne laissa pas de doute sur l'instigateur du forfait. L'administrateur débarrassé d'un collègue qui gênait toutes ses démarches, ne cacha plus ses passions, son orgueil, son avidité et sa cruauté. Éric arriva enfin à Calmar, où le 1.er septembre 1436, il fut conclu une nouvelle pacification.

Transaction de Calmar, du 1436.

L'union de Calmar fut renouvelée, et Éric reconnu roi des trois royaumes unis. Chaque royaume devait être gouverné d'après ses lois particulières; chacun avoir son drost et son maréchal; le roi devait demeurer quatre mois par an dans chacun de ses royaumes, sauf les absences nécessitées par les circonstances. Les trois royaumes devaient s'assister mutuellement dans leurs guerres; mais il ne devait être entrepris de guerre sans le consentement de tous les trois. Après la mort du roi, son successeur devait être nommé par cent vingt électeurs, moitié ecclésiastiques, moitié laïcs, quarante de chaque royaume, qui s'assembleraient à Halmstadt; si le roi ne laissait pas de fils légitime, le sort déciderait de quel royaume le nouveau monarque serait pris. Si les électeurs ne pouvaient s'entendre, le choix serait déféré à un comité de douze personnes.

Après avoir signé cette transaction, Eric retourna en Danemark, promettant de revenir le 29 septembre à Suderkiöping pour y tenir une diète. Il s'embarqua effectivement, quoique long-temps après le terme con-

venu, pour se rendre dans cette ville; mais un coup de vent le jeta à Wismar, d'où les glaces ne lui permirent pas de sortir sitôt. L'incertitude où l'on était en Suède sur son sort, fournit à l'administrateur le moyen d'affermir de plus en plus son autorité. Puk qui s'était mis à la tête des paysans pour venger la mort d'Engelbrecht, tomba dans un piége que la trahison de l'administrateur lui avait tendu, fut déclaré coupable sans forme de procès, et eut la tête tranchée : l'archevêque Olaf mourut subitement, et Charles est accusé de l'avoir empoisonné.

Éric, qui n'osait pas se livrer entre les mains de l'administrateur de Suède, et qui croyait que sa sûreté n'était pas moins compromise en Danemark, s'embarqua au printemps de 1437 avec tous ses trésors et ses maîtresses, pour se retirer au château de Wisborg qu'il avait fait construire à Wisby, dans l'île de Gothland. Par un acte signé en 1438, il déclara rompu le lien de féodalité qui depuis trois siècles [1] attachait au royaume de Danemark la principauté de Rügen, propriété de sa maison, savoir des ducs de Poméranie-Wolgast. De Wisborg il entra en pourparlers tant avec les Danois qu'avec les Suédois : il demanda aux derniers pour places de sûreté Stockholm, Nykiöping et Calmar.

Diète de Korsœr, 1438. Déposition d'Eric par les Danois; Christophe, comte Palatin du Rhin, administrateur du Danemark.

Les Danois furent les premiers à mettre fin, par une démarche décisive, à toutes les tergiversations d'Eric. Les États du royaume réunis à Korsœr, prononcèrent, le 28 octobre 1438, sa déposition, et offrirent leur

[1] Voy. vol. VI, p. 330; XI, 270.

couronne à Christophe, comte Palatin du Rhin, petit-fils de l'empereur Robert, et neveu d'Éric le Poméranien, puisqu'il était fils de cette princesse Catherine de Poméranie, que la reine Marguerite avait fait élever en Danemark [1]. Elle l'avait mariée à Jean, fils cadet de l'empereur Robert. Pour justifier leur démarche, les États reprochaient à Éric d'avoir voulu les forcer d'accepter pour roi son cousin Bogislaw; d'avoir confié les places fortes à des étrangers; d'avoir manqué à ses engagemens, déserté le royaume et emporté le trésor. Il n'avait pas protégé, disaient-ils, la noblesse et le clergé contre les violences de la populace, et, par cette négligence, il avait causé la perte d'Arroé et de Hadersleben [2]. La plupart de ces reproches étaient mal fondés ou exagérés; et Éric les réfuta parfaitement dans sa justification. Les seuls reproches graves qu'on pouvait faire à ce prince étaient son inconduite qui le rendait méprisable, et son incapacité de gouverner dans un temps orageux.

Christophe accepta les fonctions que les Danois lui avaient offertes, et vint dans le royaume; mais comme, d'après le pacte d'union, aucun des trois royaumes ne pouvait, sans le concours des deux autres, se donner un roi, il se contenta du titre d'administrateur.

Diète de Suderkiöping, 1439. Déposition d'Éric par les Suédois.

Les Suédois suivirent promptement l'exemple donné par les Danois. La diète de Suderkiöping prononça, le 6 janvier 1439, la destitution d'Éric. Le drost Christiern Nielsson s'opposa à cette mesure, et se brouilla entièrement avec l'administrateur. Celui-ci le surprit

[1] Voy. p. 293 de ce vol. [2] Voy. p. 339 de ce vol.

nuitamment et le força de se dessaisir de toutes les forteresses dont il était le maître. Niels Stenson, beau-frère de l'administrateur, se déclara hautement pour Éric et alla le joindre dans l'île de Gothland. Éric le nomma maréchal du royaume, et lui confia quelques troupes avec le Danebrog, bannière danoise [1]. Niels entra en Ostrogothie et dévasta le pays, mais il se laissa prendre et fut décapité.

Cependant les évêques obtinrent qu'on accordât à Éric un nouveau délai pour la tenue d'une conférence; mais comme il ne se présenta pas au terme fixé, la diète de Telge le déclara, au mois de septembre 1439, déchu du trône de Suède. Des députés de Suède et de Danemark se réunirent, au mois de novembre suivant, à Iönkiöping; les Norvégiens qui n'avaient pas les mêmes raisons de mécontentement que les deux autres nations, infiniment plus turbulentes, faisaient valoir, n'y comparurent pas. Les Suédois et les Danois s'accordèrent à maintenir l'union, et convinrent de s'assembler de nouveau, le 24 juin 1440, à Calmar, pour élire un roi, quand même les Norvégiens ne voudraient pas se joindre à eux.

Election de Christophe de Bavière comme roi de Danemark, 1440.

Sans attendre ce terme, les sénateurs du royaume de Danemark, réunis à Wiborg, élurent, le 9 janvier 1440, Christophe, comte Palatin du Rhin, ou, comme les historiens le nomment, duc de Bavière, après lui avoir fait signer une capitulation. Cette élection était une infraction de l'union de Calmar, que Christophe chercha en vain de pallier en prenant le titre de roi *élu*

[1] Voy. vol. VI, p. 333.

ou désigné, des Danois, des Vénèdes et des Goths. Le nouveau roi envoya Jean Laxman, archevêque de Lund, et Claude Ronnow, maréchal de Danemark, beau-frère de Charles Knutson, à Calmar, pour y négocier son élection par les Suédois, et pour gagner l'administrateur par des offres brillantes. Charles, voyant les évêques et les sénateurs favorablement disposés pour Christophe, ajourna l'élection à la prochaine diète qui était convoquée pour le 29 septembre 1440 à Arboga. Dans l'intervalle il s'arrangea avec Christophe qui promit de l'investir de la Finlande pour sa vie, et de l'OElande à titre héréditaire, en se réservant cependant la faculté de reprendre ce fief pour une somme de 40,000 marcs d'argent.

Election de Christophe de Bavière comme roi de Suède.

L'élection de Christophe eut lieu au mois de novembre 1440, à Arboga, et l'on en fit part aux Norvégiens avec invitation de se trouver, le 2 février 1441, à Lödese, pour terminer toute l'affaire. L'élection fut en effet consommée à Lödese le 25 avril, et Christophe signa une capitulation par laquelle le pouvoir des sénateurs reçut un nouvel accroissement. Au mois de septembre suivant, il fit son entrée à Stockholm, et, le 15 du même mois, il fut couronné à Upsal.

Christophe de Bavière est élu roi de Norvège, 1442.

Comme les Norvégiens avaient renouvelé à Lödese leur union avec la Suède, ils suivirent l'exemple qu'on leur avait donné dans ce royaume, et élurent également Christophe le 11 juin 1442. Il fut couronné peu de temps après à Drontheim. S'étant rendu de là à Rypen, il prit, le 1.er janvier 1443, des mains de l'ar-

chevêque de Lund la couronne de Danemark, et s'intitula depuis ce moment d'*archi-roi de l'empire danois*.

Christophe, roi de l'Union.

Ainsi *Christophe* réunit les trois couronnes que son oncle avait portées. Il employa tous les moyens qui pouvaient servir à le faire chérir par ses sujets et approuver par la postérité, en établissant de bonnes lois et fondant d'utiles institutions. Il publia en Danemark un droit municipal qui est connu sous la dénomination de *berkeriht*; il acheta Copenhague de l'évêque de Roskild [1] et y transféra sa résidence de Roskild où les rois de Danemark avaient eu jusqu'alors leur demeure ordinaire. Son désir de faire fleurir le commerce dans les états soumis à sa domination fut contrarié par les privilèges que les villes Hanséatiques s'étaient procurés dans les troubles précédens. Le projet de délivrer la Scandinavie de la tyrannie des monopolistes allemands, l'occupa pendant la courte durée de son règne. Il résolut d'abord de leur opposer une concurrence; dans cette vue il favorisa leurs rivaux, les Hollandais et les sujets de l'ordre Teutonique, ou les Prussiens et les Livoniens. Il renouvela, en faveur des villes de Prusse et de Livonie, les privilèges qui leur avaient été accordés dans les trois royaumes. Il s'attira par là des hostilités de la part des Hollandais qui, pour se venger, soutenaient le roi Éric dans les petites incursions qu'il faisait de temps en temps de l'île de Gothland où il était fixé. Ce différend fut terminé par un traité conclu, le

Démêlés avec les villes Hanséatiques.

[1] Voy. p. 278 de ce vol.

1er juillet 1443, par lequel les Hollandais obtinrent, pour la première fois, le droit de faire le commerce à Bergen qui avait été relevé de ses cendres. Cette concession était une violation du privilège exclusif des villes Hanséatiques que Christophe ne voulut d'abord pas renouveler. Il s'y décida cependant en 1445, et la convention faite avec les Hollandais resta sans effet. Il essaya alors d'un autre moyen. En 1443 il s'était allié avec les maisons de Brunswick, Mecklembourg et Brandebourg contre la ville de Lubeck dont il s'agissait de s'emparer par un coup de main. Cette tentative échoua : déjà les soldats des princes alliés s'étaient glissés dans la ville, et Christophe, avec sa flotte, était à l'entrée de la Trave, lorsqu'un incendie fortuit qui éclata pendant la nuit, donna lieu à un malentendu qui fit manquer tout le plan. Cet évènement est de l'année 1447. Toutefois Christophe ne renonça pas à son projet de devenir le bienfaiteur des trois royaumes par la destruction de la Ligue Hanséatique : sur son lit de mort il exprima le regret de ne pouvoir l'exécuter, et conseilla au sénat de Danemark de ne pas le perdre de vue.

Tentative sur Lubeck.

Pirateries d'Éric le Poméranien.

La Suède fut malheureuse sous le règne de ce prince, par une suite de calamités qui la frappèrent, telles que la famine et la peste. Les pirateries d'Éric augmentaient le mal, en interceptant les grains arrivant des pays étrangers. Les Suédois furent quelquefois réduits à mêler leur farine avec de l'écorce d'arbre pulvérisée, et comme le peuple, dans son ignorance, rend ceux qui le gouvernent responsables de tout le mal qu'il

souffre, il donna à Christophe le surnom de roi d'écorces (*birka-konung*).

Peut-être aurait-il dépendu de Christophe de chasser Éric de son île et de délivrer ainsi la Suède du mal que lui faisait ce roi pirate; mais comme d'après sa capitulation il aurait été obligé de réunir le Gothland à la Suède, il se serait attiré la haine des Danois qui y prétendaient aussi comme à leur propriété.

Jus Christophorianum.

Le 2 mai 1442, Christophe confirma le code de lois qui avait été rédigé sous le règne de Magnus II, après avoir déclaré que cette nouvelle législation ne devait préjudicier en rien aux privilèges de la noblesse et du clergé. Ce code qu'on cite ordinairement sous le nom de *Jus Christophorianum* est divisé en deux parties : les lois provinciales (*landslagen*), et les lois civiles (*statslagen*).

Mort de Christophe, 1448.

Christophe fut puni de l'ambition qui lui avait fait désirer une triple couronne, par l'esprit turbulent de ses sujets et par l'ingratitude qu'il recueillit pour tous ses soins tendant à leur bien-être. Il leur en fit plus d'une fois des reproches graves. Le chagrin qu'il en ressentit produisit une altération complète de son caractère; de jovial qu'il avait été il devint triste et taciturne. Les caresses de ses maîtresses et les débauches auxquelles il se livra ne purent le tirer de sa mélancolie. Il languit dans cet état jusqu'au 5 janvier 1448. Le ciel ne lui avait pas donné d'enfant. Dorothée de Brandebourg, fille de Jean l'Alchimiste, qu'il avait épousée en 1445, mais que n'avait su fixer son

inconstance, lui survécut. Après la mort de Christophe, l'union de Calmar fut, sinon dissoute, au moins suspendue pour quelque temps, ainsi que nous le verrons dans notre sixième livre.

FIN DU LIVRE V,

OU

DE L'HISTOIRE DU MOYEN AGE.

SUPPLÉMENT.

De l'ordre des Templiers de nos jours.

En parlant de la suppression de l'ordre des Templiers, l'auteur de cet ouvrage a dit [1] : « L'ordre du Christ en Portugal n'est que la continuation du Temple sous un autre nom. On prétend que les Templiers existent encore dans l'obscurité dans l'État ecclésiastique, et sous une nouvelle forme, mais très en secret, à Paris. »

Lorsqu'en 1824 l'auteur écrivait cette partie de son ouvrage, la seconde édition de l'*Histoire des Sectes religieuses*, par M. Grégoire, ancien évêque de Blois, n'avait point paru, puisqu'elle est de 1828. L'auteur ne la connaissait pas même lorsqu'au mois de juin 1830 il livra son septième volume à l'impression. Ce n'est que depuis cette publication qu'on l'a averti que dans le second volume de cet ouvrage se trouvaient des détails curieux sur l'existence actuelle et avouée de l'ordre du Temple à Paris. Il pensa d'abord que ces détails tenaient à un de ces efforts qu'on a faits en Allemagne et en Écosse pour établir une liaison historique entre les Templiers et l'ordre de la Maçonnerie, et il avoue qu'après avoir lu l'ouvrage cité et le *Manuel des Chevaliers de l'ordre du Temple*, imprimé à Paris, par le chevalier A. Guyot, imprimeur de la milice du Temple, en l'année 707 répondant à l'année vulgaire 1825, il lui est resté plus d'un

[1] Voy. vol. VII, p. 89.

doute sur l'identité des Templiers de Paris de 1831 avec ceux qui ont été supprimés en 1312. Comme néanmoins, d'une part, il s'agit de faits qu'on ne doit contester sans preuve, et que, de l'autre, le Manuel qui n'est pas entré dans le commerce, et qu'on ne se procure que par une *autorisation* spéciale, est fort rare, particulièrement à l'étranger, nous croyons devoir en donner quelques extraits qui pourront engager les savans s'occupant de ces matières, à faire des recherches sur les Templiers modernes.

1. Il faut d'abord remarquer qu'on déclare[1] que tout ce que les auteurs ont dit jusqu'à présent des rapports du Temple avec les Francs-Maçons est on ne peut pas plus erroné; mais qu'on accorde[2] que les chevaliers du Christ peuvent se considérer comme émanant de la sainte et noble milice du Temple, mais non comme étant l'Ordre même. « C'est parce qu'ils sont effectivement reconnus comme une fraction transformée de l'institution templiaire, que cet Ordre a cru devoir, par une disposition statutaire, ordonner que les chevaliers du Christ soient admis écuyers ou novices servans-d'armes du Temple. » On ne dit pas si les chevaliers du Christ ont jamais fait usage de cette faveur.

2. La bulle *ad providam Christi vicarii* n'a pu supprimer l'ordre du Temple. Jacques de Molay, pressentant son *martyre*, nomma, quelque temps avant de le subir, son successeur dans la grand'maîtrise. Une foule de chevaliers sortit de France et se refugia en Écosse, dans l'Orient et en Portugal où ils

[1] Voy. p. 353 du Manuel. [2] Voy. p. 383.

ont fait des prosélytes et où ils ont continué l'Ordre.

3. Les différens ordres de Maçonnerie ne sont sans doute que des contrefaçons de l'ordre du Temple, qui auront eu lieu dans les pays où les premiers chevaliers s'étaient retirés.

4. Après la mort de Jacques de Molay, des chevaliers écossais étant, à l'instigation du roi Robert Bruce, devenus apostats, se rangèrent sous les bannières d'un nouvel ordre institué par ce prince, et dans lequel les réceptions furent imitées d'après celles de l'ordre du Temple. C'est-là qu'il faut chercher l'origine de la Maçonnerie écossaise, et même celle des autres rites maçonniques. Les Templiers écossais furent excommuniés, en 1324, par le grand maître, successeur de Jacques de Molay, qui les déclara déserteurs du Temple.

5. Ce grand maître s'appelait Jean-Marc Larmenius, de Jérusalem; l'acte par lequel Molay le nomma, n'existe plus, mais l'ordre à conservé l'original (écrit sur parchemin, auquel est appendu le sceau de la Milice), de l'acte de transmission par lequel Larmenius nomma, en 1324, son successeur. Ce successeur et tous les grands maîtres après lui, *l'ont signé*.

6. L'original de cet acte se trouve entre les mains du grand maître actuel, *Son Altesse Éminentissime, le très-grand, très-puissant et excellentissime prince, seigneur sérénissime, très-sacré père, souverain pontife et patriarche*, monseigneur Bernard-Raymond Fabré-Palaprat, docteur en médecine à Paris [1], qui

[1] Auteur du Traité du galvanisme appliqué à la médecine.

fut élevé à cette dignité, le 4 novembre 1804. L'acte a été vu et son authenticité reconnue, dit-on, par plusieurs personnes; parmi elles il en est une dont la véracité et la bonne foi sont élevées au-dessus de tout doute.

7. Voici la succession des grands maîtres depuis Larmenius : Franç. Thomas *Thibaut* d'Alexandrie, 1324.—Arnolphe de *Braque*, 1340.—Jean de *Clermont*, 1349.—Bertrand *Duguesclin*, 1357.—Jean d'*Armagnac*, 1381.—Bernard d'*Armagnac*, 1392.—Jean d'*Armagnac*, 1419.—Jean de *Croy*, 1451.—Robert de *Lenoncourt*, 1478.—Galéaz de *Salazar*, 1497.—Philippe de *Chabot*, 1516.—Gérard de Salciac de *Tavannes*, 1544.—Henri de *Montmorenci*, 1574.—Charles de *Valois* [1], 1615.—Jacques Ruxelle de *Grancie*, 1651.—Jacques-Henri de Durfort, duc de *Duras*, 1681.—*Philippe*, duc d'Orléans, 1705.—Louis-Auguste de Bourbon, duc du *Maine*, 1724.—Louis-Henri de *Bourbon-Condé*, 1737.—Louis-François de *Bourbon-Conti*, 1741.—Louis-Hercule-Timoléon de *Cossé-Brisac*, 1776.—Claude-Mathieu Radix de *Chevillon*, régent en 1792.—Bernard-Raymond *Fabré-Palaprat*, 1804.

8. Le siège de l'Ordre est le palais magistral à Paris. Le grand maître se sert de la formule : *par la grâce de Dieu*. Les charges bénéficiaires sont : quatre lieutenances générales en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique; huit grandes préceptoreries en Sud-Europe, Nord-Europe, Sud-Asie, etc.; les titulaires d'un

[1] Comte d'Auvergne, ensuite duc d'Angoulême.

grand nombre de prieurés dans les quatre parties du monde. L'Ordre a un grand sénéchal, un grand amiral, un grand hospitalier, un grand chancelier, un grand trésorier, et beaucoup d'autres *excellences*.

9. Le ci-devant évêque de Blois, auquel on a donné communication du *Léviticon* de l'Ordre, manuscrit grec du treizième siècle, peut-être même plus ancien, dit que la doctrine religieuse des Templiers s'écarte en quelques points de l'orthodoxie; ce qui a engagé ce savant à assigner aux Templiers une place parmi les sectes religieuses. On nous a montré un portrait du grand maître, où il porte le costume d'un chef des Théophilanthropes; et cette circonstance nous a paru remarquable. M. Palaprat est directeur général de la société médico-philanthropique, qu'il a fondée : c'est un titre à la reconnaissance publique.

10. Les statuts de l'Ordre, rédigés en 1706, et signés par Philippe, duc d'Orléans, sont divisés en quarante-trois chapitres. Par le premier, intitulé *de Ordine*, nous apprenons que l'ordre du Temple, dit Ordre de l'Orient, observe la règle de S. Bernard. Les titres des chapitres suivans sont : 2.° *De Ordinis hierarchia*; 3.° *De conventu generali* (l'initiative des propositions tendant à faire des changemens aux règles de l'Ordre, est une prérogative du grand maître); 4.° *De supremo magistro* (le grand maître doit être catholique; il a le droit d'interpréter les lois, celui de nommer son successeur, de faire grâce à ceux qui sont condamnés pour avoir manqué aux lois de l'Ordre. Après son élection, il est formelle-

ment consacré comme souverain pontife et patriarche, et couronné); 5.° *De sede magistrali;* 6.° *De principe magistrali* (cette *Altesse Éminentissime* est le premier dignitaire de l'Ordre après le grand maître); 7.° *De consilio privato;* 8.° *De magno consilio;* 9.° *De consilio magistrali;* 10.° *De conventu magistrali;* 11.° *De delegato;* 12.° *De regente;* 13.° *De curia præceptorali;* 14.° *De curia synodali s. de primate et coadjutoribus generalibus;* 15.° *De magno senescallo;* 16.° *De magistrali secretario;* 17.° *De magno comite stabuli;* 18.° *De magno maris præfecto* (il commande la flotte); 19.° *De magno priori generali;* 20.° *De magno hospitalario;* 21.° *De magno cancellerario;* 22.° *De magno thesaurario;* 23.° *De legationum generali præfecto;* 24.° *De comiciis statutariis;* 25.° *De magnæ crucis decoratione;* 26.° *De magnis prioratibus vel linguis;* 27.° *De institutionis consiliis;* 28.° *De coadjutoriis;* 29.° *De ballivatibus;* 30.° *De commendariis;* 31.° *De conventibus.* (Nous trouvons dans ce chapitre la formule du vœu que les chevaliers jurent et signent de leur sang. Les vœux sont sextuples : obéissance, pauvreté, chasteté, fraternité, hospitalité, service militaire. Chaque récipiendaire promet d'employer son épée, ses forces, sa vie et tout ce qui est à lui, pour la cause, la défense et l'honneur de la religion chrétienne, de l'ordre du Temple et des chevaliers, ainsi que pour le recouvrement du Temple, du S. Sépulcre, de la Terre sainte et des possessions de l'Ordre. Pour être reçu novice d'armes il faut prouver quatre degrés

de noblesse; néanmoins le grand maître peut, pour des mérites éminens, conférer les quatre degrés de noblesse. Chaque chevalier est obligé de faire une fois en sa vie (*si cela se peut*), le pélerinage de la Terre sainte, et, également si cela se peut, de visiter la place du martyre (entre le Pont-Neuf et la Cité). 32.° *De abbatiis*. Les abbayes se composent de *chevalières professes;* l'abbaye de Paris a le titre de *métropolitaine magistrale*. Les abbayes sont gouvernées d'après une règle qui a été décrétée dans le convent général de 1451; 33.° *De postulantiis;* 34.° *De initiationis cœtibus*. Il y a cinq degrés d'initiés: les adeptes du grand aigle noir de S. Jean l'apôtre; les adeptes orientaux; les simples adeptes; les initiés intimes, les simples initiés; 35.° *De cooptationibus;* 36.° *De vestitu;* 37.° *De honoribus;* 38.° *De beneficiis et mansis*. Le revenu de chaque bénéficiaire consiste dans la vingtième partie de l'argent qui entre dans le trésor de chaque bénéfice. La manse du grand maître est payée par le trésor de l'Ordre; 39.° *De titulis;* 40.° *De subscriptionibus;* 41.° *De stylo cancellariæ*. Voici les noms des douze mois de l'année : *Nisan*, *Tab*, *Sivan*, *Tammuz*, *Aab*; *Elul*, *Tischri*, *Marschevan*, *Cisleu*, *Tabeth*, *Schebeth*, *Adar* (dans les années bissextiles : *Veadar*). L'année des Templiers est lunaire, et commence à la Pâque, conformément à Exod. XII, 2, et aux corrections des Juifs modernes. Ils ont une double chronologie, dont les époques sont : 1.° la fondation de l'Ordre (1118 de J.-C.); 2.° les *neuf mille* ans qui ont précédé

cette fondation; 42.° *Articuli generales;* 43.° *De formulis litterarum magistralium, diplomatum*, etc.

Nous terminerons cet article par un passage d'un discours tenu, en 1812, par le grand maître qui nous apprend que l'Ordre a effectivement des maisons (ou loges) à Hambourg, Bâle, Rome, Naples, Lisbonne et New-Yorck ; « et que l'auréole du Temple acquiert chaque jour de nouveaux rayons; que ses colonnes, riches des plus beaux ornemens, s'élèvent de tous côtés avec rapidité, en conservant toujours dans leur élévation, l'harmonie et la majesté des proportions, ainsi que la force qui doit les rendre inébranlables, au milieu même des plus violentes tempêtes. »

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE ONZIÈME VOLUME.

Suite du livre cinquième.

FIN DU TOME ONZIÈME.

COURS D'HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS,

DEPUIS LE BOULEVERSEMENT DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT JUSQU'EN 1789.

A. PIHAN DELAFOREST,
IMPRIMEUR DE LA COUR DE CASSATION,
rue des Noyers, nº 37.

COURS D'HISTOIRE

DES

ÉTATS EUROPÉENS,

DEPUIS LE BOULEVERSEMENT DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT JUSQU'EN 1789;

PAR

MAX. SAMSON-FRÉD. SCHOELL,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES TRAITÉS DE PAIX, ET DE CELLES DES LITTÉRATURES GRECQUE ET ROMAINE.

TOME DOUZIÈME.

PARIS,

L'AUTEUR, rue du Cherche-Midi, nº 14.
A. PIHAN DELAFOREST, rue des Noyers, nº 37.
GIDE FILS, rue Saint-Marc, nº 20.

BERLIN,

DUNCKER ET HUMBLOT.

1831.

PRÉFACE

DU VOLUME XII.

Comme le volume XI de ce Cours termine l'histoire du moyen âge, qui en compose une des grandes divisions, l'auteur a pensé qu'il serait convenable de la faire suivre de la Table alphabétique, au moyen de laquelle on pourra se servir de cet ouvrage comme d'un Dictionnaire historique. Il se persuade que les lecteurs ne regretteront pas l'extension qu'il a donnée à ce travail extrêmement pénible. Une longue expérience l'ayant convaincu de la nécessité d'une table dans chaque ouvrage destiné aux études, il s'est appliqué, dès la composition de la première feuille du premier volume, à rédiger cette table et à la tenir toujours complète, afin de placer tous les faits suivans en harmonie avec les précédens. Il s'applaudit beaucoup d'avoir suivi cette méthode qui l'a mis à même de reconnaître une foule d'erreurs, de négligences et de fautes qu'il pouvait ainsi faire disparaître avant de livrer les épreuves à l'impression.

Il serait peu convenable de parler ici des diffi-

cultés que présente la rédaction d'une table pareille à celle que l'auteur offre dans ce volume. Que le lecteur ne se doute pas seulement que ces difficultés ont existé, ce sera une preuve que l'auteur les a heureusement vaincues. Il doit cependant rendre compte de la manière dont les noms des souverains, princes, évêques, des épouses des princes, etc., ont été placés, afin que le lecteur ne perde pas son temps à les chercher où ils ne se trouvent pas. Voici les règles que le rédacteur s'est prescrites :

1. Les empereurs, rois et autres princes régnans (et leurs fils et petits-fils), doivent être cherchés, non sous le nom des pays sur lesquels ils ont régné, mais sous leurs noms propres.

2. Il en est de même de tous les princes d'Allemagne, d'Italie, des royaumes d'Arles et de Lotharingie (Pays-Bas), qui, ayant joui de la supériorité territoriale, sont traités à l'instar des souverains.

3. Parmi les princes d'Italie, il y a quelques maisons qui, après avoir régné pendant quelque temps par usurpation, ont fini par devenir légitimes, comme les Visconti, les Sforce, les Gonzague, etc.; elles ne sont traitées dans la table, comme souveraines, que depuis le moment qu'elles ont été reconnues par le chef de l'Empire. Ainsi les

seigneurs de Milan, antérieurs à Jean-Galeaz, le premier qui ait été reconnu prince d'Empire, doivent être cherchés sous leur nom de famille qui était *Visconti*.

4. Les ducs, comtes, marquis, vicomtes, etc. de France, n'ayant pas joui de la supériorité territoriale, sont placés au nom de leurs duchés, comtés, etc., et non à leurs noms propres : cette règle a souffert cependant quelques exceptions. Les maisons de Bourgogne, d'Artois, d'Evreux et quelques autres, descendantes de la maison royale, ont été traitées comme souveraines. Les ducs de Bourgogne de la seconde race, avaient un double droit à cette distinction, puisqu'ils étaient princes des royaumes d'Arles et de Lotharingie, jouissant de la supériorité territoriale. D'autres maisons y avaient droit par leur grande illustration, comme les ducs de Normandie et de Bretagne ; la maison de Toulouse, celle de Foix, celle d'Armagnac qui faisait remonter son origine aux rois Mérovingiens, etc.

5. Tous les évêques, princes ou non, se trouvent sous leurs noms propres, quelquefois sous leurs noms de famille; jamais sous celui du siège qu'ils ont occupé.

6. Les chefs des ordres de S. Jean, des Templiers et Teutonique; les maîtres provinciaux de

Prusse et de Livonie, ont été placés sous leurs noms de famille, sous lesquels ils sont plus connus que sous leurs noms propres.

7. Toutes les épouses et filles de monarques et princes, se trouvent sous leurs noms personnels.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES VOLUMES I A XI.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

(1) Nous observons ici que, dans l'acte d'institution que nous avons sous les yeux, le mot de *droit* se trouve à la place de *juste*. Nous parlerons de ce document dans l'histoire de France, à l'année 1579.

P.

Q.

FIN DU TOME DOUZIÈME.

